

CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK
GEMEENTERAAD VAN SCHAARBEEK

SEANCE DU 28 MAI 2025
VERGADERING VAN 28 MEI 2025

PRÉSENTS-AANWEZIG : M.-h. Hasan Koyuncu, Président du conseil-Voorzitter van de Gemeenteraad; Mme-mevr. Audrey Henry, Bourgmestre-Burgemeester; M.-h. Vincent Vanhalewyn, Echevin-Schepen; Mme-mevr. Justine Harze, Echevine-Schepene; MM.-hh. Cedric Mahieu, Frederic Nimal, Abobakre Bouhjar, Martin De brabant, Echevin-Schepenen; Mme-mevr. Gudrun Willems, Echevine-Schepene; Mme-mevr. Deborah Lorenzino, Echevine-Schepen; M.-h. Thomas Eraly, Echevin-Schepen; M.-h. Quentin Van Den Hove, Mmes-mevr. Angelina Chan, Done Sonmez, MM.-hh. Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Ibrahim Donmez, Sadik Koksai, Mme-mevr. Leila Lahssaini, M.-h. Yusuf Yildiz, Mmes-mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Marie Gervais, M.-h. Anton Schuurmans, Mme-mevr. Farida Tahar, MM.-hh. Ufuk Narinc, Elias Ammi, Mmes-mevr. Barbara Trachte, Isabelle Durant, M.-h. Ahmed El bargeragei, Mmes-mevr. Yousra Ouchen, Sarah Bestrioui, M.-h. Yvan De beaufort, Mmes-mevr. Chloé Deguide, Laure Lita, Yousra Douhri, Marie Speeckaert, MM.-hh. Benjamin Devos, Abdourahmane Balde, Saït Köse, Olivier Willocx, Matthieu Degrez, Quentin Vanbaelen, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden; M.-h. David Neuprez, Secrétaire Communal-Gemeentesecretaris.

ABSENTS-AFWEZIG : -

EXCUSÉS-VERONTSCHULDIGD : M.-h. Emin Ozkara, Mmes-mevr. Cécile Jodogne, Myriam Boxus, Ayse Yigit, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden; M.-h. Philippe Den Haene, Secrétaire Communal Adjoint-Adjunct gemeentesecretaris.

EN DÉBUT DE SÉANCE-IN HET BEGIN VAN DE VERGADERING : -

Monsieur Koyuncu, Président, préside l'assemblée qu'il ouvre en séance publique à 19h15.

De openbare vergadering wordt geopend om 19.15 uur onder voorzitterschap van mhr. Koyuncu, Voorzitter.

Elle est satisfaite au prescrit de l'article 89 de la nouvelle loi communale et les procès-verbaux des séances du 23 avril 2025 (18h30) et 21 mai 2025 (18h30) sont tenus sur le bureau à la disposition des membres du Conseil.

Er wordt voldaan aan de voorschriften van artikel 89 van de nieuwe gemeentewet en de notulen van de vergaderingen van 23 april 2025 (18.30 uur) en 21 mei 2025 (18.30 uur) zijn ter beschikking van de raadsleden ter tafel neergelegd.

Monsieur Degrez est désigné par le sort pour voter le premier lors du vote par appel nominal.

De heer Degrez is door het lot aangewezen om als eerste te stemmen bij hoofdelijke stemming.

SEANCE PUBLIQUE - OPENBARE VERGADERING

POINT(S) INSCRIT(S) À LA DEMANDE D'HABITANTS -- PUNT(EN) OPGETEKEND OP VERZOEK VAN INWONERS

SP 1.- Réaménagement de la place de Houffalize : nous n'avons pas mérité cela ! - Demande de Madame Houaria OUAZRHARI **** Point reporté à la demande à la demande des habitants **** -- Heraanleg van het plein in Houffalize: dit hebben we niet verdiend! - Verzoek van Mevrouw Houaria OUAZRHARI **** Punt overgedragen op verzoek van de bewoners *****

Ce point est reporté -- Dit punt wordt overgedragen

Point reporté au conseil communal du 25 juin 2025, à la demande des habitants

* * *

Madame Belkhatir a quitté la séance -- Mevrouw Belkhatir heeft de vergadering verlaten

* * *

SECRÉTAIRE COMMUNAL -- GEMEENTESCRETARIS

Bureau des Assemblées -- Kantoor der Vergaderingen

SP 2.- Programme de mandature communale 2025-2030 de la nouvelle majorité -

Présentation et débat -- Programma van het gemeentelijk mandaat 2025-2030 van de nieuwe meerderheid - Voorstelling en debat

Madame la Bourgmestre expose le point

Madame Lahssaini, Monsieur Degrez, Monsieur Ammi, Madame Lita, Monsieur Verzin, Madame Durant, Monsieur Clerfayt, Monsieur Narinc, Madame Deguide, Monsieur Dönmez, Madame Belkhatir, Monsieur Yildiz Madame Köse, Monsieur Köse, Monsieur Schuurmans et Monsieur van den Hove interviennent

Madame la Bourgmestre répond

Vote à mains levées sur l'accord de majorité -- Stemming met handopsteken op het meerderheidsakkoord :

31 voix pour, 12 voix contre et 0 abstentions -- 31 stemmen voor, 12 stemmen tegen en 0 onthoudingen

L'accord de majorité est approuvé à la majorité -- Het meerderheidsakkoord

* * *

Madame Belkhatir entre en séance -- Mevrouw Belkhatir komt binnen.

* * *

* * *

Naima BELKHATIR quitte la séance -- Naima BELKHATIR verlaat de vergadering.

* * *

SP 3.- Ordonnance du 14 décembre 2017 - Transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois - Règlement général - Modification -- Ordonnantie van 14 december 2017 - Transparentie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen - Algemeen reglement - Wijziging

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 36 voix contre 0 et 6 abstention(s). -- Besloten, met 36 stem(men) tegen 0 en 6 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 36 voix contre 0 et 6 abstention(s).

Vu l'Ordonnance du 14 décembre 2017 conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois, en particulier son article 4. § 1 er ;

Vu le règlement d'ordre intérieur du Conseil Communal ;

ARRETE :

Article 1er

Les membres du conseil communal ne bénéficient ni d'avantages de quelque nature que ce soit, ni de frais de représentation à charge de la commune.

Article 2

Les membres du Collège des Bourgmestre et Échevins ne bénéficient pas d'avantages de quelque nature que ce soit.

Ils ne bénéficient d'aucune allocation forfaitaire destinée à couvrir leur frais de représentation.

Toutefois, ces frais, dont le montant maximum est fixé par le Conseil Communal lors de l'adoption du budget à l'article dédié à ces dépenses (105/123-16/-/120), leur sont

remboursés moyennant justificatif(s).

Article 3:

Il est mis à la disposition des Bourgmestre et Échevins, désignés conformément aux articles 4,13 et 15 de la NLC, les outils de travail suivants :

1. un cabinet de travail équipé, outre les meubles meublants, du matériel de bureau courant ;
2. un smartphone dont l'abonnement et les communications sont prises en charge par la Commune selon les modalités prévues à l'article 4 ;
3. un ordinateur portable avec connexion internet au cabinet de travail ;
4. des enveloppes, papier à lettre en ce compris les frais d'envoi, pour le courrier non-administratif envoyés en qualité de membre du Collège, à concurrence des crédits inscrits à l'occasion du vote du budget ;
5. une écharpe maïorale pour le Bourgmestre et une écharpe par échevin ;
6. un libre parcours STIB ;
7. un accès à la plateforme juridique Inforum ;

Ces outils sont restitués à la fin du mandat, les membres du Collège conservant la faculté de racheter les outils prévus aux points 2 et 3 à leur valeur résiduelle.

En outre, les membres du Collège perçoivent un forfait compensant leurs frais de déplacement professionnel calculé conformément à la décision du conseil communal du 21 mai 2003 ;

Article 4:

Les membres du Collège bénéficient d'un contrat Split Billing, auprès de l'opérateur régional IRISNet.

Conformément à la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 27 mars 2018, le forfait pris en charge par la Commune est de 46€ HTVA mensuel et comprend 70GB de données. La partie qui excède le montant susmentionné sera à charge de l'utilisateur sauf lors des missions officielles à l'étranger

Ce forfait est celui en vigueur au 1er décembre 2024 et est susceptible d'évoluer selon la politique de tarification de l'opérateur.

Article 5 :

Il est mit à disposition des conseillers communaux les outils de travail suivants :

1. au moment de leur installation, 50 enveloppes, 50 feuilles papier à lettre et 50 cartes de remerciements avec un maximum de 200 par an/conseiller ;
2. au moment de leur installation et à la demande, des cartes de visites de la Commune ;
3. au moment de leur installation, un pack de Goodies 1030 : une tasse, un bic, un sac réutilisable, une lanière pour badge, un parapluie. Ces goodies sont susceptibles d'évoluer selon le stock interne ;
4. un libre parcours STIB ;
5. un accès à la plateforme juridique Inforum ;

Article 6 :

Les membres du Collège des Bourgmestre et Echevins sont rémunérés conformément aux dispositions de la Nouvelle Loi Communale. Le paiement se fait par virement bancaire au compte bancaire de chaque membre du Collège des Bourgmestre et Echevins à terme échu.

Article 7:

Conformément à l'article 12 de la nouvelle loi communale, les conseillers communaux perçoivent un jeton de présence lorsqu'ils assistent aux réunions du conseil communal et aux réunions des commissions dont ils sont membres, calculé comme suit :

- 140 € pour l'assistance aux réunions du Conseil Communal répartis à raison de 80 euros pour la participation au vote nominal en fin de séance publique et 60 euros pour le comité secret moyennant signature d'une liste de présence par le conseiller communal.
- 100 euros pour l'assistance aux réunions des commissions dont ils sont membres

Ces montants sont ceux en vigueur à partir du 1er décembre 2024 et seront indexés conformément à l'article 12 §1 alinéa 5 de la Nouvelle Loi Communale.

Au Président de séance ou à celui qui le remplace, il est alloué un double jeton de présence pour chaque réunion du Conseil présidée.

Le paiement se fait par virement bancaire au compte bancaire du Président du Conseil communal et de chaque Conseiller communal.

Article 8 :

Il est mis à disposition du Président du Conseil, désigné conformément à l'article 8bis de la

NLC, les outils de travail suivants :

1. un smartphone dont l'abonnement et les communications sont prises en charge par la Commune selon les modalités prévues à l'article 4 ;
2. un ordinateur portable avec connexion internet;
3. un accès à la plateforme juridique Inforum.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 36 stem(men) tegen 0 en 6 onthouding(en).

Gelet op de ordonnantie van 14 december 2017 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie aangaande de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen, en in het bijzonder haar artikel 4§1

Gelet op het Intern Huishoudelijk Reglement van de Gemeenteraad ;

BESLUIT :

Artikel 1

De leden van de gemeenteraad genieten noch van voordelen, in welke vorm dan ook, noch van representatiekosten ten laste van de gemeente.

Artikel 2

De leden van het College van Burgemeester en Schepenen genieten niet van voordelen, in welke vorm dan ook.

Zij genieten ook niet van een forfaitaire vergoeding die als doel heeft hun representatiekosten te dekken.

Niettegenstaande, worden deze kosten, waarvan het maximum bedrag vastgesteld wordt door de gemeenteraad tijdens de goedkeuring van de begroting op het daarvoor bestemd artikel (105/123-16/-/120), mits bewijsstukken, terugbetaald.

Artikel 3

Volgende werkmiddelen worden ter beschikking gesteld van de Burgemeester en de Schepenen, aangewezen overeenkomstig de artikelen 4, 13 en 15 van het nieuwe gemeentelijke wet :

1. een uitgerust werkkabinet, waartoe ook, samen met het meubilair, het gewone bureaumateriaal;
2. een smartphone waarvan het abonnement en de communicatiekosten ten laste vallen van de gemeente volgens de modaliteiten voorzien in artikel 4
3. een draagbare computer met een internetaansluiting in het werkkabinet.
4. op verzoek en volgens de beschikbaarheid, een gemeentevervoertuig met of zonder bestuurder voor de behoeften van de dienst
5. omslagen, briefpapier en daarbij de verzendkosten voor de niet administratieve zendingen die verstuurd worden in naam van het College, en indien zij het ingeschreven krediet dat goedgekeurd werd tijdens de stemming van de begroting, niet overschrijden
6. een sjerp voor de Burgemeester en een sjerp per Schepen ;
7. een vrijkaart mivb ;
8. een toegang tot het juridische internetplatform Inforum ;

Deze artikelen worden op het einde van het mandaat terug afgeleverd. De leden van het College behouden de mogelijkheid om de artikelen voorzien in punten 2 en 3 over te kopen volgens hun restwaarde.

De leden van het College ontvangen ook een forfaitaire vergoeding voor hun verplaatsingskosten in raam van hun werk berekend volgens het raadsbesluit van 21 mei 2003;

Artikel 4:

De leden van het College genieten van een contract split billing bij de gewestelijke operator IRISNet.

Conform de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 maart 2018, is de tussenkomst die de gemeente ten laste neemt vastgelegd op 46€ BTW en bedraagt 70GB data.

Dit forfait is deze geldig op 1 december 2024 en kan evolueren naar gelang de tarifiëringspolitiek van de operator.

Artikel 5

Aan de Gemeenteraadsleden worden volgende werkmiddelen toegekend :

1. bij hun installatie, 50 omslagen, 50 stuks briefpapier en 50 stuks bedankkaartjes met

- een maximum van 2000 par jaar/per gemeenteraadslid.
- 2. bij hun installatie en op aanvraag, visitekaartjes van de gemeente;
- 3. bij hun installatie, een pakketje met Goodies 1030 : een tas, een pen, een herbruikbare zak, een band voor de badge, een paraplu. Deze goodies kunnen veranderen naargelang de interne reserve.
- 4. een vrijkaart van de mivb ;
- 5. een toegang tot het juridisch internetplatform Inforum ;

Artikel 6 :

De leden van het College van Burgemeester en Schepenen worden bezoldigd overeenkomstig de bepalingen voorzien in de Nieuwe Gemeentewet. De betaling gebeurt via overschrijving op de bankrekening van elk lid van het College van Burgemeester en Schepenen, met een vergoeding na termijn.

Artikel 7

Conform artikel 12 van de nieuwe gemeentewet, ontvangen de gemeenteraadsleden presentiegelden wanneer zij deelnemen aan gemeenteraad- en commissievergaderingen waarvan zij lid zijn. Deze gelden worden als volgt berekend :

- 140 € voor het bijwonen van een raadsvergadering verdeeld als volgt : 80 € voor de deelname aan de hoofdelijke stemming op het einde van de openbare vergadering en 60 € voor de besloten vergadering mits de presentielijst getekend wordt door het gemeenteraadslid
- 100€ voor de deelneming aan de commissies waarvan zij lid zijn.

Deze bedragen zijn van toepassing vanaf 1 december 2024 en worden geïndexeerd in overeenstemming van artikel 12 §1 alinéa 5 van de Nieuwe Gemeentewet.

Aan de Voorzitter van de gemeenteraad of aan degene die hem vervangt, wordt er een dubbel presentiegeld uitgekeerd voor iedere vergadering die hij voorziet.

De betaling gebeurt via overschrijving op de bankrekening van de voorzitter van de gemeenteraad alsook van ieder gemeenteraadslid.

Artikel 8 :

Volgende werkmiddelen worden ter beschikking gesteld van de Voorzitter van de Raad, aangewezen overeenkomstig artikel 8bis van het nieuwe gemeente wet :

1. een smartphone waarvan het abonnement en de communicatiekosten ten laste vallen van de gemeente volgens de modaliteiten voorzien in artikel 4;
2. een draagbare computer met een internetaansluiting;
3. een toegang tot het juridische internetplatform Inforum.

SP 4.- Commissions du conseil communal - Répartition et composition -- Commissions van de gemeenteraad - Verdeling en samenstelling

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu la nouvelle loi communale et notamment ses articles 100, 117 et 120;

Vu le règlement d'ordre intérieur du conseil communal, en particulier les articles 61 et suivants;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20 mai 2025

DECIDE

de fixer comme suit les 10 commissions du conseil communal ainsi que leur membres :

Commission 1 : Sécurité - Stratégie Urbaine - Patrimoine et Culture fr - Communication

Président : Mme Audrey HENRY

PS - Parti Socialiste	Hasan KOYUNCU
	Matthieu DEGREZ
	Ibrahim DÖNMEZ
MR & Les Engagés 1030	Laure LITA
	Sadik KÖKSAL

	Yvan de BEAUFFORT
Ecolo-Groen	Isabelle DURANT
	Farida TAHAR
	Myriam BOXUS
PTB-PVDA	Laïla LAHSSAINI
	Ufuk NARINC
Liste Bourgmestre	Bernard CLERFAYT
	Cécile JODOGNE
Team Fouad Ahidar+1030	Elias AMMI
Le lundi qui précède de 19h00 à 19h45	

Commission 2 : Climat - Égalité des genres et des chances - Budget - Bâtiments publics et Tutelle sur le CPAS

Président : M. Vincent VANHALEWYN

PS - Parti Socialiste	Hasan KOYUNCU
	Matthieu DEGREZ
	Ayse YIGIT
MR & Les Engagés 1030	Olivier WILLOCX
	Marie SPEECKAERT
	Angelina CHAN
Ecolo-Groen	Isabelle DURANT
	Myriam BOXUS
	Farida TAHAR
PTB-PVDA	Abdourahmane BALDE
	Laïla LAHSSAINI
Liste Bourgmestre	Bernard CLERFAYT
	Quentin van den HOVE
Team Fouad Ahidar+1030	Elias AMMI
Le jeudi qui précède de 17h30 à 18h15	

Commission 3 : Rénovation urbaine - Mobilité et Stationnement - Urbanisme et Logement

Président : Mme. Justine HARZE

PS - Parti Socialiste	Yusuf YILDIZ
	Naïma BELKHATIR
	Hasan KOYUNCU
MR & Les Engagés 1030	Emel KÖSE
	Sadik KÖKSAL
	Marie SPEECKAERT
Ecolo-Groen	Marie GERVAIS
	Anton SCHUURMANS
	Myriam BOXUS
PTB-PVDA	Ufuk NARINC
	Benjamin DEVOS

Liste Bourgmestre	Cécile JODOGNE
	Quentin van den HOVE
Team Fouad Ahidar+1030	Elias AMMI
Le mardi qui précède de 17h30 à 18h15	

Commission 4 : Ressources Humaines - Finances - Familles - Aînés - Santé et Achats

Président : M. Cédric MAHIEU

PS - Parti Socialiste	Naïma BELKHATIR
	Ibrahim DÖNMEZ
	Matthieu DEGREZ
MR & Les Engagés 1030	Emel KÖSE
	Sadik KÖKSAL
	Olivier WILLOCX
Ecolo-Groen	Farida TAHAR
	Anton SCHUURMANS
	Marie GERVAIS
PTB-PVDA	Chloé DEGUIDE
	Quentin VANBAELEN
Liste Bourgmestre	Cécile JODOGNE
	Bernard CLERFAYT
Team Fouad Ahidar+1030	Elias AMMI
Le mardi qui précède de 18h15 à 19h00	

Commission 5 : Population - Affaires Juridiques - Assurances - Gestion de la relation citoyenne

Président : M. Frédéric NIMAL

PS - Parti Socialiste	Ibrahim DÖNMEZ
	Matthieu DEGREZ
	Ayse YIGIT
MR & Les Engagés 1030	Yvan de BEAUFFORT
	Sadik KÖKSAL
	Laure LITA
Ecolo-Groen	Marie GERVAIS
	Farida TAHAR
	Isabelle DURANT
PTB-PVDA	Leïla LAHSSAINI
	Abdourahmane BALDE
Liste Bourgmestre	Quentin van den HOVE
	Bernard CLERFAYT
Team Fouad Ahidar+1030	Elias AMMI
Le mercredi qui précède de 18h15 à 19h00	

Commission 6 : Sports - Prévention - Cohésion Sociale - Jeunesse et Cultes

Président : M. Abobakre BOUHJAR

PS - Parti Socialiste	Yusra DOUHRI
-----------------------	--------------

	Ibrahim DÖNMEZ
	Hasan KOYUNCU
MR & Les Engagés 1030	Emel KÖSE
	Laure LITA
	Yvan de BEAUFFORT
Ecolo-Groen	Farida TAHAR
	Barbara TRACHTE
	Anton SCHUURMANS
PTB-PVDA	Chloé DEGUIDE
	Ufuk NARINC
Liste Bourgmestre	Cécile JODOGNE
	Quentin van den HOVE
Team Fouad Ahidar+1030	Elias AMMI
Le mercredi qui précède de 17h30 à 18h15	

Commission 7 : Développement Urbain - Emploi - Économie - Classes Moyennes - Tourisme - Folklore et Gestion Immobilière

Président : M. Martin de BRABANT

PS - Parti Socialiste	Yusra DOUHRI
	Ayse YIGIT
	Matthieu DEGREZ
MR & Les Engagés 1030	Olivier WILLOCX
	Marie SPEECKAERT
	Angelina CHAN
Ecolo-Groen	Barbara TRACHTE
	Isabelle DURANT
	Farida TAHAR
PTB-PVDA	Quentin VANBAELEN
	Benjamin DEVOS
Liste Bourgmestre	Cécile JODOGNE
	Quentin van den HOVE
Team Fouad Ahidar+1030	Elias AMMI
Le jeudi qui précède de 19h00 à 19h45	

Commission 8 : Aménagement de l'espace public - Culture et Jeunesse Néerlandophone - Enseignement Néerlandophone

Président : Mme Gudrun WILLEMS

PS - Parti Socialiste	Yusuf YILDIZ
	Ayse YIGIT
	Yusra DOUHRI
MR & Les Engagés 1030	Olivier WILLOCX
	Marie SPEECKAERT
	Angelina CHAN

Ecolo-Groen	Anton SCHUURMANS
	Marie GERVAIS
	Myriam BOXUS
PTB-PVDA	Quentin VANBAELEN
	Abdourahmane BALDE
Liste Bourgmestre	Quentin van den HOVE
	Bernard CLERFAYT
Team Fouad Ahidar+1030	Elias AMMI
Le jeudi qui précède de 18h15 à 19h00	

Commission 9 : Propreté publique - Espaces Verts - Petite Enfance - Enfance - Accueil extra-scolaire et Bien-être animal

Président : Mme Déborah LORENZINO

PS - Parti Socialiste	Yusuf YILDIZ
	Yousra DOUHRI
	Ayse YIGIT
MR & Les Engagés 1030	Laure LITA
	Angelina CHAN
	Yvan de BEAUFFORT
Ecolo-Groen	Anton SCHUURMANS
	Barbara TRACHTE
	Myriam BOXUS
PTB-PVDA	Leïla LAHSSAINI
	Abdourahmane BALDE
Liste Bourgmestre	Cécile JODOGNE
	Quentin van den HOVE
Team Fouad Ahidar+1030	Elias AMMI
Le lundi qui précède de 17h30 à 18h15	

Commission 10 : Enseignement communal (FR) - Inspection pédagogique et Accueil para-scolaire

Président : M. Thomas ERALY

PS - Parti Socialiste	Yousra DOUHRI
	Naïma BELKHATIR
	Ibrahim DÖNMEZ
MR & Les Engagés 1030	Emel KÖSE
	Sadik KÖKSAL
	Olivier WILLOCX
Ecolo-Groen	Barbara TRACHTE
	Farida TAHAR
	Isabelle DURANT
PTB-PVDA	Chloé DEGUIDE
	Benjamin DEVOS

Liste Bourgmestre	Cécile JODOGNE
	Bernard CLERFAYT
Team Fouad Ahidar+1030	Elias AMMI
Le mardi qui précède de 19h00 à 19h45	

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder haar artikelen 100, 117 en 120;

Gelet op het interne huishoudelijk reglement van de gemeenteraad;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 mei 2025

BESLUIT

om als volgt de 10 commissies vast te leggen alsook haar leden :

Commissie 1 : Stedelijke veiligheid - Transversaal Strategisch Plan - Externe Relaties -

Erfgoed en Franstalige Cultuur

Voorzitter : Mevr. Audrey HENRY

PS - Parti Socialiste	Hasan KOYUNCU
	Matthieu DEGREZ
	Ibrahim DÖNMEZ
MR & Les Engagés 1030	Laure LITA
	Sadik KÖKSAL
	Yvan de BEAUFFORT
Ecolo-Groen	Isabelle DURANT
	Farida TAHAR
	Myriam BOXUS
PTB-PVDA	Leïla LAHSSAINI
	Ufuk NARINC
Liste Bourgmestre	Bernard CLERFAYT
	Cécile JODOGNE
Team Fouad Ahidar+1030	Elias AMMI
De voorafgaande maandag van 19.00 tot 19.45 uur	

Commissie 2 : Klimaat - Gender- en Kansengelijkheid - Begroting - Openbare Gebouwen en Toezicht op het ocmw

Voorzitter : de h. Vincent VANHALEWYN

PS - Parti Socialiste	Hasan KOYUNCU
	Matthieu DEGREZ
	Ayşe YIGIT
MR & Les Engagés 1030	Olivier WILLOCX
	Marie SPEECKAERT
	Angelina CHAN
Ecolo-Groen	Isabelle DURANT
	Myriam BOXUS
	Farida TAHAR
PTB-PVDA	Abdourahmane BALDE
	Leïla LAHSSAINI

Liste Bourgmestre	Bernard CLERFAYT
	Quentin van den HOVE
Team Fouad Ahidar+1030	Elias AMMI
De voorafgaande donderdag van 17.30 tot 18.15 uur	

Commissie 3 : Stadsvernieuwing - Mobiliteit en Parkeren - Stedenbouw en Huisvesting
Voorzitter : Mevr. Justine HARZE

PS - Parti Socialiste	Yusuf YILDIZ
	Naïma BELKHATIR
	Hasan KOYUNCU
MR & Les Engagés 1030	Emel KÖSE
	Sadik KÖKSAL
	Marie SPEECKAERT
Ecolo-Groen	Marie GERVAIS
	Anton SCHUURMANS
	Myriam BOXUS
PTB-PVDA	Ufuk NARINC
	Benjamin DEVOS
Liste Bourgmestre	Cécile JODOGNE
	Quentin van den HOVE
Team Fouad Ahidar+1030	Elias AMMI
De voorafgaande dinsdag van 17.30 tot 18.15 uur	

Commissie 4 : Human Resources - Financiën - Gezin - Ouderen - Gezondheid en Aankopen
Voorzitter : de h. Cédric MAHIEU

PS - Parti Socialiste	Naïma BELKHATIR
	Ibrahim DÖNMEZ
	Matthieu DEGREZ
MR & Les Engagés 1030	Emel KÖSE
	Sadik KÖKSAL
	Olivier WILLOCX
Ecolo-Groen	Farida TAHAR
	Anton SCHUURMANS
	Marie GERVAIS
PTB-PVDA	Chloé DEGUIDE
	Quentin VANBAELEN
Liste Bourgmestre	Cécile JODOGNE
	Bernard CLERFAYT
Team Fouad Ahidar+1030	Elias AMMI
De voorafgaande dinsdag van tot 18.15 tot 19.00 uur	

Commissie 5 : Bevolking - Juridische zaken - Verzekeringen en het Beheer van de Relatie met de Burger
Voorzitter : de h. Frédéric NIMAL

PS - Parti Socialiste	Ibrahim DÖNMEZ
-----------------------	----------------

	Matthieu DEGREZ
	Ayse YIGIT
MR & Les Engagés 1030	Yvan de BEAUFFORT
	Sadik KÖKSAL
	Laure LITA
Ecolo-Groen	Marie GERVAIS
	Farida TAHAR
	Isabelle DURANT
PTB-PVDA	Leïla LAHSSAINI
	Abdourahmane BALDE
Liste Bourgmestre	Quentin van den HOVE
	Bernard CLERFAYT
Team Fouad Ahidar+1030	Elias AMMI
De voorafgaande woensdag van 18.15 tot 19.00 uur	

Commissie 6 : Sport - Preventie - Sociale cohesie - Eredienst en Jeugd

Voorzitter : de h. Abobakre BOUHJAR

PS - Parti Socialiste	Yousra DOUHRI
	Ibrahim DÖNMEZ
	Hasan KOYUNCU
MR & Les Engagés 1030	Emel KÖSE
	Laure LITA
	Yvan de BEAUFFORT
Ecolo-Groen	Farida TAHAR
	Barbara TRACHTE
	Anton SCHUURMANS
PTB-PVDA	Chloé DEGUIDE
	Ufuk NARINC
Liste Bourgmestre	Cécile JODOGNE
	Quentin van den HOVE
Team Fouad Ahidar+1030	Elias AMMI
De voorafgaande woensdag van 17.30 tot 18.15 uur	

Commissie 7 : Ruimtelijke Ordening - Werkgelegenheid - Economie - Middenstand - Toerisme - Folklore en Vastgoedbeheer

Voorzitter : de h. Martin de BRABANT

PS - Parti Socialiste	Yousra DOUHRI
	Ayse YIGIT
	Matthieu DEGREZ
MR & Les Engagés 1030	Olivier WILLOCX
	Marie SPEECKAERT
	Angelina CHAN
Ecolo-Groen	Barbara TRACHTE

	Isabelle DURANT
	Farida TAHAR
PTB-PVDA	Quentin VANBAELEN
	Benjamin DEVOS
Liste Bourgmestre	Cécile JODOGNE
	Quentin van den HOVE
Team Fouad Ahidar+1030	Elias AMMI
De voorafgaande donderdag van 19.00 tot 19.45 uur	

Commissie 8 : Openbare ruimte - Nederlandstalig onderwijs, Jeugd- en Cultuurbeleid
Voorzitter : Mevr. Gudrun WILLEMS

PS - Parti Socialiste	Yusuf YILDIZ
	Ayse YIGIT
	Yousra DOUHRI
MR & Les Engagés 1030	Olivier WILLOCX
	Marie SPEECKAERT
	Angelina CHAN
Ecolo-Groen	Anton SCHUURMANS
	Marie GERVAIS
	Myriam BOXUS
PTB-PVDA	Quentin VANBAELEN
	Abdourahmane BALDE
Liste Bourgmestre	Quentin van den HOVE
	Bernard CLERFAYT
Team Fouad Ahidar+1030	Elias AMMI
De voorafgaande donderdag van 18.15 tot 19.00 uur	

Commissie 9 : Openbare Netheid en Groene ruimten - Jonge Kind - Kinderen - Naschoolse opvang en Dierenwelzijn
Voorzitter : Mevr. Deborah LORENZINO

PS - Parti Socialiste	Yusuf YILDIZ
	Yousra DOUHRI
	Ayse YIGIT
MR & Les Engagés 1030	Laure LITA
	Angelina CHAN
	Yvan de BEAUFFORT
Ecolo-Groen	Anton SCHUURMANS
	Barbara TRACHTE
	Myriam BOXUS
PTB-PVDA	Leïla LAHSSAINI
	Abdourahmane BALDE
Liste Bourgmestre	Cécile JODOGNE
	Quentin van den HOVE

Team Fouad Ahidar+1030	Elias AMMI
De voorafgaande maandag van 17.30 tot 18.15 uur	
<u>Commissie 10</u> : Gemeentelijk Onderwijs (FR) - Onderwijsinspectie en Buitenschoolse opvang	
<u>Voorzitter</u> : de h. Thomas ERALY	
PS - Parti Socialiste	Yousra DOUHRI
	Naïma BELKHATIR
	Ibrahim DÖNMEZ
MR & Les Engagés 1030	Emel KÖSE
	Sadik KÖKSAL
	Olivier WILLOCX
Ecolo-Groen	Barbara TRACHTE
	Farida TAHAR
	Isabelle DURANT
PTB-PVDA	Chloé DEGUIDE
	Benjamin DEVOS
Liste Bourgmestre	Cécile JODOGNE
	Bernard CLERFAYT
Team Fouad Ahidar+1030	Elias AMMI
De voorafgaande dinsdag van 19.00 tot 19.45 uur	

SP 5.- Désignation des représentants communaux au sein des ASBL Communales, intercommunales et autres structures -- Aanduiding van de gemeentelijke vertegenwoordigers in de gemeentelijke vzw's, intercommunalen en andere organen

Vote par bulletin secret -- Geheime stemming met stembrief

40 bulletins Oui, 2 bulletin Non -- 40 Stembrieven Ja en 2 stembrieven Neen

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 40 voix contre 2 et 0 abstention(s). -- Besloten, met 40 stem(men) tegen 2 en 0 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 40 voix contre 2 et 0 abstention(s).

Vu la Nouvelle Loi Communale et notamment les articles 100, 117 et 120 ;

Vu les statuts particuliers de chacun des organismes auxquels la Commune est associée ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE

De désigner les membres suivants comme représentants de la Commune de Schaerbeek au sein des ASBL et des organismes décrits ci-dessous :

Instance Orgaan	Assemblée Générale Algemene Vergadering	Conseil d'Administration Bestuursraad
INTERFIN	Quentin VAN DEN HOVE(Effectif)	Yvan DE BEAUFFORT
	Frédéric NIMAL (Suppléant)	Matthieu DEGREZ
		Gudrun WILLEMS
SIBELGA	Quentin VAN DEN HOVE(Effectif)	Yvan DE BEAUFFORT
	Frédéric NIMAL (Suppléant)	Gudrun WILLEMS

Instance Orgaan	Assemblée Générale Algemene Vergadering	Conseil d'Administration Bestuursraad
		Matthieu DEGREZ
VIVAQUA	Sadik KÖKSAL	Laure LITA
	Martin de BRABANT	Marie GERVAIS
	Naïma BELKHATIR	
	Yusuf YILDIZ	
	Deborah LORENZINO	
	Isabelle DURANT	
SCRL Intercommunale d'Inhumation	Angelina CHAN (effectif)	Naïma BELKHATIR (effectif)
	Sadik KÖKSAL (suppléant)	Yousra DOUHRI (suppléant)
Foyer Schaerbeekois Schaerbeekse Haard	Marie SPEECKAERT (VP-CG)	Marie SPEECKAERT (VP-CG)
	Jean-Philippe PIRARD (CA-CG)	Jean-Philippe PIRARD (CA-CG)
	Colienne LEJEUNE	Colienne LEJEUNE
	Myriam BOXUS (Bureau)	Myriam BOXUS (Bureau)
	Fabian BAUDRY (Bureau - Président)	Fabian BAUDRY (Bureau - Président)
	Emilie BIGARRE	Emilie BIGARRE
	Driss OUAMOU	Driss OUAMOU
	Matthieu DEGREZ (BP)	Matthieu DEGREZ (BP)
	Rabab BAHIA	Rabab BAHIA
	Vefkican CALISKAN	Vefkican CALISKAN
	Mariem SAMARY (obs)	Mariem SAMARY (obs)
	Jean-Noël DELPLANQUE (obs)	Jean-Noël DELPLANQUE (obs)
ASIS	Yavuz GORGUN	Yavuz GORGUN
	Stéphanie MILLET	Stéphanie MILLET
	Rosalie MOGENET	Rosalie MOGENET
	Marie GERVAIS	Marie GERVAIS
	Naïma BELKHATIR	Naïma BELKHATIR
	Matthieu DEGREZ	Matthieu DEGREZ
	François BAUDUIN	François BAUDUIN
	Merve Nur TUTAR	Merve Nur TUTAR
	Tahani MADMAD	Tahani MADMAD (Obs)
Rénovation à Schaerbeek - RenovaS	Guillaume NYST	Guillaume NYST
	Cédric GENICOT	Cédric GENICOT
	Kirsten CRICK	Kirsten CRICK
	Olivier NUTTENS	Olivier NUTTENS
	Georgy MANALIS	Georgy MANALIS
	Justine HARZE (Présidente)	Justine HARZE (Présidente)
	Cécile JODOGNE	Cécile JODOGNE

Instance Orgaan	Assemblée Générale Algemene Vergadering	Conseil d'Administration Bestuursraad
	Jan De MOFFARTS	Jan De MOFFARTS
	Elias AMMI	
S.A. Crédit pour la Construction d'Habitation bon marché à WB Krediet voor Sociale Woningen	Justine HARZE	
Brulabo	Yusra DOUHRI	
IRIS - Interhospitalière Régionale des Infrastructures de soins	Yusra DOUHRI	Yusra DOUHRI
CHU-Brugmann	Laure LITA	Emel KOSE (Vice-Présidente)
	Abobakre BOUHJAR	Yusuf YILDIZ
		Farida TAHAR
Centre Culturel de Schaerbeek Cultureel Centrum van Schaarbeek	Audrey HENRY (Présidente)	Audrey HENRY (Présidente)
	David MARIAGE	David MARIAGE
	Guillaume Le MAYEUR	Guillaume Le MAYEUR
	Kirsten CRICK (suppléante)	Kirsten CRICK (Suppléante)
	Luisa GHERDAOUI	Luisa GHERDAOUI
	Martin MARECHAL	Martin MARECHAL
	Jean-Benoit ISSELEE	Jean-Benoit ISSELLEE
	Georges VERZIN	Georges VERZIN
	Elias AMMI	
Académie des Arts de la Parole, de la Danse et de la Musique de Saint- Josse-Ten- Noode/Schaerbeek Intercommunale Muziekacademie van Sint-Joost-ten- Node/Schaarbeek.	Eric FAVRESS	Eric FAVRESSE
	Cédric Mahieu	Cédric Mahieu
	Amine EL ASLI	Amine EL ASLI
	Naïma BELKHATIR	Naïma BELKHATIR
	Cécile JODOGNE	Cecile JODOGNE
Halles de Schaerbeek	Quentin de BROUWER	Quentin de BROUWER
Arts et Culture 1030	Audrey HENRY (Présidente)	Audrey HENRY (Présidente)
	Christian SCHILLINGS	Christian SCHILLINGS
	Bernard DE RUDDER	Bernard DE RUDDER
	Muriel FAGOT	Muriel FAGOT
	Luisa GHERDAOUI	Luisa GHERDAOUI
	Martin MARECHAL	Martin MARECHAL

Instance Orgaan	Assemblée Générale Algemene Vergadering	Conseil d'Administration Bestuursraad
	Michele AMEDEO	Michel AMEDEO
	Lieve FRANSSEN	Lieve FRANSSEN
	Elias AMMI	
Sports 1030	Xavier MEZQUITA	Xavier MEZQUITA
	Salih DEMIRHAN	Salih DEMIRHAN
	Odile VEKEMANS	Odile VEKEMANS
	Thomas ERALY (Président)	Thomas ERALY (Président)
	Ibrahim DÖNMEZ	Ibrahim DÖNMEZ
	Ayoub YAHIA	Ayoub YAHIA
	Alain LENGLEZ	Alain LENGLEZ
	Moulay HAMIDI	Moulay HAMIDI
	Leïla LAHSSAINI	
Jeunesse 1030	Jean MARBAIX	Jean MARBAIX
	Bernard JANSSENS	Bernard JANSSENS
	Giuseppe OROBELLO	Giuseppe OROBELLO
	Sophie VANNESTE	Sophie VANNESTE
	Nasser ABDILLAHI	Nasser ABDILLAHI
	Sedat TEKES	Sedat TEKES
	Deborah LORENZINO	Deborah LORENZINO
	Etienne HANSENNE	Etienne HANSENNE
	Elias AMMI	
PEPPS	Cédric MAHIEU (Président)	Cédric MAHIEU (Président)
	Isabelle HOUMAN	Isabelle HOUMAN
	Amélie DAVID	Amélie DAVID
	Benedicte RENSON	Benedicte RENSON
	Sedat TEKES	Sedat TEKES
	Shpresa COBOVIC	Shpresa COBOVIC
	Vanessa LOODTS	Vanessa LOODTS
	Merve Nur TUTAR	Merve Nur TUTAR
	Leïla LAHSSAINI	
Port de Bruxelles S.A.	Audrey HENRY	Audrey HENRY
Ethias	Isabelle DURANT	
Guichet de l'Economie Locale De lokale economieloketten	Olivier WILLOCX (Président)	Olivier WILLOCX (Président)
	Salih DEMIRHAN	Salih DEMIRHAN
	Muriel FAGOT	Muriel FAGOT
	Isabelle GROSJEAN	Isabelle GROSJEAN
	Fatiha AHCINI	Fatiha AHCINI

Instance Orgaan	Assemblée Générale Algemene Vergadering	Conseil d'Administration Bestuursraad
	Yousra DOUHRI	Yousra DOUHRI
	Stéphanie LECLERCQ	Stéphanie LECLERCQ
	Arsh KHAN	Arsh KHAN
	Georges VERZIN	
A Vos Cotés 1030	Françoise KESTEMAN (Présidente)	Françoise KESTEMAN (Présidente)
	Eric DEGAND	Eric DEGAND
	Isabelle GROSJEAN	Isabelle GROSJEAN
	François COLINET	François COLINET
	Shpresa COBOVIC	Shpresa COBOVIC
	Georgy MANALIS	Georgy MANALIS
	Deborah LORENZINO	Déborah LORENZINO
	Hulya ILERI	Hulya ILERI
	Leïla LAHSSAINI	
Crèches de Schaerbeek	Marie SPEECKAERT	Marie SPEECKAERT
	Françoise KESTEMAN	Françoise KESTEMAN
	Marie-Madeleine NYSENS	Marie-Madeleine NYSENS
	Odile VEKEMANS	Odile VEKEMANS
	Fatiha AHCINI (Vice-Présidente)	Fatiha AHCINI (Vice-Présidente)
	Hanise EBIBI	Hanise EBIBI
	Deborah LORENZINO	Deborah LORENZINO
	Cloé MATHURIN	Cloé MATHURIN
	Elias AMMI	
Harmonisation Sociale Schaerbeekoise Sociale harmonisatie Schaarbeek vzw	Sidgi MATTAR	Sidgi MATTAR
	Guillaume NYST	Guillaume NYST
	Marie GERVAIS	Marie GERVAIS
	Mamadou BAH	Mamadou BAH
	Naïma BELKHATIR	Naïma BELKHATIR
	Adnan BEL KHATIR	Adnan BEL KHATIR
	Cecile JODOGNE	Cecile JODOGNE
	Mariem SAMARY	Mariem SAMARY
	Leïla LAHSSAINI	
CPEONS	Thomas ERALY	Thomas ERALY
Oeuvres des Colonies Scolaires - OCS	Colienne LEJEUNE (VP)	Colienne LEJEUNE (VP)
	Bernard JANSSENS	Bernard JANSSENS
	Guillaume DEFOSSE	Guillaume DEFOSSE
	Isabelle DURANT (Présidente)	Isabelle DURANT (Présidente)
	Fatiha AHCINI	Fatiha AHCINI

Instance Orgaan	Assemblée Générale Algemene Vergadering	Conseil d'Administration Bestuursraad
	Ali EL HAOUZI	Ali EL HAOUZI
	Deborah LORENZINO	Deborah LORENZINO
	Georges VERZIN	Georges VERZIN
	Elias AMMI	
ECF 1030	Martin de BRABANT	Martin de BRABANT
	Audrey HENRY	Audrey HENRY
	Cédric MAHIEU	Cédric MAHIEU
	Abobakre BOUHJAR	Abobakre BOUHJAR
	Justine HARZE	Justine HARZE
	Deborah LORENZINO	Deborah LORENZINO
	Frédéric NIMAL	Frédéric NIMAL
	Thomas ERALY	Thomas ERALY
	Gudrun WILLEMS	Willems GUDRUN
	Vincent VANHALEWYN	Vincent VANHALEWYN
	Elias AMMI	Elias AMMI
	Leïla LAHSSAINI	
Agence Locale pour l'Emploi - ALE	Marianne FRAEYS (Présidente)	Marianne FRAYES (Présidente)
	Ayat ELKHOLTI	Ayat ELKHOLTI
	Maxime BAUDAUX	Maxime BAUDAUX
	Guillaume DEFOSSE	Guillaume DEFOSSE
	Ridouan SEBBOUTI	Ridouan SEBBOUTI
	Abdelhakim EL KARAOUI	Abdelhakim EL KARAOUI
	Fatiha BAHIA	Fatiha BAHIA
	Christobal de JAMBLINNE de MEUX	Christobal de JAMBLINNE de MEUX
	Leïla LAHSSAINI	
Mission Locale de Schaerbeek pour l'Emploi et la Formation	Fabrice MAHIEU (Président)	Fabrice MAHIEU (Président)
	Geoffroy de HULST	Geoffroy de HULST
	Amine EL ASLI (Vice-Président)	Amine EL ASLI (Vice-Président)
	Fouad ELKHAOUI	Fouad ELKHAOUI
	Julie MAENAUT	Julie MAENAUT
		Elias AMMI
Travail de Rue à Schaerbeek Sociale straatwerkers	Martin de BRABANT	Martin de BRABANT
	Audrey HENRY	Audrey HENRY
	Cédric MAHIEU	Cédric MAHIEU
	Abobakre BOUHJAR	Abobakre BOUHJAR
	Justine HARZE	Justine HARZE

Instance Orgaan	Assemblée Générale Algemene Vergadering	Conseil d'Administration Bestuursraad
	Deborah LORENZINO	Deborah LORENZINO
	Frédéric NIMAL	Frédéric NIMAL
	Thomas ERALY	Thomas ERALY
	Gudrun WILLEMS	Gudrun WILLEMS
	Vincent VANHALEWYN	Vincent VANHALEWYN
	Elias AMMI	Elias AMMI
	Georges VERZIN	
Jeunes Schaerbeekoïses au Travail	Martin de BRABANT (Président)	Martin de BRABANT (Président)
	Tunahan OZTURK	Tunahan OZTURK
	Maxime BAUDAUX	Maxime BAUDAUX
	Shpresa COBOVIC	Shpresa COBOVIC
	Nasser ABDILLAH	Nasser ABDILLAH
	Cem HAZAR	Cem HAZAR
	Jonathan BALDAN	Jonathan BALDAN
	Ridvan GÖKTAS	Ridvan GÖKTAS
	Elias AMMI	
Schaerbeek Action Emploi	Martin de BRABANT (Président)	Martin de BRABANT (Président)
	Stéphanie MILLET	Stéphanie MILLET
	Guillaume d'ARVENG	Guillaume d'ARVENG
	Maxime BAUDAUX	Maxime BAUDAUX
	Takkiddine BOUTAHAR	Takkiddine BOUTAHAR
	Houaria OUZHARI	Houaria OUZHARI
	Aida Patricia PARGA VEGA	Aida Patricia PARGA VEGA
Brulocalis	Marie SPEECKAERT	Sadik KÖKSAL
		Audrey HENRY
VIA asbl	Olena CARBOU	
	Yousra Daly	
	François ROLAND	
	Rosalie MOGENET	
	Abobakre BOUHJAR	
	Ozan DÖNMEZ	
	Malgorzata LUKOMSKA	
	Arsh KHAN	
	Tiago ANGELO CARVALHO	
Ecole Régionale et Intercommunale de Police - ERIP	Audrey HENRY	
La Lustrerie	Martin de BRABANT	Martin de BRABANT

Instance Orgaan	Assemblée Générale Algemene Vergadering	Conseil d'Administration Bestuursraad
Quarbuur	Michael KUKAJ	Michael KUKAJ
	Georgy MANALIS	Georgy MANALIS
	Gudrun WILLEMS	Gudrun WILLEMS
	Elias AMMI	Elias AMMI
CREAT	Cédric MAHIEU	
ERAP	Audrey HENRY	

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 40 stem(men) tegen 2 en 0 onthouding(en).

Gelet op de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder haar artikels 100, 117 en 120 ;

Gelet op de bijzondere statuten van iedere vereniging waarmee de gemeente verbonden is ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT

Om de volgende leden aan te duiden als vertegenwoordiger van de gemeente Schaarbeek temidden van de hieronder vermelde vzw's en verenigingen :

Instance Orgaan	Assemblée Générale Algemene Vergadering	Conseil d'Administration Bestuursraad
INTERFIN	Quentin VAN DEN HOVE(Effectif)	Yvan DE BEAUFFORT
	Frédéric NIMAL (Suppléant)	Matthieu DEGREZ
		Gudrun WILLEMS
SIBELGA	Quentin VAN DEN HOVE(Effectif)	Yvan DE BEAUFFORT
	Frédéric NIMAL (Suppléant)	Gudrun WILLEMS
		Matthieu DEGREZ
VIVAQUA	Sadik KÖKSAL	Laure LITA
	Martin de BRABANT	Marie GERVAIS
	Naïma BELKHATIR	
	Yusuf YILDIZ	
	Deborah LORENZINO	
	Isabelle DURANT	
SCRL Intercommunale d'Inhumation	Angelina CHAN (effectif)	Naïma BELKHATIR (effectif)
	Sadik KÖKSAL (suppléant)	Yousra DOUHRI (suppléant)
Foyer Schaerbeekois Schaarbeekse Haard	Marie SPEECKAERT (VP-CG)	Marie SPEECKAERT (VP-CG)
	Jean-Philippe PIRARD (CA-CG)	Jean-Philippe PIRARD (CA-CG)
	Colienne LEJEUNE	Colienne LEJEUNE
	Myriam BOXUS (Bureau)	Myriam BOXUS (Bureau)
	Fabian BAUDRY (Bureau - Président)	Fabian BAUDRY (Bureau - Président)
	Emilie BIGARRE	Emilie BIGARRE
	Driss OUAMOU	Driss OUAMOU
	Matthieu DEGREZ (BP)	Matthieu DEGREZ (BP)
	Rabab BAHIA	Rabab BAHIA

Instance Orgaan	Assemblée Générale Algemene Vergadering	Conseil d'Administration Bestuursraad
	Vefkican CALISKAN	Vefkican CALISKAN
	Mariem SAMARY (obs)	Mariem SAMARY (obs)
	Jean-Noël DELPLANQUE (obs)	Jean-Noël DELPLANQUE (obs)
ASIS	Yavuz GORGUN	Yavuz GORGUN
	Stéphanie MILLET	Stéphanie MILLET
	Rosalie MOGENET	Rosalie MOGENET
	Marie GERVAIS	Marie GERVAIS
	Naïma BELKHATIR	Naïma BELKHATIR
	Matthieu DEGREZ	Matthieu DEGREZ
	François BAUDUIN	François BAUDUIN
	Merve Nur TUTAR	Merve Nur TUTAR
	Tahani MADMAD	Tahani MADMAD (Obs)
Rénovation à Schaerbeek - RenovaS	Guillaume NYST	Guillaume NYST
	Cédric GENICOT	Cédric GENICOT
	Kirsten CRICK	Kirsten CRICK
	Olivier NUTTENS	Olivier NUTTENS
	Georgy MANALIS	Georgy MANALIS
	Justine HARZE (Présidente)	Justine HARZE (Présidente)
	Cécile JODOGNE	Cécile JODOGNE
	Jan De MOFFARTS	Jan De MOFFARTS
	Elias AMMI	
S.A. Crédit pour la Construction d'Habitation bon marché à WB Krediet voor Sociale Woningen	Justine HARZE	
Brulabo	Yousra DOUHRI	
IRIS - Interhospitalière Régionale des Infrastructures de soins	Yousra DOUHRI	Yousra DOUHRI
CHU-Brugmann	Laure LITA	Emel KOSE (Vice-Présidente)
	Abobakre BOUHJAR	Yusuf YILDIZ
		Farida TAHAR
Centre Culturel de Schaerbeek Cultureel Centrum van Schaarbeek	Audrey HENRY (Présidente)	Audrey HENRY (Présidente)
	David MARIAGE	David MARIAGE
	Guillaume Le MAYEUR	Guillaume Le MAYEUR
	Kirsten CRICK (suppléante)	Kirsten CRICK (Suppléante)
	Luisa GHERDAOUI	Luisa GHERDAOUI

Instance Orgaan	Assemblée Générale Algemene Vergadering	Conseil d'Administration Bestuursraad
	Martin MARECHAL	Martin MARECHAL
	Jean-Benoit ISSELEE	Jean-Benoit ISSELLEE
	Georges VERZIN	Georges VERZIN
	Elias AMMI	
Académie des Arts de la Parole, de la Danse et de la Musique de Saint- Josse-Ten- Noode/Schaerbeek Intercommunale Muziekacademie van Sint-Joost-ten- Node/Schaarbeek.	Eric FAVRESS	Eric FAVRESSE
	Cédric Mahieu	Cédric Mahieu
	Amine EL ASLI	Amine EL ASLI
	Naïma BELKHATIR	Naïma BELKHATIR
	Cécile JODOGNE	Cecile JODOGNE
Halles de Schaerbeek	Quentin de BROUWER	Quentin de BROUWER
Arts et Culture 1030	Audrey HENRY (Présidente)	Audrey HENRY (Présidente)
	Christian SCHILLINGS	Christian SCHILLINGS
	Bernard DE RUDDER	Bernard DE RUDDER
	Muriel FAGOT	Muriel FAGOT
	Luisa GHERDAOUI	Luisa GHERDAOUI
	Martin MARECHAL	Martin MARECHAL
	Michele AMEDEO	Michel AMEDEO
	Lieve FRANSSEN	Lieve FRANSSEN
	Elias AMMI	
Sports 1030	Xavier MEZQUITA	Xavier MEZQUITA
	Salih DEMIRHAN	Salih DEMIRHAN
	Odile VEKEMANS	Odile VEKEMANS
	Thomas ERALY (Président)	Thomas ERALY (Président)
	Ibrahim DÖNMEZ	Ibrahim DÖNMEZ
	Ayoub YAHIA	Ayoub YAHIA
	Alain LENGLEZ	Alain LENGLEZ
	Moulay HAMIDI	Moulay HAMIDI
	Leïla LAHSSAINI	
Jeunesse 1030	Jean MARBAIX	Jean MARBAIX
	Bernard JANSSENS	Bernard JANSSENS
	Giuseppe OROBELLO	Giuseppe OROBELLO
	Sophie VANNESTE	Sophie VANNESTE
	Nasser ABDILLAHI	Nasser ABDILLAHI
	Sedat TEKES	Sedat TEKES
	Deborah LORENZINO	Deborah LORENZINO

Instance Orgaan	Assemblée Générale Algemene Vergadering	Conseil d'Administration Bestuursraad
	Etienne HANSENNE	Etienne HANSENNE
	Elias AMMI	
PEPPS	Cédric MAHIEU (Président)	Cédric MAHIEU (Président)
	Isabelle HOUMAN	Isabelle HOUMAN
	Amélie DAVID	Amélie DAVID
	Benedicte RENSON	Benedicte RENSON
	Sedat TEKES	Sedat TEKES
	Shpresa COBOVIC	Shpresa COBOVIC
	Vanessa LOODTS	Vanessa LOODTS
	Merve Nur TUTAR	Merve Nur TUTAR
	Leïla LAHSSAINI	
Port de Bruxelles S.A.	Audrey HENRY	Audrey HENRY
Ethias	Isabelle DURANT	
Guichet de l'Economie Locale De lokale economieloketten	Olivier WILLOCX (Président)	Olivier WILLOCX (Président)
	Salih DEMIRHAN	Salih DEMIRHAN
	Muriel FAGOT	Muriel FAGOT
	Isabelle GROSJEAN	Isabelle GROSJEAN
	Fatiha AHCINI	Fatiha AHCINI
	Yousra DOUHRI	Yousra DOUHRI
	Stéphanie LECLERCQ	Stéphanie LECLERCQ
	Arsh KHAN	Arsh KHAN
	Georges VERZIN	
A Vos Cotés 1030	Françoise KESTEMAN (Présidente)	Françoise KESTEMAN (Présidente)
	Eric DEGAND	Eric DEGAND
	Isabelle GROSJEAN	Isabelle GROSJEAN
	François COLINET	François COLINET
	Shpresa COBOVIC	Shpresa COBOVIC
	Georgy MANALIS	Georgy MANALIS
	Deborah LORENZINO	Déborah LORENZINO
	Hulya ILERI	Hulya ILERI
	Leïla LAHSSAINI	
Crèches de Schaerbeek	Marie SPEECKAERT	Marie SPEECKAERT
	Françoise KESTEMAN	Françoise KESTEMAN
	Marie-Madeleine NYSSSENS	Marie-Madeleine NYSSSENS
	Odile VEKEMANS	Odile VEKEMANS
	Fatiha AHCINI (Vice-Présidente)	Fatiha AHCINI (Vice-Présidente)

Instance Orgaan	Assemblée Générale Algemene Vergadering	Conseil d'Administration Bestuursraad
	Hanise EBIBI	Hanise EBIBI
	Deborah LORENZINO	Deborah LORENZINO
	Cloé MATHURIN	Cloé MATHURIN
	Elias AMMI	
Harmonisation Sociale Schaerbeekoise Sociale harmonisatie Schaarbeek vzw	Sidgi MATTAR	Sidgi MATTAR
	Guillaume NYST	Guillaume NYST
	Marie GERVAIS	Marie GERVAIS
	Mamadou BAH	Mamadou BAH
	Naïma BELKHATIR	Naïma BELKHATIR
	Adnan BEL KHATIR	Adnan BEL KHATIR
	Cecile JODOGNE	Cecile JODOGNE
	Mariem SAMARY	Mariem SAMARY
	Leïla LAHSSAINI	
CPEONS	Thomas ERALY	Thomas ERALY
Oeuvres des Colonies Scolaires - OCS	Colienne LEJEUNE (VP)	Colienne LEJEUNE (VP)
	Bernard JANSSENS	Bernard JANSSENS
	Guillaume DEFOSSE	Guillaume DEFOSSE
	Isabelle DURANT (Présidente)	Isabelle DURANT (Présidente)
	Fatiha AHCINI	Fatiha AHCINI
	Ali EL HAOUZI	Ali EL HAOUZI
	Deborah LORENZINO	Deborah LORENZINO
	Georges VERZIN	Georges VERZIN
	Elias AMMI	
ECF 1030	Martin de BRABANT	Martin de BRABANT
	Audrey HENRY	Audrey HENRY
	Cédric MAHIEU	Cédric MAHIEU
	Abobakre BOUHJAR	Abobakre BOUHJAR
	Justine HARZE	Justine HARZE
	Deborah LORENZINO	Deborah LORENZINO
	Frédéric NIMAL	Frédéric NIMAL
	Thomas ERALY	Thomas ERALY
	Gudrun WILLEMS	Willems GUDRUN
	Vincent VANHALEWYN	Vincent VANHALEWYN
	Elias AMMI	Elias AMMI
	Leïla LAHSSAINI	
Agence Locale pour l'Emploi - ALE	Marianne FRAEYS (Présidente)	Marianne FRAYES (Présidente)
	Ayat ELKHOLTI	Ayat ELKHOLTI
	Maxime BAUDAUX	Maxime BAUDAUX

Instance Orgaan	Assemblée Générale Algemene Vergadering	Conseil d'Administration Bestuursraad
	Guillaume DEFOSSE	Guillaume DEFOSSE
	Ridouan SEBBOUTI	Ridouan SEBBOUTI
	Abdelhakim EL KARAOUI	Abdelhakim EL KARAOUI
	Fatiha BAHIA	Fatiha BAHIA
	Christobal de JAMBLINNE de MEUX	Christobal de JAMBLINNE de MEUX
	Leïla LAHSSAINI	
Mission Locale de Schaerbeek pour l'Emploi et la Formation	Fabrice MAHIEU (Président)	Fabrice MAHIEU (Président)
	Geoffroy de HULST	Geoffroy de HUSLT
	Amine EL ASLI (Vice-Président)	Amine EL ASLI (Vice-Président)
	Fouad ELKHAOUI	Fouad ELKHAOUI
	Julie MAENAUT	Julie MAENAUT
		Elias AMMI
Travail de Rue à Schaerbeek Sociale straatwerkers	Martin de BRABANT	Martin de BRABANT
	Audrey HENRY	Audrey HENRY
	Cédric MAHIEU	Cédric MAHIEU
	Abobakre BOUHJAR	Abobakre BOUHJAR
	Justine HARZE	Justine HARZE
	Deborah LORENZINO	Deborah LORENZINO
	Frédéric NIMAL	Frédéric NIMAL
	Thomas ERALY	Thomas ERALY
	Gudrun WILLEMS	Gudrun WILLEMS
	Vincent VANHALEWYN	Vincent VANHALEWYN
	Elias AMMI	Elias AMMI
	Georges VERZIN	
Jeunes Schaerbeekois au Travail	Martin de BRABANT (Président)	Martin de BRABANT (Président)
	Tunahan OZTURK	Tunahan OZTURK
	Maxime BAUDAUX	Maxime BAUDAUX
	Shpresa COBOVIC	Shpresa COBOVIC
	Nasser ABDILLAHI	Nasser ABDILLAHI
	Cem HAZAR	Cem HAZAR
	Jonathan BALDAN	Jonathan BALDAN
	Ridvan GÖKTAS	Ridvan GÖKTAS
	Elias AMMI	
Schaerbeek Action Emploi	Martin de BRABANT (Président)	Martin de BRABANT (Président)
	Stéphanie MILLET	Stéphanie MILLET
	Guillaume d'ARVENG	Guillaume d'ARVENG

Instance Orgaan	Assemblée Générale Algemene Vergadering	Conseil d'Administration Bestuursraad
	Maxime BAUDAUX	Maxime BAUDAUX
	Takkiddine BOUTAHAR	Takkiddine BOUTAHAR
	Houaria OUZHARI	Houaria OUZHARI
	Aida Patricia PARGA VEGA	Aida Patricia PARGA VEGA
Brulocalis	Marie SPEECKAERT	Sadik KÖKSAL
		Audrey HENRY
VIA asbl	Olena CARBOU	
	Yousra Daly	
	François ROLAND	
	Rosalie MOGENET	
	Abobakre BOUHJAR	
	Ozan DÖNMEZ	
	Malgorzata LUKOMSKA	
	Arsh KHAN	
	Tiago ANGELO CARVALHO	
Ecole Régionale et Intercommunale de Police - ERIP	Audrey HENRY	
La Lustrerie	Martin de BRABANT	Martin de BRABANT
Quarbuur	Michael KUKAJ	Michael KUKAJ
	Georgy MANALIS	Georgy MANALIS
	Gudrun WILLEMS	Gudrun WILLEMS
	Elias AMMI	Elias AMMI
CREAT	Cédric MAHIEU	
ERAP	Audrey HENRY	

* * *

Madame Belkhatir a quitté la séance - =- Mevrouw Belkhatir heeft de vergadering verlaten

* * *

SP 6.- CECP - Constitution du nouveau CA du CECP suite aux élections de 2024 - Désignation d'un candidat - =- Benoeming van de nieuwe raad van bestuur van het CECP na de verkiezingen van 2024 - Aanwijzing van een kandidaat

Monsieur Verzin intervient
Madame la Bourgmestre répond

DÉCISION DU CONSEIL - =- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. - =- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL
Approuvé à l'unanimité.

Vu la Nouvelle Loi Communale et notamment ses articles 100, 117 et 120;
Vu les statuts et au règlement d'ordre intérieur du Conseil de l'Enseignement des Communes

et des Provinces ;

Vu le courrier du CECP du 2 mai 2025 nous communiquant la candidature du Parti MR en la personne de Madame Audrey HENRY ;

Vu le courrier du CECP du 21 mai 2025 nous communiquant la candidature du Parti Ecolo en la personne de Monsieur Thomas ERALY ;

Considérant que les membres du Conseil d'Administration sont désignés par les pouvoirs organisateurs membres dont ils sont issus, sur proposition des partis politiques dont ils font partie ;

Sur proposition du Collège du 13 mai 2025;

DECIDE

De soumettre la candidature de Madame Audrey HENRY et de Monsieur Thomas ERALY en vue de la désignation d'un candidat au sein du Conseil d'Administration du CECP

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gezien de nieuwe gemeentewet en met name de artikelen 100, 117 en 120;

Gezien de statuten en het intern reglement van de Onderwijsraad van de Gemeenten en Provincies;

Gezien de brief van de CECP van 2 mei 2025 waarin ons de kandidatuur van de MR-partij in de persoon van mevrouw Audrey HENRY wordt meegedeeld;

Gezien de brief van de CECP van 21 mei 2025 waarin ons de kandidatuur van de Ecolo-partij in de persoon van de heer Thomas ERALY wordt meegedeeld;

Overwegende dat de leden van de Raad van Bestuur worden aangewezen door de organiserende instanties waarvan zij afkomstig zijn, op voordracht van de politieke partijen waarvan zij deel uitmaken;

Op voorstel van het College van 13 mei 2025;

BESLUIT

De kandidatuur van mevrouw Audrey HENRY en de heer Thomas ERALY voor te dragen voor de benoeming van een kandidaat in de Raad van Bestuur van het CECP.

SP 7.- Foyer Schaerbeekois - Assemblée Générale Statutaire du 19.05.2025 - Pour information -- Schaarbeekse Haard - Statutaire Algemene Vergadering van 19.05.2025 - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 100, 117 et 120 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu les statuts du Foyer Schaerbeekois;

Vu l'Assemblée Générale du 19 mai 2025 ;

Sur proposition du Collège du 13 mai 2025 ;

DECIDE

De désigner Madame Myriam BOXUS, présidente du Foyer Schaerbeek, comme représentante de la Commune à l'Assemblée Générale du 19 mai 2025.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gezien de artikelen 100, 117 en 120 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien de statuten van de Schaarbeekse haard;

Gezien de Algemene Vergadering van 19 mei 2025;

Op voorstel van het College van 13 mei 2025;

BESLUIT

Mevrouw Myriam BOXUS, voorzitter van de Schaerbeekse Haard, aan te wijzen als vertegenwoordigster van de gemeente op de Algemene Vergadering van 19 mei 2025.

CISO == CISO

SP 8.- Projet de collaboration avec le SPF Finances en vue d'aider les contribuables à remplir leur déclaration à l'impôt des personnes physiques – Conclusion de deux conventions -
== Samenwerkingsproject met FOD Financiën om belastingbetalers te helpen bij het invullen van hun persoonlijke belastingaangifte - Sluiten van twee overeenkomsten

Monsieur Clerfayt intervient

DÉCISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. == Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu l'article 28 & 29 du règlement (UE) général relatif à la protection des données (RGPD) ;
Vu les articles 123 et 232 de la nouvelle loi communale ;
Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Échevins ;
Considérant que le Collège a approuvé le projet de collaboration en vue d'aider les contribuables à remplir leur déclaration à l'impôt des personnes physiques (22 avril 2025 - OJ 789/c01/B/132) ;
Considérant que le SPF Finances demande de conclure deux conventions-type intitulées « Permanences locales » et « Échange d'informations » ;
Que la convention « Permanences locales » concerne l'organisation de celle-ci et la prise de rendez-vous par la Commune ;
Que la convention « Échange d'informations » concerne la relation entre la Commune, comme sous-traitant RGPD, avec le SPF Finances, comme responsable de traitement, (article 28 RGPD) et la transmission par les services des coordonnées de contact des citoyens par le SharePoint du SPF ;
Considérant les conventions en annexes ont été relues par le CISO-DPO. Que les services GRC, Call Center, direction Affaires générales, IT et CISO-DPO collaborent dans ce projet ;
Considérant qu'il est de l'intérêt de la Commune et des citoyens de participer à ce projet ;
Considérant que le Collège a déjà conclu et signé ces contrats au vu de l'urgence pour la mise en place de ce processus.
DECIDE:
D'approuver les conventions « Permanences locales » et « Échange d'informations » (en annexes) liant la Commune et le SPF Finances

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikelen 28 & 29 van de algemene verordening (EU) gegevensbescherming (AVG/GDPR)
Gelet op de artikelen 123 en 232 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op het verslag van het College van Burgemeester;
Overwegende dat het College het samenwerkingsproject met FOD Financiën heeft goedgekeurd om belastingbetalers te helpen bij het invullen van hun persoonlijke belastingaangifte (22 april 2025 - 789/c01/B/132)
Overwegende dat de FOD Financiën verzoekt om twee standaardovereenkomsten te sluiten, getiteld "Lokale Permanenties" en "Informatie-uitwisseling".
Dat de overeenkomst "Lokale Permanenties" de organisatie ervan en het maken van afspraken door de Gemeente betreft;
Dat de overeenkomst "Informatie-uitwisseling" de relatie tussen de Gemeente, als verwerker, met de FOD Financiën, als verwerkingsverantwoordelijke, (artikel 28 AVG/GDPR) en het doorgeven door de diensten van de contactgegevens van de burgers door het SharePoint van de FOD
Overwegende des overeenkomsten in bijlagen door de CISO-DPO werden herlezen. Dat de diensten BRB, Call center, directie van de Algemene zaken, IT en CISO-DPO hebben samen werken op die project;
Overwegende dat een vereist belang bestaat voor de Gemeente een de burgers om die project deel te nemen;
Overwegende dat het College deze contracten reeds heeft gesloten en ondertekend, gezien de urgentie om dit proces op gang te brengen

BESLUIT

De overeenkomsten "Lokale Permanenties" en "Informatie-uitwisseling" (in bijlage) tussen de Gemeente en de FOD Financiën

FINANCES / RECEVEUR COMMUNAL -- FINANCIËN / GEMEENTEONTVANGER

Contrôle de gestion -- Beheerscontrole

SP 9.- Budget 2025 - Douzièmes provisoires - Approbation -- Begroting 2025 - Voorlopige twaalfden - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 34 voix contre 0 et 8 abstention(s). -- Besloten, met 34 stem(men) tegen 0 en 8 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 34 voix contre 0 et 8 abstention(s).

Vu l'article 247 de la Nouvelle loi communale;

Vu l'article 14 de l'Arrêté Royal du 2 août 1990, portant règlement général sur la Comptabilité communale;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13 mai 2025;

DECIDE

d'arrêter les crédits provisoires pour les mois de juillet à septembre 2025.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 34 stem(men) tegen 0 en 8 onthouding(en).

Gelet op artikel 247 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 14 van het Koninklijk Besluit van 2 augustus 1990 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke boekhouding;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 mei 2025;

BESLUIT

de voorlopige kredieten vast te leggen voor de maanden juli tot en met september 2025.

Dépenses de subventions et Tutelle -- Subsidie uitgaven en Voogdij

SP 10.- ASBL "Comme Chez Toi" - Comptes 2022 - Prise d'acte -- VZW "Comme Chez Toi" - Rekeningen 2022 - Akte nemen

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale.

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.

Vu la délibération du Conseil communal du 27 mars 2019 adoptant le règlement relatif aux subventions communales.

Considérant que les comptes de l'ASBL "Comme Chez Toi" affichent un résultat positif de 42.178,00€ et des fonds propres s'établissant à 158.070,00€ pour l'exercice 2022.

Vu la décision du 13 mai 2025 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 42.178,00€ et des fonds propres s'établissant à 158.070,00€ pour l'exercice 2022.

PREND ACTE

Des comptes 2022 de l'ASBL "Comme Chez Toi", déposés au dossier, qui affichent un résultat positif de 42.178,00€ et des fonds propres s'établissant à 158.070,00€.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet.

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen.

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 maart 2019 goedkeurend het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen.

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Comme Chez Toi" een positief saldo van 42.178,00€ en eigen vermogen ter waarde van 158.070,00€ voor het dienstjaar 2022 vertonen.

Gelet op de beslissing van 13 mei 2025 waar het College akte neemt van het positief saldo van 42.178,00€ en eigen vermogen van 158.070,00€ voor het dienstjaar 2022.

NEEMT AKTE

van de, bij het dossier gehechte, rekeningen 2022 van de VZW "Comme Chez Toi", die een positief saldo van 42.178,00€ en eigen vermogen van 158.070,00€ vertonen.

SP 11.- ASBL "Comme Chez Toi" - Comptes 2023 - Prise d'acte -- VZW "Comme Chez Toi" - Rekeningen 2023 - Akte nemen

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 mars 2019 adoptant le règlement relatif aux subventions communales ;

Considérant que les comptes de l'ASBL "Comme Chez Toi" affichent un résultat positif de 44.751,23€ et des fonds propres s'établissant à 202.820,86€ pour l'exercice 2023 ;

Vu la décision du 13 mai 2025 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 44.751,23€ et des fonds propres s'établissant à 202.820,86€ pour l'exercice 2023 ;

PREND ACTE

Des comptes 2023 de l'ASBL "Comme Chez Toi", déposés au dossier, qui affichent un résultat positif de 44.751,23€ et des fonds propres s'établissant à 202.820,86€.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 maart 2019 goedkeurend het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Comme Chez Toi" een positief saldo van 44.751,23€ en eigen vermogen ter waarde van 202.820,86€ voor het dienstjaar 2023 vertonen;

Gelet op de beslissing van 13 mei 2025 waar het College akte neemt van het positief saldo van 44.751,23€ en eigen vermogen van 202.820,86€ voor het dienstjaar 2023;

NEEMT AKTE

van de, bij het dossier gehechte, rekeningen 2023 van de VZW "Comme Chez Toi", die een positief saldo van 44.751,23€ en eigen vermogen van 202.820,86€ vertonen.

SP 12.- SRL "MG Nova" - Comptes 2023 - Prise d'acte -- BV "MG Nova" - Rekeningen 2023 - Akte nemen

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale.

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines

subventions.

Vu la délibération du Conseil communal du 27 mars 2019 adoptant le règlement relatif aux subventions communales.

Considérant que les comptes de la SRL "MG Nova" affichent un résultat positif de 5.361,00€ et des fonds propres s'établissant à 15.550,00€ pour l'exercice 2023.

Vu la décision du 20 mai 2025 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 5.361,00€ et des fonds propres s'établissant à 15.550,00€ pour l'exercice 2023.

PREND ACTE

Des comptes 2023 de la SRL "MG Nova", déposés au dossier, qui affichent un résultat positif de 5.361,00€ et des fonds propres s'établissant à 15.550,00€.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet.

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen.

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 maart 2019 goedkeurend het règlement betreffende de gemeentelijke toelagen.

Overwegende dat de rekeningen van de BV "MG Nova" een positief saldo van 5.361,00€ en eigen vermogen ter waarde van 15.550,00€ voor het dienstjaar 2023 vertonen.

Gelet op de beslissing van 20 mei 2025 waar het College akte neemt van het positief saldo van 5.361,00€ en eigen vermogen ter waarde van 15.550,00€ voor het dienstjaar 2023.

NEEMT AKTE VAN

De rekeningen 2023 van de BV "MG Nova", bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 5.361,00€ en eigen vermogen ter waarde van 15.550,00€ vertonen.

SP 13.- ASBL "Royal Tennis Club Lambermont" - Partie des subsides communaux 2024 destinés aux cercles sportifs - Subvention 2024 et Exercice 2023 - Prendre acte -- ASBL "Royal Tennis Club Lambermont" - Deel van de subsidies aan de sportclubs voor het jaar 2024 Dienstjaar 2024 en Rekeningen 2023 - Akte nemen

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la Loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certains subsides ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 mars 2019 adoptant le règlement relatif à l'octroi, l'emploi et le contrôle de subventions communales ;

Considérant que les comptes de l'ASBL « Royal Tennis Club Lambermont » affichent un résultat positif de 20.083,40 € et des fonds propres s'élevant à 369.941,40 € pour l'exercice 2023 ;

Vu la décision du 13 mai 2025 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 20.083,40 € et des fonds propres s'élevant à 369.941,40 € pour l'exercice 2023 ;

PREND ACTE

Des comptes 2023 de l'ASBL « Royal Tennis Club Lambermont », déposés au dossier, qui affichent un résultat positif de 20.083,40 € et des fonds propres s'élevant à 369.941,40 € .

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning van het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 maart 2019 het règlement goedkeurend betreffende de uitreiking, het gebruik en de controle van gemeentelijke toelagen;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Royal Tennis Club Lambermont " een positief saldo van 20.083,40 € en een eigen vermogen van 369.941,40 € voor het dienstjaar 2023

vertonen;

Gelet op de beslissing van 13 mei 2025 waar het College akte neemt van het positief saldo van 20.083,40 € en een eigen vermogen van 369.941,40 € voor het dienstjaar 2023;

NEEMT AKTE

van de, bij het dossier gehechte, rekeningen 2023 van de VZW "Royal Tennis Club Lambermont", die een positief saldo van 20.083,40 € en een eigen vermogen van 369.941,40 € vertonen.

SP 14.- ASBL communale - ASBL "JEUNESSE 10 30"- Comptes 2023 - Prise d'acte - Décision de dérogation au Règlement relatif à l'octroi, l'emploi et le contrôle des subventions communales du 27 mars 2019. -- Gemeentelijke VZW - VZW "JEUNESSE 10 30" - Rekeningen 2023 - Akte nemen - Beslissing tot afwijking aan het Reglement betreffende de toekenning, aanwending en controle van gemeentelijke subsidies van 27 maart 2019.

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale.

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.

Vu la délibération du Conseil communal du 27 mars 2019 adoptant le règlement relatif aux subventions communales.

Considérant les comptes 2023 de l'ASBL "JEUNESSE 10 30" affichant un résultat positif de 871,39€ et des fonds propres s'élevant à 85.265,09€.

Vu la décision du 20 mai 2025 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 871,39€ et des fonds propres s'élevant à 85.265,09€ pour l'exercice 2023.

DECIDE

1. de prendre acte des comptes 2023 de l'ASBL "JEUNESSE 10 30", déposés au dossier, qui affichent un résultat positif de 871,39€ et des fonds propres s'élevant à 85.265,09€.
2. de déroger à l'article 12§1 du règlement relatif à l'octroi, l'emploi et le contrôle des subventions communales du 27 mars 2019 et au délai du 15 septembre pour transmettre les pièces justificatives.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet.

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen.

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 maart 2019 goedkeurend het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen.

Overwegende dat de rekeningen 2023 van de VZW "JEUNESSE 10 30" een positief saldo van 871,39€ en eigen vermogen ter waarde van 85.265,09€ vertonen.

Gelet op de beslissing van 20 mei 2025 waar het College akte neemt van het positief saldo van 871,39€ en eigen vermogen van 85.265,09€ voor het dienstjaar 2023.

BESLUIT

1. akte te nemen van de, bij het dossier gehechte, rekeningen 2023 van de VZW "JEUNESSE 10 30", die een positief saldo van 871,39€ en eigen vermogen van 85.265,09€ vertonen.
2. af te kijken van artikel 12§1 van het Reglement betreffende de toekenning, aanwending en controle van gemeentelijke subsidies en aan het uiterste datum van 15 september voor het indienen van bewijsstukken.

SP 15.- ASBL pluricommunale - ASBL "Académie des arts de la Parole, de la danse et de la musique de Saint-Josse-Ten-Noode/Schaerbeek" en abrégé "Académie des Arts" - Comptes 2023 - Prise d'acte - Décision de dérogation au Règlement relatif à l'octroi,

l'emploi et le contrôle des subventions communales du 27 mars 2019. --
Meergemeente VZW - VZW "Académie des arts de la Parole, de la danse et de la
musique de Saint-Josse-Ten-Noode/Schaerbeek" in afkorting "Académie des Arts" -
Rekeningen 2023 - Akte nemen - Beslissing tot afwijking aan het Reglement betreffende
de toekenning, aanwending en controle van gemeentelijke subsidies van 27 maart 2019.

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;
Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines
subventions ;
Vu la délibération du Conseil communal du 27 mars 2019 adoptant le règlement relatif aux
subventions communales ;
Considérant les comptes de l'ASBL "Académie des Arts" affichant un résultat positif de
13.426,24€ et des fonds propres s'élevant à 135.955,48€ pour l'exercice 2023 ;
Vu la décision du 22 avril 2025 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de
13.426,24€ et des fonds propres s'élevant à 135.955,48€ pour l'exercice 2023 ;

DECIDE

1. de prendre acte des comptes 2023 de l'ASBL "Académie des Arts", déposés au dossier,
qui affichent un résultat positif de 13.426,24€ et des fonds propres s'élevant à
135.955,48€.
2. de déroger à l'article 12§1 du règlement relatif à l'octroi, l'emploi et le contrôle des
subventions communales du 27 mars 2019 in specie au délai du 15 septembre pour
transmettre les pièces justificatives.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het
gebruik van sommige toelagen;
Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 maart 2019 goedkeurend het
reglement betreffende de gemeentelijke toelagen;
Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Académie des Arts" een positief saldo van
13.426,24€ en eigen vermogen ter waarde van 135.955,48€ voor het dienstjaar 2023
vertonen;
Gelet op de beslissing van 22 april 2025 waar het College akte neemt van het positief saldo
van 13.426,24€ en eigen vermogen van 135.955,48€ voor het dienstjaar 2023;

BESLUIT

1. akte te nemen van de, bij het dossier gehechte, rekeningen 2023 van de VZW
"Académie des Arts", die een positief saldo van 13.426,24€ en eigen vermogen van
135.955,48€ vertonen.
2. af te wijken van artikel 12§1 van het Reglement betreffende de toekenning,
aanwending en controle van gemeentelijke subsidies in specie het uiterste datum van
15 september voor het indienen van bewijsstukken.

SP 16.- ASBL/Partenaires avec des conventions de subsides pluriannuelles - Dérogation à
l'article 16 du Règlement communal relatif à l'octroi, l'emploi et le contrôle des
subventions communales du 27 mars 2019 et liquidation des crédits de transfert par
douzièmes - Approbation -- VZW/Partners met meerjarige subsidieovereenkomsten: -
Afwijking van artikel 16 van het Reglement betreffende de toekenning, aanwending en
controle van gemeentelijke subsidies van 27 maart 2019 en overdrachtskredieten in
twaalfden liquideren - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu l'article 14 de l'Arrêté Royal du 2 août 1990, portant règlement général sur la Comptabilité communale ;

Vu les délibérations du Conseil communal du 27 mars 2019 adoptant le règlement relatif aux subventions communales ;

Vu la décision du 22 avril 2024 par laquelle le Collège demande de pouvoir déroger à l'article 16§1 du règlement communal relatif à l'octroi, l'emploi et le contrôle des subventions communales du 27 mars 2019 ;

DECIDE

d'approuver la dérogation à l'article 16§1 du règlement relatif à l'octroi, l'emploi et le contrôle des subventions communales du 27 mars 2019 et la liquidation par douzièmes des avances de subventions communales.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op artikel 14 van het Koninklijk Besluit van 2 augustus 1990 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke boekhouding;

Gelet op de beraadslagingen van de Gemeenteraad van 27 maart 2019 goedkeurend het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen;

Gelet op de beslissing van 22 april 2024 waarbij het College de afwijking van artikel 16§1 van het Reglement betreffende de toekenning, aanwending en controle van gemeentelijke subsidie van 27 maart 2019 vraagt;

BESLUIT

de afwijking van artikel 16§1 van het Reglement betreffende de toekenning, aanwending en controle van gemeentelijke subsidies en de betaling van voorschotten van gemeentelijke subsidies in twaalfden, goed te keuren.

DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE ET DURABLE -- STRATEGISCHE EN DUURZAME ONTWIKKELING

Programme de Prévention Urbaine -- Programma voor stadspreventie

SP 17.- Soutien à Avanti Pogge - Convention entre la commune et Avanti Pogge -

Approbation -- Steun voor Avanti Pogge - Overeenkomst tussen de gemeente en Avanti Pogge - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle loi communale ;

Considérant la politique communale visant à favoriser le mieux-vivre et faire-ensemble au sein des quartiers de la commune de Schaerbeek ;

Considérant la demande émise par Avanti Pogge d'organiser la fête de quartier Pogge le 24 mai 2025 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13 mai 2025 ;

DECIDE

d'approuver la convention entre la commune et Avanti Pogge et le subside ponctuel d'un montant de 2.000 EUR

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op de artikelen 117 en 123 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien het gemeentelijk beleid gericht op het bevorderen van een beter leven en samenleven in de wijken van de gemeente Schaarbeek;
Gezien het verzoek van Avanti Pogge om op 24 mei 2025 het Pogge buurtfeest te organiseren;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 mei 2025
BESLUIT
de overeenkomst tussen de gemeente en Avanti Pogge en de eenmalige subsidie van 2.000 euro goed te keuren

Mobilité -- Mobilité

SP 18.- Contrôle du stationnement réglementé par caméras ANPR (lecture automatique des plaques d'immatriculation) sur le territoire de Schaerbeek - Avis -- Controle op het gereguleerd parkeren door ANPR-camera's (automatische nummerplaattherkenning) op het grondgebied van Schaarbeek - Advies

Monsieur Verzin, Madame Bestrioui et Madame Lahssaini interviennent
Madame Harze répond
Monsieur Verzin réplique
Madame Harze répond
Madame Bestrioui répond
Madame Harze répond

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 30 voix contre 12 et 0 abstention(s). -- Besloten, met 30 stem(men) tegen 12 en 0 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 30 voix contre 12 et 0 abstention(s).

Vu les articles 117 et 123 de la nouvelle Loi Communale,
Vu le règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données;
Vu la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;
Vu la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation des caméras de surveillance,
Vu la loi du 21 mars 2018 modifiant la loi sur la fonction de police, en vue de régler l'utilisation de caméras par les services de police, et modifiant la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité et la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière ;
Vu l'arrêté royal du 10 février 2008 définissant la manière de signaler l'existence d'une surveillance par caméra et ses modifications ultérieures ;
Vu l'arrêté royal du 8 mai 2018 relatif aux déclarations d'installations et d'utilisation de caméras de surveillance et au registre d'activités de traitement d'image de caméras de surveillance ;
Vu l'avis du Conseil communal du 29 juin 2022 ;
Vu le courrier de parking.brussels, responsable du traitement du 3 avril 2025 ;
Vu l'avis du Chef de corps de la Zone de Police Bruxelles Nord du 6 mai 2025 ;
Vu le règlement relatif à la politique communale de stationnement à Schaerbeek ;
Vu la convention du 12 novembre 2019 relative aux modalités de transfert et aux engagements respectifs de l'Agence du stationnement (parking.brussels) et de la commune de Schaerbeek en matière de contrôle du stationnement réglementé et de perception des redevances ;
Considérant que l'article 7/1 de la loi du 21 mars 2007 énonce que les caméras de surveillance mobiles ne peuvent être utilisées dans les lieux ouverts qu'en vue de la reconnaissance automatique de plaques d'immatriculation, par ou pour le compte des autorités communales, et pour les finalités suivantes :
1. prévenir, constater ou déceler des incivilités au sens de l'article 135 de la nouvelle loi communale, dans le cadre de l'article 3, 3°, de la loi du 24 juin 2013 relative aux

sanctions administratives communales ;

2. contrôler le respect des règlements communaux en matière de stationnement payant. Considérant que l'utilisation des caméras de surveillance mobiles visées, ne peut être confiée qu'au personnel désigné par la loi pour exercer des missions de constatation, dans les limites de leurs compétences.

Considérant que la décision d'utiliser des caméras de surveillance mobiles est prise après avis positif du Conseil communal de la commune concernée. Ce dernier rend son avis après avoir consulté préalablement le Chef de corps de la zone de police où se situe le lieu et détermine la durée de validité de cet avis.

Considérant que le responsable du traitement précise dans sa demande d'avis les finalités particulières d'utilisation des caméras de surveillance mobiles, le périmètre concerné par leur utilisation et les modalités prévues d'utilisation.

Considérant que la demande d'avis porte sur :

- Le périmètre de la commune dans son ensemble ;
- Le déploiement de véhicules équipés de caméras de surveillance mobiles afin :
 - De contrôler le respect des réglementations en matière de stationnement payant (redevances en matière de stationnement) aux fins de :
 - La gestion des emplacements de stationnement publics en voirie sur le territoire de la commune ;
 - La perception, à charge des usagers, des redevances d'occupation de ces emplacements en application du règlement de stationnement communal ;
 - D'établir le constat d'un stationnement gênant pouvant donner suite à une sanction administrative par le fonctionnaire sanctionnateur de la commune.

Considérant que les conditions dans lesquelles ce système de caméras mobiles sont utilisées sont les suivantes :

- Les véhicules de contrôle sont munis de caméras ANPR sur leur toit. Lors du contrôle d'un véhicule, les caméras prennent en photo sa plaque d'immatriculation, le véhicule lui-même et un plan plus large du contexte
- Les véhicules scanneurs sont clairement identifiés
- Lorsqu'un véhicule est contrôlé et identifié comme étant en ordre de stationnement, les images prises de ce véhicule sont immédiatement détruites. Ce processus est automatique.

Considérant que l'avis du Conseil communal sera notifié à la Zone de police ;

Considérant qu'un registre reprenant les activités de traitement d'images pour les caméras sera tenu par le responsable de traitement ;

Considérant que les coûts liés à ce déploiement sont pris en charge par parking.brussels ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins

DECIDE

De rendre un avis positif sur le déploiement de véhicules équipés de caméras de surveillance mobiles afin de contrôler le respect des réglementations en matière de stationnement payant sur le territoire de Schaerbeek, pour une durée de 8 ans.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 30 stem(men) tegen 12 en 0 onthouding(en).

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op Verordening 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens;

Gelet op de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens;

Gelet op de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's;

Gelet op de wet van 21 maart 2018 tot wijziging van de wet op het politieambt om het gebruik van camera's door de politiediensten te regelen, en tot wijziging van de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's, van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten en van de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 februari 2008 tot vaststelling van de wijze waarop wordt aangegeven dat er camerabewaking plaatsvindt en de latere wijzigingen ervan;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 mei 2018 betreffende de aangiften van de plaatsing en

het gebruik van bewakingscamera's en betreffende het register van de beeldverwerkingsactiviteiten van bewakingscamera's;
 Gelet op het advies van de Gemeenteraad van 29 juni 2022;
 Gelet op de brief van parking.brussels, verantwoordelijke voor de verwerking, van 3 april 2025;
 Gelet op het advies van de korpschef van de politiezone Brussel Noord van 6 mei 2025;
 Gelet op het reglement betreffende het gemeentelijk parkeerbeleid in Schaarbeek;
 Gelet op de overeenkomst van 12 november 2019 betreffende de modaliteiten van de overdracht en de respectieve verbintenissen van het parkeeragentschap (parking.brussels) en de gemeente Schaarbeek inzake de controle op het gereguleerd parkeren en de inning van de retributies;
 Overwegende dat artikel 7/1 van de wet van 21 maart 2007 bepaalt dat mobiele bewakingscamera's in niet-besloten plaatsen enkel mogen worden gebruikt met het oog op de automatische nummerplaatherkenning, door of in opdracht van de gemeentelijke overheden en voor de volgende doeleinden:

1. voorkomen, vaststellen of opsporen van overlast in de zin van artikel 135 van de nieuwe gemeentewet, in het kader van artikel 3, 3°, van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;
2. controleren van de naleving van de gemeentelijke reglementen inzake betalend parkeren.

Overwegende dat het gebruik van de bedoelde mobiele bewakingscamera's slechts kan worden toevertrouwd aan het bij wet aangewezen personeel om vaststellingsopdrachten uit te voeren, binnen hun bevoegdheidsgrenzen.

Overwegende dat de beslissing om mobiele bewakingscamera's te gebruiken, wordt genomen na positief advies van de gemeenteraad van de betrokken gemeente. Deze laatste verstrekt haar advies na voorafgaandelijk de korpschef van de politiezone waar de plaats zich bevindt, te hebben geraadpleegd, en bepaalt de geldigheidsduur van dit advies.

Overwegende dat de verantwoordelijke voor de verwerking in zijn adviesaanvraag de bijzondere doeleinden verduidelijkt voor het gebruik van mobiele bewakingscamera's, de perimeter waarbinnen zij gebruikt worden en de geplande gebruiksmodaliteiten.

Overwegende dat de adviesaanvraag betrekking heeft op:

- De perimeter van de gemeente in haar geheel;
- Het inzetten van voertuigen uitgerust met mobiele bewakingscamera's om:
 - De naleving van de gemeentelijke reglementen inzake betalend parkeren (parkeerretributies) te controleren met het oog op:
 - Het beheer van de openbare parkeerplaatsen op de weg op het grondgebied van de gemeente
 - De inning, lastens de gebruikers, van de gebruiksretributies voor deze plaatsen overeenkomstig het gemeentelijke parkeerreglement
 - De vaststelling van hinderlijk parkeren op te stellen die aanleiding kan geven tot een administratieve sanctie door de sanctionerend ambtenaar van de gemeente

Overwegende dat dit systeem van mobiele camera's wordt gebruikt in de volgende omstandigheden:

- De controlevoertuigen zijn uitgerust met ANPR-camera's op hun dak. Bij de controle van een voertuig maken de camera's een foto van de nummerplaat, het voertuig zelf en een ruimer situatiebeeld
- De scanvoertuigen zijn duidelijk geïdentificeerd
- Wanneer een voertuig wordt gecontroleerd en in orde met het parkeerreglement wordt bevonden, worden de beelden van dat voertuig onmiddellijk vernietigd. Dit proces verloopt automatisch.

Overwegende dat het advies van de gemeenteraad ter kennis van de politiezone zal worden gebracht;

Overwegende dat een register van de beeldverwerkingsactiviteiten voor de camera's zal worden bijgehouden door de verantwoordelijke voor de verwerking;

Overwegende dat de kosten in verband met het inzetten van de camera's worden gedragen door parking.brussels;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen

BESLIST

Een positief advies uit te brengen over het inzetten van voertuigen met mobiele bewakingscamera's om de naleving van de reglementeringen inzake betaald parkeren op het

grondgebied van Schaarbeek te controleren, voor een periode van 8 jaar.

INFRASTRUCTURE -- INFRASTRUCTUUR

Travaux -- Werken

SP 19.- Commissariat de police, avenue Rodenbach 15 - Remplacement de la double porte extérieure sécurisée - Application de l'article 249 § 1 al 2 de la nouvelle loi communale - Prendre acte de l'inscription de la dépense -- LISA-antenne, Brichautstraat 2 - Verbetering van de beveiliging van een zogenoemd gevoelige site - Toepassing van artikel 249 § 1 al 2 van de nieuwe gemeentewet - Akte nemen van een instemmen met de uitgave

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu l'article 234 §3 et l'article 249 §1er al 1 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 - en particulier son article 42 §1er, relatif aux marchés publics, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Considérant que la porte actuelle du commissariat de police Rodenbach est vétuste et n'assure plus une sécurité optimale sur un site qualifié de sensible;

Vu la nécessité impérative et urgente de procéder à son remplacement pour la protection des biens mais aussi des personnes;

Considérant dès lors que trois sociétés spécialisées ont été consultées dans le cadre d'un marché à public à faible montant;

Vu les trois offres reçues, aux montants de 9.060,64 €, 11.922,79 € et 13.019,98 € TVA incluse;

Considérant que les deux offres les moins distantes doivent être considérées irrégulières car techniquement non conformes aux exigences techniques énoncées;

PREND POUR INFORMATION

la décision du Collège des Bourgmestre et Echevin, en séance du 13 mai 2025

- d'arrêter la procédure de passation et de fixer les conditions du marché visant au remplacement de la double porte extérieure sécurisée du commissariat de police Rodenbach (marché à faible montant sans publication préalable après consultation de trois entreprises spécialisées aux conditions d'un descriptif technique);

DECIDE

1. d'approuver le recours à l'art. 249 NLC §1er al 1 en raison des conditions particulières d'indisponibilité budgétaire et tenant compte du fait que le maintien de la sécurité des accès du commissariat Rodenbach est strictement nécessaire et urgent
2. l'inscription d'office une ligne budgétaire d'un montant de 14.500 € à l'article 300/724-60/-600-2025 (budget extraordinaire)

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikelen 234 § 3 en 249 § 1 al 1 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 - in het bijzonder zijn artikel 92 - betreffende de overheidsopdrachten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Overwegende dat de huidige deur van het politiekantoor Rodenbach verouderd is en niet langer een optimale veiligheid garandeert vanuit gevoeligheidsoogpunt;

Overwegende dat vervanging dringend noodzakelijk is met het oog op de bescherming van personen en goederen;

Overwegende dat drie gespecialiseerde bedrijven werden geraadpleegd in het kader van een overheidsopdracht van geringe waarde;

Gezien de drie ontvangen offertes, voor een bedrag van 9 060,64 euro, 11 922,79 euro en 13 019,98 euro inclusief btw;

Overwegende dat de twee laagste offertes als onregelmatig moeten worden beschouwd omdat ze technisch niet voldoen aan de gestelde technische eisen;

NEEMT TER INFORMATIE

het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen, genomen tijdens de zitting van 13 mei 2025

- de gunningsprocedure goed te keuren en de voorwaarden vast te stellen van de opdracht voor de vervanging van de beveiligde dubbele buitendeur van het politiebureau van Rodenbach (opdracht van geringe waarde zonder voorafgaande bekendmaking na raadpleging van drie gespecialiseerde bedrijven volgens de voorwaarden van een technische beschrijving);

BESLUIT

1. in te stemmen met het gebruik van artikel 249 NLC §1 al 1 vanwege de bijzondere omstandigheden van niet-beschikbaarheid van de begroting en rekening houdend met het feit dat het handhaven van de veiligheid van de toegangen tot het politiebureau van Rodenbach strikt noodzakelijk en urgent is;
2. de automatische opname van een begrotingslijn ten bedrage van €14.500 in artikel 300/724-60/-600-2025 (buitengewone begroting)

RESSOURCES HUMAINES -- HUMAN RESOURCES

SP 20.- Mise à disposition de personnel de cabinet pour les membres du Collège des Bourgmestre et Echevins - Modification du cadre spécifique - Approbation -- Terbeschikkingstelling van kabinetsmedewerkers voor de leden van het College van Burgemeester en Schepenen - Wijziging van de specifieke personeelsformatie - Goedkeuring

Monsieur Mahieu expose le point

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 32 voix contre 0 et 10 abstention(s). -- Besloten, met 32 stem(men) tegen 0 en 10 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 32 voix contre 0 et 10 abstention(s).

Vu la Nouvelle loi communale, notamment ses articles 21bis, 117,119 et 145 ;

Vu l'arrêté ministériel établissant la classification des communes en exécution de l'article 5 al. 1er de la Nouvelle loi communale par lequel le nombre d'échevins est ramené à 8 pour les communes de plus de 100.000 habitants ;

Vu l'article 279 de la Nouvelle loi communale permettant d'augmenter d'une unité le nombre d'échevins lorsqu'un ou plusieurs échevins d'appartenance linguistique néerlandaise ou française ont été élus ;

Vu l'ordonnance du 22 février 2024 de la Région de Bruxelles-Capitale relative à la gouvernance locale insérant notamment une section 5bis à la Nouvelle loi communale consacrée au personnel mis à disposition du bourgmestre et des échevins ;

Vu les délibérations du Conseil Communal des 28 mars 2001, 27 avril 2005 et 22 juin 2011 arrêtant le cadre du personnel de cabinet des Bourgmestre et Echevins ainsi que son statut administratif et pécuniaire ;

Vu la délibération du Conseil communal du 19 février 2025 approuvant la mise à disposition de personnel de cabinet pour les membres du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Considérant que la délibération du 19 février 2025 :

- consacre le principe de la mise à disposition de cabinets pour les membres du Collège ;
- prévoit la possibilité de détacher du personnel communal au sein des cabinets, soit par détachement pour les agents statutaires, soit par avenant au contrat de travail pour les agents contractuels;
- définit les modalités de recrutement des membres des cabinets, qui pourront s'effectuer par voie de recrutement externe sous le régime du contrat de travail ou par affectation interne comme défini au point 2, en respectant les conditions et

incompatibilités prévues par la NLC;

- stipule que la composition (cadre spécifique du personnel de cabinet) et le financement des cabinets, de même que la rémunération et les éventuelles indemnités des collaborateurs, seront fixés ultérieurement et proposés au Conseil dès l'installation du nouveau Collège, dans les limites de l'enveloppe budgétaire calculée à partir des montants prévus en 2024, déduction faite du cabinet de l'Échevinat supprimé, toute réduction du nombre d'agents affectés aux cabinets contribuant aux objectifs fixés par le Plan triennal;

Vu l'installation du nouveau Collège en date du Conseil du 21 mai 2025, selon l'accord de majorité conclu suite aux élections du 13 octobre 2024, en ce compris la désignation d'un échevin surnuméraire ;

Considérant la situation budgétaire difficile dans laquelle se trouve la Commune de Schaerbeek ;

Considérant que l'application des dispositions antérieures portant sur le cadre spécifique du personnel des cabinets des membres du Collège des Bourgmestre et Echevins aurait permis l'engagement de

1 ETP A6, 11 ETP A2 et 11 ETP de niveau B (ou C), soit 23 ETP ((équivalent temps plein) au total ;

Considérant que la proposition permet une diminution de 3,5 ETP de niveau B de 2025 à 2028 puis de 4,5 ETP jusqu'à la fin de la législature, soit une économie sur la masse salariale estimée à 188.000€ par an.

Sur proposition du Collège du 27 mai 2025;

DECIDE

1. D'abroger toutes dispositions antérieures concernant la fixation du cadre du personnel de cabinet , à l'exclusion des dispositions du statut administratif et pécuniaire le concernant;

2. De fixer comme suit le cadre du personnel des cabinets des membres du Collège des Bourgmestre et Echevins

Cadre cabinets (en ETP)						
	2025-2028			2028-2030		
	A6	A2	B ou C	A6	A2	B ou C
Bourgmestre	1	2	1,5	1	2	1
MR/LE		2	1	1	1	1
PS	1	1	1,5		2	1
Ecolo/Groen		3	2		3	2
LB /Défi		2	1,5		2	1,5
TOTAL	2	10	7,5	2	10	6,5
Différence ETP avec situation actuelle	1	-1	-3,5	1	-1	-4,5

- A6 : conseiller-chef de cabinet
- A2 : secrétaire d'administration avec rang de chef de cabinet (barème A2.1 et carrière fonctionnelle)
- B : grade de secrétaire administratif – fonction de collaborateur ou collaboratrice de cabinet (barème B1 et carrière fonctionnelle)

OU

C : grade d'assistant administratif- fonction de collaborateur ou collaboratrice administrative (barème C1 et carrière fonctionnelle)

3. D'autoriser, conformément à l'article 21bis al4 NLC le détachement de membres du personnel de l'administration communale des niveaux E1 à A4 au sein du cabinet du bourgmestre ou d'un échevin, moyennant l'accord préalable du secrétaire communal.

4. De transmettre la présente délibération à l'Autorité de Tutelle conformément aux dispositions de l'ordonnance du 14 mai 1998 ainsi qu'à celles de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la Tutelle

administrative.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 32 stem(men) tegen 0 en 10 onthouding(en).

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid op de artikelen 21bis, 117, 119 en 145;
Gelet op het ministerieel besluit tot vaststelling van de indeling van gemeenten in uitvoering van artikel 5, eerste lid, van de Nieuwe Gemeentewet, waarbij het aantal schepenen voor gemeenten met meer dan 100.000 inwoners wordt teruggebracht tot 8;

Gelet op artikel 279 van de Nieuwe Gemeentewet dat toelaat het aantal schepenen met één te verhogen wanneer één of meer schepenen van Nederlandse of Franse taalafstamming verkozen zijn;

Gelet op de ordonnantie van 22 februari 2024 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het plaatselijk bestuur, waarbij met name een afdeling 5bis in de Nieuwe Gemeentewet wordt ingevoegd die gewijd is aan het personeel dat ter beschikking wordt gesteld van burgemeester en schepenen;

Gelet op de beraadslagingen van de Gemeenteraad van 28 maart 2001, 27 april 2005 en 22 juni 2011 waarbij het kader van het personeel van de kabinetten van de Burgemeester en de Schepenen evenals hun administratief en geldelijk statuut werd vastgelegd;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 19 februari 2025 waarbij de terbeschikkingstelling van kabinetsmedewerkers aan de leden van het College van Burgemeester en Schepenen werd goedgekeurd;

Overwegende dat de beraadslaging van 19 februari 2025:

- het principe bevestigde van de terbeschikkingstelling van kabinetten voor de leden van het College;
- de mogelijkheid voorzag om gemeentepersoneel te detacheren binnen de kabinetten, hetzij door detachering voor statutair personeel, hetzij door wijziging van de arbeidsovereenkomst voor contractuele personeelsleden;
- de aanwervingsprocedures van de kabinetsleden vastlegde, die kunnen plaatsvinden via externe aanwerving onder arbeidsovereenkomst of via interne toewijzing zoals beschreven in punt 2, met naleving van de voorwaarden en onverenigbaarheden zoals voorzien in de NGW;
- bepaalde dat de samenstelling (specifiek kader van het kabinetspersoneel) en de financiering van de kabinetten, evenals de bezoldiging en eventuele toelagen van de medewerkers, later zouden worden vastgesteld en aan de Raad zouden worden voorgelegd na de installatie van het nieuwe College, binnen de grenzen van het budget dat is berekend op basis van de bedragen voorzien in 2024, verminderd met het kabinet van de afgeschafte schepenambt, waarbij elke vermindering van het aantal kabinetsmedewerkers bijdraagt aan de doelstellingen van het driejarige plan;

Gelet op de installatie van het nieuwe College tijdens de Raad van 21 mei 2025, volgens het meerderheidsakkoord dat werd bereikt na de verkiezingen van 13 oktober 2024, inclusief de aanwijzing van een bijkomende schepen;

Overwegende de moeilijke begrotingssituatie waarin de gemeente Schaarbeek zich bevindt;

Overwegende dat de toepassing van de eerdere bepalingen betreffende de specifieke kader personeelsformatie voor het personeel van de kabinetten van de leden van het college van burgemeester en schepenen de aanwerving mogelijk zou hebben gemaakt van 1 VTE A6, 11 VTE A2 en 11 VTE van niveau B (of C), ofwel 23 VTE (voltijdsequivalent) in totaal;
Overwegende dat dit voorstel een vermindering mogelijk maakt van 3,5 VTE's op niveau B van 2025 tot 2028 en vervolgens 4,5 VTE's tot het einde van de legislatuur, wat een besparing op de loonmassa betekent van naar schatting €188.000 per jaar;

Op voorstel van het College van 27 mei;

BESLUIT

1. Alle eerdere bepalingen inzake de vaststelling van de personeelsformatie van het kabinetspersoneel op te heffen, met uitzondering van de bepalingen van het administratief en geldelijk statuut die hierop van toepassing zijn;
2. Het kader van het kabinetspersoneel van de leden van het College van Burgemeester en Schepenen als volgt vast te stellen;

Kader van de Kabinetten (in VTE)						
	2025-2028			2028-2030		
	A6	A2	B	A6	A2	B
Burgemeester	1	2	1,5	1	2	1
MR/LE		2	1	1	1	1
PS	1	1	1,5		2	1
Ecolo/Groen		3	2		3	2
LB/Défi		2	1,5		2	1,5
TOTAAL	2	10	7,5	2	10	6,5
VTE verschil met huidige situatie	1	-1	-3,5	1	-1	-4,5

- A6 : kabinetschef-adviseur
 - A2 : bestuurssecretaris met rang van kabinetschef (barema A2.1 en functionele loopbaan)
 - B : graad van administratief secretaris – functie van medewerke/medewerkster van kabinet (barema B1 en functionele loopbaan)
- OF
- C – graad van administratief assistent- functie van medewerke/medewerkster van kabinet als (barema C1 en functionele loopbaan)

3. Overeenkomstig artikel 21bis, vierde lid, NGW, toestemming te geven voor de detachering van gemeentepersoneel van niveaus E1 tot A4 binnen het kabinet van de burgemeester of van een schepen, mits voorafgaand akkoord van de gemeentesecretaris.

4. Dit besluit over te maken aan de Toezichthoudende Autoriteit overeenkomstig de bepalingen van de ordonnantie van 14 mei 1998 en deze van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overmaking aan de Regering van de akten van de gemeentelijke overheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht.

INFRASTRUCTURE -- INFRASTRUCTUUR

Travaux -- Werken

SP 21.- Hôtel Communal - Remplacement du système de vidéoconférence de la salle du Conseil - Pour information de la majoration de la dépense - Application de l'article 249 § 1er al 1 de la Nouvelle Loi Communale - Pourvoir à une dépense impérieuse et imprévue - Approbation -- Gemeentehuis - Vervanging van het videoconferencingsysteem van de Raadszaal - Verhoging van de uitgave - Ter informatie - Toepassing van artikel 249 § 1 al 1 van de nieuwe gemeentewet - Voorzien in een dwingende en onvoorziene uitgave - Goedkeuring

Monsieur Köksal et Madame Gervais interviennent

Monsieur le Secrétaire communal et Monsieur Vanhalewyn répondent

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu l'article 234 §3 et l'article 249 §1er al 1 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 - en particulier son article 42, §1er, 1°, a)- relative aux marchés publics, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins, en séance du 4 février 2025, d'arrêter

la procédure de passation et de fixer les conditions du marché visant au remplacement du système de vidéoconférence de la salle du Conseil de l'hôtel communal - procédure de marché de travaux par procédure négociée sans publication préalable aux conditions du cahier spécial de charges Scha/Infra/2025/002;

Vu la délibération au Conseil Communal du 19 février 2025 prenant pour information la décision précitée du collège et approuvant l'application de l'art. 249 de la NLC §1 al 1 de pourvoir à une dépense impérieuse et imprévue en l'absence de budget 2025, étant donné que ces travaux doivent être exécutés d'urgence et d'inscrire d'office une ligne budgétaire de 90.000 € à l'article 104/724-60/-600-2025;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins, en séance du 18 mars 2025, de ne pas donner suite à la procédure de passation du marché public au terme du délai imposé pour la remise d'offre étant donné le faible niveau de concurrence, du fait que l'unique offre dépasse d'environ 50 % l'estimation de la dépense et de relancer un appel à la concurrence;

Considérant que les entreprises initiales, plus une, ont été reconsultées après préavis;

Vu les deux offres reçues aux montants respectifs de 95.199,80 € et 279.635,11 € TVA incuse pour la fourniture et les travaux d'installation du système de vidéoconférence;

Considérant que les deux offres ont été considérées régulières;

Considérant que l'offre retenue s'élève à un montant total maximal de 153.000,00 €, option 2 comprise "extension de la garantie à 10 ans" et compte tenu d'éventuels suppléments et révisions de prix, soit une majoration de 63.000 € par rapport à l'estimation de 90.000 €

Vu la décision du 29 avril 2025 du Collège des Bourgmestre et Echevins

- de prendre acte qu'à l'issue du délai imparti pour la remise des offres, deux entreprises ont soumissionné aux montants respectifs de 95.199,80 € et 279.635,11 € TVA incuse pour la fourniture et les travaux d'installation du système de vidéoconférence;
- de désigner l'entreprise ayant remis l'offre économiquement la plus intéressante en qualité d'adjudicataire du marché aux conditions du cahier spécial de charges Scha/Infra/2025/002bis et selon son offre du 7 avril 2025
- d'engager les dépenses dès approbation du Conseil Communal, selon répartition suivante:
 - o a) 105.000,00 € sans option à l'article 104/724-60/-620-2025 du budget extraordinaire, compte tenu des révisions de prix et éventuels suppléments
 - o b) 113.000,00 € avec option 1 à l'article 104/724-60/-620-2025 du budget extraordinaire, compte tenu des révisions de prix et éventuels suppléments
 - o c) 153.000,00 € avec option 2 à l'article 104/724-60/-620-2025 du budget extraordinaire, compte tenu des révisions de prix et éventuels suppléments

PREND POUR INFORMATION

la majoration maximale de la dépense (option 2 retenue) de 63.000,00 € par rapport à l'estimation de 90.000 €

DECIDE

1. d'approuver le recours à l'art. 249 NLC §1er al 1 en raison des conditions particulières d'indisponibilité budgétaire et tenant compte du fait que le remplacement du système de vidéoconférence équipant la salle du Conseil communal est strictement nécessaire et urgent pour assurer les débats démocratiques au sein de l'assemblée
2. d'inscrire d'office une ligne budgétaire d'un montant de 153.000 € à l'article 104/724-60/-600-2025 (budget extraordinaire)

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikelen 234 § 3 en 249 § 1 al 1 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 - in het bijzonder zijn artikel 42, §1, 1°, a) - betreffende de overheidsopdrachten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het besluit van het college van burgemeester en schepenen van 4 februari 2025, houdende vaststelling van de plaatsingsprocedure en de voorwaarden van de opdracht betreffende de vervanging van het videoconferencingsysteem van de Raadszaal, op het gemeentehuis - opdracht voor werken bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, aan de voorwaarden van het bestek Scha/Infra/2025/002;

Gelet op het raadsbesluit van 19 februari 2025 waarbij voormeld collegebesluit ter informatie werd genomen en de toepassing van art. 249 van de NGW §1 al 1 werd goedgekeurd, om te voorzien in een dwingende en onvoorziene uitgave, rekening houdend met de onbeschikbaarheid van de begroting over 2025, maar deze werken dringend moeten worden uitgevoerd en er automatisch een begrotingslijn van 90.000 € moet worden opgenomen in artikel 104/724-60/-600-2025;

Gelet op het collegebesluit van 18 maart 2025 om, op het einde van de opgelegde termijn voor het indienen van de offertes, geen gevolg te geven aan de plaatsingsprocedure van deze overheidsopdracht, omwille van de lage mededingingsgraad en het feit dat de enige ingediende offerte ongeveer 50 % hoger ligt dan de kostenraming, en bijgevolg een nieuwe oproep tot mededinging te lanceren ;

Overwegende dat de initieel geraadpleegde ondernemingen plus één opnieuw werden geraadpleegd, na de mededeling van opzegging van de eerste procedure;

Gelet op de twee ontvangen offertes, voor de respectieve bedragen van 95.199,80 € en 279.635,11 € BTW inbegrepen, voor de levering en installatie van het videoconferencingsysteem;

Overwegende dat beide offertes als regelmatig werden bevonden;

Overwegende dat de weerhouden offerte in totaal maximum 153.000,00 € bedraagt, namelijk met optie 2 "uitbreiding van de garantie met 10 jaar" en rekening houdend met eventuele meerwerken en prijsherzieningen, hetzij een verhoging met 63.000 € ten opzichte van de raming van 90.000 €;

Gelet op het collegebesluit van 29 april 2025, namelijk om :

- akte te nemen dat tegen de uiterste indieningstermijn van de offertes, twee ondernemingen een offerte indienden voor de respectieve bedragen van 95.199,80 € en 279.635,11 € BTW inbegrepen voor de levering en installatie van het videoconferencingsysteem;
- de onderneming die de economisch voordeligste offerte indiende aan te duiden als opdrachthouder voor deze overheidsopdracht, aan de voorwaarden van het bestek Scha/Infra/2025/002bis en volgens haar offerte van 7 april 2025;
- de uitgaven vast te leggen van zodra ze door de gemeenteraad werden goedgekeurd, volgens de volgende verdeling :
 - a) 105.000,00 € zonder optie op artikel 104/724-60/-620-2025 van de buitengewone begroting, rekening houdend met de prijsherzieningen en eventuele meerwerken
 - b) 113.000,00 € met optie 1 op artikel 104/724-60/-620-2025 van de buitengewone begroting, rekening houdend met de prijsherzieningen en eventuele meerwerken
 - c) 153.000,00 € met optie 2 op artikel 104/724-60/-620-2025 van de buitengewone begroting, rekening houdend met de prijsherzieningen en eventuele meerwerken

NEEMT TER INFORMATIE

de maximum verhoging van de uitgave (weerhouden optie 2) met 63.000,00 € ten opzichte van de raming van 90.000 €

BESLUIT

1. goed te keuren dat een beroep wordt gedaan op art. 249 NGW, §1, al. 1 vanwege de bijzondere omstandigheden van budgettaire onbeschikbaarheid en rekening houdend met het feit dat de vervanging van het videoconferencingsysteem waarmee de Gemeenteraadszaal is uitgerust, strikt noodzakelijk en dringend is om democratische debatten binnen de vergadering te waarborgen
2. automatisch een begrotingslijn van 153.000 euro op te nemen in artikel 104/724-60/-600-2025 (buitengewone begroting)

SP 22.- Salle de Judo, Chaussée de Helmet 347 - Remplacement des pompes du puisard de relevage dans le local technique de la chaufferie - Absence de budget - Approbation de l'application de l'article 249 § 1er al 1 de la Nouvelle Loi Communale - Pourvoir à une dépense impérieuse et imprévue - Prise pour information de la décision du collège arrêtant la procédure de passation et fixant les conditions du marché. -- Judozaal, Helmetsesteenweg 347 - Vervanging van de pompen in de zinkput van het technisch lokaal van de stookkamer - Afwezigheid van budget - Goedkeuring van de toepassing van artikel 249 § 1 al 1 van de nieuwe gemeentewet - Voorzien in een uitgave die door dwingende en onvoorzienbare omstandigheden is vereist - Ter informatie nemen van

het collegebesluit tot goedkeuring van de plaatsingsprocedure en tot vaststelling van de voorwaarden van de opdracht.

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu l'article 234 §3 et l'article 249 §1er al 1 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 - en particulier son article 92 - relative aux marchés publics, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 27 juillet 2017 modifiant la Nouvelle loi communale en vue de préciser les règles de compétences en matière de marchés publics communaux;

Considérant qu'il est nécessaire de remplacer au plus vite les deux pompes hors-service et irréparables du puisard de relevage dans le local technique de la chaufferie de la salle du judo située chaussée de Helmet 347, afin d'éviter d'éventuels dégâts des eaux aux installations de chauffage et ventilation;

Considérant que le coût de ces travaux est estimé à 12.000€ TVAC;

Considérant que ces travaux seraient à confier au secteur privé;

Vu l'appel à la concurrence organisé par la Direction Infrastructures à cette fin dans le cadre d'un marché de faible montant;

Vu le caractère imprévisible des intempéries et le caractère impérieux et urgent de l'exécution de ces travaux, il est nécessaire de faire application de l'article 249 § 1 al 1 et de pourvoir à cette dépense, en l'absence de budget 2025, étant donné que le moindre retard pourrait occasionner des avaries importantes aux installations de chauffage et ventilation du bâtiment;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 13 mai 2025:

arrétant la procédure de passation et fixant les conditions du marché de travaux : procédure négociée sans publication préalable aux conditions d'un descriptif technique et prescriptions légales adaptées aux marchés à faible montant

DECIDE

- l'application de l'art. 249 de la NLC §1 al 1: décision du conseil communal de pourvoir à cette dépense impérieuse et imprévue, en l'absence de budget 2025, étant donné que ces travaux doivent être exécutés d'urgence et d'inscrire d'office une ligne budgétaire de 10.841,60 € à l'article 731/724-60/-600-2025

PREND POUR INFORMATION

la décision précitée du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13 mai 2025

- Arrêter la procédure de passation et fixer les conditions du marché: procédure négociée sans publication préalable, de marché de faible montant selon descriptif technique

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikelen 234 § 3 en 249 § 1 al 1 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 - in het bijzonder zijn artikel 92 - betreffende de overheidsopdrachten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2017 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet teneinde de bevoegdheidsregels inzake gemeentelijke overheidsopdrachten te verduidelijken;

Overwegende dat het noodzakelijk is beide putpompen, die buiten dienst en onherstelbaar zijn, in het technisch lokaal van de stookkamer van de judozaal gelegen Helmetsesteenweg, te vervangen om eventuele beschadigingen aan de verwarmings- en verluchtingsinstallaties

te vermijden;

Overwegende dat de kosten voor deze werken werden geraamd op 12.000 €, BTW inbegrepen;

Overwegende dat deze opdracht aan de privésector zou worden toevertrouwd;

Gelet op de oproep tot mededinging die in dit kader werd georganiseerd door de Directie Infrastructuur, onder de vorm van een overheidsopdracht van beperkte waarde;

Gelet op de onvoorspelbaarheid van slechte weersomstandigheden en de dwingende en onvoorzienbare aard van de uitvoering van deze werken, waardoor het noodzakelijk is om artikel 249 § 1 al 1 toe te passen en in deze uitgave te voorzien, bij gebrek aan een begroting over 2025, rekening houdend met het feit dat het geringste uitstel onbetwistbaar enorme schade zou kunnen veroorzaken aan de verwarmings- en verluchttingsinstallaties van het gebouw;

Gelet op het collegebesluit van 13 mei 2025, namelijk :

goedkeuring van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van werken : onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking aan de voorwaarden van de technische beschrijving en de wettelijke voorschriften aangepast aan overheidsopdrachten van beperkte waarde;

BESLUIT

- de toepassing van art. 249 NGW § 1 al 1 : beslissing van de gemeenteraad om in deze dwingende en onvoorziene uitgave te voorzien, bij gebrek aan een begroting over 2025, rekening houdend met het feit dat deze werken zo snel mogelijk moeten worden uitgevoerd, en bijgevolg een begrotingslijn van 10.841,60 € op te nemen in artikel 731/724-60/-600-2025.

NEEMT TER INFORMATIE

voornoemd besluit van het college van burgemeester en schepenen van 13 mei 2025, namelijk het vastleggen van de plaatsingsprocedure en de voorwaarden van de opdracht : onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - opdracht van beperkte waarde op basis van een technische beschrijving.

SP 23.- Réalisation de divers aménagements de voirie - Accord-cadre 2022 conclu pour 2 ans - Marché subséquent - Réaménagement de la rue William Degouve de Nuncques - mise en plateau du carrefour Smekens/Degouve de Nuncques et le trottoir traversant côté square Levie - Majoration de la dépense - Pour information -- Realisatie van diverse weginrichtingen – In 2022 voor 2 jaar afgesloten raamovereenkomst - Opdracht op grond van deze gesloten raamovereenkomst - Heraanleg van de William Degouve de Nuncquesstraat - realiseren van een verkeersplateau op het kruispunt Smekens/Degouve de Nuncques en een doorlopend voetpad kant square Levie - Verhoging van de uitgave - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu la Nouvelle Loi Communale telle que modifiée à ce jour, en particulier son article 236 §3;

Vu l'ordonnance du 27 juillet 2017 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant la Nouvelle loi communale en vue de préciser les règles de compétence en matière de marchés publics communaux;

Vu la loi du 17 juin 2016 - en particulier son article 36 et 43 - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle que modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, tel que modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, tel que modifié à ce jour;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle que modifiée à ce jour;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles Capitale, tel que modifiée à ce jour;

Vu l'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public, telle que modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 fixant la composition des dossiers de demandes de subsides, la nature des pièces justificatives et la procédure d'octroi et de liquidation, en application de l'article 21 de l'ordonnance du 16 juillet 1998, tel que modifiée à ce jour ;

Vu le projet n° 19 de Programme Triennal d'Investissement 2022-2024 ;

Vu sa délibération du 7 septembre 2022, arrêtant la procédure de passation et les conditions du marché donnant lieu à la conclusion d'un accord-cadre avec un adjudicataire, pour une durée de 2 ans : procédure ouverte, aux conditions du cahier spécial des charges Scha/Infra/2022/022;

Vu le courrier de Bruxelles Pouvoirs Locaux du 24 octobre 2022 signalant que le délai imparti pour statuer sur la délibération du conseil communal du 7 septembre 2022 est expiré;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13 décembre 2022, désignant l'adjudicataire unique pour l'exécution des travaux dans le cadre de l'accord-cadre 2022 conclu pour 2 ans, aux conditions du cahier spécial des charges Scha/Infra/2022/022 et de son offre du 13 octobre 2022;

Vu le courrier de Bruxelles Pouvoirs Locaux du 16 janvier 2023 signalant que la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13 décembre 2022 est devenue exécutoire par expiration du délai;

Considérant que, suite à l'accord-cadre, des marchés subséquents sont conclus, marchés passés sur le fondement de l'accord-cadre, qui précisent les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations qui n'ont pas été contractualisées dans l'accord-cadre;

Vu sa délibération du 3 juillet 2023, par laquelle il arrête la procédure de passation : marché subséquent à confier à l'adjudicataire de l'accord-cadre conclu le 6 février 2023 pour une période de 2 ans, fixe les conditions du marché concernant les travaux de réaménagement de la rue William Degouve de Nuncques - mise en plateau du carrefour Smekens/Degouve de Nuncques et le trottoir traversant côté square Levie et décide de solliciter les subsides auprès de la Région de Bruxelles-Capitale, dans le cadre du PTI 2022-2024 à concurrence de 90%.

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 29 août 2023, par laquelle il décide de confier ces travaux de réaménagement, à l'adjudicataire de l'accord-cadre, selon son offre du 11 août 2023, pour un montant de 184.970,87 € tva dont le délai d'exécution est fixé à 35 jours ouvrables;

Vu l'octroi de subsides du 10 novembre 2023, au montant de 166.473,78€ du Service Public Régional de Bruxelles - Direction des Investissements, dans le cadre du PTI 2022-2024 (projet 19);

Considérant que cette dépense sera financée par les moyens financiers renseignés dans le programme d'investissement et que le Conseil Communal sera informé de toute modification de ces moyens de financement à l'occasion du vote des modifications budgétaires et des comptes annuels;

Considérant qu'un crédit de 200.000€ a été engagé à l'article 421/735-60/53-20220070 du budget extraordinaire de 2022, tenant compte de la révision des prix, de l'éventuel dépassement des quantités présumées ou de modifications d'entreprises, conformément à la circulaire régionale du 2 août 2006 et à l'arrêté royal du 14 janvier 2013 relatif à l'exécution des marchés publics (article 38), tel que modifié à ce jour;

Considérant que le coût final des travaux réalisés s'élève à 277.429,44€ tva et révision comprises;

Considérant que le coût supplémentaire par rapport au montant de l'engagement est justifié par les raisons suivantes :

- Après analyse et comparaison des métrés de soumission et d'exécution, il ressort que le dépassement est principalement dû à une sous-estimation des quantités par l'adjudicataire dans son offre et le changement de profil qui a conduit à la forte baisse du niveau de la voirie après exécution des travaux. Cette différence de niveau a entraîné une augmentation importante des volumes de déblais;
- La sous-estimation de plusieurs postes et le changement de niveau de la voirie ont entraîné un dépassement de budget d'environ 70.000 euros (hors TVA et hors révision);
- Des heures de régie ont en plus été nécessaires pour la réalisation des travaux non prévus et demandés par le Département voirie dans le cadre du chantier;

- Déplacement d'une chambre de Vivaqua se trouvant dans l'alignement des nouvelles bordures.
 - Adaptation de certaines bordures liées à la présence de taques des impétrants.
 - Les quantités exécutées ont été vérifiées et approuvées par le Département Voirie;
- Vu la décision du collège des Bourgmestre et Echevins du 20 mai 2025 approuvant le décompte final de l'entreprise pour un montant totale de 277.429,44 € tva et révision incluses;

PREND POUR INFORMATION :

La majoration du montant de l'entreprise dont le coût total est porté à 277.429,44€ TVA et révision incluses.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals tot op heden gewijzigd, inzonderheid artikel 236 § 3; Gelet op de ordonnantie van 27 juli 1917 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van de nieuwe gemeentewet teneinde de bevoegdheidsregels inzake gemeentelijke overheidsopdrachten te verduidelijken;

Gelet op de wet van 17 juni 1966 - inzonderheid artikels 36 en 43 - betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten van werken, leveringen en diensten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 1917 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 1913 tot vaststelling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de wet van 17 juni 1913 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten van werken, leveringen en diensten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende organisatie van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 16 juli 1998 houdende vaststelling van de samenstelling van de dossiers voor subsidieaanvragen, van de aard van de bewijsstukken en van de procedures voor toekenning en uitbetaling, overeenkomstig artikel 21 van de ordonnantie van 16 juli 1998, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het driejarig investeringsprogramma 2022-2024 - ontwerp nr. 19;

Gelet op het raadsbesluit van 7 september 2022 tot vaststelling van de plaatsingsprocedure en de opdrachtvoorwaarden, die aanleiding gaven tot het sluiten van een raamovereenkomst met een opdrachthouder, voor een duur van 2 jaar : openbare procedure, aan de voorwaarden van het bestek Scha/Infra/2022/022;

Gelet op de brief van Brussel Plaatselijke Besturen van 24 oktober 2022 met de melding dat de termijn om uitspraak te doen over het raadsbesluit van 7 september 2022 verstreken is;

Gelet op het collegebesluit van 13 december 2022 tot aanduiding van één enkele opdrachthouder voor de uitvoering van de werken in het kader van de raamovereenkomst 2022, afgesloten voor 2 jaar, aan de voorwaarden van het bestek Scha/Infra/2022/022 en van zijn offerte van 13 oktober 2022;

Gelet op de brief van Brussel Plaatselijke Besturen van 16 januari 2023 met de melding dat het collegebesluit van 13 december 2022 uitvoerbaar is geworden door het verstrijken van de termijn;

Overwegende dat op grond van deze raamovereenkomst, hierop betrekking hebbende opdrachten worden geplaatst en de karakteristieken en uitvoeringsmodaliteiten van de prestaties, die niet in de raamovereenkomst werden gedefinieerd, worden gespecificeerd;

Gelet op het besluit van 3 juli 2023 houdende vaststelling van de plaatsingsprocedure : opdracht op grond van een raamovereenkomst, toe te vertrouwen aan de opdrachthouder van deze overeenkomst en vastleggen van de voorwaarden van de opdracht betreffende de heraanleg van de William Degouve de Nuncquesstraat - realisatie van een verkeersplateau op het kruispunt Smekens/Degouve de Nuncques en een doorlopend voetpad kant square Levie; en beslist om de subsidies aan te vragen bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in het

kader van het DIP 2022-2024 ten belope van 90%.

Gelet op het collegebesluit van 29 augustus 2023, waarbij beslist werd deze herinrichtingswerken toe te vertrouwen aan de opdrachthouder van de raamovereenkomst, volgens zijn offerte van 11 augustus 2023, voor een bedrag van 184.970,87€ btw inbegrepe, met een uitvoeringstermijn van 35 werkdage;

Gelet op de toekenning van subsidies van 10 november 2023, namelijk een bedrag van 166.473,78€ van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel - Directie Investerings, in het kader van het DIP 2022-2024 (ontwerp 19);

Overwegende dat deze uitgave zal worden gefinancierd met de middelen vermeld in het investeringsprogramma en dat de gemeenteraad zal worden ingelicht van elke wijziging van deze financieringsmiddelen ter gelegenheid van de stemming van de begrotingswijzigingen en jaarrekeningen;

Overwegende dat een krediet van 200.000€ werd vastgelegd op artikel 421/735-60/53-20220070 van de buitengewone begroting over 2022, rekening houdend met de prijsherziening, de eventuele overschrijding van de vermoedelijke hoeveelheden of aannemingswijzigingen, conform de gewestelijke omzendbrief van 2 augustus 2006 en het koninklijk besluit van 14 januari 2013 betreffende de uitvoering van overheidsopdrachten (artikel 38), zoals tot op heden gewijzigd;

Overwegende dat de uiteindelijke kost van de gerealiseerde werken 277.429,44 € bedroeg, BTW en herziening inbegrepen;

Overwegende dat de bijkomende kosten ten opzichte van het vastgelegde bedrag als volgt worden gerechtvaardigd :

- Na onderzoek en vergelijking van de van aanbestedings- en uitgevoerde meetstaten bleek dat de overschrijding voornamelijk te wijten was aan een onderschatting van de hoeveelheden door de aanbesteder in zijn offerte en de wijziging van het profiel, waardoor het niveau van de weg sterk daalde nadat de werken waren uitgevoerd. Dit niveauverschil leidde tot een aanzienlijke toename van het volume uitgegraven materiaal;
- De onderschatting van verschillende posten en de verandering van het wegniveau resulteerden in een kost van ongeveer €70.000 (exclusief btw en revisie);
- Daarnaast was er tijd nodig om ongeplande werkzaamheden uit te voeren op verzoek van de Wegendienst als onderdeel van de werkzaamheden;
 - o Verplaatsing van een Vivaqua kamer in lijn met de nieuwe boordstenen.
 - o Aanpassing van bepaalde boordstenen vanwege de aanwezigheid van putdeksels van concessiehouders.
- De uitgevoerde hoeveelheden zijn gecontroleerd en goedgekeurd door de afdeling Wegen;

Gelet op het collegebesluit van 20 mei 2025, houdende goedkeuring van de eindafrekening van de onderneming, namelijk een totaal bedrag van 277.429,44€, BTW en herziening inbegrepen

NEEMT TER INFORMATIE :

de verhoging van de uitgave van de aanneming waarvan de totale kostprijs op 277.429,44 € wordt gebracht (BTW en herziening inbegrepen).

Achats -- Aankopen

SP 24.- Adhésion au marché relatif à la mise à disposition d'une plateforme de paiements en ligne - ePayment passé en centrale d'achat par le SPF BOSA - Pour approbation --
Aansluiting bij de opdracht voor het ter beschikking stellen van een online betalingsplatform – ePayment, gesloten door een aankoopcentrale door de FOD BOSA -
Ter goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL
Approuvé à l'unanimité.

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés

publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu le marché lancé sous forme d'accord-cadre relatif à la mise à disposition d'une plateforme de paiements en ligne - ePayment passé en centrale d'achat par le SPF BOSA ;

Vu que le marché est conclu pour une période de quatre ans à partir du 4 avril 2025 ;

Vu la convention d'utilisation ainsi que le formulaire de commande ;

Vu le montant estimé à 48.400€ TVAC par an ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE

1. D'adhérer au marché lancé sous forme d'accord-cadre et relatif à la mise à disposition d'une plateforme de paiements en ligne - ePayment passé en centrale d'achat par le SPF BOSA.
2. D'approuver et de signer la convention d'utilisation ainsi que le formulaire de commande (AOF).

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet overheidsopdrachten van 17 juni 2016 ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest;

Gelet op de opdracht in de vorm van een raamovereenkomst voor het ter beschikking stellen van een online betalingsplatform – ePayment, gesloten door een aankoopcentrale van de FOD BOSA;

Aangezien de overeenkomst voor een periode van vier jaar is gesloten vanaf 4 april 2025;

Gelet op de gebruiksovereenkomst en het bestelformulier (AOF);

Gelet op het bedrag geschat op 48.400€ BTWI per jaar ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT

1. Aan te sluiten bij de opdracht in de vorm van een raamovereenkomst voor het ter beschikking stellen van een online betalingsplatform – ePayment, gesloten door een aankoopcentrale door de FOD BOSA
2. De gebruiksovereenkomst en het bestelformulier (AOF) goed te keuren en te ondertekenen.

SP 25.- Adhésion formelle au marché “Mobilier scolaire” sous forme d'accord-cadre en cascade de la centrale d'achats van de asbl/vzw "Diensten ter Ondersteuning van het Katholiek Onderwijs" alias DOKO - Approbation -- Toetreding tot de opdracht “Schoolmeubilair” in de vorm van een raamovereenkomst volgens het cascadesysteem van vzw "Diensten ter Ondersteuning van het Katholiek Onderwijs" alias DOKO - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 - notamment son article 47 - relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la décision du Conseil Communal du 26 juin 2024 concernant l'adhésion globale à la centrale d'achats de l'asbl "Diensten ter Ondersteuning van het Katholiek Onderwijs" alias DOKO ;

Vu le marché public « Mobilier scolaire » sous forme d'accord-cadre en cascade d'une durée de 4 ans, valable jusqu'au 09/03/2025, prolongé jusqu'au 10/07/2025 de la centrale d'achats de l'asbl "Diensten ter Ondersteuning van het Katholiek Onderwijs" alias DOKO ;

Vu les adjudicataires de ce marché : VANERUM, BAERT, DIDAKTA, DOX ;

Vu les montants des achats à réaliser via ce marché sommairement estimés à 150.000€ TVAC par an ;

Considérant que cette adhésion n'implique aucune obligation dans le chef de l'adhérent de passer commande auprès de la centrale pour les fournitures commandées par celle-ci ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE

1. D'adhérer formellement au marché « Mobilier scolaire » sous forme d'accord-cadre en cascade d'une durée de 4 ans, valable jusqu'au 09/03/2025, prolongé jusqu'au 10/07/2025 de la centrale d'achats de l'asbl/vzw "Diensten ter Ondersteuning van het Katholiek Onderwijs" alias DOKO.
2. Les dépenses, estimées à 150.000€ TVAC par an, seront imputées aux articles budgétaires du service (extra)ordinaire aux codes fonctionnels et économiques adéquats et exécutoires au cours de la durée de validité du marché conclu.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 - in het bijzonder artikel 47 - inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gezien het besluit van de Gemeenteraad van 26 juni 2024 betreffende de globale toetreding aan de aankoopcentrale van de vzw "Diensten ter Ondersteuning van het Katholiek Onderwijs" alias DOKO;

Gezien de overheidsopdracht "Schoolmeubilair" in de vorm van en raamovereenkomst volgens het cascadesysteem voor een periode van 4 jaren, geldig tot 09/03/2025 verlengd tot 10/07/2025 van de aankoopcentrale van de vzw "Diensten ter Ondersteuning van het Katholiek Onderwijs" alias DOKO;

Gezien de opdrachtnemers voor deze opdracht: VANERUM, BAERT, DIDAKTA, DOX;

Gelet op het aantal aankopen te doen via deze opdracht geschat op 150.000€ BTWI per jaar;

Overwegende dat deze toetreding geen enkele verplichting inhoudt voor het lid om een bestelling te plaatsen bij de centrale voor de door deze laatste bestelde leveringen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT

1. Formeel aan te sluiten aan de opdracht "Schoolmeubilair" in de vorm van en raamovereenkomst volgens het cascadesysteem voor een periode van 4 jaren, geldig tot 10/07/2025 van de aankoopcentrale van de vzw/vzw "Diensten ter Ondersteuning van het Katholiek Onderwijs" alias DOKO.
2. De uitgaven - geraamd op 150.000€ BTWI per jaar - zullen geboekt worden op artikels van de (buiten)gewone begroting met de adequate functionele en economische codes die zullen worden ingeschreven tijdens de looptijd van het contract.

SP 26.- Marché public de fournitures visant la fourniture et la pose de signalisation verticale
- Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Pour information -- Overheidsopdracht voor leveringen voor de levering en plaatsing van verticale signalisatie - Keuze van de plaatsingsprocedure en vastlegging van de voorwaarden van de opdracht - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 117, 234§3 de la nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu la décision du 13 mai 2025 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant la procédure de passation et les conditions d'un marché public de fournitures ayant pour objet "la fourniture et la pose de signalisation verticale" tel que décrit dans le cahier spécial des charges scha/achats/2025/023 ;
Considérant que la valeur du marché , à conclure sur 30 mois , est estimée à 150.000€ TVAC ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;
PREND POUR INFORMATION :

1. La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13 mai 2025 de passer un marché public de fournitures par procédure négociée sans publication préalable conformément à l'article 42 §1er 1° a) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ayant pour objet " la fourniture et la pose de signalisation verticale" tel que décrit dans le cahier spécial des charges scha/achats/2025/023.
2. La dépense, estimée à 150.000€ TVAC, sera imputée à l'article 421/744-51/ - /650-20250095 du budget 2025, 2026, 2027 et aux autres éventuels articles du budget aux codes fonctionnels et économiques adéquats et exécutoires au cours de la validité du marché conclu le tout sous réserve de l'approbation des budgets par les organes compétents.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikelen 117, 234 §3 van de nieuwe gemeentewet ;
Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten ;
Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies ;
Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;
Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;
Gelet op de beslissing van 13 mei 2025 van het College van Burgemeester en Schepenen die de plaatsingsprocedure en de voorwaarden goedkeurt voor de overheidsopdracht voor leveringen met als voorwerp "de levering en plaatsing van verticale signalisatie " zoals beschreven in het bestek scha/achats/2025/023 ;
Overwegende dat de opdracht , af te sluiten voor 30 maanden , wordt geraamd op 150.000€ BTW ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

NEEMT TER INFORMATIE :

1. De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 mei 2025 om een overheidsopdracht voor leveringen te plaatsen bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking overeenkomstig artikel 42 §1er 1° a) van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, met als voorwerp "de levering en plaatsing van verticale signalisatie" zoals beschreven in het bestek scha/achats/2025/023.
2. De uitgave, geschat op 150.000€ BTWI, zal geboekt worden op artikel 421/744-51/ - /650-20250095 van de begroting 2025, 2026, 2027 en eventueel op andere artikels met de adequate functionele en economische codes uitvoerbaar tijdens de looptijd van het contract dit alles onder voorbehoud van goedkeuring door de bevoegde instanties.

SP 27.- Marché public de services pour l'organisation des activités jeunesse et de support - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Pour information -- Overheidsopdracht voor diensten voor de organisatie van jeugd- en ondersteuningsactiviteiten - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 117 et 234§3 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la décision du Collège du 22 avril 2025 de passer le marché public de services pour l'organisation des activités jeunesse et de support par procédure négociée sans publication préalable suivant l'article 42, § 1, 1° a de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics aux conditions du cahier des charges SCHA/ACHATS/2025/021.

Considérant que le marché est estimé à 120.000€ TVAC sur la durée totale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

PREND POUR INFORMATION

1. La décision du Collège du 22 avril 2025 de passer le marché public de services pour l'organisation des activités jeunesse et de support par procédure négociée sans publication préalable suivant l'article 42, § 1, 1° a de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics aux conditions du cahier des charges SCHA/ACHATS/2025/021.
2. La dépense, estimée à 120.000€ TVAC sur la durée totale, sera imputée, sous réserve d'approbation par les organes compétents, à l'article 761/124-06/ON/824 du budget 2025 et aux autres articles budgétaires du service (extra)ordinaire aux codes fonctionnels et économiques adéquats et exécutoires au cours de la validité du marché et sera financée par les modes de financement indiqués au budget.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikelen 117 en 234§3 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet betreffende de overheidsopdrachten van 17 juni 2016 ;

Gelet op het Koninklijk Besluit betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in klassieke sectoren van 18 april 2017;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene

uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de beslissing van het College van 22 april 2025 om een overheidsopdracht voor diensten voor de organisatie van jeugd- en ondersteuningsactiviteiten te plaatsen bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking volgens artikel 42, § 1, 1° a van de wet van 17 juni 2016 mbt overheidsopdrachten overeenkomstig de voorwaarden van het bestek SCHA/ACHATS/2025/021;

Overwegende dat de opdracht wordt geraamd op 120.000 € BTWI voor de totale looptijd;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE

1. De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 april 2025 om een overheidsopdracht voor diensten voor de organisatie van jeugd- en ondersteuningsactiviteiten te plaatsen bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking volgens artikel 42, § 1, 1° a van de wet van 17 juni 2016 mbt overheidsopdrachten overeenkomstig de voorwaarden van het bestek SCHA/ACHATS/2025/021.
2. De uitgave, geschat op 120.000 € BTWI voor de totale looptijd, zal geboekt worden, onder voorbehoud van goedkeuring door de bevoegde organen, op artikel 761/124-06/ON/824 van de gewone begroting 2025 en andere artikels van de (buiten)gewone begroting met de adequate functionele en economische codes uitvoerbaar tijdens de looptijd van het contract en zal worden gefinancierd bij de door het budget voorziene wijze.

SP 28.- Marché public de services ayant pour objet l'accord des pianos et entretien d'un orgue de l'académie de Schaerbeek - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Engagement de la procédure - Pour information --
Overheidsopdracht voor diensten voorpianostemmen en onderhoud van een orgel in de academie van Scharbeek - Keuze van de plaatsingsprocedure en vastlegging van de voorwaarden van de opdracht - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 117 et 234§3 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concession ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la décision du 13 mai 2025 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant la procédure de passation et les conditions d'un marché public de services pour l'accord des pianos et entretien d'un orgue de l'académie de Schaerbeek tel que décrit dans le cahier spécial des charges scha/achats/2025/022 ;

Considérant que le marché est estimé à 6.500€ TVAC ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

PREND POUR INFORMATION :

1. La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13 mai 2025 de passer un marché public de services pour l'accord des pianos et entretien d'un orgue de

l'académie de Schaerbeek par procédure négociée sans publication préalable conformément à l'article 42 §1er 1° a) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics tel que décrit dans le cahier spécial des charges scha/achats/2025/022.

2. La dépense, estimée à 6.500€ TVA comprise, sera imputée aux articles 734/124-12/ - /921, 734/124-06/ - /921 du service ordinaire 2025, 2026, 2027 et 2028 et aux autres éventuels articles du budget aux codes fonctionnels et économiques adéquats et exécutoires au cours de la validité du marché conclu le tout sous réserve de l'approbation des budgets par les organes compétents.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikelen 117 en 234§3 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten ;
Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies ;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in klassieke sectoren ;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;
Gelet op de beslissing van 13 mei 2025 van het College van Burgemeester en Schepenen die de plaatsingprocedure en de voorwaarden goedkeurt voor de overheidsopdracht voor diensten voorpianostemmen en onderhoud van een orgel in de academie van Schaarbeek zoals beschreven in het bestek scha/achats/2025/022;
Overwegende dat de opdracht wordt geraamd op 6.500€ BTW inbegrepen ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;
NEEMT TER INFORMATIE :

1. De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 mei 2025 om een overheidsopdracht voor diensten voorpianostemmen en onderhoud van een orgel in de academie van Schaarbeek overeenkomstig artikel 42 §1er 1° a) van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten zoals beschreven in het bestek scha/achats/2025/022.
2. De uitgave, geschat op 6.500€ BTW inbegrepen, zal geboekt worden op artikels 734/124-12/ - /921, 734/124-06/ - /921 van de gewone begroting 2025, 2026, 2027 en 2028 en eventueel op andere artikels met de adequate functionele en economische codes uitvoerbaar tijdens de looptijd van het contract dit alles onder voorbehoud van goedkeuring door de bevoegde instanties.

Schaerbeek Propreté et Espaces verts (SPEV) -- Schaarbeek Netheid en Groene Ruimten (SNGR)

SP 29.- Lutte contre les actes de malpropreté - Adaptation du dispositif "caméras" utilisé par SP&EV sur la base de la loi du 21 mars 2007 - Approbation -- Strijd tegen vervuilend gedrag - Aanpassing van het camera-dispositief gebruikt door SN&GR op basis van de evolutie van de wet van 21 maart 2007 - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 36 voix contre 0 et 6 abstention(s). -- Besloten, met 36 stem(men) tegen 0 en 6 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 36 voix contre 0 et 6 abstention(s).

Vu l'article 135 de la nouvelle Loi Communale,
Vu la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation des caméras de surveillance, modifiée par les lois des 12/11/2009, 03/08/2012, 04/04/2014, 21/04/2106, 21/03/2018 et 30/07/2018,
Vu l'arrêté royal du 10 février 2008 définissant la manière de signaler l'existence d'une surveillance par caméra (modifié par l'arrêté royal du 21 août 2009),

Vu l'arrêté royal du 8 mai 2018 relatif aux déclarations d'installation et d'utilisation de caméras de surveillance et au registre d'activités de traitement d'image de caméras de surveillance

Vu l'avis positif du chef de la zone de police 5344, en date du 15 mai 2025,

Considérant que l'effort mené par la Commune en matière de lutte contre les salissures mérite d'être poursuivi;

Considérant que la stratégie menée jusqu'ici par le service "Schaerbeek Propreté & Espaces Verts", avec l'aide de la zone de police 5344, est grandement facilitée par l'utilisation de caméras de surveillance fixes temporaires ciblant la voie publique du territoire de la commune de Schaerbeek;

Considérant que cette stratégie peut s'appliquer à l'ensemble du territoire communal, tel que prévu par l'article 5 § 2/1, alinéa 4 de la loi ;

Considérant que l'installation de telles caméras sera notifiée aux services de police, tel que le prévoit l'article 5 § 3, alinéa 1 de la loi;

Considérant qu'un registre reprenant les activités de traitement d'images par caméra sera tenu par la

Commune, responsable du traitement, tel que le prévoit l'article 5 § 3, alinéa 4 de la loi, '

Considérant que l'enregistrement d'images par les caméras de surveillance n'auront d'autre but que de réunir la preuve d'incivilités et d'en identifier les auteurs;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE

D'approuver l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance fixes temporaires contrôlant des lieux ouverts, sur l'ensemble du territoire communal, dans le cadre d'opérations menées contre des personnes se livrant à des incivilités sur l'espace public. La présente décision vaut pour une durée s'étendant jusqu'au 1er mai 2030.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 36 stem(men) tegen 0 en 6 onthouding(en).

Gelet op artikel 135 van de nieuwe gemeentewet,

Gelet op de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's, gewijzigd door de wetten van 12/11/2009, 03/08/2012, 04/04/2014, 21/04/2016, 21/03/2018 en 30/07/2018,

Gelet op het koninklijk besluit van 10 februari 2008 tot vaststelling van de wijze waarop wordt aangegeven dat er camerabewaking plaatsvindt (gewijzigd bij koninklijk besluit van 21 augustus 2009),

Gelet op het koninklijk besluit van 8 mei 2018 betreffende de aangiften van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's en betreffende het register van de beeldverwerkingsactiviteiten van bewakingscamera's

Gelet op het positief advies van de overste van de politiezone 5344 van 15 mei 2025, Overwegende dat de inspanningen van de gemeente in het kader van de strijd tegen sluikstorten moeten voortgezet worden;

Overwegende dat de strategie van de dienst "Schaerbeek Netheid en Groene Ruimtes", met de hulp van de politiezone 5344, aanzienlijk vereenvoudigd wordt door het gebruik van tijdelijke vaste bewakingscamera's, gericht op de openbare wegen van het grondgebied van de gemeente Schaerbeek;

Overwegende dat deze strategie op het volledige grondgebied van de gemeente toegepast kan worden, zoals voorzien door artikel 5 § 2/1, lid 4 van de wet;

Overwegende dat de plaatsing van deze camera's aan de politie zal meegedeeld worden zoals voorzien in artikel 5 § 3, lid 1 van de wet;

Overwegende dat een register met de beeldverwerkingsactiviteiten van de bewakingscamera's zal bijgehouden worden door de gemeente,

verwerkingsverantwoordelijke, zoals voorzien in artikel 5 §3, lid 4 van de wet,

Overwegende dat de registratie van beelden door bewakingscamera's enkel gebruikt wordt voor het verzamelen van bewijsmateriaal van overlast en voor het identificeren van de daders ervan; Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

BESLIST

De plaatsing en het gebruik goed te keuren van de tijdelijke vaste bewakingscamera's voor het controleren van de open ruimten op het volledige grondgebied van de gemeente, in het kader van operaties tegen personen die overlast veroorzaken in de openbare ruimte.

Deze beslissing geldt tot 1 mei 2030.

VIE CITOYENNE -- BURGERLEVEN (LEVEN IN DE GEMEENTE)

SP 30.- Asbl Communale "Arts et culture 1030" - Avenant n°2 au Contrat de gestion 2020 - 2025 - Approbation -- Gemeentelijke vzw "Arts et culture 1030" - Addendum n°2 bij het Beheerscontract 2020-2025 - Goedkeuring

Monsieur Verzin intervient
Madame la Bourgmestre répond
Monsieur Verzin réplique
Madame la Bourgmestre répond

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale;
Vu la Loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certains subsides;
Vu la délibération du Conseil communal du 27 mars 2019 adoptant le règlement relatif à l'octroi, l'emploi et le contrôle de subventions communales;
Vu le contrat de gestion Arts et culture 1030 asbl 2020-(mai) 2025 approuvé par le Conseil communal du 27/11/19 et son avenant approuvé le 18/09/24;
Vu l'article 33 §3 de l'Ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux asbl communales — qui impose à la Commune de couvrir la majeure partie d'un déficit structurel
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;
DECIDE
D'approuver l'avenant n°2 au Contrat de gestion avec l'asbl Arts et culture 1030 pour l'année 2025

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning van het gebruik van sommige toelagen;
Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 maart 2019 goedkeurend het règlement betreffende de uitreiking, het gebruik en de controle van gemeentelijke toelagen;
Gelet op het beheerscontract Arts et culture 1030 vzw 2020-(mei) 2025, goedgekeurd door de Gemeenteraad op 27/11/19, en zijn addendum, goedgekeurd op 18/09/24;
Gelet op artikel 33 §3 van de Ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de gemeentelijke vzw's — die de Gemeente verplicht het grootste deel van een structureel tekort te dekken;
Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen;
BESLUIT
Het tweede addendum bij het Beheerscontract met de vzw Arts et culture 1030 voor het jaar 2025, goed te keuren.

Culture française & Centre culturel -- Franstalige cultuur & Cultureel centrum

SP 31.- Convention entre l'asbl Libérations Films et la commune pour l'organisation de la projection de film en plein air dans le cadre du Festival 'Bruxelles fait son cinéma' le mercredi 2 juillet 2025 place de Jamblinne de Meux - Approbation -- Overeenkomst tussen Libérations Films vzw en de gemeente voor de organisatie van een openluchtfilmvoorstelling in het kader van het festival "Bruxelles fait son cinéma" op woensdag 2 juli 2025 op het de Jamblinne de Meuxplein - Goedkeuring

Monsieur Verzin intervient

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL
Approuvé à l'unanimité.

Vu l'article 117 de la Loi communale;
Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins ;
Considérant qu'il y a lieu de faire droits aux conclusions de ce rapport
DECIDE
D'approuver la convention entre la Commune et Libérations Films, pour l'organisation de
Bruxelles fait son cinéma.

DE GEMEENTERAAD
Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;
Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen ;
Overwegende dat het past recht te laten gelden aan de besluiten van dit verslag ;
BESLUIT
de overeenkomst tussen de gemeente en Libérations Films voor de organisatie van "Bruxelles
fait son cinéma", goed te keuren.

Sports == Sport

SP 32.- Chèque-sport - Nouveau règlement - Approbation == Sportchèque - Nieuw
reglement - Goedkeuring

Madame Lahssaini intervient
Monsieur Köse intervient et introduit l'amendement suivant :
1. de porter les chèques sport à 100€ au lieu de 60€
2. pas d'enveloppe fermée
Monsieur Bouhjar répond
Monsieur Köse réplique
Monsieur le Président expose les amendements
Monsieur Degrez et Madame Tahar intervient
Monsieur Köse réplique
Monsieur Vanhalewyn répond
Monsieur Köse réplique
Monsieur Clerfayt
Monsieur Verzin intervient
Monsieur Köse retire ses amendements

DÉCISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 30 voix contre 8 et 4 abstention(s). == Besloten, met 30 stem(men) tegen 8 en 4
onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL
Décidé, par 30 voix contre 8 et 4 abstention(s).

Vu la Nouvelle Loi communale,
Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18 octobre 2016,
Vu la « procédure de surveillance », adoptée par le Collège des Bourgmestres et Echevins le
17 février 2009,
Considérant la volonté de la commune de mener une politique sportive visant à assurer la
variété des sports pratiqués sur son territoire et aussi de garantir leur accessibilité pour tous
les publics (femmes, aînés, personnes porteuses d'un handicap, etc.) ;
Considérant que les chèques-sports octroyés en vertu du présent règlement sont destinés à
promouvoir la pratique assidue du sport en club et la politique de diversification sportive
(sport pour tous, sport loisir, sport découverte, sport féminin, handisport, sport d'élite...) ;
Considérant la nécessité de réduire le gender equality gap toujours présent dans le monde
sportif qui s'illustre notamment par une sous-représentation des femmes dans les clubs
sportifs et que la mise en place d'un chèque-sport surnuméraire contribue à corriger le
gender equality gap ;
Considérant qu'une politique inclusive pour les personnes en situation de handicap menée
par la commune implique la mise en place de mesure d'aménagements particuliers dans le

cadre de la politique sportive communale ;

Considérant que la commune poursuit également une politique d'aide à la pratique sportive par le biais de subventions à destination des clubs sportifs qui ne sont pas concernés par le présent règlement ;

Considérant que le montant des cotisations ou des frais d'inscriptions à une activité sportive peut se révéler un frein à la pratique sportive, notamment pour les familles à revenus modestes ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20 mai 2025;

DECIDE

D'approuver les propositions d'amélioration et le nouveau règlement sur les chèques-sport du 26 octobre 2016 comme suit :

TITRE I : Dispositions générales

Article 1 - Champ d'application

§1er. Le présent règlement vise exclusivement à instaurer et encadrer les modalités d'octroi d'un subside aux jeunes schaerbeekois et à leurs familles, sous forme d'un « chèque-sport », dans le cadre de la politique sportive menée par le Collège des Bourgmestre et Echevins de Schaerbeek.

Cette activité sportive doit être organisée par groupement sportif (personne morale, association de fait ou groupement sportif) reconnu par une commune ou une fédération sportive ou par la Vlaamse Gemeenschapscommissie (Sportdienst).

Le présent règlement est indépendant des dispositifs organisés par les ministères fédéraux ou communautaires ayant les sports dans leurs attributions.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins peut préciser les procédures administratives ad hoc ainsi qu'établir tous formulaires et placards nécessaires dans les limites du présent règlement.

§2. Le présent règlement, en ce qu'il vise des subventions aux personnes, d'un montant inférieur à 3.000, -€, s'appuiera sur les règles générales se rapportant à la « procédure de surveillance », adoptée par le Collège des Bourgmestres et Echevins, pour les subventions inférieures à 3.000 € et ses modifications ultérieures.

Il est néanmoins spécifique en ce que son champ d'attribution vise exclusivement la politique sportive et, plus particulièrement, les rapports entre cette politique sportive et la jeunesse schaerbeekoise pratiquant un sport de manière régulière dans un club sportif affilié à une Fédération sportive.

Il se distingue nettement des subventions octroyées aux clubs sportifs qui sont soumises exclusivement au règlement général relatif aux subventions communales et à la procédure de surveillance, mentionnés ci-avant.

Le règlement ne s'applique pas dans le cadre des subventions qu'une disposition légale mettrait obligatoirement à charge du budget communal.

Article 2 - Nature du subside et caractéristiques

§1er. Par chèque-sport, on entend une contribution financière, d'un montant de 60 euros, nominal déterminé par le Collège et révisable à tout moment sur proposition au Collège par le Service Sports.

§2. Le chèque-sport vise, notamment, l'aide directe aux familles et aux jeunes de Schaerbeekois via l'atténuation de l'impact financier des frais d'affiliation à un club sportif.

§3. Le chèque-sport n'est attribué qu'une seule fois durant la période référence, à tel bénéficiaire ou attributaire qu'il désigne.

§4. Le chèque sport est octroyé sous réserve des disponibilités budgétaires communales.

§5. Le montant octroyé d'un ou plusieurs chèques-sport ne pourra pas être supérieur à la cotisation sportive annuelle demandée par un club sportif (personne morale, association de fait ou groupement sportif) reconnu par une Commune ou une fédération sportive ainsi que les organisations des activités sportives de la Vlaamse Gemeenschapscommissie (Sportdienst).

§6. Le Chèque-sport, n'est en aucune manière :

- Aliénable par la voie de l'endossement ;
- Cessible ou échangeable car il sera, dans tous les cas, nominatif ;
- Cumulable, sauf dérogation visée à l'article 4 ;
- Extensible par rapport à ses conditions (de recevabilité et de fond) d'attribution sauf dérogations visée à l'art. 4.

TITRE II : Conditions d'octroi du subside

Article 3 - Règles d'attribution

§1^{er}. La demande de chèque-sport doit être complétée et signée par le bénéficiaire, nécessairement une personne physique ou son représentant légal. Elle doit être déposée durant l'année de référence.

§2. Un chèque-sport ne pourra être demandé qu'une fois par année de référence.

§3. Par année de référence, on entend la période du 1^{er} septembre de l'année N au 28 ou 29 février de l'année N+1.

§4. Aucun chèque ne sera attribué pour une année antérieure à l'année de référence.

§5. Le bénéficiaire devra obligatoirement remplir, au moment de l'introduction de la demande, les conditions cumulatives suivantes :

1. Être âgé de moins de 21 ans révolus durant l'année de référence pour l'octroi du subside chèque-sport ;
2. Être domicilié sur le territoire de la commune de Schaerbeek ou avoir au moins l'un de ses représentants légaux attitrés (l'attributaire) domicilié sur le territoire de la Commune de Schaerbeek ;
3. Être inscrit régulièrement dans un club sportif ou a une activité sportive de la Vlaamse Gemeenschapscommissie (Sportdienst) ;
4. Se conformer aux règles de déontologie et d'éthique sportive en vigueur au sein des clubs et fédérations de référence et ce, durant la saison sportive en cours.

Article 4 – Régime dérogatoire

§1^{er}. Par dérogation aux conditions visées à l'article 2 :

- Un chèque surnuméraire est octroyé automatiquement sur base de la preuve d'une attestation d'allocations familiales majorées ;
- Un chèque surnuméraire est octroyé aux filles de moins de 21 ans inscrites dans une infrastructure sportive telle que définie ci-avant ;
- Un chèque surnuméraire est octroyé pour les pratiquants du handisport (reconnu par une commune ou une fédération ou une association nationale ou communautaire d'handisport) et cela sans limite d'âge ;

§2. Le Collège pourra décider de l'octroi du chèque-sport au bénéficiaire participant à une activité sportive organisée par la Vlaamse Gemeenschapscommissie (Sportdienst) ;

§3. Sauf pour ce qui concerne l'octroi d'un chèque surnuméraire sur base de la preuve d'une attestation d'allocations familiales majorées, toutes les dérogations mentionnées ci-avant seront examinées mensuellement par le Service Sport et feront l'objet d'un avis consultatif motivé soumis, pour décision, au Collège.

TITRE III : Procédure

Article 5 – Procédure

§1^{er} La demande du subside « Chèque-Sport » doit obligatoirement être introduite auprès du Service Sports de la commune de Schaerbeek, à l'exclusion de tout autre service communal. La demande du subside « Chèque-Sport » devra, pour être recevable, être obligatoirement introduite durant l'année sportive de référence (année N), entre le 1^{er} septembre de l'année N et le 28 (ou 29 février en cas d'année bissextile) de l'année N +1. A défaut, la demande sera irrecevable et le chèque ne pourra plus être octroyé.

§2. la demande de subside peut se faire entièrement en ligne, via le site web de la commune, ou via une prise de rendez-vous pour la permanence du Service Sport prévue à cet effet.

§3. Le Service Sports, dûment mandaté par le Collège, examine les conditions de recevabilité et de fond de la demande d'octroi du chèque-sport, sur la base des pièces justificatives suivantes :

- Carte d'identité ou passeport du bénéficiaire ou composition de ménage ;
- Carte d'identité ou passeport du / des représentants attitrés ;
- Numéro de compte bancaire du / des parent(s) attitré(s) ou du bénéficiaire ;
- Preuve de paiement de l'inscription/affiliation annuelle et/ou preuve de paiement de la cotisation annuelle échelonnée au club sportif ;
- Dans le cas d'un régime dérogatoire visé par l'article 4 §1, preuve de la perception d'allocations familiales majorées ;
- Dans le cas d'un régime dérogatoire visé par l'article 4§1, preuve de l'inscription à une discipline de handisport dans un club reconnu par une commune ou une fédération ou une association nationale ou communautaire d'handisport ;
- Dans le cas d'un régime visé par l'article 4 §2, preuve de la pratique sportive aux activités de la Vlaamse gemeenschapscommissie (Sportdienst).

Les cas dérogatoires individuels font l'objet d'un rapport du Service Sport qui sera soumis au

Collège des Bourgmestre et Echevins.

§4. A titre supplétif, le Service Sport peut éventuellement requérir toute information attenante telle que :

- La catégorie d'âge dans laquelle évolue le bénéficiaire au sein de son club sportif et les coordonnées identitaires et de contact du personnel statutaire, salarié ou bénévole qui encadre le bénéficiaire ;
- Les lieux d'exercice effectif de l'activité sportive dans une infrastructure sportive extra-communale.

§5. Si les conditions d'octroi visées aux articles 3 ou 4 sont respectées et que les disponibilités budgétaires communales le permettent, le Service Sports transmettra à l'issue de chaque mois un listing des chèques-sport octroyés aux services financiers de la Commune. Ces derniers procéderont à la liquidation des montants, dans les meilleurs délais, pour chacun des bénéficiaires du chèque-sport, au moyen d'un virement bancaire effectué sur le compte du bénéficiaire et / ou du/des représentant(s) attitré(s).

Article 6 – Sanctions

Le chèque-sport pourra faire l'objet d'un recouvrement, par les services financiers de la Commune, du montant octroyé dans les cas suivants :

- Si l'inscription à un club sportif (personne morale, association de fait ou groupement sportif) ou aux activités de la Vlaamse gemeenschapscommissie (Sportdienst) est frauduleuse, fictive ou entachée d'un vice quelconque ;
- Si le bénéficiaire transgresse les règles de déontologie et d'éthique sportive en vigueur dans le club/fédération auxquels il est inscrit durant l'année de référence.

Le Service Sport de la commune de Schaerbeek, de même que toutes les personnes dûment habilitées qu'il désigne (gardiens de sites sportifs, concierges, services communaux spécifiques tels que les services Enfance et Jeunesse, ...), pourront à tout moment vérifier, par des contrôles aléatoires, si les conditions d'octroi du chèque-sport sont intégralement respectées, durant le terme de référence, tant par les bénéficiaires que les clubs sportifs concernés.

La Commune pourra recouvrer, par voie de contrainte, le subsidé chèque-sport sujet à restitution ; cette contrainte est décernée par le receveur communal et rendue exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune de Schaerbeek conformément à l'article 137bis de la nouvelle loi communale.

Article 7 – Recours

Si les conditions objectives d'éligibilité au chèque-sport sont déclarées comme satisfaisantes par le Service Sport, la procédure d'octroi du chèque-sport devra alors être poursuivie jusqu'à son terme. Les réclamations quant à la régularité du processus d'octroi du chèque-sport seront collectées et instruites par le Service Sports qui rédigera une analyse à destination du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui tranchera le point litigieux.

Toutes les contestations relatives aux cas non prévus par le présent règlement sont de la compétence du Collège.

TITRE IV : Dispositions particulières

Article 8 – Révision financière des modalités d'octroi

Le montant nominal du chèque-sport schaerbeekois est fixé uniformément par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Tout comme le présent règlement, il est révisable à tout moment sur proposition au Collège par le Service Sport.

Le Service Sports établira annuellement un rapport destiné au Collège en vue d'évaluer la pertinence du dispositif et ses modalités.

À cet effet, le rapport mentionnera le nombre total de chèques-sport octroyés de même que les statistiques mensuelles relatives à la période d'inscription.

Le rapport mentionnera également le nombre de litiges enregistrés par rapport à la procédure d'octroi du chèque-sport, de même que le nombre de demandes de recouvrement du chèque-sport.

Ce rapport sera soumis au Collège annuellement au cours du mois suivant la clôture de l'année sportive de référence pour prise d'acte.

Article 9 – Entrée en vigueur et disposition transitoire

Le présent règlement abroge tout règlement antérieur attribuant des chèques-sport ainsi que leurs annexes.

Le présent règlement entre en vigueur conformément à l'article 114 de la nouvelle loi communale.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 30 stem(men) tegen 8 en 4 onthouding(en).

Gezien de Nieuwe Gemeentewet,

Gezien de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 oktober 2016,

Gezien de « procedure van toezicht », goedgekeurd door het College van Burgemeester en Schepenen op 17 februari 2009,

Overwegende de wil van de gemeente om een sportbeleid te voeren dat gericht is op het waarborgen van de verscheidenheid aan sporten die op haar grondgebied worden beoefend en ook om de toegankelijkheid ervan voor alle doelgroepen (vrouwen, ouderen, mensen met een handicap, enz.) te garanderen;

Overwegende dat de sportcheques die krachtens dit reglement worden verstrekt, bedoeld zijn om de regelmatige beoefening van sport in een club en het beleid van sportdiversificatie (sport voor iedereen, sport als vrijetijdsbesteding, sport als ontdekking, vrouwensport, gehandicaptensport, topsport...) te bevorderen;

Overwegende de noodzaak om de gendergelijkheid in de sportwereld, die zich onder andere uit in een ondervertegenwoordiging van vrouwen in sportclubs, te verkleinen en dat de invoering van een extra sportcheque bijdraagt aan het corrigeren van de gendergelijkheid;

Overwegende dat een inclusief beleid voor mensen met een handicap, gevoerd door de gemeente, de invoering van bijzondere aanpassingen binnen het gemeentelijke sportbeleid vereist;

Overwegende dat de gemeente ook een beleid van hulp bij de sportbeoefening nastreeft via subsidies voor sportclubs die niet onder dit reglement vallen;

Overwegende dat de hoogte van de bijdragen of inschrijvingskosten voor een sportactiviteit een belemmering kan vormen voor de sportbeoefening, met name voor gezinnen met een bescheiden inkomen ;

Gezien de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 mei 2025 ;

BESLUIT

De voorgestelde verbeteringen en het nieuwe reglement voor de sportcheques van 26 oktober 2016 als volgt goed te keuren :

TITEL I : Algemene bepalingen

Artikel 1 - Toepassingsgebied

§1. Het huidige reglement heeft uitsluitend tot doel het vaststellen en kaderen van de modaliteiten voor het toekennen van een subsidie aan jonge Schaerbeekenaars en hun gezinnen, in de vorm van een « sportcheque », in het kader van het sportbeleid gevoerd door het College van Burgemeester en Schepenen van Schaerbeek.

Deze sportactiviteit moet georganiseerd worden door een sportvereniging (rechtspersoon, feitelijke vereniging of sportvereniging) die erkend is door een gemeente of een sportfederatie of door de Vlaamse Gemeenschapscommissie (Sportdienst).

Dit reglement is onafhankelijk van de regelingen die georganiseerd worden door de federale of communautaire ministeries die verantwoordelijk zijn voor sport.

Het College van Burgemeester en Schepenen kan de administratieve procedures ad hoc verduidelijken en alle noodzakelijke formulieren en affiches opstellen binnen de grenzen van dit reglement.

§2. Het huidige reglement, voor zover het subsidies aan personen betreft van een bedrag lager dan 3.000 €, zal steunen op de algemene regels die betrekking hebben op de « toezichtprocedure », goedgekeurd door het College van Burgemeester en Schepenen, voor subsidies van minder dan 3.000 € en de latere wijzigingen daarvan.

Het is echter specifiek in die zin dat het toepassingsgebied uitsluitend gericht is op het sportbeleid en, meer bepaald, de relaties tussen dit sportbeleid en de Schaerbeekse jeugd die regelmatig sport beoefent in een sportclub aangesloten bij een sportfederatie.

Het onderscheidt zich duidelijk van de subsidies die aan sportclubs worden toegekend, die uitsluitend onderworpen zijn aan het algemeen reglement betreffende gemeentelijke subsidies en de bovengenoemde toezichtprocedure.

Het reglement is niet van toepassing op de subsidies die een wettelijke bepaling verplichtend ten laste van de gemeentelijke begroting zou stellen.

Artikel 2 – Aard van de subsidie en kenmerken

§1. De sportcheque wordt verstaan als een financiële bijdrage van een bedrag van 60 euro, een nominale waarde bepaald door het College en op elk moment herzien op voorstel van de Dienst Sporten aan het College.

§2. De sportcheque heeft tot doel, onder andere, directe steun te bieden aan de gezinnen en

jongeren van Schaerbeek door de financiële impact van de lidmaatschapskosten van een sportclub te verlichten.

§3. De sportcheque wordt slechts één keer toegekend gedurende de referentieperiode, aan de begunstigde of ontvanger die wordt aangeduid.

§4. De sportcheque wordt toegekend onder voorbehoud van de gemeentelijke begrotingsmiddelen.

§5. De bedrag toegekend in één of meerdere sportcheques mag niet hoger zijn dan de jaarlijkse sportbijdrage die door een sportclub (rechtspersoon, feitelijke vereniging of sportvereniging) erkend door een gemeente of een sportfederatie, evenals de organisaties van sportactiviteiten van de Vlaamse Gemeenschapscommissie (Sportdienst), wordt gevraagd.

§6. De Sportcheque is op geen enkele manier:

- Overdragbaar door middel van endorsing ;
- Overdraagbaar of inwisselbaar, aangezien het in alle gevallen nominatief zal zijn ;
- Cumuleerbaar, behalve in geval van uitzondering zoals bedoeld in artikel 4 ;
- Uitbreidbaar met betrekking tot de voorwaarden (ontvankelijkheid en inhoud) voor toekenning, behalve in geval van uitzondering zoals bedoeld in artikel 4.

TITEL II : Voorwaarden voor de toekenning van de subsidie

Artikel 3 – Toekenningsregels

§1. De aanvraag voor de sportcheque moet ingevuld en ondertekend worden door de begunstigde, noodzakelijkerwijs een natuurlijke persoon of zijn/haar wettelijk vertegenwoordiger. De aanvraag moet ingediend worden tijdens het referentiejaar.

§2. Een sportcheque kan slechts één keer per referentiejaar aangevraagd worden.

§3. Onder referentiejaar wordt verstaan de periode van 1 september van het jaar N tot 28 of 29 februari van het jaar N+1.

§4. Geen cheque zal worden toegekend voor een jaar voorafgaand aan het referentiejaar.

§5. De begunstigde moet verplicht de volgende cumulatieve voorwaarden vervullen op het moment van de aanvraag:

1. Minder dan 21 jaar oud zijn tijdens het referentiejaar voor de toekenning van de sportcheque;
2. Gedomiciëerd zijn op het grondgebied van de gemeente Schaerbeek of ten minste één van zijn/haar wettelijk vertegenwoordigers (de ontvanger) moet gedomiciëerd zijn op het grondgebied van de gemeente Schaerbeek;
3. Regelmatig ingeschreven zijn bij een sportclub of deelnemen aan een sportactiviteit van de Vlaamse Gemeenschapscommissie (Sportdienst) ;
4. Zich houden aan de deontologische en ethische regels die van toepassing zijn binnen de clubs en federaties van referentie gedurende het lopende sportseizoen.

Artikel 4 – Afwijkend regime

§1. In afwijking van de voorwaarden bedoeld in artikel 2:

- Een extra cheque wordt automatisch toegekend op basis van het bewijs van een attest voor verhoogde gezinsbijslagen;
- Een extra cheque wordt toegekend aan meisjes van minder dan 21 jaar die zijn ingeschreven in een sportinfrastructuur zoals hierboven gedefinieerd;
- Een extra cheque wordt toegekend aan beoefenaars van gehandicaptensport (erkend door een gemeente of een federatie of een nationale of communautaire gehandicaptensportvereniging) en dit zonder leeftijdsbeperking.

§2. Het College kan beslissen om de sportcheque toe te kennen aan de begunstigde die deelneemt aan een sportactiviteit georganiseerd door de Vlaamse Gemeenschapscommissie (Sportdienst).

§3. Behalve voor de toekenning van een extra cheque op basis van het bewijs van een attest voor verhoogde gezinsbijslagen, zullen alle bovengenoemde afwijkingen maandelijks worden beoordeeld door de Dienst Sport en zullen ze het voorwerp zijn van een gemotiveerd advies, dat ter beslissing aan het College wordt voorgelegd.

TITEL III : Procedure

Artikel 5 – Procedure

§1. De aanvraag voor de subsidie « Sportcheque » moet verplicht worden ingediend bij de Dienst Sporten van de gemeente Schaerbeek, met uitzondering van andere gemeentelijke diensten.

De aanvraag voor de subsidie « Sportcheque » moet, om ontvankelijk te zijn, verplicht

worden ingediend tijdens het referentiesportjaar (jaar N), tussen 1 september van jaar N en 28 (of 29 februari in het geval van een schrikkeljaar) van jaar N+1. Indien niet ingediend binnen deze periode, wordt de aanvraag niet-ontvankelijk en kan de cheque niet meer worden toegekend.

§2. De aanvraag voor de subsidie kan volledig online worden ingediend via de website van de gemeente of door een afspraak te maken voor de permanence van de Dienst Sport die hiervoor is voorzien.

§3. De Dienst Sport, bevoegd geacht door het College, onderzoekt de ontvankelijkheid en de inhoudelijke voorwaarden van de aanvraag voor de sportcheque, op basis van de volgende bewijsstukken:

- Identiteitskaart of paspoort van de begunstigde of samenstelling van het gezin;
- Identiteitskaart of paspoort van de / de wettelijk vertegenwoordiger(s);
- Identiteitskaart of paspoort van de / de wettelijk vertegenwoordiger(s) ;
- Bankrekeningnummer van de / de wettelijk vertegenwoordiger(s) of van de begunstigde ;
- Bewijs van betaling van de jaarlijkse inschrijving/lidmaatschap en/of bewijs van betaling van de jaarlijkse gespreide contributie aan de sportclub;
- In het geval van een afwijkend regime zoals bedoeld in artikel 4 §1, bewijs van het ontvangen van verhoogde gezinsbijslagen ;
- In het geval van een afwijkend regime zoals bedoeld in artikel 4 §1, bewijs van inschrijving in een gehandicaptensportdiscipline bij een club erkend door een gemeente of een federatie of een nationale of communautaire gehandicaptensportvereniging ;
- In het geval van een regime zoals bedoeld in artikel 4, §2, bewijs van deelname aan sportactiviteiten van de Vlaamse Gemeenschapscommissie (Sportdienst) ;
- Individuele afwijkingsgevallen worden gerapporteerd door de Dienst Sporten en voorgelegd aan het College van Burgemeester en Schepenen.

§4. Ter aanvulling kan de Dienst Sport eventueel aanvullende informatie opvragen, zoals:

- de leeftijdscategorie waarin de begunstigde zich binnen zijn sportclub bevindt en de contactgegevens van het statutair, betaalde of vrijwillige personeel dat de begunstigde begeleidt;
- de feitelijke locaties waar de sportactiviteit wordt uitgeoefend in een sportinfrastructuur buiten de gemeente.

§5. Als de toekenningsvoorwaarden zoals bedoeld in de artikelen 3 of 4 zijn nageleefd en de gemeentelijke begrotingsmiddelen het toelaten, zal de Dienst Sport aan het einde van elke maand een lijst met toegekende sportcheques naar de financiële diensten van de gemeente sturen. Deze diensten zullen de bedragen zo snel mogelijk verwerken en overmaken naar de rekening van de begunstigde en/of de wettelijk vertegenwoordiger(s) via een bankoverschrijving.

Artikel 6 – Sancties

De sportcheque kan door de financiële diensten van de gemeente worden teruggevorderd in de volgende gevallen :

- Als de inschrijving bij een sportclub (rechtspersoon, feitelijke vereniging of sportvereniging) of bij de activiteiten van de Vlaamse Gemeenschapscommissie (Sportdienst) frauduleus, fictief of gebrekkig is;
- Als de begunstigde de deontologische en ethische regels overtreedt die van kracht zijn binnen de club/federatie waartoe hij is ingeschreven tijdens het referentiejaar.

De Dienst Sport van de gemeente Schaerbeek, evenals alle personen die daartoe bevoegd zijn en die hij aanwijst (bewakers van sportlocaties, conciërges, specifieke gemeentelijke diensten zoals de diensten Jeugd en Kinderopvang, ...), kunnen te allen tijde, door middel van willekeurige controles, nagaan of de voorwaarden voor de toekenning van de sportcheque volledig worden nageleefd, gedurende de referentieperiode, zowel door de begunstigten als de betrokken sportclubs.

De gemeente kan de sportcheque-subsidie terugvorderen via een dwangmaatregel; deze dwang wordt opgelegd door de gemeentelijke ontvanger en uitvoerbaar gemaakt door het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Schaerbeek overeenkomstig artikel 137bis van de nieuwe gemeentewet.

Artikel 7 – Beroep

Als de objectieve voorwaarden voor de geschiktheid voor de sportcheque door de Dienst

Sporten als voldaan worden beschouwd, moet de procedure voor de toekenning van de sportcheque worden voortgezet tot het einde. Klachten over de regulariteit van het toekenningsproces van de sportcheque zullen worden verzameld en onderzocht door de Dienst Sport, die een analyse zal opstellen voor het College van Burgemeester en Schepenen, dat het betwiste punt zal beslissen.

Alle betwistingen met betrekking tot gevallen die niet in dit reglement zijn voorzien, vallen onder de bevoegdheid van het College.

TITEL IV : Bijzondere bepalingen

Artikel 8 – Financiële van de toekenningsmodaliteiten

Het nominale bedrag van de Schaerbeekse sportcheque wordt uniform vastgesteld door het College van Burgemeester en Schepenen. Net als dit reglement kan het op elk moment worden herzien op voorstel van de Sportdienst aan het College.

De Dienst Sport zal jaarlijks een rapport opstellen voor het College om de relevantie van het systeem en de modaliteiten ervan te evalueren.

Hiervoor zal het rapport het totale aantal toegekende sportcheques vermelden, evenals de maandelijkse statistieken met betrekking tot de inschrijvingsperiode.

Het rapport zal ook het aantal geschillen vermelden met betrekking tot de procedure voor de toekenning van de sportcheque, evenals het aantal verzoeken om terugvordering van de sportcheque.

Dit rapport zal jaarlijks in de maand na de afsluiting van het referentiejaar voor kennisgeving aan het College worden voorgelegd.

Artikel 9 – Inwerkingtreding en overgangsbepaling

Dit reglement heft alle eerdere reglementen op die sportcheques toekenden, evenals hun bijlagen.

Dit reglement treedt in werking overeenkomstig artikel 114 van de nieuwe gemeentewet.

SP 33.- Modification du règlement général pour l'occupation de locaux et terrains communaux concernant le service sport - Approbation -- Wijziging van van het algemeen reglement voor de bezetting van gemeentelijke lokalen en terreinen met betrekking tot de sportdienst - Goedkeuring

Monsieur Köse intervient

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 32 voix contre 6 et 4 abstention(s). -- Besloten, met 32 stem(men) tegen 6 en 4 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 32 voix contre 6 et 4 abstention(s).

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Vu sa délibération du 28 octobre 2015 et 28 septembre 2016 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 8 avril 2025 ;

Considérant la nécessité d'actualiser la réglementation générale relative à l'occupation des infrastructures communales, tant sur les modes de communication que sur le fonctionnement réel du service sport ;

Considérant l'importance d'inclure la description et les conditions d'utilisation du logiciel de réservation des infrastructures communales ;

Considérant la nécessité d'aligner notre grille tarifaire pour l'utilisation des infrastructures sportives avec celle des autres communes bruxelloises ;

DECIDE

D'approuver la proposition de nouvelles modifications du règlement général pour l'occupation de locaux et terrains communaux concernant le service sport :

<u>Chapitre 1^{er}</u>	Dispositions générales
	Article 1 ^{er} à 2
<u>Chapitre 2</u>	Introduction de la demande
	Articles 3 à 7

<u>Chapitre 3</u>	Responsabilités et obligations
	Articles 8 à 14
<u>Chapitre 4</u>	Modalités d'occupation – Garantie
	Articles 15 à 19
<u>Chapitre 5</u>	Dispositions propres à l'Hôtel communal
	Articles 20 à 21
<u>Chapitre 6</u>	Tarification et remboursement des frais
	Articles 22 à 26
<u>Chapitre 7</u>	Maison des Femmes, espaces de proximité et locaux gérés par le service des sports
	Article 27
<u>Chapitre 8</u>	Occupation pour tournage de film ou spot publicitaire
	Articles 28 à 31
<u>Chapitre 9</u>	Sanction administrative communale (SAC)
	Articles 32 à 36
<u>Chapitre 10</u>	Dispositions finales et divers
	Articles 37 à 40
<u>ANNEXE I</u>	Tarification des locaux gérés par le service Accueil-Expédition
<u>ANNEXE II</u>	Tarification des locaux gérés par le service de la Culture française
<u>ANNEXE III</u>	Tarification des locaux gérés par le service de l'Enseignement communal
<u>ANNEXE IV/A</u>	Tarification des locaux et terrains gérés par le service des Sports
<u>ANNEXE IV/B</u>	Règlement d'ordre intérieur des centres et complexes sportifs
<u>ANNEXE V</u>	Tarification des locaux gérés par le service Bibliothèques (FR)
<u>ANNEXE Vbis</u>	Tarification des locaux gérés par les services Etat-Civil et Population
<u>ANNEXE VI</u>	Grille de modification de la tarification en fonction des occupants pour les locaux et terrains mentionnés aux annexes I à V
<u>ANNEXE VII/A</u>	Occupation de locaux et terrains communaux pour la gestion des espaces de proximité (PPU)
<u>ANNEXE VII/B</u>	Charte des Valeurs de la Commune de Schaerbeek - Application aux espaces de proximité
<u>ANNEXE VIII</u>	Règlement d'Ordre Intérieur et d'Occupation de la Maison des Femmes
<u>ANNEXE IX</u>	Tarification des locaux de l'Espace 208 Aerschot gérés par le Service Gestion immobilière

Chapitre 1^{er} – Dispositions générales

Article 1^{er}

Les demandes d'occupation de locaux et terrains peuvent être introduites, par écrit, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins à l'Hôtel communal avec indication du service compétent de l'Administration communale tel qu'indiqué dans les annexes au présent règlement.

Le service compétent s'assurera que le local ou le terrain est libre pour le jour ou la période

demandée, sachant qu'est prioritaire toute activité communale ou correspondant à la finalité première de la salle.

La demande est préalablement visée par le chef de service ou le chef de l'établissement scolaire concerné pour réception.

Toute occupation est accordée à titre précaire et elle peut être retirée à tout moment dans les conditions du présent règlement. L'occupation doit permettre à la Commune de pouvoir exécuter ses tâches de service public vis-à-vis de la population, plus particulièrement par les services de la population et de l'Etat civil

Le Collège des Bourgmestre et Echevins peut préciser les procédures administratives ad hoc ainsi qu'établir tous formulaires et placards nécessaires dans les limites du présent règlement.

Article 2

Les demandes d'occupation peuvent émaner de toutes personnes morales ou physiques, publiques ou privées. La priorité sera donnée aux personnes ayant leur siège ou leur domicile à Schaerbeek ou dont l'essentiel de leur activité s'adresse aux habitants de la Commune ou encore aux entreprises ayant dans leur dénomination officielle, telle que reprise à la Banque Carrefour des Entreprises, les mots Schaerbeek ou schaerbeekois.e[JD1] ..

Il y a lieu de distinguer les occupations permanentes, récurrentes, occasionnelles et ponctuelles :

- les occupations permanentes sont celles qui se reproduisent à intervalles réguliers (au moins 1 fois par semaine ou 35 fois par an) ;
- les occupations récurrentes sont celles qui se produisent de manière répétée à raison d'au moins dix fois par an ;
- les occupations occasionnelles sont celles qui se produisent de manière non répétée moins de dix fois par an ;
- les occupations ponctuelles sont celles qui se produisent une seule fois, éventuellement réparties sur un maximum de trois jours calendriers mais constituant un seul événement.

Chapitre 2 – Introduction de la demande

Article 3

§.1^{er} A son introduction ou en cours de prise en considération administrative et avant la date fixée par le service, toute demande doit être accompagnée des documents précisés au §§ 2 et 3.

La Commune peut exiger la présentation de tout document qu'elle estimerait nécessaire à l'introduction et pendant le traitement de la demande d'occupation en accord avec la législation en vigueur.

Sauf pour les occupations gratuites et la Maison des Femmes et application de l'article 25 du présent règlement, le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra exiger des frais administratifs dans les cas suivants :

- dans le cadre de la préparation (visite des lieux, horaires, préparation de la convention,...) d'une demande d'occupation pour tournage de film ou de spot publicitaire dans le cadre du chapitre 8 du présent règlement ;
- si les services communaux ont dû fournir un travail plus important que le traitement nécessaire à une demande d'occupation, tel que notamment visite des lieux, urgence ou changements multiples des heures d'occupation par le demandeur. Cette disposition s'applique aussi si la demande est retirée avant l'occupation

Ces frais seront fixés à 10% du tarif de la future redevance telle que prévue en les annexes du présent règlement, avec un minimum de 100,-€ et un maximum de 250,-€ ; sauf décision motivée du Collège des Bourgmestre et Echevins à la hausse ou à la baisse.

§.2 Toute personne physique ou association de fait qui sollicite l'occupation d'un local ou d'un terrain communal est tenue de communiquer au service concerné avant l'occupation ou l'événement :

1. les nom, prénom, domicile, numéro de téléphone, adresse courriel ainsi que de tout responsable, président ou administrateur accompagné d'une copie de la(leurs) pièce(s) d'identité ;
2. en cas d'association de fait, la nature et la finalité de l'activité ainsi que ses statuts, s'il y en a ;
3. le type et la période d'occupation, en application de l'article 2 du présent règlement ;
4. la demande de matériel (chauffage, tables, chaises, etc), qui sera accordée selon les disponibilités des services communaux ;

5. le nom, les coordonnées et le numéro de téléphone, dont le GSM, de la personne de contact qui sera présente lors de l'activité ;
6. le nom et l'adresse de la compagnie d'assurance couvrant tous les risques, notamment incendie, responsabilité civile, frais médicaux et pharmaceutiques, recours de tiers contre la personne ou contre d'autres tiers. Les copies du contrat et la preuve du paiement de la prime de la période en cours doivent être envoyées avant l'occupation ;
7. les noms et numéros de téléphone mobile des personnes qui seront préposées à l'entrée, à la surveillance du local et à la manutention du matériel ;
8. la nécessité d'une occupation d'emplacements de parkings qui sera accordée selon les disponibilités des services communaux et en accord avec la société mandatée par la Commune pour gérer Ses parkings.

§.3 Toute personne morale qui sollicite l'occupation d'un local ou d'un terrain communal est tenue de communiquer au service concerné avant l'occupation ou l'événement :

1. la dénomination exacte de la personne morale, son numéro à la Banque carrefour des entreprises, son siège social et une copie des ses statuts sauf s'il s'agit d'une personne physique ou morale ayant déjà bénéficié d'une occupation dans les deux années qui précèdent. En ce dernier cas, toute modification d'un élément de ses statuts ou d'un changement d'administrateur devra être transmise à l'occupant ;
2. l'activité principale, l'objet social et le but de la personne morale ;
3. la nature et la finalité de l'activité ;
4. Le type et la période d'occupation, en application de l'article 2 du présent règlement ;
5. la demande de matériel (chauffage, tables, chaises, etc), qui sera accordée selon les disponibilités des services communaux ;
6. les nom, prénom, domicile, numéro de téléphone, adresse courriel et éventuellement numéro de fax de la personne morale et de son responsable ;
7. le nom, les coordonnées et le numéro de téléphone mobile de la personne de contact qui sera présente lors de l'activité ;
8. le nom et l'adresse de la compagnie d'assurance couvrant tous les risques, notamment incendie, responsabilité civile, frais médicaux et pharmaceutiques, recours de tiers contre la personne ou contre d'autres tiers. La copie du contrat et la preuve du paiement de la prime de la période en cours doivent être envoyées avant l'occupation ;
9. les noms et numéros de téléphone mobile des personnes qui seront préposées à l'entrée, à la surveillance du local et à la manutention du matériel ;
10. la nécessité d'une occupation d'emplacements de parkings qui sera accordée selon les disponibilités des services communaux et en accord avec la société mandatée par la Commune pour gérer Ses parkings.

Tout document émanant d'une personne morale doit être présenté dans les formes authentiques prévues par ses statuts ou la législation applicable selon la forme de celle-ci. A défaut, son Président, son gérant, son administrateur délégué à la gestion journalière ou son administrateur général doit signer les documents.

Article 4

Avant toute prise en considération administrative d'une demande d'occupation, le présent règlement est porté à connaissance du demandeur, sauf s'il s'agit d'une personne physique ou morale ayant déjà bénéficié d'une occupation dans les deux années qui précèdent. En ce dernier cas, toute modification d'un des éléments essentiels du règlement sera transmise à l'occupant.

Après la prise en considération administrative, le demandeur marque son accord soit en signant un extrait du présent règlement en faisant précéder sa signature par la mention « lu et approuvé », soit en y faisant référence dans la convention signée entre la Commune et l'occupant.

Article 4bis – Recours au logiciel de réservation des infrastructures communales – Uniquement pour les espaces de proximité et les salles de sports

1. Toute demande d'occupation de locaux ou de terrains communaux peut être introduite via le logiciel de gestion des réservations mis à disposition par l'Administration Communale. Cette plateforme sera accessible via le site internet de l'Administration[JD2] [LR3] : www.1030.be
2. Lors de l'encodage de la demande, le demandeur est tenu de remplir tous les champs requis (coordonnées, type d'occupation, dates et horaires souhaités, etc.) afin de

- permettre une instruction correcte du dossier.
3. L'utilisation de ce logiciel implique l'acceptation électronique du présent règlement général ainsi que, le cas échéant, des règlements d'ordre intérieur spécifiques à certaines infrastructures (tels que mentionnés à l'article 27). Un exemplaire du règlement général des occupations ainsi que la charte des valeurs seront mis à disposition au sein de l'interface en ligne.
 4. L'Administration Communale se réserve le droit de solliciter des informations complémentaires si les éléments fournis via le logiciel s'avèrent incomplets ou imprécis.
 5. L'occupation n'est confirmée qu'après réalisation des trois étapes indiquées ci-dessous [JD4] [LR5] :
 - La réception de la preuve de paiement (le cas échéant),
 - L'approbation définitive de la demande par l'Administration Communale,
 - L'envoi par voie électronique d'un accusé de réception ou d'une confirmation explicite.Cette confirmation devra être présentée au gardien du site présent sur place.
 6. Toute annulation, modification d'horaires ou tout changement de responsable doit être signalé sans délai via l'interface du logiciel ou par tout autre moyen convenu par l'Administration. Le Collège des Bourgmestre et Echevins se réserve la possibilité de facturer les modifications tardives, conformément aux articles 3 et 24 du présent règlement.
 7. Le Collège des Bourgmestre et Echevins peut, en cas d'urgence ou de force majeure, suspendre l'accès au logiciel ou annuler une demande, sans que cette décision ouvre droit à indemnité, sauf dispositions contraires prévues à l'article 25 du présent règlement.
 8. Les demandes introduites par le biais d'autres canaux (courrier, courriel, guichet, etc.) demeurent valables selon les conditions et délais prévus au chapitre 2 du présent règlement. Les personnes n'ayant pas accès au numérique pourront, être accompagnées par les services communaux pour l'encodage de leur demande.

Article 5

Le Collège des Bourgmestre et Echevins est seul habilité à autoriser l'occupation des locaux et terrains communaux ; toutefois une demande d'occupation peut être accordée en urgence par le Secrétaire communal ou le Secrétaire communal adjoint qui doit être confirmée par une régularisation sous la forme d'une analyse au Collège des Bourgmestre et Echevins qui suit.

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins relative à l'occupation sollicitée est communiquée à la personne demanderesse par écrit.

Toute occupation doit faire l'objet d'une convention faisant référence au présent règlement et précisant les obligations de chaque partie sauf pour les occupations occasionnelles ou ponctuelles.

Les occupations occasionnelles ou ponctuelles payantes peuvent être confirmées par un écrit précisant les conditions d'occupation auquel est jointe une facture conforme au règlement général sur la comptabilité communale rappelant la communication prévue à l'article 4 du présent règlement. Si elles sont accordées gratuitement, elles peuvent être confirmées d'un écrit avec un rappel de la communication prévue à l'article 4 du présent règlement.

Article 6

Les demandes d'occupation de locaux et terrains sont introduites au moins :

- pour les occupations permanentes et récurrentes : deux mois avant la prise d'effet de l'occupation
- pour les occupations occasionnelles : au moins un mois avant la date prévue de l'activité.
- pour les occupations ponctuelles : au moins 15 jours ouvrables avant la date prévue de l'activité ;
- pour les occupations permanentes et récurrentes des terrains et complexes sportifs :
 - avant le 31 mai précédant la période du 1^{er} septembre au 31 décembre ;
 - avant le 2 novembre précédant la période du 1^{er} janvier au 30 avril.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins peut toutefois déroger à ce délai s'il le juge utile ou justifié.

Article 7

§.1^{er} Sauf dérogation par le Collège des Bourgmestre et Echevins, l'occupation des locaux scolaires n'est consentie que durant la période du 1^{er} septembre au 30 juin et hors vacances

scolaire. Toute occupation doit se terminer à 22h maximum, sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins.

§.2 Sauf dérogation par le Collège des Bourgmestre et Echevins, l'occupation des terrains et complexes sportifs est consentie :

1. pour les occupations allant du 1^{er} septembre au 31 mai et s'inscrivant dans le cadre de la saison sportive : sous formes d'occupation permanentes ou récurrente ;
2. pour les occupations en dehors du 1^{er} septembre au 31 mai[SS6] s'inscrivant dans le cadre de la saison sportive : sous formes d'occupations occasionnelles ou ponctuelles. Elles sont présentées au Collège en une seule fois ;
3. en dehors de la saison sportive, la procédure ordinaire prévue par le présent règlement s'applique.

Toutefois, les règles de demande d'occupation ponctuelle s'appliquent aux occupations concernant des matchs reportés, de coupe ou de report décidé par la Fédération sportive du club, à condition que l'événement à lieu dans le cadre de la saison sportive venant de se terminer et selon la disponibilité des infrastructures sportives. En ce cas, le service peut présenter les analyses s'y rapportant en une seule fois par mois regroupant plusieurs occupations.

Cette occupation doit avoir lieu avant le 30 juin de la saison en cours. L'occupation des matches remis seront facturés de la façon suivante :

- Pour les matches remis par la fédération pour force majeure (p.ex. terrain impraticable pour intempérie), il est accordée un crédit d'occupation ;
- Pour les autres occupations, elles seront facturées au tarif fixé conformément au chapitre 6 du présent règlement.

En dehors de ces cas, la procédure ordinaire prévue par le présent règlement s'applique.

Chapitre 3 – Responsabilités et obligations

Article 8

§.1^{er} L'occupant est présumé avoir pris possession des lieux, du mobilier et du matériel en bon état. Les personnes autorisées à occuper un local ou terrain, sont tenues d'en user en bon père de famille et uniquement pour l'usage pour lequel l'autorisation a été accordée. Avant et après chaque occupation, l'occupant devra remplir le carnet de bord du lieu loué afin d'y indiquer l'état des lieux loués. A défaut, l'occupant sera considéré comme responsable de ces dégâts jusqu'à preuve du contraire.

En raison du type de lieu loué ou du type d'occupation, il peut être dressé un état des lieux d'entrée et de sortie en présence du concierge du bâtiment ou du complexe communal, du gardien de plaine ou de toute autre personne désignée à cet effet par la Commune qui aura pour but de vérifier l'absence de dégâts aux propriétés communales ainsi que son état de propreté.

Le concierge du bâtiment ou du complexe communal, du gardien de plaine ou de toute autre personne désignée à cet effet par la Commune peut à tout moment pendant l'occupation vérifier l'état des lieux occupés.

§.2 L'occupant doit signaler immédiatement de la manière la plus appropriée au concierge du bâtiment ou du complexe communal, du gardien de plaine ou de toute autre personne désignée à cet effet par la Commune le moindre fait de vandalisme ou de dégât au matériel à la constatation des faits ; il confirme par écrit la situation au service communal concerné à bref délai.

A défaut de ce faire, l'occupant sera considéré comme responsable de ces dégâts sauf avis contraire du Collège des Bourgmestre et Echevins et sans préjudice de toute clause incluse dans la convention prévue à l'article 5 du présent règlement.

Article 9

§.1^{er} Sans autorisation spéciale de l'administration communale, et à ses risques et périls, l'occupant ne peut ni enlever ni déplacer le mobilier et les équipements présents à la réception des lieux occupés.

L'occupant est tenu de remettre les lieux dans un état de propreté impeccable à la fin de la période d'occupation. Pour les terrains et locaux gérés par le service des sports, il doit s'en référer au règlement d'ordre intérieur. Pour les locaux de l'Hôtel communal, le nettoyage sera assuré par les services communaux soit sur base d'un forfait établi dans les annexes du présent règlement, soit sur base du taux horaire pour prestation du personnel fixé par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Sans préjudice de l'article 8 l'occupant est tenu d'informer par écrit la Commune de toute dégradation, dont les actes de vandalisme, constatée avant la prise d'effet de la mise à

disposition des lieux, du matériel et du mobilier. Dans l'hypothèse où un agent communal serait sur place, l'utilisateur devra en outre l'aviser sur-le-champ dans le but d'assurer un constat contradictoire.

Sauf décision contraire du Collège des Bourgmestre et Echevins et à défaut de cette déclaration, l'occupant est présumé responsable de toute dégradation occasionnée aux bâtiments, au matériel et au mobilier lors de l'occupation du local ou terrain, et il est tenu de faire réparer à ses frais le dommage causé, dans le plus bref délai. Pour libérer l'utilisateur de son obligation de réparation, celle-ci devra faire l'objet d'une agréation par la Commune sous la forme d'une réception du bien réparé ou remplacé.

En cas de non-respect de la présente disposition, l'administration communale se réserve le droit de faire procéder aux réparations aux frais de l'occupant.

§.2 L'occupant doit occuper les lieux en bon père de famille et en respectant notamment la législation applicable en matière de sécurité et de prévention d'incendie. Il a l'obligation de vérifier que toutes les issues de secours sont dégagées et qu'elles le restent durant toute l'occupation.

La Commune peut demander à l'utilisateur de souscrire une assurance adaptée couvrant tant les risques incendies que ceux propres à l'occupation ainsi que sa responsabilité civile.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins peut exiger que l'organisateur prenne les dispositions qui s'imposent pour garantir la non-intrusion de personnes ou d'individus malintentionnés lors de leur occupation des lieux mis à leur disposition. Le Collège peut exiger l'usage d'une société de gardiennage agréée par les autorités compétentes à charge de l'occupant.

Article 10

Toute autorisation, accordée à une personne physique, moral ou une association de fait l'est sous sa propre responsabilité. La Commune n'assume aucune responsabilité du chef de cette occupation et ce à quelque titre que ce soit. Les organisateurs porteront ce déclinatoire de responsabilité à la connaissance de toutes les personnes se trouvant dans le local ou sur le terrain, et ce par tout moyen approprié.

La capacité maximale du(des) local(aux) attribué(s) ne peut être dépassé par l'occupant.

Il est interdit aux occupants d'établir leur siège social dans les locaux communaux.

L'occupation ne peut-être sous-loué ou céder à un tiers sans autorisation expresse du Collège des Bourgmestre et Echevins.

L'occupation est accordée sous réserve de la non-annulation de celle-ci par l'autorité de tutelle quant à la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins ou de la convention signée entre la Commune et l'occupant. En ce cas l'occupant ne pourra en aucun cas entreprendre un recours à l'encontre de la Commune, ni réclamer une quelconque indemnité.

Article 11

Les organisateurs doivent se munir de tout équipement nécessaire à l'activité prévue (ex.: tables, chaises, décoration, etc.). Ce matériel doit être conforme à la législation et la réglementation en vigueur.

Toutefois, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut autoriser par écrit la mise à disposition de matériel à l'occupant conformément au règlement spécifique en vigueur.

L'emploi de ce matériel peut être ou sera facturé à prix coûtant ou sur base d'un forfait comme établi dans le règlement spécifique ou dans les annexes du présent règlement.

Par dérogation, il peut être ou sera accordé aux clubs sportifs seulement à titre gratuit une fois par an.

Du matériel peut toutefois être mis à la disposition par l'administration communale selon les besoins du service [\[JD7\]](#) [\[LR8\]](#) et conformément au règlement spécifique en vigueur uniquement si cela a été confirmé par une lettre d'autorisation de l'administration communale. Le Collège des Bourgmestre et Echevins peut facturer l'emploi de ce matériel à prix coûtant ou sur base d'un forfait établi dans un règlement spécifiques ou dans les annexes du présent règlement.

Le service sport accordera aux clubs le prêt matériel à titre gracieux et ce, une fois par an. [\[JD9\]](#) [\[LR10\]](#)

Article 12

Seuls l'ouverture et la fermeture des portes, l'allumage des appareils d'éclairage et la surveillance du chauffage sont assurés par le personnel de la Commune et plus précisément par le concierge de l'immeuble abritant ledit local, par le gardien de plaine pour les terrains de sport ou par toute autre personne désignée à cet effet par la Commune.

La remise de copie de clé ou de badge ne peut se faire que sous autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins selon les besoins et nécessité du service.

Article 13

Toute occupation nécessitant l'ouverture de l'entrée principale ou du parking d'un des bâtiments cités ci-après [JD11] [LR12] impliquera la présence d'un huissier pour l'Hôtel communal ou la présence du concierge pour les bâtiments CSA, Vifquin et CTR ou par toute autre personne désignée à cet effet par la Commune.

Ces ouvertures doivent être sollicitées lors de la demande.

Pour l'occupation de salles sportives, le service Sport remettra une convention-clé

[JD13] [LR14] ou badge aux utilisateurs qui ont reçu l'autorisation par le Collège d'occuper les lieux et qui en nécessitent le prêt pour accéder aux bâtiments sans surveillance. [JD15] [LR16]

Article 14

Les occupants sont tenus au respect de toutes législations et réglementations en vigueur étant en rapport avec le type d'activité qu'ils organisent que ce soit notamment quant à l'urbanisme, l'environnement, leur responsabilité, les troubles de voisinage, les règles fiscales (tel que la TVA), les lois sociales, les droits d'auteurs (tel que la SABAM) ou la législation spécifique à son activité. Ils devront, si nécessaire, s'acquitter des taxes, redevances et amendes liées à ces réglementations.

Chapitre 4 - Modalités d'occupation – Garantie

Article 15

§.1^{er} Pour toute occupation, en fonction du lieu, du type et du temps de location une garantie peut être exigée par le Collège des Bourgmestre et Echevins afin de garantir toute inexécution des obligations de l'occupation incluant tout dégât occasionné aux lieux occupés.

Celle-ci prend la forme décidée par le Collège tel que notamment :

1. une somme d'argent déposée en les mains du Receveur communal d'un montant maximum de 750€ et dont la fixation est liée au risque prévisible de l'occupation ainsi que le montant de la redevance et la durée d'occupation ;
2. un numéro de carte de crédit donné en garantie avec une préautorisation de paiement signée par le détenteur de la carte une fois que la Commune aura les terminaux ad hoc ;
3. la caution d'une personne garantissant l'exécution des obligations et/ou la responsabilité en rapport avec l'occupation. S'il s'agit d'un administrateur de la personne morale, sa caution peut être limitée aux conditions de l'alinéa 2 du présent article ;
4. en cas de remise de badge ou de copie de clé conformément à l'article 10 du présent règlement, une somme d'argent déposée en garantie en les mains du Receveur communal a lieu en fonction des montants fixés conformément aux annexes au présent règlement ;
5. toute garantie que le Collège estimerait utile en fonction des risques prévisible de l'occupation ainsi que le montant d'occupation et sa durée ;

Le Président, son gérant, son administrateur délégué à la gestion journalière ou l'administrateur général de la personne morale est solidairement responsable sur son patrimoine propre pour toute inexécution de celle-ci pour les occupations ayant eu lieu pendant la durée de son mandat, sauf décision contraire du Collège des Bourgmestre et Echevins ou de la désignation par la personne morale d'une personne en remplacement et acceptée par le Collège.

Concernant les réservations spontanées [JD17] [LR18] qui seront réservées via le logiciel de réservation des infrastructures communales, la garantie ne sera pas demandée au demandeur. Celui-ci s'engagera à signer électroniquement [JD19] [LR20] l'acceptation du règlement d'ordre intérieur et s'engagera à honorer les frais des dégâts qu'il aura occasionné.

§.2 En conformité avec les articles du présent règlement, après constatation d'absence d'inexécution de ses obligations par l'occupant, la garantie sera libérée et les éventuelles sommes d'argent déposées en garantie seront restituées au déposant.

En cas de constatation d'inexécution des obligations de l'occupant, la garantie sera activée par décision du Collège des Bourgmestre et Echevins ; en cas d'urgence, elle sera activée par le Secrétaire communal ou le Secrétaire communal adjoint qui doit être confirmée par une régularisation sous la forme d'une analyse au Collège des Bourgmestre et Echevins qui suit.

En cas de somme d'argent déposée en garantie et après déduction du montant dû pour la réparation des dommages, le solde sera remboursé au déposant ; dans le cas contraire, une facture sera établie dans un but de recouvrement.

Article 16

Sans préjudice des dispositions du présent règlement, le Collège des Bourgmestre et Echevins

fixe l'horaire des occupations de locaux et terrains communaux ainsi que toute modification de plage horaire.

Il est interdit d'enfreindre l'horaire d'occupation des locaux fixé par l'administration communale.

Article 17

Il est également interdit de modifier l'installation électrique, de faire du feu (flamme nue) et de cuisiner sauf autorisation écrite préalable du Collège des Bourgmestre et Echevins. En ce dernier cas, l'occupant doit fournir des garanties quant à la prévention des incendies ainsi qu'une assurance appropriée couvrant sa responsabilité ou tout dégât même de tiers.

Article 18

A la fin de l'activité et pendant l'horaire de l'occupation, le mobilier et les objets mobiles sont soigneusement remis à leur emplacement d'origine sans qu'aucune modification ne soit apportée au local et à son infrastructure.

Sans préjudice des articles 9 et 11 du présent règlement, l'occupant doit effectuer sa mise en place et le rangement du matériel pendant sa plage d'occupation.

Exceptionnellement en raison des circonstances, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut, par une décision motivée, accorder à l'occupant un délai en dehors de sa plage d'occupation afin de lui permettre d'effectuer la mise en place et le rangement du matériel. En cas d'occupation payante, la redevance sera fixée conformément au chapitre 6 du présent règlement, le Collège peut réduire la redevance tenant compte de la durée d'occupation totale de l'occupant.

Pour toute occupation des terrains et complexes sportifs, le matériel mis à disposition par la Commune doit être remis en place correctement pendant la plage d'occupation accordée. Si le service des sports, tel un gardien de plaine, a du ranger lui-même le matériel une redevance de maximum 50,-€ sera mise à charge de l'occupant pour tout matériel non rangé, tel que notamment goals, tables, chaises, des poteaux de corner et poubelles.

Article 19

§.1^{er} L'occupant doit respecter les injonctions donner oralement ou par voie d'affichage des concierges du bâtiment ou du complexe communal, du gardien de plaine ou de toute autre personne désignée à cet effet par la Commune se rapportant à l'application du présent règlement, du cadre de leur occupation ou de la convention signée entre l'occupant et la Commune ainsi qu'aux règles d'occupation des locaux ; en conformité avec le règlement général de police.

§.2 L'accès des locaux est interdit :

1. à toute personne sous influence ou en possession de drogues
2. à toute personne ne respectant pas les règles de la décence ou de l'hygiène
3. à toute personne accompagnée d'un animal, sauf s'il s'agit d'un animal d'accompagnement pour personne handicapée ;
4. de cuisiner ou d'employer du matériel avec une flamme nue, sauf dérogation du Collège des Bourgmestre et Echevins.
5. Pour toutes occupations, les prescriptions suivantes sont à observer:
 - l'accès au local sportif ou scolaire n'est autorisé qu'aux personnes participant aux activités prévues, un professeur ou un moniteur responsable est toujours présent ;
 - toute activité publique avec spectateurs ne pourra être organisée sans autorisation préalable du Collège des Bourgmestre et Echevins ;
 - il est interdit de fumer, de manger et de consommer des boissons, sauf aux endroits prévus à cet effet ;
 - tous sac poubelles doit être entreposés et trier dans les conteneurs prévus à cet effet, en aucun cas ils ne peuvent être stockés dans les couloirs, locaux ou buvette et bar.

Ces prescriptions visent de manière non-exhaustive les interdictions suivantes :

1. se trouver dans les locaux en dehors des heures d'utilisation ;
2. d'entraver le passage des entrées et sorties de secours ou de rendre inaccessible le matériel d'incendie ;
3. de laisser des objets encombrants dans les entrée ou les escaliers ;
4. d'occasionner des dégâts soit intentionnels, soit par emploi abusif du bâtiment, du matériel disponible ou du mobilier sous peine de dédommagement ;
5. d'apporter des boissons alcoolisées sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins ;
6. de troubler l'ordre public et la tranquillité des lieux à l'intérieur des locaux comme dans son voisinage ;

7. d'utiliser du matériel sans autorisation préalable ;
 8. de clouer, coller, peindre ou d'écrire sur les murs, portes, sols ou sur le matériel ;
- En outre, pour toutes occupations en locaux scolaires et sportifs, les prescriptions suivantes sont à observer:

1. lorsque les installations le permettent, les participants se rendent préalablement aux vestiaires;
2. il est interdit de porter des chaussures de ville pour circuler à l'intérieur des locaux sportifs et a fortiori pour monter sur les engins et appareils; les participants aux exercices revêtent au préalable une tenue adaptée de gymnastique ou de sport, ainsi que des chaussures appropriées;
3. il est interdit, au cours des jeux et entraînements, de faire usage de ballons souillés;
4. les boissons vendues et emportées en dehors des buvettes du stade communal doivent être écoulées dans des gobelets en carton ou en plastique ;

§.3 Le non-respect de ces obligations peut entraîner le retrait immédiat de l'autorisation d'occupation par simple décision du Collège des Bourgmestre et Echevins ou en cas d'urgence, par décision du Secrétaire communal ou, en son absence, du Secrétaire communal adjoint qui doit être ratifiée par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Chapitre 5 - Dispositions propres à l'Hôtel communal

Article 20

L'Hôtel communal étant un bâtiment classé, les prescriptions suivantes sont à observer :

- interdiction de coller (ex. affiches) sur les murs ou les portes. Une signalétique particulière pour l'activité doit être sollicitée lors de la demande.
- Interdiction de servir des boissons dans la salle des mariages, à l'exception d'un verre d'eau pour l'orateur. Une dérogation peut toutefois être accordée par le Collège à condition de couvrir le parquet par une protection adéquate (ex. panneaux en unalite).
- Les tables en chêne doivent être protégées par une nappe adaptée pour éviter des tâches permanentes dans le bois.
- Uniquement les portes extérieures latérales peuvent être employées comme lieu de passage pour les véhicules (ex. vélos, motos, camionnettes), sauf autorisation spéciale du Collège des Bourgmestre et Echevins.
- En aucun cas, l'occupant ne peut déranger les services communaux ainsi que les administrés présents dans l'Hôtel communal.

Article 21

L'entrée principale doit impérativement, être fermée le jeudi soir entre 19h et 19h30. Cette mesure vise à marquer de manière sereine et claire la fin des heures d'ouverture des guichets du service Population. Pendant cette demi-heure, les participants à l'activité peuvent accéder à l'Hôtel communal par l'entrée du personnel.

Pour des raisons de sécurité, lors d'activité le soir ou le week-end, les portes métalliques du Hall des Echevins doivent être fermées à clé.

Chapitre 6 – Tarification et remboursement des frais

Article 22

La perception de redevances liées à l'occupation de locaux et terrains, sera gérée conformément aux règles de la nouvelle comptabilité communale.

La personne autorisée à occuper des locaux ou terrains communaux est tenue au paiement des redevances conformément au présent règlement et ses annexes.

Sauf décision du Collège des Bourgmestre et Echevins et sans préjudice de l'article 18, toute heure entamée est due.

Article 23

§.1^{er} Les tarifs d'occupation des locaux et terrains sont fixés conformément aux annexes au présent règlement, qui en font partie intégrante. Sauf pour ce qui concerne les occupations des salles sportives, [JD21] [LR22] les redevances ne comprennent pas les frais éventuellement exposés par la Commune (ex. frais de nettoyage), ni le coût salarial du personnel communal appelé à intervenir en dehors des prestations normales ou habituelles, ni le coût de l'emploi du matériel communal.

Remarque importante : les nouveaux tarifs du service sport prennent en considération l'ensemble des coûts engendrés pour assurer la maintenance du service sport (coût en personnel, achat matériel et consommations énergétique).

A défaut de précision dans la convention signée, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut facturer la présence nécessaire d'un membre du personnel communal pour la surveillance ou

l'ouverture des portes soit sur base d'un forfait établi dans les annexes du présent règlement, soit sur base du taux horaire pour prestation du personnel fixé par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Ces redevances sont indexées au 1^{er} juin de chaque année en fonction des fluctuations de l'indice des prix à la consommation, par application de la formule suivante :

redevance de base x nouvel indice

indice de base

L'indice de base est celui du mois de décembre de l'année en cours. Le nouvel indice est celui du mois de mai de l'année en cours. La première indexation aurait lieu le 1^{er} juin de l'année en cours

§.2 En cas de demande expresse le Collège des Bourgmestre et Echevins peut accorder une réduction sur les tarifs, jusqu'à la gratuité pour récolter des fonds au bénéfice de la Commune de Schaerbeek ou de la communauté schaerbeekoise avec mention sur l'annonce : « activité organisée avec le soutien de la commune de Schaerbeek ».

Même de manière rétroactive et ainsi que dans les cas prévus ou non par l'annexe VI du présent règlement, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut par une décision motivée sur ce point dans un délai de maximum trois mois après l'occupation :

- réduire la tarification pour des occupations ayant un but éducatif ou social visant la communauté schaerbeekoise ;
- augmenter la tarification dans le cas où la demande de participation aux frais au sens large demandée par l'occupant (PAF, prix des cours, prix des consommations,...) ou les revenus retirés par celui-ci sont manifestement disproportionnés et non justifiés par rapport à la redevance demandée par la Commune et les frais d'organisation ;

Sans préjudice de la législation se rapportant au marché public, l'occupation peut aussi être accordée à titre gratuit pour toute activité culturelle ponctuelle visant la communauté schaerbeekoise tel que conférence, dédicace de livre, exposition d'œuvre, performance d'artiste ou petit concert. Il en est de même pour toute organisation d'activité sportive visant à encourager la pratique d'une discipline sportive (tournoi, course à pied, marche[SS23] , ou soutenir des activités caritatives, etc.)

Article 24

§.1^{er} Toute redevance doit être payée anticipativement et elle est non remboursable.

Tous les paiements sont à effectuer sur le compte bancaire de la Commune et avec la communication précisée dans le courrier confirmant l'occupation. Une fois que la Commune aura les terminaux ad hoc, le paiement peut être effectué par carte de crédit en les mains du Receveur communal, l'occupant peut accorder une préautorisation de paiement pour ce faire. Pour les réservations effectuées via le logiciel informatique en ligne, le paiement se fera en ligne[JD24] , lors de la demande de réservation.

Sauf dérogation par le Collège des Bourgmestre et Echevins ou en cas d'urgence par décision du Receveur communal qui doit être ratifiée par le Collège des Bourgmestre et Echevins qui suit ou bien par la convention signée entre la Commune et l'occupant, le paiement doit être effectué dans les délais suivants :

- pour les occupations permanentes : par anticipation trimestrielle et préalablement à l'occupation ;
- pour les occupations récurrentes : quinze jours avant l'occupation et préalablement à l'occupation ;
- pour les occupations occasionnelles et ponctuelles : dans les huit jours ouvrables de l'expédition de la lettre autorisant l'occupation des locaux et à tout le moins préalablement à l'occupation. Elle doit se faire en une seule fois, sauf dérogation du Collège des Bourgmestre et Echevins.

§.2 Le paiement d'occupation récurrentes ou permanentes des clubs sportifs occupant les infrastructures sportives pour une saison sportive se fera :

- pour les occupations permanentes : par anticipation annuelle ou trimestrielle et préalablement à l'occupation ;
- pour les occupations récurrentes : 30 jours avant l'occupation et préalablement à l'occupation ;
- pour les occupations occasionnelles et ponctuelles : dans les 30 jours ouvrables de l'expédition de la lettre autorisant l'occupation des locaux et à tout le moins préalablement à l'occupation. Elle doit se faire en une seule fois, sauf dérogation du Collège des Bourgmestre et Echevins. Quant aux occupations réservées en ligne via le

logiciel, le paiement sera exécuté anticipativement et directement car ce sera la condition sine qua non pour confirmer la réservation.

Les paiements de toutes autres occupations se feront conformément au paragraphe premier du présent article.

Sauf dérogation du Collège des Bourgmestre et Echevins, l'éclairage des terrains des stades sera payé en même temps que l'occupation sur base du tarif de l'annexe IV/A.

Article 25

Sans préjudice des articles 24 et 37 du présent règlement, en cas d'inoccupation pour un cas de force majeure, le Collège peut accorder à l'occupant un crédit d'occupation valable pour une occupation ayant lieu dans maximum six mois.

Toutefois le Collège des Bourgmestre et Echevins peut aussi accorder un remboursement du solde dû pour l'occupation sous la déduction d'une indemnité d'annulation de 20% en cas de renonciation pour force majeure moins de quinze jours avant l'activité pour les occupations permanentes ou récurrentes et moins d'une semaine pour les occupations occasionnelles et ponctuelles.

Article 26

L'accès aux locaux ne sera autorisé que sur présentation au concierge du bâtiment ou du complexe communal, du gardien de plaine ou de toute autre personne désignée à cet effet par la Commune, de la lettre de confirmation d'occupation de l'administration communale. Cette personne peut interdire l'accès aux lieux à défauts de présentation des documents ad hoc ou de confirmation par le service concerné en cas de retard de paiement. En ce dernier cas, il peut autoriser l'accès aux locaux sur instruction du service concerné si l'occupant présente la preuve de paiement de l'arriéré signalé.

En cas de non respect du présent article, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut arrêter de plein droit et sans indemnité toute occupation en cours et il peut interdire pour l'avenir et pour une durée déterminée l'occupation de tout locaux par une personne physique, morale ou une association de fait ainsi que, pour ces deux dernières, pour celles gérées par une personne physique déterminée.

Chapitre 7 – Maison des Femmes, espaces de proximité et locaux gérés par le service des sports

Article 27

§.1^{er} Le règlement d'ordre intérieur et d'occupation occasionnelle de la Maison des Femmes située 253 rue Josaphat (annexe VIII) est applicable exclusivement pour ce site.

Ce règlement sera affiché dans les locaux de la Maison des Femmes et transmis à chaque occupant.

Toute occupation de la Maison ne peut avoir uniquement un but de lucre et elle doit rencontrer le but de celle-ci, tel que précisé en son règlement d'ordre intérieur.

§.2 Tout occupant des locaux des espaces de proximité respectera l'annexe VII/A (Programme de Prévention Urbaine).

Tout occupant recevra une copie de la Charte des valeurs de la Commune de Schaerbeek (annexe VII/B) en application dans les espaces de proximité. L'occupant opposera sa signature précédé de « lu et approuvé » en bas du document.

Toute occupation devra correspondre aux buts visés par cette Charte.

En cas de rapport d'évaluation négatif prévu à l'article 3 de l'annexe VII/A, l'occupant ne peut bénéficier d'un renouvellement d'occupation ou introduire nouvelle demande d'occupation d'un occupant

§.3 Tout occupant d'une installation sportive respectera le règlement d'ordre intérieur des centres et complexes sportifs (annexe IV/B).

Il s'engage aussi à respecter la législation en vigueur spécifique à l'organisation et la sécurité relative à son occupation ainsi que les règles établies par sa fédération sportive.

L'occupant doit respecter les injonctions données par écrit, oralement ou par voie d'affichage du service des sports ou des gardiens de plaine.

Chapitre 8 – Occupation pour tournage de film ou spot publicitaire

Article 28

§.1^{er} Tout tournage de film, de spot publicitaire ou équivalent au sein d'un immeuble communal ne peut avoir lieu sans accord du Collège des Bourgmestre et Echevins. Il a lieu dans le cadre du présent règlement et aux tarifs de redevance fixés par le présent règlement avec ses annexes et tout autre règlement fixant l'occupation d'autre bâtiment communal ou espace vert.

Toute demande doit être accompagnée d'une présentation du film dont notamment le genre

de film, le pitch de celui-ci ainsi que, pour les films publicitaires, l'indication du produit dont promotion. Elle doit aussi être accompagnée d'une précision quant au mode de financement du film, de la(les) société(s) de production soutenant le film ainsi que l'indication du nom du réalisateur et des acteurs principaux, si déjà connus.

La demande doit préciser tous les lieux qui serviront de tournage. Dans un but de faisabilité, une visite sera organisée avec la régie et le réalisateur du film, ou leur représentant, et le service concerné avant tout accord de tournage.

La Commune peut demander toutes informations et documents complémentaires qu'Elle estime nécessaire à sa complète information

Le Collège des Bourgmestre et Echevins peut fixer une liste de bâtiment dans lesquels aucun tournage ne peut avoir lieu, éventuellement sous garantie et conditions spéciales qu'il déterminera.

§.2 Lors de toute occupation, le générique du film doit indiquer : « Avec l'aimable participation de la Commune de Schaerbeek » éventuellement suivi de « et le personnel de l'administration communale », sauf décision contraire du Collège des Bourgmestre et Echevins et dispositions contractuelles.

En cas de participation de la Commune au financement du film, le générique du film doit indiquer : « Avec le soutien de la Commune de Schaerbeek » éventuellement suivi de « et l'assistance du personnel de l'administration communale », sauf décision contraire du Collège des Bourgmestre et Echevins et dispositions contractuelles.

Article 29

Toute occupation sera précédée d'une convention précisant les obligations de chaque partie.

La redevance pour l'occupation s'analyse comme une activité à caractère commercial ou lucrative au sens de l'annexe VI du présent règlement sauf précision en la convention ou décision du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Une garantie sera constituée conformément à l'article 13 du présent règlement. Sauf décision contraire du Collège des Bourgmestre et Echevins toute somme d'argent déposée en garantie dans les mains du Receveur communal sera d'un minimum de 1.000,-€ pour tout bâtiment ou complexe communaux, ce montant sera de 1.500,-€ pour l'occupation de l'Hôtel communal.

Article 30

§.1^{er} Pendant tout le tournage, un ou plusieurs agents communaux seront désignés afin de surveiller l'application des règlements communaux et de la convention signée, il(s) signalera(ont) tout manquement. Il(s) sera(ont) aussi la personne privilégié de contact quant à toute demande complémentaire et résolution de tous conflits.

A défaut de précision dans la convention signée entre la Commune et l'occupant ou décision contraire du Collège des Bourgmestre et Echevins, la présence de tout fonctionnaire communal sera facturée soit sur base d'un forfait établi dans les annexes du présent règlement, soit sur base du taux horaire pour prestation du personnel fixé par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Le tournage ne pourra en aucun cas déranger de manière inappropriée et abusive le travail des agents communaux. Il doit permettre à la Commune de pouvoir exécuter ses tâches de service public vis-à-vis de la population, plus particulièrement par les services de la population et de l'Etat civil. L'occupation ne peut avoir lieu en dehors des heures et lieux attribués.

Si le tournage a lieu dans l'Hôtel communal ou tout bâtiment communal classé, les équipes de tournage respecteront la réglementation se rapportant à l'urbanisme, la protection des monuments et sites ainsi que le Chapitre 5 du présent règlement.

§.2 Les équipes de tournages et les sociétés de production sont tenues au respect de toutes législations et réglementations en vigueur étant en rapport avec le type d'activité qu'ils organisent que ce soit notamment quant à l'urbanisme, l'environnement, leur responsabilité, les troubles de voisinage, les règles fiscales (tel que la TVA), les lois sociales, les droits d'auteurs (tel que la SABAM) ou la législation spécifique à son activité. Ils devront, si nécessaire, s'acquitter des taxes, redevances et amendes liées à ces réglementations. Les équipes de tournages et les sociétés de production sont tenues de prendre une assurance adaptée couvrant tant les risques incendies que ceux propres à l'occupation qu'ainsi que sa responsabilité civile et pénale.

Ils respecteront les règles de sécurité en bon de père de famille et celles fixées par la législation ou la réglementation en vigueur se rapportant au tournage, au pratique du métier ou aux cascades.

Article 31

Pour les tournages de film ou d'un éventuel spot publicitaire au sein d'un immeuble communal, l'administration ne se charge pas de prévoir des emplacements de parking pour les véhicules de la production. Il appartient à la société de production d'entreprendre toutes les démarches nécessaires auprès des services compétents pour bénéficier des emplacements souhaités.

De plus, il appartient également à la société de production de prévenir par courrier le voisinage immédiat des dates de tournage tout en précisant les incidences éventuelles sur la mobilité et le stationnement à proximité des lieux de tournage dans le but que les riverains n'en ignorent rien.

Il appartient à la société de production et à l'équipe de tournage de prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires que ce soit quant à la sécurité des tournages que de celles de tout débordement de foule.

Chapitre 9 – Sanction administrative communale (SAC)

Article 32

Des sanctions administratives communales s'appliquent aux personnes morales ou physiques (mineures ou majeures) qui ne respectent pas le présent règlement ou les consignes données.

Les contraventions aux dispositions du présent règlement pourront être punies d'une amende administrative de maximum 350,-€ pour les personnes majeures et 175,-€ pour les mineurs.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra prononcer la suspension administrative ou le retrait administratif de l'autorisation d'occupation, si l'occupant n'en respecte pas les conditions.

Dans l'application du présent article, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut interdire l'occupation de tout locaux et terrain par une personne physique, morale ou une association de fait ainsi que, pour ces dernières, pour celles gérées par une personne physique déterminée, pour l'avenir et pour une durée déterminée de maximum douze mois

Article 33

Les montants des amendes administratives prescrites par le présent règlement constituent des maxima ; les amendes seront infligées proportionnellement à la gravité des faits.

Toutefois, en cas de récidive dans les 24 mois qui précèdent la nouvelle constatation de l'infraction, le montant de l'amende pourra être augmentées sans que le montant excède 350 € pour les personnes majeures et 175,-€ pour les mineurs.

En cas de récidive dans les 24 mois qui précèdent la nouvelle constatation de l'infraction, les sanctions administratives de suspension ou d'interdiction d'occupation peuvent être augmentées sans que la nouvelle sanction ne dépasse 24 mois.

Article 34

Les contraventions aux dispositions des articles 16, 17, 18, 19, 20, 21, 26, 27, 37 et 38. sont passibles d'une sanction administrative communale.

Article 35

§.1^{er} L'amende administrative est infligée par le fonctionnaire sanctionnateur de la commune. Les autres sanctions administratives sont infligées par le Collège des Bourgmestre et Echevins moyennant un avertissement écrit au contrevenant, envoyé au plus tard un mois avant la prise de décision de la sanction

Toute infraction aux articles repris à l'article 34 du présent règlement peuvent faire l'objet d'un constat par des agents communaux répondant aux conditions fixées par le Roi et désignés par le conseil communal.

En cas de constatations d'infractions pouvant donner lieu à une sanction administrative, dont ils sont les témoins directs et dans le cadre strict des compétences qui leur sont accordées, les employés communaux peuvent demander la présentation d'une pièce d'identité afin de déterminer l'identité exacte du contrevenant. Elles restituent ensuite immédiatement cette pièce d'identité à l'intéressé. Le constat des infractions sera transmis dans les plus brefs délais et au plus tard dans les deux mois de la constatation des faits au fonctionnaire sanctionnateur

§.2 Lorsque le fonctionnaire sanctionnateur décide qu'il y a lieu d'entamer la procédure administrative, il communique au contrevenant par lettre recommandée :

- les faits et leur qualification ;
- que le contrevenant a la possibilité d'exposer, par lettre recommandée, ses moyens de défense
- dans un délai de quinze jours à compter du jour de la notification, et qu'il a, à cette occasion, le droit de demander au fonctionnaire sanctionnateur de présenter

oralement sa défense;

- que le contrevenant a le droit de se faire assister ou représenter par un conseil;
- que le contrevenant a le droit de consulter son dossier;
- une copie du procès-verbal ou du constat susmentionné.

Le fonctionnaire sanctionnateur détermine le jour où le contrevenant est invité à exposer oralement sa défense.

Si le fonctionnaire sanctionnateur estime qu'une amende administrative n'excédant pas les 70€ doit être imposée, le contrevenant majeur n'a pas le droit de demander de présenter oralement sa défense.

La décision du fonctionnaire sanctionnateur est prise dans un délai de six mois et portée à la connaissance des intéressés. Ce délai de six mois prend cours à partir du jour de la constatation des faits.

§.3 Après l'expiration du délai fixé par le paragraphe 2 ou avant l'expiration de ce délai, lorsque le contrevenant signifie ne pas contester les faits ou, le cas échéant, après la défense orale ou écrite de l'affaire par le contrevenant ou son conseil, le fonctionnaire sanctionnateur peut infliger l'amende administrative.

Le fonctionnaire sanctionnateur notifie sa décision au contrevenant par lettre recommandée et la notification reprend également les informations visées aux articles 9, § 1er, 10 et 12 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Le fonctionnaire sanctionnateur transmet une copie du procès-verbal ou du constat ainsi qu'une copie de sa décision à toute partie qui a un intérêt légitime et qui lui a adressé au préalable une demande écrite et motivée.

La décision d'imposer une amende administrative a force exécutoire à l'expiration du délai d'un mois à compter du jour de sa notification, sauf en cas d'appel conformément à l'article suivant.

§.4 La commune ou le contrevenant, en cas d'amende administrative peut introduire un recours par requête écrite auprès du tribunal de police, selon la procédure civile, dans le mois de la notification de la décision.

Article 36

Le mineur ayant atteint l'âge de 16 ans accomplis au moment des faits, peut faire l'objet d'une amende administrative de maximum 175 €, même si cette personne est devenue majeure au moment du jugement des faits. Les parents, tuteur ou personnes qui ont la garde du mineur, sont civilement responsables du paiement de l'amende administrative. A cet égard, une copie de toute correspondance envoyée au mineur sera transmise à ses parents, tuteur ou personnes qui en ont la garde.

Lorsque le fonctionnaire sanctionnateur décide d'entamer la procédure administrative il en avise le bâtonnier de l'ordre des avocats, afin qu'un avocat soit désigné au plus tard dans les 2 jours ouvrables à compter de cet avis. Une copie de l'avis informant le bâtonnier est joint au dossier.

L'offre de médiation locale est obligatoire et les parents, tuteur ou personnes qui ont la garde du mineur peuvent, à leur demande, accompagner le mineur lors de la médiation. Lorsque le fonctionnaire sanctionnateur constate la réussite de la médiation, il ne peut plus infliger une amende administrative.

En cas de refus de l'offre ou d'échec de la médiation, le fonctionnaire sanctionnateur peut soit proposer une prestation citoyenne (d'une durée maximum de 15h), soit infliger une amende administrative.

Une procédure d'implication parentale peut être prévue préalablement à l'offre de médiation, de prestation citoyenne ou, le cas échéant, l'imposition d'une amende administrative.

Dans le cadre de cette procédure, le fonctionnaire sanctionnateur porte, par lettre recommandée, à la connaissance des parents, tuteur, ou personnes qui ont la garde du mineur, les faits constatés et sollicite leurs observations orales ou écrites, vis-à-vis des faits et des éventuelles mesures éducatives à prendre, dès la réception du procès-verbal ou du constat. Il peut à cette fin demander une rencontre avec les parents, tuteur, ou personnes qui ont la garde de ce dernier.

Après avoir recueilli les observations et/ou avoir rencontré le contrevenant mineur ainsi que ses parents, tuteur ou personnes qui en ont la garde et s'il est satisfait des mesures éducatives présentées par ces derniers, le fonctionnaire sanctionnateur peut soit clôturer le dossier à ce stade de la procédure, soit entamer la procédure administrative.

Chapitre 10 - Dispositions finales et divers

Article 37

Sans préjudice des dispositions contraires prévues dans la convention entre la Commune et Lorsque, pendant deux mois, la personne ayant réservée une occupation permanente ou récurrente, n'a pas occupé le local ou le terrain mis à sa disposition, et ce sans écrit motivé estimé justifiée par le Collège des Bourgmestre et Echevins, elle est réputée renoncer à l'occupation et l'autorisation lui est retirée de plein droit, sans préjudice des dispositions contraires prévues dans la convention entre la Commune et l'occupant,. Il lui en est donné notification par écrit.

La redevance d'occupation reste toutefois due pour toute la durée sauf décision du Collège. Tout manquement grave, tel qu'un arriéré de deux paiements de redevance prévu à l'article 24 ou un non respect caractérisé des obligations dans le chef de l'occupant, entraîne la fin de l'occupation dans les mêmes conditions.

Article 38

Sans préjudice de la réparation des dommages qui pourraient en résulter, toute contravention à l'une des dispositions du présent règlement entraînera sa suspension de plein droit et l'interdiction d'accès aux locaux et terrains jusqu'à ce qu'une décision définitive soit prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 39

Le Collège des Bourgmestre et Echevins est seul habilité à régler les cas particuliers ainsi que tout contestation.

Article 40

Le présent règlement abroge tout règlement antérieur en matière de gestion de locaux communaux ainsi que leurs annexes.

Le présent règlement est d'application aux occupations futures ou en cours en concordance avec les modalités accordées pour l'occupation ainsi que les conventions signées qui ne peuvent contrevenir au présent règlement.

La Commune fera modifiée toute convention, avec ou sans avenant, dans le but de la faire correspondre au présent règlement et ses annexes conformément à la nouvelle loi communale.

Le Conseil communal autorise le Collège des Bourgmestre et Echevins uniquement à faire adapter ces conventions au présent règlement et ce jusqu'au 30 septembre 2016

ANNEXE I – Tarification des locaux gérés par le Service Accueil-Expédition

	Redevance pour 1 journée		Redevance pour ½ journée (maximum 4 heures)	
Hôtel communal	à 100 %	à 300% max [Annexe VI-8°]	à 100%	à 300% max [Annexe VI-8°]
1. Salle du Collège	290 €	870 €	230 €	690 €
1. Salle du Conseil	620 €	1.860 €	500 €	1.500 €
1. Hall des Bourgmestres	1.300 €	3.900 €	150€ pour la 1 ^{ère} heure et puis 250 €/h	450€ pour la 1 ^{ère} heure et puis 750€/h
1. Hall des Echevins	700 €	2.100 €	500 €	1.500 €
1. Salle des Mariages	1.010 €	3.030 €	250€/u avec un maximum de 800 €	750€/u avec un maximum de 2.400€
1. Salle 2.29	250 €	750 €	200 €	600 €
Centre Social et Administratif	à 100 %	à 300%	à100%	à300%
2.1) Auditorium (70 places)	590 €	1.770 €	470 €	1.410 €

2.2) Local 4 (12 places)	160 €	480 €	130 €	390 €
2.3) Local 56 (22 places)	270 €	810 €	220 €	660 €
2.4) Vifquin local 0.05 (12 places)	160 €	480 €	130 €	390 €
2.5) Vifquin local 0.14 (12 places)	160 €	480 €	130 €	390 €

ANNEXE II – Tarification des locaux gérés par le service de la Culture française

		Redevance pour 1 journée		Redevance pour ½ journée (maximum 4 heures)	
Hôtel communal		à 100%	à 300% max [Annexe VI-8°]	à 100%	à 300% max [Annexe VI-8°]
1)	Salle du Musée	700 €	2.100 €	500 €	1.500 €

ANNEXE III – Tarification des locaux gérés par le service de l'Enseignement communal

Local		Tarif par heure avec un minimum de 2 h
1°)	Préau Réfectoire et cuisine Salle de conférence Auditoire Salle de spectacle	55 €
2°)	Salle de sports	25 €
3°)	Classe	20 €

ANNEXE IV/A - Tarification des locaux et terrains gérés par le service des Sports [Voir commentaires]

Selon le service sport, une ASBL pourra bénéficier du tarif « schaerbeekois » si et seulement si son siège social est établi à Schaerbeek et/ou si sa dénomination officielle comporte le nom « Schaerbeek ». [JD25] [LR26]

ANNEXE IV/B – Règlement d'ordre intérieur des centres et complexes sportifs [Voir commentaires]

PRÉAMBULE

Article 1

Le présent règlement est d'application dans les locaux et annexes des centres et complexes sportifs (ci-après : les Centres).

La présente version annule et elle remplace les précédentes. Elle est destinée à toutes les personnes qui fréquentent les Centres, soit en qualité d'utilisateur à quelque titre que ce soit, soit en qualité de simple visiteur.

Ce règlement sera affiché à l'entrée et chacun est censé en avoir pris connaissance.

Il convient d'entendre dans le présent règlement :

- Utilisateur(s) : Toute personne dépendant du groupement ayant réservé l'infrastructure.
- Visiteurs : Toute personne présente dans l'infrastructure n'appartenant pas au groupement utilisateur et considérée comme de facto invitée par ce dernier.
- Infrastructures (sportives) : ensemble des aires de jeux, vestiaires et dépendances (couloirs, sanitaires, parking,...) compris dans les Centres.

DEMANDE D'OCCUPATION

Article 2

Conformément au règlement général d'occupation des locaux et terrains communaux,

l'utilisation des salles et terrains est subordonnée à l'autorisation expresse du Collège des Bourgmestre et Echevins Bourgmestre et Échevins et au strict respect de l'horaire d'occupation établi par lui.

Toute occupation est accordée dans le cadre du règlement général d'occupation des locaux et terrains. Elle est accordée à titre précaire et elle peut être retirée à tout moment dans les conditions du règlement général d'occupation des locaux et terrains communaux.

Les demandes d'occupation spontanées [JD27] [LR28] encodées via le logiciel de réservation des infrastructures communales ne devront pas faire l'objet d'une analyse présentée au Collège des Bourgmestre et Echevins [JD29] [LR30] .

L'occupation doit permettre à la Commune de pouvoir exécuter ses tâches de service public.

Article 3

L'autorisation d'utilisation peut aussi être subordonnée au paiement d'une redevance fixé en le règlement d'occupation des locaux et ses annexes, plus particulièrement l'annexe IV/A.

Article 4

Toutes demandes d'occupation des Centres doivent être déposées dans les conditions prévues par le règlement général d'occupation des locaux et terrains communaux.

Sauf pour les locaux non gérés par la Commune, les demandes d'occupation doivent parvenir par écrit ou par courriel sport-occupation@1030.be au Service des Sports, Avenue Georges Rodenbach 29, 1030 Bruxelles [JD31] [LR32] .

Le planning est affiché à l'avance à l'entrée et des réservations peuvent être effectuées pour les heures encore disponibles au Service des Sports.

CONDITIONS D'OCCUPATION

Article 5

Les salles de sport sont accessibles de 9h à 23h et les terrains extérieurs de 9h à 22h, et ce conformément aux autorisations dûment accordées et au tableau horaire d'occupation arrêté par le Collège des Bourgmestre et Échevins qui se réserve le droit de le modifier de sa propre initiative si les nécessités de fonctionnement ou de gestion l'exigent.

L'utilisateur ne peut, de sa propre initiative, modifier la durée de l'occupation qui lui a été octroyée.

Sauf application des articles 10 et 13, §1^{er}, alinéa 4, 4°) du règlement général d'occupation des locaux et terrains communaux, la possession de clefs ou badge des infrastructures par les utilisateurs est formellement interdite et pourra mener à une annulation de l'occupation des aires de jeux.

Article 6

L'utilisateur des salles ou terrains ne peut leur donner aucune autre destination que celle pour laquelle l'autorisation a été accordée.

Article 7

Le titulaire d'une autorisation d'occuper une aire de jeux ne peut céder sans l'accord du Collège cette autorisation à d'autres personnes ou groupements.

Article 8

Toute modification d'horaire des activités, qu'elle soit permanente ou occasionnelle [SS33] [JD34] [LR35] (réservation, annulation, changement de jour ou d'heure) devra être sollicitée auprès du Collège au moins quinze jours ouvrable à l'avance, sauf exception prévue par le règlement communal d'occupation des locaux.

RESPONSABILITÉ

Article 9

Les utilisateurs des infrastructures sportives devront avoir fait couvrir leur responsabilité civile, contractuelle et extracontractuelle par une police d'assurance qui couvre, entre autres, les actes de vandalisme commis par toute personne sous leur responsabilité. A ce titre, l'utilisateur répondra dès lors des dégâts occasionnés par le fait de cette personne.

L'utilisateur veillera à fournir avant l'occupation des infrastructures la preuve de la souscription du ou des contrats. A défaut l'accès à la salle lui sera refusé.

La commune décline toute responsabilité en cas de dommage corporel et dégâts matériels subis par tout utilisateur ou visiteur.

Article 10

L'utilisateur des installations reste personnellement responsable vis-à-vis des tiers et de n'importe quelle autorité ou administration, soit publique, soit privée.

Il est tenu, le cas échéant, de payer taxes, Impôts, droits d'auteurs et autres redevances éventuelles qu'entraîneraient ses activités, en ce compris la pratique de sports.

Article 11

Les utilisateurs sont, pendant la durée de leur occupation, responsables de tout dommage causé, tant aux locaux eux-mêmes qu'à leurs dépendances, équipement et contenu. Tout dommage causé entraînera l'indemnisation intégrale par le groupement ou la/les personnes responsables, sans préjudice de sanctions administratives qui pourraient également être prises.

Article 12

Les groupements utilisant les infrastructures devront désigner une personne physique qui sera responsable vis-à-vis de la Commune de l'application du présent règlement et du respect des consignes et recommandations qui pourraient être faites par toute personne qualifiée.

Article 13

La Commune décline toute responsabilité quelconque en cas de vol, de perte ou de détérioration d'objets personnels ou de matériel appartenant à des groupements ou des personnes fréquentant les installations.

Pour autant que de besoin, la commune rappelle qu'elle n'exerce aucune surveillance sur les objets laissés dans les installations sportives.

Article 14

Chaque groupement est aussi responsable, par l'intermédiaire du délégué qu'il a désigné, de la bonne utilisation des vestiaires, des douches et du respect du présent règlement par les clubs « visiteurs ».

ACCÈS

Article 15

Chaque occupant et utilisateur devront porter une tenue adaptée à leurs activités ainsi que des chaussures adaptées n'endommageant pas les terrains (synthétique ou naturel) des stades ainsi que les sols des salles omnisports.

On ne peut utiliser les aires de jeux couvertes et la piste d'athlétisme qu'en portant des chaussures de sport à semelles plates (les cales, studs et spikes sont interdits), ces chaussures devront être dans un parfait état de propreté et auront des semelles qui ne sont pas susceptibles de laisser des traces sur le sol.

Tout matériel employé, tel que la colle pour maintenir le ballon de handball en main, doit être lavable et ne peut laisser des traces sur le sol.

Article 16

L'accès aux aires de jeux n'est permis qu'aux personnes dont la présence est indispensable au bon déroulement des entraînements et des compétitions.

Les accompagnants, qu'ils soient membres de clubs sportifs ou simples spectateurs, doivent se tenir, soit dans les tribunes, soit dans la cafétéria, soit dans une zone qui leur est ponctuellement réservée et déterminée par la Commune.

Article 17

Les utilisateurs des aires de jeux ne peuvent se changer que dans les locaux destinés à cet effet. Une liste des vestiaires à occuper est affichée, les utilisateurs sont tenus de la respecter scrupuleusement.

En cas d'occupation simultanée d'un même vestiaire par plusieurs clubs, les responsables doivent faire grouper les vêtements de leurs adhérents afin de faciliter l'installation des autres sportifs.

Article 18

L'autorisation d'occuper les locaux sportifs implique l'autorisation d'utiliser, suivant le tableau d'occupation, les parties des vestiaires et des douches nécessaires, et ce, pendant le temps strictement indispensable, à savoir, au maximum une demi-heure avant et une demi-heure après la durée de l'activité.

Article 19

Les occupants des locaux sportifs doivent veiller à ne pas perturber les activités des autres personnes ou groupements utilisateurs ; à cet effet, ils veilleront à n'utiliser que l'aire de jeux qui leur a été attribuée, ils commenceront et termineront leurs propres activités aux heures prévues, en ce compris la pose et la remise en place du matériel (un plan sera disponible) ainsi qu'un nettoyage simple des vestiaires. Il sera mis à disposition de l'utilisateur un matériel de nettoyage de base permettant d'assurer ce nettoyage afin que les utilisateurs suivants puissent occuper la salle dans de bonnes conditions d'hygiène, Ils s'organiseront aussi pour libérer les vestiaires et les douches dans les délais prescrits à l'article 18.

Article 20

Les personnes, joueurs ou spectateurs qui, par leur comportement, nuiraient à la bonne

tenue ou au bon fonctionnement des infrastructures ou qui ne respecteraient pas les prescriptions réglementaires et recommandations qui leur sont faites, pourraient être expulsées et l'accès de [l'établissement leur serait interdit, soit temporairement, soit définitivement.

L'accès des infrastructures sportives est de toute façon interdit :

- à toute personne sous influence ou en possession de drogues
- à toute personne ne respectant pas les règles de la décence ou de l'hygiène
- à toute personne accompagnée d'un animal, sauf s'il s'agit d'un animal d'accompagnement pour personne handicapée

Il est absolument interdit de fumer dans les locaux (terrain, couloirs, tribune, cafétéria,...) Il est strictement interdit, sauf autorisation expresse, de préparer et/ou servir à manger dans les infrastructures. Dans les infrastructures couvertes, il est strictement interdit de cuisiner ou d'employer du matériel avec une flamme nue, sauf dérogation du Collège des Bourgmestre et Echevins.

OBLIGATIONS DES UTILISATEURS

Article 21

Les utilisateurs des infrastructures sportives doivent procéder, suivant les directives données, à la mise en place ainsi qu'au démontage et au rangement, aux endroits prévus, du matériel qui leur est nécessaire. Ces opérations doivent se faire à l'intérieur de la plage horaire qui a été attribuée au club et sans dépasser leur heure de fin d'activité.

Le délégué responsable du club est tenu de surveiller le bon déroulement de ces opérations, il veillera aussi à ce que le matériel ne soit ni poussé, ni traîné par terre afin d'éviter toute détérioration du revêtement, Les issues devront être laissées absolument libres de tout obstacle.

Article 22

Afin d'éviter des accidents et une détérioration anormale du matériel, tout utilisateur est prié d'informer, au plus tôt, le service des Sports de toute défectuosité constatée au niveau des équipements. A cet effet, l'utilisateur aura soin en début d'occupation de signaler toute défectuosité constatée dans les infrastructures et sur le matériel afin de dégager sa responsabilité.

Article 23

Le matériel éventuellement apporté dans les locaux sportifs par les usagers l'est à leur propre risque et moyennant autorisation préalable. Si ce matériel reste en permanence dans les locaux et est normalement accessible, il est à la disposition de tout utilisateur éventuel.

Article 24

L'utilisateur qui quitte une des salles de sport alors qu'il n'y a pas d'occupation immédiatement après lui doit éteindre l'éclairage et impérativement fermer la barrière et/ou la porte avec les moyens mis à sa disposition.

Sa responsabilité pourrait être engagée en cas d'occupation illicite ou d'accident qui surviendrait suite à un défaut de fermeture de ces locaux.

L'utilisateur veillera à ce que son occupation ne trouble pas l'ordre public et la tranquillité des lieux à l'extérieur des infrastructures sportives comme dans son voisinage.

Article 25

Des amendes administratives pourront être appliquées aux utilisateurs qui ne respectent pas le présent règlement ou les consignes données.

Article 26

Sauf autorisation expresse, l'affichage est interdit sur les murs, portes et vitres en dehors des panneaux d'affichage qui peuvent être mis à la disposition des utilisateurs.

Il n'y a pas d'autorisation d'affichage préalable sur ces panneaux mais la Commune se réserve cependant le droit de retirer des annonces qu'elle jugerait inadéquates.

DIVERS

Article 27

Les réclamations éventuelles sont à adresser au Collège des Bourgmestre et Échevins de Schaerbeek.

Article 28

Les groupements sportifs autorisés à utiliser les aires de jeux sont également autorisés à percevoir un droit d'entrée à l'occasion des rencontres officielles ou de manifestations qu'ils organisent.

Article 29

Les manifestations revêtant un caractère exceptionnel feront l'objet d'un examen particulier,

dans chaque cas, par le Collège des Bourgmestre et Échevins. Pour ces manifestations, un règlement séparé définira les conditions dans lesquelles elles doivent se dérouler.

Article 30

L'utilisation des locaux à titre individuel pourra être autorisée par le Collège qui fixera le montant de la redevance d'occupation.

Article 31

L'application du présent Règlement peut être confiée à des tiers désignés par le Conseil Communal.

Article 32

Tout litige ou cas non prévu par le présent règlement sera examiné et tranché par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

ANNEXE V - Tarification des locaux gérés par le service Bibliothèques (FR)

LOCAUX		Tarif/heure
1)	Bibliothèque Mille et une pages (place de la Reine) – 50 m ² [salle de réunion de ± 30 places (équipement beamer-écran-tableau de réunion)]	25€
2)	Thomas Owen (avenue de Roodebeek) – 30 m ² [salle de réunion pour petits ateliers de ± 10 places]	15€
3)	Bibliothèque Sésame (boulevard Lambermont 200)	
3.1)	Salle d'atelier et de réunion de ± 20 places + tableau de réunion (50 m ²)	20€
3.2)	Petit amphithéâtre de ± 40 places + beamer (80 m ²)	30€
3.3)	Espace éducatif : Salle de réunion de 30 places ou salle de conférence	30€

ANNEXE V bis - Tarification des locaux gérés par les services Etat-Civil et Population [Conseil communal du 17/12/2018]

Local		Demi-journée (maximum 4h)	Journée (8h)
1°)	Réfectoire (bâtiment B2 du cimetière) – 35 m ²	63,-€	75,-€

ANNEXE VI – Grille de modification des tarifications en fonction des occupants pour les locaux et terrains mentionnés aux annexes I à V bis [Voir commentaires]

Nature et objet		Occupation occasionnelle ou ponctuelle	Occupation récurrente	Occupation permanente
1°	Activité organisée par la Commune	gratuité	gratuité	gratuité
2°	Asbl organisant une activité en collaboration avec la Commune	Gratuité	Forfait annuel de 100 €	Forfait annuel de 200 €
3°	Activité organisée par une fondation d'utilité publique[SS36] ou d'une association caritative	Gratuité	Forfait annuel de 100 €	Forfait annuel de 200 €
4°	Occupation d'une salle de l'Hôtel communal	Gratuité	Non applicable	Non applicable

	pour la réception de mariage d'un membre du personnel communal (1/2 journée maximum – non applicable aux salles du Collège et du Conseil)			
5.1°	Activité sportive organisée par un groupe schaerbeekois composé de personnes en dessous de 18 ans [Conseil communal du 28/09/2016]	Tarif préférentiel pour les moins de 18 ans (cfr ANNEXE IV/A page 28 - Tarification des locaux et terrains gérés par le serviceSport)	Tarif préférentiel pour les moins de 18 ans (cfr ANNEXE IV/A page 28 - Tarification des locaux et terrains gérés par le service Sport)	Tarif préférentiel pour les moins de 18 ans (cfr ANNEXE IV/A page 28 - Tarification des locaux et terrains gérés par le service Sport)
5.2	Activité organisée par un groupe schaerbeekois composé de personnes en dessous de 21 ans [Conseil communal du 28/09/2016]	20%	20%	20%
6°	Association schaerbeekoise subventionnée par la Commune de Schaerbeek [Conseil communal du 28/09/2016]	60%	60%	• 50% • 20% pour les locaux gérés par l'Enseignement communal
	Association schaerbeekoise sportive subventionnée par la Commune de Schaerbeek *	cfr ANNEXE IV/A page 28 - Tarification des locaux et terrains gérés par le service Sport)	cfr ANNEXE IV/A page 28 - Tarification des locaux et terrains gérés par le service Sport)	cfr ANNEXE IV/A page 28 - Tarification des locaux et terrains gérés par le service Sport)
7.1°	Comités ou groupements à vocation sociale ou de quartier schaerbeekois	80 %	80%	100%
7.2°	Les membres du personnel communal pour les occupations en leur nom propre	80 %	80%	100%
8°	Activité à caractère commercial ou lucratif	300% maximum	300% maximum	300% maximum
9°	Personne physique, morale ou association de fait non-schaerbeekoise	100%	100%	100%

*Le service sport considérera qu'une association est schaerbeekoise si son siège social est établi sur le territoire schaerbeekois et/ou si sa dénomination[SS37] officielle porte le nom « Schaerbeek [JD38] ».

ANNEXE VII/A - Occupation de locaux et terrains communaux pour la gestion des espaces de proximité (PPU) [Voir commentaires]

Article 1^{er}

La coordination des espaces de proximité fait partie du Programme de Prévention Urbaine. En 2013, le PPU a fait l'objet d'une réorganisation (Collège des Bourgmestre et Echevins du 9/07/2013 – n°011/B/003). Dans ce cadre, la gestion de différents espaces a été regroupée sous une même coordination qui s'occupe actuellement des espaces suivants :

- la maison de quartier Renan (535 chaussée d'Haecht)
- la maison de quartier Navez (43 rue Navez)
- le 58 (58 rue Dupont)
- l'espace Rasquinet (129 rue Josaphat)
- la salle Van Dyck (47 rue Van Dyck)
- l'espace Kessels (51 rue Kessels)
- l'espace Vogler (38 rue Vogler)
- la maison des citoyens (20 place Gaucheret)
- l'espace Apollo (2 square Apollo)
- l'espace Jolly (142 rue Jolly)

D'autres espaces, issus de contrats de quartier pourront à l'avenir faire partie de cette coordination des espaces de proximité, suite à une décision du Collège.

Article 2

La finalité des espaces de proximité est de renforcer le mieux-vivre ensemble dans les quartiers et plus concrètement de travailler sur l'ouverture du quartier et sur l'ouverture de l'espace sur le quartier, de mettre en place des activités en lien avec les besoins des quartiers, de favoriser des activités émancipatrices et ou formatrices, de développer une série de services locaux à la population, de tenir à disposition des espaces pour des initiatives locales et citoyennes.

Pour ce faire, la coordination des espaces de proximité met des locaux et terrains communaux à disposition de citoyens, d'associations de fait, d'association sans but lucratif ou de toute personne morale pour une occupation respectant la finalité des espaces de proximité. Pour toute occupation, il est établi une convention.

Cette convention n'est établie qu'après avoir respecté une procédure de demande d'occupation conformément au règlement général pour l'occupation de locaux et terrains communaux en vigueur :

- les demandes d'occupation sont rentrées via un formulaire de demande d'occupation
- Est joint au formulaire de demande d'occupation, une copie des statuts s'il s'agit d'une asbl ou la liste de tous les membres ainsi qu'une description des activités s'il s'agit d'une association de fait ou d'une initiative citoyenne.

Seules les associations qui adhèrent à la charte des valeurs sont autorisées à occuper les espaces de proximité et ceci, afin de s'assurer que celles-ci s'intègrent dans la même vision que la Commune.

Toute occupation ne peut avoir uniquement un but de lucre.

Article 3

Si l'activité que l'association veut développer au sein de l'espace correspond aux objectifs visés par le PPU et/ou répond à un besoin identifié du quartier, une convention-type sera établie entre l'association et la Commune. Cette convention ne concerne pas les associations résidentes. Cette convention est convenue pour une durée déterminée et est renouvelable après une évaluation favorable des activités réalisées, du public touché et du respect des termes de la convention. En signant la convention, les associations s'engagent à organiser un évènement annuel afin de favoriser l'ouverture de l'espace sur le quartier et à participer à des Conseils de Quartier en vue de la définition des besoins des quartiers.

A la fin de la période d'occupation, les activités organisées sont soumises à une évaluation via, notamment, un formulaire d'évaluation. Ce formulaire permettra de préciser le public touché, de déterminer son nombre, sa provenance, ...

Article 4

Le Collège des Bourgmestre et Echevins peut accorder la gratuité de l'occupation pour les associations de fait, aux asbl et aux initiatives citoyennes qui respectent la convention, la Charte des valeurs et qui proposent des projets d'activités en conformité avec les objectifs de la coordination des espaces de proximité dans le cadre du Programme de Prévention Urbaine ou à défaut, dans les cas de gratuité (même partielle) prévues à l'annexe VI.

Dans les autres cas, les tarifs de la redevance pour occupation des locaux sont les suivants :

Espace	Local		Superficie	Location 1 journée	Location ½ journée	Location par heure
Vogler	2.1)	Occupations hors conventions par asbl résidentes				
	2.2)	Salle 54	54 m ²	10,8€	5,4€	
	2.3)	Salle 37	37 m ²	7,4€	3,7€	
	2.4)	Salle 30	30 m ²	6€	3€	
	2.5)	Foyer + cuisine	35m ²	6€	3€	
	2.6)	Occupants non résidentiels				
	2.7))	Salle 54		20€	10€	
	2.8)	Salle 37		10€	5€	
	2.9)	Salle 30		10€	5€	
Van Dyck	3.1)	Salle rdch	180 m ²			9,3€
	3.2)	Salle 1 ^{er} côté rue	30 m ²			1,5€
	3.3)	Salle 1 ^{er} côté cour	30 m ²			1,5€
58	4.1)	Salle de sport	180 m ²	10€	5€	
	4.2)	Rdch + cuisine	80 m ²	10€	5€	
	4.3)	1 ^{er} étage	84 m ²	10€	5€	
[Conseil communal du 16/12/2020] remplacé par [Conseil communal du 27/04/2022]						
Maison des citoyens	5.1)	Salle polyvalente				30€
	5.2)	Salle de réunion				15€
	5.3)	Cafétériat				15€
MQ Navez	6.1)	Salle de sport	70 m ²	10€	5€	
	6.2)	Classe 1 rdch	50 m ²	10€	5€	
	6.3)	Classe 0 rdch	20 m ²	10€	5€	
	6.4)	Classe 2 1er	60 m ²	10€	5€	
	6.5)	Classe 3 1er	20 m ²	10€	5€	

Espace	Local		Superficie	Location 1 journée	Location ½ journée	Location par heure
	6.6)	Hall expo	60 m2	10€	5€	
MQ Renan	7.1)	Grande salle rdch	45 m2	10€	5€	
	7.8)	Cuisine rdch	50 m2	10€	5€	
	7.9)	Salle à manger	20 m2	10€	5€	
	7.10)	Jardin	40 m2	10€	5€	
	7.11)	Salle côté rue 2ème	25 m2	10€	5€	
	7.11)	Salle côté jardin 2ème	35 m2	10€	5€	
	7.12)	Salle côté rue 3ème	25 m2	10€	5€	
	7.13)	Salle côté jardin 3ème	20 m2	10€	5€	
Kessels	8.1)	Jardin	200 m2	10€	5€	
	8.2)	Salle polyvalente	45 m2	10€	5€	
	8.3)	Salle 20	20 m2	10€	5€	
	8.4)	Salle côté rue Kessels	45 m2	10€	5€	
Rasquinet	9.1)	Grande salle	85 m2	10€	5€	
Apollo	10.1)	Salle Decroly	57 m2	18€	9€	
	10.2)	Salle Montessori	58 m2	18€	9€	
	10.3)	Salle Ferrer	28 m2	9€	5€	
	10.4)	Salle Yourcenar	17 m2	5€	3€	
Jolly	11.1)	Salle polyvalente	80 m2	10€	5€	

ANNEXE VII/B Charte des Valeurs de la Commune de Schaerbeek - Application aux espaces de proximité [Voir commentaires]

Préambule

La Commune de Schaerbeek, avec ses 130.000 habitants, constitue une des plus grandes communes de notre pays, et cela, avec une des populations les plus hétérogènes. Soucieuse de la qualité de vie de ses habitants, la Commune de Schaerbeek développe parmi ses priorités la participation de ses citoyens dans la vie sociale de ses quartiers en suivant les principes de solidarité, responsabilité et d'autonomie. Ainsi, la Commune entend contribuer au progrès économique et social des Schaerbeekois.

La Commune de Schaerbeek adhère à la déclaration universelle des droits de l'Homme, respecte les lois du Peuple belge et est également signataire de la charte de la démocratie locale. Pour son développement, le Programme de Prévention Urbaine mise sur une participation active des citoyens et cela, notamment grâce aux espaces de proximité. Un espace de proximité est un espace où sont développés des projets qui visent à répondre aux besoins d'un public prioritairement schaerbeekois et aux problématiques rencontrées sur

le territoire communal. Les activités ainsi mises en place par les occupants-partenaires contribuent au mieux vivre ensemble d'un quartier, à l'amélioration de la qualité de la vie quotidienne de ses habitants et à la revalorisation d'un territoire. Les associations, institutions et organismes qui occupent les espaces s'impliquent dans la vie du quartier, participent à son ouverture sur la commune et prennent part à la mutualisation des savoirs et à la réflexion quant à la manière de répondre aux besoins et problématiques du quartier. L'objectif de cette charte est d'établir les engagements que prendront les associations et institutions qui occupent ces espaces afin d'assurer une cohésion interne et de garantir le respect de certains principes et valeurs.

Les missions des espaces de proximité sont :

- Accueillir les initiatives citoyennes et associatives des quartiers ;
- Assurer le développement, au bénéfice des Schaerbeekois, d'activités diversifiées et pertinentes quant à leurs besoins ;
- Participer à l'amélioration de la qualité de la vie des habitants de la commune ;
- Contribuer à la revalorisation d'un territoire ;
- Favoriser la cohésion sociale dans les différents quartiers.

A travers cette charte, la Commune de Schaerbeek affirme sa philosophie générale, articulée autour de 7 valeurs

Diversité :

Les espaces de proximité garantissent un éventail d'activités larges et variées qui permet à chaque citoyen(ne) d'y participer. Les occupants partenaires prêtent une attention particulière à la diversité du public lors de la mise en œuvre d'activités, ils favorisent un mélange de publics ainsi que les mixités sociales, de genre, culturelles, générationnelles.

Liberté de pensée et d'expression :

Toute personne a le droit de penser ce qu'il souhaite et d'exprimer ses opinions sans en être inquiété. Il n'est pas admis dans les espaces de proximité d'incitation à la haine raciale, nationale ou religieuse ou d'appel à la violence physique contre les individus. Aucune personne ne cherche l'adhésion d'autrui à ses propres idées ou opinions qu'elles soient politiques, religieuses ou philosophiques. En ce sens, les espaces de proximité ne sont pas des lieux de prosélytisme.

Non discrimination :

Au sein des espaces de proximité, les associations partenaires et leurs agents encouragent le respect des différences qu'elles soient basées sur la nationalité, la prétendue race, la couleur de peau, l'ascendance, l'origine nationale ou ethnique, l'orientation sexuelle, l'état civil, la naissance, la fortune, l'âge, les convictions religieuses ou philosophiques, l'état de santé actuel et futur, le handicap, les convictions politiques, les caractéristiques physiques ou génétiques, l'origine sociale, la langue, les convictions syndicales, le sexe et les critères apparentés : la grossesse, l'accouchement, la maternité et le changement de sexe.

Egalité entre femmes et hommes :

Les activités développées dans les espaces de proximité visent à renforcer l'égalité entre femmes et hommes et l'autonomisation des femmes ou participent à réduction des discriminations et des inégalités fondées sur le sexe.

Participation :

Les espaces de proximité et les activités qui s'y déroulent sont accessibles à tout type de public. Les occupants partenaires impliquent leur public dans leurs projets et actions et favorisent leur présence, prise de parole, questionnement, réflexion. Ils les aident à prendre part de manière active aux projets mis en place.

Respect :

Au sein des espaces de proximité chacun fait preuve de considération et d'égard vis-à-vis d'autrui et s'abstient de toute forme de violence verbale et physique. Chacun s'adresse à autrui avec politesse et veille à sa communication verbale comme non verbale.

Collaboration :

Les différents intervenants des espaces de proximité conjuguent leurs énergies pour arriver ensemble aux résultats communs souhaités. Ils communiquent entre eux dans un esprit ouvert, ils s'écoulent, se soutiennent et se conseillent. Ils partagent leurs connaissances et leurs expériences dans un esprit d'équipe.

Je soussigné _____ qui dispose du pouvoir de représenter l'association,
l'institution, le service _____ m'engage à respecter cette charte des
valeurs.

Fait le _____ à _____ en deux exemplaires.

ANNEXE VIII – Règlement d'Ordre Intérieur et d'Occupation de la Maison des Femmes [Voir commentaires]

PRÉAMBULE

La Maison des Femmes est un service communal qui a vu le jour dans le cadre d'une politique communale forte en matière d'égalité des chances. Elle est située au 253 rue Josaphat, 1030 Schaerbeek

Comme décrit dans la « Philosophie de la Maison des Femmes », approuvée le 24 décembre 2009 par le Collège des Bourgmestre et Echevins, l'émancipation et la citoyenneté des Femmes sont l'objectif principal à long terme de la Maison des Femmes. Le service entreprend, à la lumière de cet objectif quatre sortes d'action (l'information, la formation, le bien-être et le conseil), à savoir organiser des rencontres et des événements, fournir de l'information, offrir différentes formations et dispenser des conseils

Pour atteindre les objectifs susmentionnés, la Maison des Femmes développe elle-même une programmation et met également son infrastructure à disposition de partenaires (voir aussi l'article 1 du ROI). Pour chaque utilisation de l'infrastructure de la Maison des Femmes, une convention avec l'organisation partenaire est signée.

Article 1^{er} : Objet social

La Maison des Femmes, située au 253, rue Josaphat est accessible à tout groupe formel ou informel issu prioritairement de Schaerbeek et organisant une activité en rapport et au bénéfice de toutes les femmes. Toute occupation de la Maison des Femmes ne peut avoir uniquement un but de lucre.

Le contenu des animations doit se faire en respect des règles démocratiques sans discrimination sur base des origines, de la langue, du sexe, de la religion, de l'âge et tout autre critère repris dans la loi anti-discrimination du 25 février 2003.

Article 2 : Autorité

Le demandeur accepte les conditions d'utilisation des locaux reprises dans le présent Règlement d'Ordre Intérieur et d'occupation ainsi que le règlement général d'occupation des locaux et terrains communaux. Il accepte aussi d'obtempérer aux injonctions formulées par les responsables des locaux (respect des consignes).

Par responsable, il faut entendre la Commune de Schaerbeek, représentée par le coordinateur de la Maison des Femmes.

Article 3 : Procédure de demande d'occupation des locaux

Toute demande d'occupation doit se faire dans les formes et délais prévu par le règlement communal d'occupation des locaux, toutefois les règles suivantes s'appliquent :

- Pour les opérateurs qui souhaitent une occupation à la Maison des Femmes, le demandeur dépose un formulaire de demande dûment complété auprès du coordinateur de la Maison des Femmes.
- Pour les occupants bénéficiant d'une occupation permanente ou récurrente dans la Maison des Femmes, le demandeur envoie un courriel au coordinateur de la Maison des Femmes.

Le demandeur s'engage, dès signature du formulaire de demande, à respecter le règlement général pour l'occupation de locaux et terrains communaux en vigueur et à régler la participation aux frais fixée à l'article 6 du règlement d'ordre intérieur et selon les modalités prévues à l'article 7 du règlement d'ordre intérieur pour les plages d'utilisation qui lui auront été octroyées.

Article 4 : Sous-location, cession

Sans préjudice du règlement général pour l'occupation de locaux et terrains communaux, seul le coordinateur de la Maison des Femmes est habilité à négocier des modifications, ponctuelles ou non, des attributions des locaux. La cession, la sous-location des salles par un utilisateur est formellement interdite et est susceptible de poursuites judiciaires

Article 5 : Description des locaux loués

Il s'agit de :

- La salle polyvalente de 85 m² - demi sous-sol.
- L'estaminet de 42 m²- rez-de-chaussée
- La salle de formation de 38 m² - 1^{er} étage.
- Le bureau 1 de 8 m² – 1^{er} étage
- Le bureau 2 de 10 m² - 1^{er} étage

Ces locaux peuvent être loués occasionnellement par des associations ou groupe de

personnes extérieures à la Maison des Femmes afin d'y organiser leurs activités.

La location pour des activités récurrentes reste exclusivement de la compétence de la Commune, sur base d'une proposition de la part du coordinateur.

Article 6 : Tarification

La participation aux frais pour l'usage d'un des espaces comprend les frais d'électricité, de gaz et d'eau.

Sauf décision motivée du Collège des Bourgmestre et Echevins, les tarifs de la redevance pour les occupations permanentes et récurrentes sont les suivants :

Local		2 heures	Demi-journée (maximum 4h)	Journée
1°)	Salle polyvalente	5,-€	9,-€	16,-€
2°)	Estaminet	4,-€	7,-€	13,-€
3°)	Salle de formation	4,-€	7,-€	13,-€
4°)	Bureau 1 (8m²)	3,-€	5,-€	8,-€
6°)	Bureau 2 (10m²)	3,-€	5,-€	8,-€
7°)	Occupation par les Services communaux, CPAS & Renovas	gratuité		

Sauf décision motivée du Collège des Bourgmestre et Echevins, les tarifs de la redevance pour les occupations occasionnelles ou ponctuelles sont les suivants :

Local		Journée	Demi-jour ou soirée
1°)	Salle polyvalente	40,-€	20,-€
2°)	Estaminet	30,-€	15,-€
3°)	Salle de formation	30,-€	15,-€
4°)	Bureau 1 (8m²)	20,-€	10,-€
6°)	Bureau 2 (10m²)	20,-€	10,-€
7°)	Services communaux, le CPAS, Renovas	Gratuité	Gratuité

Article 7 : Paiement

Les paiements pour l'occupation des salles se feront avant l'occupation sur le numéro de compte communiqué par la Maison de Femmes et dans les conditions fixées par le règlement général d'occupation des terrains et locaux communaux.

Le montant dû sera calculé par le coordinateur de la Maison des Femmes sur base du temps d'occupation effectivement attribué en fonction des disponibilités.

En cas d'annulation de l'occupation des locaux pour des raisons jugées impératives (maladie d'un encadrant, ...), l'utilisateur obtiendra un crédit d'occupation pour une occupation future dans les six mois mais il ne sera en aucun cas remboursable.

Article 8 : Assurances

Les utilisateurs encadrés par un employé communal seront couverts par une assurance « dommages corporels » communale dans les limites de la couverture proposée par l'assureur de la commune.

Tout utilisateur externe (asbl ; école ; ...) s'engage à prendre les assurances nécessaires pour couvrir sa responsabilité civile extracontractuelle et/ou contractuelle tant à l'égard d'un tiers qu'à l'égard de la commune. L'association sera tenue de fournir la preuve du paiement de la prime d'assurance avant le début de ses activités au sein de la Maison des Femmes.

Les utilisateurs externes étant responsables de leur propre sécurité, la Commune décline toute responsabilité en cas de dommage corporel et dégâts matériels à moins d'une faute manifeste dans son chef de nature extracontractuelle.

Article 9 : Matériel des utilisateurs et objets personnels

La Commune ne peut être tenue responsable pour des objets volés, disparus ou endommagés. En cas de vol, de disparition ou de détérioration d'objet ou de matériel, il y a obligation de signaler le fait au coordinateur.

Les objets trouvés seront immédiatement remis au coordinateur.

Article 10 : Matériel se trouvant dans les locaux

Les utilisateurs externes sont responsables du respect de l'infrastructure et du matériel

durant la plage d'occupation qui leur a été attribuée.

Tout dégât occasionné intentionnellement fera l'objet de poursuite de la part de la Commune afin d'obtenir un dédommagement.

Article 11 : Procédure d'état des lieux

Sans préjudice du règlement général d'occupation des locaux et terrain communaux, les animateurs et/ou l'occupant :

- vérifieront au début de chaque activité l'état des lieux de la salle. Si nécessaire, les remarques seront directement transcrites consignées dans le carnet de bord des locaux géré par le coordinateur ou à défaut communiquées au coordinateur.
- veilleront à la fin de l'activité à la remise en ordre, à la propreté des locaux et des toilettes. Il signalera le cas échéant les éventuels dommages.

Tout dégât doit être signalé directement par écrit à l'attention du coordinateur de la Maison des Femmes.

A défaut de respecter ces règles, l'utilisateur sera présumé d'une manière irréfragable responsable des dégradations mobilières ou immobilières constatées ultérieurement par le coordinateur.

Article 12 : Interdictions d'accès

Sans préjudice des interdictions prévu dans le règlement général d'occupation des locaux et terrain communaux, l'accès des locaux est interdit :

- à toute personne sous influence ou en possession de drogues
- à toute personne ne respectant pas les règles de la décence ou de l'hygiène
- à toute personne accompagnée d'un animal, sauf ceux accompagnant une personne handicapée

Article 13 : Les interdits

Sans préjudice des interdictions prévu dans le règlement général d'occupation des locaux et terrain communaux, il est défendu de manière non-exhaustive:

- de se trouver dans les locaux en dehors des heures d'utilisation ;
- d'entraver le passage des entrées et sorties de secours ;
- de laisser des objets encombrants dans l'entrée ou les escaliers ;
- d'occasionner des dégâts soit intentionnels, soit par emploi abusif au bâtiment, au matériel disponible, au mobilier sous peine de dédommagement ;
- d'utiliser des transistors et autres sources d'amplification sauf autorisation expresse du coordinateur ;
- de fumer dans les locaux ;
- d'apporter des boissons alcoolisées sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins ;
- de troubler l'ordre public et la tranquillité des lieux à l'intérieur des locaux comme dans son voisinage ;
- d'utiliser du matériel sans autorisation préalable ;
- de clouer, coller, peindre ou d'écrire sur les murs, portes, sols ou sur le matériel.
- d'apposer des autocollants doubles faces sur les panneaux du hall d'exposition.

Tout comportement interdit pourra être sanctionné dans le cadre du chapitre 9 du règlement général d'occupation des locaux et terrain communaux se rapportant aux sanctions administratives communales.

Article 14 : Transactions commerciales ou publicitaires

Il est interdit d'effectuer des transactions commerciales ou publicitaires dans les locaux ou en relation avec ceux-ci sans l'autorisation préalable du coordinateur de la Maison des Femmes.

Article 15 : Affichage

Le coordinateur de la Maison des Femmes se réserve le droit d'autoriser l'affichage.

Ces affiches préalablement remises aux responsables des locaux peuvent être apposées aux endroits prévus à cet effet.

Article 16 : Présence dans la salle

Toute personne présente dans les locaux sera considérée comme étant sous la responsabilité de la structure à qui la plage d'occupation des locaux a été attribuée.

Article 17 : Respect du temps d'occupation

Les utilisateurs s'engagent à respecter l'horaire de leur plage d'occupation et veilleront à libérer les locaux avec leur groupe au complet au plus tard à la fin de leur plage horaire prévue dans la convention.

L'utilisateur suivant n'entrera dans la salle avec son groupe qu'après le départ du précédent.

En cas de non-respect de l'horaire d'utilisation, l'utilisateur lésé avertira immédiatement le coordinateur (éventuellement via le carnet d'état des lieux), qui prendra les mesures qui s'imposent.

Article 18 : Actions ponctuelles d'intérêt général

La Commune et le coordinateur de la Maison des Femmes se réservent le droit de réserver prioritairement toute plage horaire en cas d'organisation d'une action d'intérêt général (participation à une action symbolique, une fête, lors de réunions d'information,...).

Les utilisateurs n'ayant pu disposer d'une plage horaire ainsi réservée seront avertis au moins deux semaines à l'avance et seront dédommagés en crédit d'occupation.

Toute action de ce type est organisée sous la responsabilité du coordinateur.

Article 19 : Refus d'accès

Sans préjudice des interdictions prévu dans le règlement général d'occupation des locaux et terrain communaux le coordinateur de la Maison des Femmes se réserve le droit de refuser l'accès à la salle pour des raisons évidentes de sécurité, d'hygiène ou en cas de force majeure non prévue dans le présent règlement, sans que l'utilisateur puisse exiger de dédommagements.

De même, toute personne refusant de se soumettre au présent règlement sera priée de quitter les lieux immédiatement.

Article 20 : Plaintes

Le coordinateur de la Maison des Femmes peut réceptionner les plaintes éventuelles qui seront à transmettre au Collège des Bourgmestre et Echevins. Le coordinateur peut soumettre au Collège des solutions concrètes.

ANNEXE IX – Tarification des locaux de l'Espace 208 Aerschot gérés par le Service Gestion immobilière

Local	Superficie	Location
1.1) Salle rdch côté rue	18m ²	30 EUR/m ² /an
1.2) Salle rdch côté cour	18m ²	30 EUR/m ² /an
1.3) Salle polyvalente arrière	70m ²	30 EUR/m ² /an
1.4) Terrasse (3 ^{ème})	80m ²	30 EUR/m ² /an

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 32 stem(men) tegen 6 en 4 onthouding(en).

Gezien van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien de beslissing van het 28 oktober 2015 en 28 september 2016;

Gezien de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 april 2025;

Overwegende de noodzaak om de algemene regelgeving voor het bewonen van

gemeenschappelijke ruimtes en terreinen te actualiseren, zowel wat betreft de

communicatiemethoden als wat betreft de feitelijke exploitatie van de sportdienst;

Overwegende het belang van het opnemen van de beschrijving en de gebruiksvoorwaarden

van de software voor het reserveren van gemeentelijke infrastructuur;

Overwegende de noodzaak om onze prijslijst voor het gebruik van sportinfrastructuur af te stemmen op die van de andere Brusselse gemeenten;

BESLUIT

De voorstellen voor nieuwe wijzigingen van het algemeen reglement voor de bezetting van gemeentelijke lokalen en terreinen met betrekking tot de sportdienst:

<u>Hoofdstuk 1^{ste}</u>	Algemene bepalingen
	Artikelen 1 ^{ste} tot 2
<u>Hoofdstuk 2</u>	Indiening van het verzoek
	Artikelen 3 tot 7
<u>Hoofdstuk 3</u>	Aansprakelijkheden en verplichtingen
	Artikelen 8 to 14
<u>Hoofdstuk 4</u>	Bezettingsmodaliteiten – Waarborg
	Artikelen 15 to 19

<u>Hoofdstuk 5</u>	Specifieke bepalingen voor het Gemeentehuis
	Artikelen 20 tot 21
<u>Hoofdstuk 6</u>	Tariefbepaling en terugbetaling van de kosten
	Artikelen 22 tot 26
<u>Hoofdstuk 7</u>	Huis van de Vrouwen, buurt ruimtes en lokalen beheerd door de Sportdienst
	Artikel 27
<u>Hoofdstuk 8</u>	Bezetting voor filmopnames of het draaien van reclamespots
	Artikelen 28 tot 31
<u>Hoofdstuk 9</u>	Gemeentelijke administratieve sancties (GAS)
	Artikelen 32 tot 36
<u>Hoofdstuk 10</u>	Slotbepalingen en varia
	Artikelen 37 tot 40
<u>Bijlage I</u>	Tarifiering voor de lokalen beheerd door de dienst Onthaal-Verzending
<u>Bijlage II</u>	Tarifiering voor de lokalen beheerd door de dienst Franse Cultuur
<u>Bijlage III</u>	tarifiering voor de lokalen beheerd door de Dienst Openbaar onderwijs (FR)
<u>Bijlage IV/A</u>	Tarifiering voor de lokalen beheerd door de Dienst Sport
<u>Bijlage IV/B</u>	Huishoudelijk reglement van de sportcentra en sportcomplexen
<u>Bijlage V</u>	Tarifiering voor de lokalen beheerd door de Dienst Bibliotheken (FR)
<u>Bijlage Vbis</u>	Tarifiering voor de lokalen beheerd door de Diensten Burgerlijke Stand & Bevolking
<u>Bijlage VI</u>	Tariefwijziging i.f.v. het type gebruikers voor de lokalen en terreinen vermeld in bijlagen I t.e.m. V.
<u>Bijlage VII/A</u>	Bezetting van gemeentelijke lokalen, terreinen en buurt ruimtes (SPP)
<u>Bijlage VII/B</u>	Handvest van Waarden van de Gemeente Schaarbeek van toepassing op de buurt ruimtes
<u>Bijlage VIII</u>	Huishoudelijk reglement en Gebruiksreglement van het Huis van de Vrouw
<u>Bijlage IX</u>	Tarifiering voor de lokalen van de Ruimte 208 Aarschot beheerd door de dienst Vastgoedbeheer

Hoofdstuk 1- Algemene bepalingen

Artikel 1

De aanvragen om te mogen beschikken over lokalen en terreinen worden ingediend bij het College van Burgemeester en Schepenen met aanduiding van de bevoegde dienst van het Gemeentebestuur van Schaarbeek, zoals aangegeven in de bijlagen van dit reglement. De bevoegde dienst moet er zich van vergewissen dat het lokaal of terrein voor de dag(en) van de gevraagde periode vrij is, rekening houdend met het feit dat elke gemeentelijke activiteit of activiteit die strookt met de oorspronkelijke bestemming van de zaal prioritair is. De aanvraag wordt voorafgaandelijk geïnviseerd door de dienstchef en/of het schoolhoofd van de betrokken school voor ontvangst.

Elke bezetting is precair en mag op elk ogenblik worden teruggenomen binnen de voorwaarden van het onderhavige reglement. De bezetting moet de Gemeente toelaten zijn taken van openbare dienst ten aanzien van de bevolking uit te voeren, in het bijzonder voor de diensten bevolking en burgerlijke stand.

Het College van Burgemeester en Schepenen kan deze administratieve procedures verduidelijken alsook alle ad hoc formulieren en aanplakbiljetten opmaken binnen de grenzen van onderhavig reglement.

Artikel 2

De aanvragen voor een terbeschikkingstelling kunnen uitgaan van publieke of private rechtspersonen of natuurlijke personen. Voorrang zal worden verleend aan personen van wie de zetel of woonplaats in Schaarbeek is gevestigd of van wie de essentie van hun activiteiten zich richt tot de inwoners van Schaarbeek of aan ondernemingen waarvan de officiële benaming, zoals opgenomen in de Kruispuntbank van Ondernemingen, de naam Schaarbeek of schaarbeekois.e. draagt.

Er wordt een onderscheid gemaakt tussen duurzame, terugkerende, occasionele en punctuele bezettingen:

- duurzame bezettingen komen regelmatig terug (minstens 1 keer per week of 35 keer per jaar).
- terugkerende bezettingen doen zich herhaaldelijk voor en minstens 10 keer per jaar;
- occasionele bezettingen doen zich niet herhaaldelijk voor en minder dan 10 keer per jaar ;
- punctuele bezettingen gebeuren één keer, eventueel verdeeld over maximum drie kalenderdagen die eenzelfde evenement vormen.

Hoofdstuk 2 – Indiening van het verzoek

Artikel 3

§.1^{ste} Op het moment van de indiening van het verzoek of wanneer het door het bestuur in aanmerking wordt genomen en vóór de door de dienst vastgestelde datum, moet iedere aanvraag vergezeld zijn van de documenten bepaald in §§. 2 en 3.

De Gemeente mag het vertonen eisen van elk document dat Zij noodzakelijk acht bij de indiening en tijdens de behandeling van de aanvraag in overeenstemming met de geldende wetgeving.

Behalve voor de gratis bezettingen en het Huis van de Vrouwen en toepassing van artikel 25 van het onderhavige reglement, zal het College van Burgemeester en Schepenen administratieve kosten mogen eisen in de volgende gevallen :

- in het kader van de voorbereiding (bezoek van de plaatsen, uurrooster, voorbereiding van overeenkomst, ...) van de aanvraag van bezetting voor filmopnames of reclamespots in toepassing van het hoofdstuk 8 van het onderhavige reglement;
- als de gemeentediensten een omvangrijker werk moesten verschaffen dan het noodzakelijke werk voor een gewone aanvraag, zoals i.h.b. bezoek van de plaatsen, dringendheid of veelvuldige wijziging van de uurroosters van bezetting door de aanvrager. Die bepaling wordt ook toegepast als de aanvraag wordt ingetrokken voor de bezetting.

Deze kosten zullen worden vastgelegd op 10% van het tarief van de toekomstige retributie vastgesteld in de bijlagen van onderhavig reglement, met een minimum van 100,-€ en een maximum van 250,-€; behalve een gemotiveerde beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen tot verhoging of verlaging.

§.2 Elke natuurlijke persoon of feitelijke vereniging die een verzoek indient om een gemeentelijk lokaal of terrein te mogen gebruiken, is gehouden aan de betrokken dienst mee te delen vóór de bezetting of het evenement:

1. de naam, voornaam, adres, telefoonnummer, e-mailadres, alsmede van iedere verantwoordelijke, voorzitter of bestuurder, vergezeld van een kopie van zijn (hun) identiteitskaart(en);
2. in geval van een feitelijke vereniging, de aard en het doel van de activiteit, alsmede haar statuten als ze bestaan;
3. De aard en de periode van de bezetting, in toepassing van artikel 2 van onderhavig reglement;
4. de vraag om materiaal (tafels, stoelen, verwarming, etc.) die zal worden toegestaan afhankelijk van de beschikbaarheden van de gemeentediensten;
5. de naam, voornaam, adres, telefoon- en faxnummer alsook het gsm-nummer van de persoon die aanwezig zal zijn tijdens de activiteit;

6. de naam en het adres van de verzekeringsmaatschappij die alle risico's zal dekken, onder meer brand, burgerlijke aansprakelijkheid, geneeskundige en farmaceutische kosten, verhaal van derden tegen de natuurlijke of rechtspersoon of tegen andere derden. De kopie van het contract en het bewijs van betaling van de premie voor de lopende periode zullen vóór de bezetting worden toegestuurd;
7. de naam en het gsm-nummer van de personen aangesteld voor de toegangscontrole, het toezicht op het lokaal en het gebruik en de behandeling van het materiaal
8. de nood aan het gebruik van parkeerplaatsen, die zal worden toegestaan afhankelijk van de beschikbaarheden van de gemeentediensten en met de toestemming van de vennootschap die door de Gemeente gemachtigd is om haar parkings te beheerden;

§.3 Elke rechtspersoon die een verzoek indient om een gemeentelijk lokaal of terrein te mogen gebruiken, is gehouden mee te delen aan de betrokken dienst voor de bezetting of het evenement.

1. de exacte benaming van de rechtspersoon, het adres van zijn zetel, zijn nummer bij de Kruispuntbank van ondernemingen en een kopie van zijn statuten, behalve als de rechtspersoon al gebruik heeft gemaakt van een gemeentelijke lokaal en/of terrein binnen de twee voorafgaande jaren. In dat geval moet iedere wijziging van een van de wezenlijke elementen van haar statuten worden vermeld;
2. de hoofdactiviteit, het maatschappelijke doel en het doel van de rechtspersoon.
3. de aard en het doel van de activiteit;
4. De aard en de periode van de bezetting, in toepassing van artikel 2 van onderhavig reglement
5. de aanvraag van materiaal (tafels, stoelen, verwarming, etc.) die zal worden verleend afhankelijk van de beschikbaarheden van de gemeentediensten;
6. de naam, voornaam, adres, telefoon- en faxnummer alsook het e-mailadres van de rechtspersoon en van haar verantwoordelijke;
7. de naam, de contactgegevens en het mobiel nummer van de persoon die aanwezig zal zijn tijdens de activiteit.
8. de naam en het adres van de verzekeringsmaatschappij die alles risico's zal dekken, onder meer brand, burgerlijke aansprakelijkheid, geneeskundige en farmaceutische kosten, verhaal van derden tegen de natuurlijke of rechtspersoon of tegen andere derden. De kopie van het contract en het bewijs van betaling van de premie voor de lopende periode moeten vóór de bezetting worden.
9. de namen en mobiele nummers van de personen aangesteld voor de toegangscontrole, voor het toezicht op het lokaal, en voor het gebruik en de behandeling van het materiaal.
10. de nood aan het gebruik van parkeerplaatsen, die zullen worden toegestaan afhankelijk van de beschikbaarheden van de gemeentediensten en met de toestemming van de vennootschap die door de Gemeente gemachtigd is om haar parkings te beheren;

Ieder document van een rechtspersoon moet worden aangeboden in de authentieke vorm vastgesteld in haar statuten of in de volgens de vorm van de geldende wetgeving. Bij gebreke hieraan moet haar Voorzitter, haar zaakvoerder, haar bestuurder voor het dagelijkse bestuur of haar administrateur-generaal de documenten ondertekenen.

Artikel 4

Vooraleer een aanvraag tot bezetting administratief in aanmerking wordt genomen, zal onderhavig reglement ter kennis van de aanvragende partij worden gesteld, behalve als het een rechts- of natuurlijke persoon betreft die gebruik heeft gemaakt van een gemeentelijke lokaal en/of terrein binnen de twee voorafgaande jaren. In dat geval moet elke wijziging van een van de wezenlijke elementen van het reglement aan de gebruiker worden vermeld. Na het in aanmerking nemen van de aanvraag zal de aanvragende partij zijn akkoord met onderhavig reglement bevestigen door:

- ofwel een uittreksel ervan te ondertekenen, voorafgegaan door de vermelding «gelezen en goedgekeurd »
- ofwel er vermelding van te maken in de overeenkomst ondertekend met de Gemeente.

Artikel 4bis – Gebruik van de reserveringssoftware voor gemeentelijke infrastructuur – Enkel voor lokale ruimtes en sporthallen

1. Een verzoek tot ingebruikneming van een perceel of gemeentegrond kan worden ingediend via de reserveringsbeheerssoftware die door het gemeentebestuur ter

beschikking wordt gesteld. Dit platform zal toegankelijk zijn via de website van de Administratie: www.1030.be.

2. Bij het coderen van de aanvraag dient de aanvrager alle verplichte velden in te vullen (contactgegevens, soort beroep, gewenste data en tijden, etc.) om een correcte verwerking van het dossier mogelijk te maken.
3. Het gebruik van deze software impliceert de elektronische aanvaarding van dit algemeen reglement en, in voorkomend geval, van de interne reglementen die specifiek zijn voor bepaalde infrastructuren (zoals vermeld in artikel 27). Een exemplaar van het algemeen reglement voor de beroepen en het handvest van waarden worden via de online-interface ter beschikking gesteld.
4. Het gemeentebestuur behoudt zich het recht voor om aanvullende informatie op te vragen indien de via de software verstrekte elementen onvolledig of onnauwkeurig blijken te zijn.
5. De bezetting wordt pas bevestigd nadat de drie onderstaande stappen zijn voltooid: - Ontvangstbewijs van betaling (indien van toepassing), - Definitieve goedkeuring van het verzoek door het gemeentebestuur, - Het langs elektronische weg verzenden van een ontvangstbevestiging of een expliciete bevestiging. Deze bevestiging dient u te overleggen aan de ter plaatse aanwezige terreinbeheerder.
6. Eventuele annuleringen, wijzigingen in het schema of wijzigingen van de manager dienen onverwijld te worden gemeld via de software-interface of op een andere door de Administratie overeengekomen wijze. Het college van burgemeester en wethouders behoudt zich het recht voor om kosten in rekening te brengen voor te laat ingediende wijzigingen, overeenkomstig de artikelen 3 en 24 van dit reglement.
7. Het college van burgemeester en wethouders kan in geval van nood of overmacht de toegang tot de software opschorten of een aanvraag annuleren, zonder dat dit besluit recht geeft op schadevergoeding, tenzij anders bepaald in artikel 25 van dit reglement.
8. Aanvragen die via andere kanalen (post, e-mail, balie, enz.) worden ingediend, blijven geldig onder de voorwaarden en binnen de termijnen zoals vastgelegd in Hoofdstuk 2 van dit reglement. Mensen zonder digitale toegang kunnen, na overlegging van een bewijs, door gemeentelijke diensten worden geholpen bij het coderen van hun aanvraag.

Artikel 5

Uitsluitend het College van Burgemeester en Schepenen is bevoegd om de bezetting van gemeentelijke lokalen en terreinen toe te staan; een bezetting mag echter bij dringendheid door de Gemeentesecretaris of de Adjunct Gemeentesecretaris worden verleend, op voorwaarde dat deze toestemming bevestigd wordt op de volgende zitting van het College van Burgemeester en Schepenen.

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen met betrekking tot de aangevraagde bezetting zal schriftelijk meegedeeld worden aan de aanvragende partij. Elke bezetting moet het voorwerp uitmaken van een overeenkomst die naar onderhavig reglement verwijst en die de verplichtingen van elke partij verduidelijkt, met uitzondering voor de occasionele of punctuele bezettingen.

De betalende occasionele of punctuele bezettingen mogen worden bevestigd door een schrijven dat de voorwaarden van de bezetting beschrijft en die vergezeld wordt van een factuur opgesteld in overeenstemming met het algemeen reglement op de gemeentelijke boekhouding die verwijst naar de mededeling voorzien in artikel 4 van onderhavig reglement. Als ze gratis worden toegekend mogen ze bevestigd worden door een schrijven die naar artikel 4 van onderhavig reglement verwijst.

Artikel 6

De aanvragen voor de bezetting van lokalen en terreinen worden ingediend minstens :

- voor de duurzame en terugkerende bezettingen : twee maanden voor de aanvang van de bezetting;
- voor de occasionele bezettingen : minstens een maand voor de aanvang van de bezetting;
- voor punctuele bezettingen : minstens 15 werkdagen voor de aanvang van de bezetting;
- voor duurzame en terugkerende bezettingen van sportcentra en sportcomplexen :
- voor de 31^{ste} mei die de periode van 1 september tot 31 december voorafgaat;
- voor de 2^{de} november die de periode van 1 januari tot 30 april voorafgaat.

Het College kan evenwel van deze termijn afwijken indien het dit nodig of gerechtvaardigd

acht.

Artikel 7

§.1^{ste} Behalve afwijkingen toegestaan door het College van Burgemeester en Schepenen wordt de bezetting van schoollokalen slechts toegestaan tijdens de periode van 1 september tot 30 juni en buiten de schoolvakanties. Elke bezetting moet ten laatste om 22u aflopen, behalve bijzondere toelating toegestaan door het College van Burgemeester en Schepenen

§.2 Behalve afwijkingen toegestaan door het College van Burgemeester en Schepenen wordt de bezetting van sportterreinen en sportcomplexen toegestaan:

1. tijdens het sportseizoen, onder de vorm van een duurzame of terugkerende bezetting, voor de bezettingen die van 1 september tot 31 mei lopen;
2. buiten het sportseizoen, onder de vorm van occasionele of punctuele bezettingen, voor bezettingen buiten de periode van 1 september tot 31 mei . Zij worden voorgesteld aan het College in één keer ° ;
3. buiten deze gevallen wordt de in onderhavig reglement vastgestelde procedure toegepast.

Echter, de regels betreffende de aanvragen voor punctuele bezettingen worden toegepast op de bezettingen die uitgestelde wedstrijden, bekerwedstrijden of uitgestelde bekerwedstrijden betreft beslist door de sportfederatie van de club, op voorwaarde dat het evenement in het kader van het pas beëindigde seizoen gebeurt en in functie van de beschikbaarheid van de sportieve infrastructuur. In dat geval mag de dienst de ermee betrekking hebbende analyse in een keer per maand voorstellen die alle bezettingen hergroepeert.

Die bezettingen moeten gebeuren voor de 30^{ste} juni van het lopende seizoen. De bezettingen voor uitgestelde matches zullen worden gefactureerd als volgt:

- Voor uitgestelde wedstrijden door de Federatie in geval van overmacht (bijv. onbespeelbaar terrein voor slecht weer), zal een bezettingskrediet worden toegekend;
- Voor de andere bezettingen, zullen ze worden gefactureerd aan het tarief vastgesteld in bijlage IV/A van het onderhavige reglement.

Buiten deze gevallen, wordt de gewone procedure vastgesteld in het onderhavige reglement toegepast.

Hoofdstuk 3 – Aansprakelijkheden en verplichtingen.

Artikel 8

§.1^{ste} De gebruiker wordt vermoed bezit van de plaatsen, de goede staat van het materiaal en, het meubilair te nemen. De personen die toelating kregen om een lokaal of terrein te bezetten, dienen zich hierbij te gedragen als een goede huisvader en zich te beperken tot het gebruik waarvoor de toelating verkregen werd.

Voor en na elke bezetting, zal de bezetter het boordboek invullen om een beschrijving van de gehuurde plaats te vermelden. Bij in gebreke blijven, zal de bezetter worden verondersteld verantwoordelijk voor de schade te zijn tot het bewijs van het tegendeel.

Omwille van het type gehuurde plaats of bezetting, kan er een plaatsbeschrijving voor en na de ingebruikname van de installaties opgemaakt worden in aanwezigheid van de conciërge van het gebouw of het gemeentecomplex, de pleinbewaker of elke andere persoon hiervoor aangesteld door de Gemeente die de afwezigheid van schade aan de gemeentelijke eigendommen zal nagaan, alsook de staat van netheid.

Op elke moment van de bezetting, mag de conciërge van het gebouw of het gemeentecomplex, de pleinbewaker of elke andere door de Gemeente aangestelde persoon de staat van de bezette plaats controleren.

§.2 De bezetter moet onmiddellijk op het ogenblik van de vaststelling van de feiten op de meest aangewezen manier elk geval van materiële schade of vandalisme melden aan de conciërge van het gebouw of het gemeentecomplex, de pleinbewaker of elke andere door de Gemeente aangestelde persoon; hij bevestigt op korte termijn schriftelijk de toestand aan de betreffende gemeentelijke dienst.

Bij in gebreke blijven, zal de bezetter worden verondersteld verantwoordelijk voor deze schade te zijn, behalve een tegenbericht van het College van Burgemeester en Schepenen en onverminderd elke andere clausule begrepen in de overeenkomst bepaald in artikel 5 van het onderhavige reglement.

Artikel 9

§.1^{ste} Zonder speciale toelating van het gemeentebestuur en op eigen risico mag de bezetter geen meubilair, materiaal of installaties aanwezig bij de ingebruikname van de plaatsen verplaatsen, noch verwijderen.

De bezetter is ertoe gehouden de gebruikte ruimtes in een onberispelijke staat van netheid

achter te laten na afloop van de bezettingsperiode. Voor de terreinen en lokalen beheerd door de Sportdienst, moet hij zich richten naar het huishoudelijke reglement. Voor de lokalen van het Gemeentehuis zal de schoonmaak door de gemeentelijke diensten worden uitgevoerd tegen het forfait bepaald in de bijlagen van het onderhavige reglement, zijnde het uurtarief voor dienstverlening door het personeel vastgesteld door het College van Burgemeester en Schepenen.

Onverminderd artikel 8, moet de bezetter beschadigingen aan de ruimtes, het materiaal en het meubilair, met inbegrip van vandalisme, vastgesteld vóór de eigenlijke terbeschikkingstelling, schriftelijk meedelen aan de gemeente. In de hypothese dat een gemeentelijke ambtenaar aanwezig zou zijn, dient de gebruiker deze er onmiddellijk op te wijzen teneinde een tegensprekelijke plaatsbeschrijving op te stellen.

Behalve een andere beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen en bij ontbreken van deze aangifte, wordt de bezetter verondersteld verantwoordelijk te zijn voor elke beschadiging aan de gebouwen, het materiaal en het meubilair ten gevolge van de bezetting van het lokaal of terrein en is hij ertoe gehouden de veroorzaakte schade op zijn kosten te laten herstellen, binnen de kortst mogelijke termijn. Om de gebruiker van deze verplichting te ontslaan, dient zij het voorwerp uit te maken van een erkenning door de gemeente onder de vorm van een oplevering van het herstelde of vervangen goed. Bij niet naleving van deze bepaling eigent het gemeentebestuur zich het recht toe over te gaan tot de herstellingen op kosten van de bezetter.

§.2 De bezetter moet de plaatsen bezetten als een goede huisvader en de geldende wetten inzake veiligheid en brandpreventie naleven. Hij is verplicht na te gaan dat alle nooduitgangen vrij zijn en blijven gedurende de ganse activiteit.

De Gemeente mag aan de bezetter vragen een aangepaste verzekering te onderschrijven tot dekking van het brandrisico en de risico's eigen aan de bezetting, alsook zijn burgerlijke aansprakelijkheid.

Het College van Burgemeester en Schepenen kan eisen dat de organisator de nodige schikkingen treft om te verhinderen dat personen of individuen met slechte bedoelingen het gemeentegoed betreden tijdens zijn bezetting van de ruimtes die ter beschikking gesteld worden. Het College kan eisen dat er een beroep gedaan wordt op een erkende bewakingsfirma op kosten van de bezetter.

Artikel 10

Elke toelating toegekend aan een rechts- of natuurlijke persoon of een feitelijke vereniging valt onder zijn of haar eigen aansprakelijkheid. De gemeente draagt generlei aansprakelijkheid uit hoofde van deze bezetting. De organisatoren zullen deze afwijzing van aansprakelijkheid ter kennis brengen van alle personen die zich in het lokaal of op het terrein bevinden en dit via elk gepast middel.

De maximumcapaciteit van het(de) toegekende lokaal(lalen) mag niet worden overschreden door de bezetter.

Het is de bezetters verboden hun maatschappelijke zetel te vestigen in de gemeentelijk lokalen.

De bezetting mag niet in onderhuur gegeven worden of aan een derde overdragen worden zonder de uitdrukkelijke toelating van het College van Burgemeester en Schepenen

De bezetting wordt toegekend onder het voorbehoud dat de beslissing van de gemeenteraad of de overeenkomst getekend tussen de Gemeente en de bezetter niet geannuleerd wordt door de toezichthoudende overheid. In dat geval, zal de bezetter in geen geval een beroep indienen tegen de gemeente, noch enige vergoeding eisen.

Artikel 11

De organisatoren dienen alle materiaal noodzakelijk voor de geplande activiteit te voorzien (vb. : tafels, stoelen, versiering, enz.). Dit materiaal moet conform zijn aan de van kracht zijnde wetgeving en reglementering.

Het college van burgemeester en schepenen kan echter schriftelijk toestemming verlenen voor het ter beschikking stellen van apparatuur aan de bewoner, overeenkomstig de specifieke geldende regelgeving. Het gebruik van deze apparatuur kan of zal in rekening worden gebracht tegen kostprijs of op basis van een vaste prijs zoals vastgelegd in de bijzondere regeling of in de bijlagen bij deze regeling. Bij wijze van uitzondering kan of zal de gratis toekenning aan sportclubs slechts één keer per jaar plaatsvinden.

Materiaal kan slechts door het gemeentebestuur ter beschikking gesteld worden volgens het dienstbelang en in overeenstemming met het van kracht zijnde specifieke reglement alleen als het wordt bevestigd door een toelatingsbrief van het gemeentebestuur. Het College van

Burgemeester en Schepenen mag het gebruik van dit materiaal factureren aan kostprijs of op basis van een forfait vastgesteld in een specifiek reglement of in de bijlagen van het onderhavige reglement.

Artikel 12

Enkel het openen en het sluiten der deuren, het aansteken van de verlichting en het toezicht op de verwarming wordt door het gemeentepersoneel verzekerd, meer bepaald door de conciërge van het gebouw dat het lokaal herbergt, door de pleinwachter voor de sportterreinen of door elke andere persoon hiervoor aangesteld door de Gemeente. De overhandiging van de kopie van de sleutel of de badge mag alleen gebeuren met de toelating van het College van Burgemeester en Schepenen volgens de behoeften en de noden van de dienst.

Artikel 13

Elke bezetting waarbij de hoofdingang of de parking van één van de hierna genoemde gebouwen open dient te blijven, vereist de aanwezigheid van een bode voor het Gemeentehuis of van de conciërge voor de gebouwen SAC, Vifquin en TCR of elke andere daartoe door de Gemeente aangestelde. Deze verzoeken moeten worden gedaan in de aanvraag.

Voor de bezetting van sporthallen zal de Sportdienst zorgen voor: een sleutelovereenkomst of badge voor gebruikers die van het College toestemming hebben gekregen om de lokalen te betreden en die een sleutel in bruikleen nodig hebben om toegang te krijgen tot de gebouwen zonder toezicht.

Artikel 14

De bezetters dienen de van kracht zijnde wetgeving en reglementering met betrekking tot het type georganiseerde activiteit na te leven, of het nu stedenbouw, leefmilieu, hun aansprakelijkheid, burenhinder, belastingenregels (zoals BTW), sociale wetten, auteursrecht (zoals SABAM) of de specifieke reglementering over de activiteit betreft. Zij zullen, indien nodig, de belastingen en heffingen verbonden aan deze reglementering moeten vereffenen.

Hoofdstuk 4 – Bezettingsmodaliteiten – Waarborg

Artikel 15

§.1^{ste} Voor elke bezetting, in functie van de ruimte, het type en de looptijd van de bezetting, kan een waarborg worden opgelegd door het College van Burgemeester en Schepenen om elke niet uitvoering van de verplichtingen van de bezetting, met inbegrip van elke schade aan de gehuurde plaatsen, te garanderen. Zij neemt de vorm aan die door het College wordt beslist, zoals:

1. Een geldbedrag neergelegd in handen van de Gemeenteontvanger van een maximumbedrag van 750€ en waarvan de hoogte wordt vastgesteld in functie van het voorzienbare risico van de bezetting, alsmede het tarief van de retributie en de duur van de bezetting;
2. een kredietkaartnummer gegeven in waarborg met een voorafgaandelijke toelating van betaling ondertekend door de kaarthouder op het ogenblik dat de Gemeente over de nodige terminals zal beschikken;
3. de borgtocht van een persoon die de uitvoering van de verplichtingen en/of de aansprakelijkheid in overstemming met de bezetting waarborgt. Als het een rechtspersoon betreft, mag de borgtocht worden beperkt aan de voorwaarden van alinea 2 van het onderhavige artikel;
4. In geval van een overhandiging van de kopie van de sleutel of de badge overeenkomstig het artikel 10 van het onderhavige reglement, een geldbedrag neergelegd als waarborg in handen van de Gemeenteontvanger in functie van tarieven vastgesteld in de bijlagen van het onderhavige reglement.
5. Elke waarborg dat het College noodzakelijk zou vinden in functie van het voorzienbare risico van de bezetting, alsmede het tarief van de retributie en de duur van de bezetting;

De Voorzitter, de zaakvoerder, de afgevaardigd bestuurder voor het dagelijkse bestuur of de administrateur-generaal van een rechtspersoon is hoofdelijk aansprakelijk op zijn eigen vermogen van elke niet uitvoering ervan tijdens de bezettingen die plaatsgrepen tijdens de duur van zijn mandaat, behalve een andere beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen of de aanduiding door de rechtspersoon van een vervanger aanvaard door het College.

Voor spontane reserveringen die via de reserveringssoftware van de gemeentelijke infrastructuur worden geboekt, wordt er geen garantie van de aanvrager gevraagd. Deze

laatste verbindt zich ertoe om langs elektronische weg de aanvaarding van het huishoudelijk reglement te ondertekenen en de kosten van de veroorzaakte schade te vergoeden.

§.2 In overeenstemming met de artikelen van het onderhavige reglement, na vaststelling van de afwezigheid van niet uitvoering van de verplichtingen van de bezetter, zal de waarborg worden vrijgemaakt en de eventuele als waarborg gedeponeerde geldbedragen zullen aan de aanvrager worden teruggegeven.

In geval van vaststelling van niet uitvoering van de verplichtingen van de bezetter, zal de waarborg worden geactiveerd door een beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen; in dringende gevallen, zal ze worden geactiveerd door de Gemeentesecretaris of de Adjunct Gemeentesecretaris die vervolgens door een analyse aan het College van Burgemeester en Schepenen zal worden geregulariseerd.

In geval van een als waarborg gedeponeerd geldbedrag en na aftrek van het verschuldigd bedrag voor de vergoeding van de schade, zal het saldo worden teruggegeven aan de aanvrager; in het andere geval zal een factuur worden opgesteld om te innen.

Artikel 16

Onverminderd de bepalingen van het onderhavige reglement, legt het College van Burgemeester en Schepenen het uurrooster van de bezetting van de gemeentelijke lokalen en terreinen vast, alsmede ieder wijziging van het uurrooster.

Het is verboden het uurrooster zoals bepaald door het gemeentebestuur te schenden.

Artikel 17

Het is eveneens verboden de elektrische installatie te wijzigen, vuur te stoken (naakte vlam) of te koken zonder voorafgaande schriftelijke toelating van het College van Burgemeester en Schepenen. In dit laatste geval, moet de bezetter de brandpreventie waarborgen, alsmede een geschikte verzekering tot dekking van zijn aansprakelijkheid en elke schade zelfs van derden.

Artikel 18

Op het einde van de activiteit, binnen het uurrooster van de bezetting worden het meubilair en de verplaatsbare voorwerpen nauwgezet terug op hun oorspronkelijke plaats gezet, zonder dat enige wijziging aan het lokaal en de infrastructuur wordt aangebracht.

Onverminderd artikelen 10 en 11 van het onderhavige reglement, moet de bezetter zijn installatie en de opruiming van het materiaal tijdens zijn bezettingsrooster doen.

Omwille van de omstandigheden, kan het College van Burgemeester en Schepenen uitzonderlijk een bezetting buiten haar uurrooster door een gemotiveerd beslissing toekennen om hem toe te laten zijn installatie en de opruiming van het materiaal te doen. In geval van een betalende bezetting, zal de retributie vastgesteld worden overeenkomstig het hoofdstuk 6 van het onderhavige reglement. Het College kan de retributie verminderen rekening houdend met de totale duur van de bezetting door de bezetter.

Voor alle bezettingen van sportterreinen en sportcomplexen, moet het ter beschikking gestelde materiaal worden teruggezet tijdens het toegekende uurrooster. Als de sportdienst, zoals een pleinbewaarder, het materiaal zelf heeft moeten terugzetten, zal een retributie van maximum 50,-€ aan de bezetter worden aangerekend voor het niet teruggezette materiaal, zoals met name doelen, tafels, stoelen, hoekschoppalen en vuilnisbakken.

Artikel 19

§.1^{ste} De bezetter moet de schriftelijke, mondeling of aangeplakte verzoeken van de conciërges van het gebouw of het gemeentecomplex, de pleinbewaker of elke andere door de Gemeente aangestelde persoon naleven voor de toepassing van het onderhavige reglement, in het kader van zijn bezetting of de overeenkomst ondertekend tussen de bezetter en de Gemeente, alsmede de regels van de bezetting van de lokalen, in overeenkomstig met het algemeen politiereglement.

§.2 De toegang van de lokalen is verboden:

1. voor iedereen onder invloed van of in het bezit van drugs;
2. voor iedereen die de welvoegelijkheid- of hygiëneregels niet naleeft;
3. voor iedereen die vergezeld is van een dier, behalve als het een begeleidingsdier voor gehandicapte personen betreft.
4. te koken of materiaal met naakte vlam te gebruiken zonder voorafgaande schriftelijke toelating van het College van Burgemeester en Schepenen;
5. Voor elke bezetting, dienen volgende voorschriften nageleefd te worden :
 - de toegang tot het school- en sportlokaal is enkel toegestaan aan de deelnemers van de voorziene activiteiten; een leraar of verantwoordelijke monitor is te allen tijde aanwezig;
 - elke openbare activiteit met toeschouwers kan slechts georganiseerd worden mits

- voorafgaandelijke toelating van het College van Burgemeester en Schepenen;
- het is verboden om te roken, te eten en te drinken, behalve in de daarvoor voorziene plaatsen;
- alle vuilniszakken moeten in de daarvoor voorziene containers worden opgeslagen en gesorteerd, in geen geval mogen ze in gangen, lokalen, kantines of bars worden opgeslagen

Deze bepalingen betreffen op een niet uitvoerige wijze de volgende verboden:

1. zich buiten de gebruiksruimten in de lokalen te bevinden;
2. de doorgang aan de in- en uitgangen en nooduitgangen te hinderen of materiaal tegen brand onbereikbaar te maken;
3. grote voorwerpen aan de ingangen of op de trappen te laten staan;
4. schade aan te richten, opzettelijk of door verkeerd gebruik van het gebouw, het beschikbare materiaal en het meubilair, op straffe van schadevergoeding;
5. alcoholische dranken mee te brengen, behalve toelating van het College van Burgemeester en Schepenen;
6. de openbare orde en de rust binnen en in de omgeving van de lokalen te verstoren;
7. materiaal te gebruiken zonder voorafgaande toestemming;
8. te spijkeren, te kleven, te schilderen of te schrijven op muren, deuren, vloeren of op het materiaal;

Bovendien, voor alle bezettingen in de school- en sportlokalen dienen volgende voorschriften nageleefd te worden :

1. wanneer de installaties het toelaten, moeten de deelnemers zich vooraf naar de kleedkamers begeven;
2. het is verboden gewone schoenen te dragen binnen de sportlokalen en a fortiori ermee op de toestellen en apparaten te gaan; de deelnemers aan de oefeningen trekken vooraf geschikte turn- of sportkledij aan, evenals aangepast schoeisel;
3. het is verboden, gedurende de trainingen en spelen, gebruik te maken van vuile ballen;
4. de drank die verkocht wordt in de cafetaria en meegenomen wordt naar buiten, dient geserveerd te worden in bekertjes van plastic of karton;

§.3 Het niet in acht nemen van deze verplichtingen kan de onmiddellijke intrekking van de bezettingstoelating met zich meebrengen door een gewone beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen of, in dringend geval, door de Gemeentesecretaris of in diens afwezigheid, de Adjunct Gemeentesecretaris, te regulariseren door een analyse aan het College van Burgemeester en Schepenen.

Hoofdstuk 5- Specifieke bepalingen voor het Gemeentehuis

Artikel 20

Het Gemeentehuis is een geklasseerd gebouw en de volgende voorschriften zijn in acht te nemen:

- Verbod tot aanplakken (vb. affiches) op muren en deuren. Specifieke bewegwijzering voor de activiteit dient aangevraagd te worden bij de indiening van de aanvraag.
- Verbod op het schenken van drank in de trouwzaal, met uitzondering van een glas water voor de spreker. Een afwijking kan evenwel toegestaan worden door het College op voorwaarde dat de parketvloer degelijk beschermd wordt (vb. door het afdekken met unalitepanelen);
- De eikenhouten tafels dienen beschermd te worden met een aangepast tafellaken om permanente vlekken in het hout te vermijden.
- Uitsluitend de zijuitgangen mogen gebruikt worden als doorgang voor voertuigen (vb. fietsen, moto's, bestelwagens), behalve speciale toestemming van het College van Burgemeester en Schepenen
- In geen geval, mag de bezetter de gemeentediensten storen evenals de burgers aanwezig in het Gemeentehuis.

Artikel 21

De hoofdingang van het gemeentehuis moet absoluut gesloten blijven op donderdagavond tussen 19u en 19u30. Deze maatregel beoogt op eenduidige en serene wijze het einde van de openingsuren van de loketten van de dienst Bevolking kenbaar te maken. Gedurende dit halfuur kunnen de deelnemers aan de activiteit het Gemeentehuis binnengaan via de personeelsingang.

Om veiligheidsredenen dienen de metalen zijdeuren van de Hal der Schepenen op slot gedaan te worden tijdens activiteiten 's avonds of in het weekend.

Hoofdstuk 6 - Tariefbepaling en terugbetaling van de kosten

Artikel 22

De invordering van de retributies voor de bezetting van lokalen en terreinen zal gebeuren in overeenstemming met de regels van de nieuwe gemeentelijke boekhouding.

Diegene die toelating verkreeg om gemeentelijke lokalen of terreinen te bezetten, is gehouden tot de betaling van de retributies overeenkomstig het onderhavige reglement en zijn bijlagen.

Behalve een beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen en onverminderd artikel 18, is elk begonnen uur verschuldigd.

Artikel 23

§.1^{ste} De tarieven voor de bezetting van de lokalen en terreinen worden vastgesteld in overeenstemming met de bijlagen die integraal deel uitmaken van dit reglement. Behalve voor het bezetten van sporthallen, deze retributies beslaan noch de eventuele kosten die door de gemeente werden gemaakt (vb. schoonmaakkosten), noch de loonkosten voor het gemeentepersoneel dat geroepen is tussen te komen buiten de normale of gebruikelijke prestaties, noch de gebruikskosten van het gemeentelijke materiaal.

Belangrijke opmerking: de nieuwe tarieven voor sportdiensten houden rekening met alle kosten die gemaakt worden om de sportdienst in stand te houden (personeelskosten, aankoop van materiaal en energieverbruik).

Bij gebrek van verduidelijking in de overeenkomst ondertekend tussen de Gemeente en de bezetter, kan het College van Burgemeester en Schepenen de vereiste aanwezigheid van een personeelslid factureren die de bewaking of de opening van de deuren verzekert, op basis van ofwel een forfaitair bedrag vastgelegd in de bijlagen van het onderhavige reglement, ofwel het uurtarief voor dienstverlening van het personeel vastgesteld door het College van Burgemeester en Schepenen

Deze retributies worden op basis van de volgende formule op de 1^{ste} juni van elk jaar geïndexeerd in functie van de schommeling van de consumptieprijzen:

basisbedrag x nieuwe index

basisindex

De basisindex is die van de maand december van het huidige jaar. De nieuwe index is die van de maand mei van het lopende jaar. De eerste indexering zal op de 1^{ste} juni van het huidige jaar gebeuren.

§.2 Op uitdrukkelijke vraag kan het College van Burgemeester en Schepenen een vermindering van de tarieven toekennen tot zelfs de kosteloosheid om fondsen te verzamelen ten voordele van de gemeente Schaarbeek of de Schaarbeekse gemeenschap met vermelding op de aankondiging: "met de steun van de Gemeente Schaarbeek".

Zelfs met terugwerkende kracht en ook in de al dan niet voorziene gevallen in bijlage VI van het onderhavige reglement, kan het College van Burgemeester en Schepenen door een gemotiveerde beslissing op dat punt binnen een termijn van maximum drie maanden na de bezetting :

- het tarief verminderen voor de bezettingen met een educatief of sociaal doel met betrekking tot de Schaarbeekse gemeenschap;
- het tarief verhogen in het geval de aanvraag voor deelname in de kosten, in de ruime betekenis, door de bezetter (deelname aan de kosten, kosten van de lessen of de consumpties, ...) of de gegenereerde inkomsten van de bezetting duidelijk onevenredig en niet gerechtvaardigd zijn in vergelijking met de retributie gevraagd door het College en de organisatiekosten.

De bezetting voor filmopnames of het draaien van reclamespots wordt onderzocht als een activiteit met commercieel of winstgevend karakter op basis van de criteria vastgesteld in de bijlage VI van het onderhavige reglement, behalve in geval van verduidelijking in de overeenkomst voorzien in artikel 29 of een beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen.

Onverminderd de regelgeving betreffende de overheidsopdrachten, kan ook een gratis bezetting worden toegekend aan een punctuele culturele bezetting betreffende de Schaarbeekse gemeenschap zoals een conferentie, een boekvoorstelling, een kunsttentoonstelling, een artistieke opvoering of een klein concert. Hetzelfde geldt voor elke sportorganisatie die tot doel heeft de beoefening van een sportdiscipline te stimuleren (toernooien, hardlopen, wandelen, steun aan liefdadigheidsactiviteiten, etc.).

Artikel 24

§.1^{ste} Elke retributie moet vooraf worden betaald en er is geen terugbetaling.

Alle betalingen dienen te gebeuren op het rekeningnummer van de Gemeente en met de communicatie verduidelijkt in de brief die de bezetting bevestigt. Wanneer de Gemeente over de vereiste terminals zal beschikken, mag de betaling worden gedaan met een kredietkaart in de handen van de Gemeenteontvanger. De bezetter mag een voorakkoord toekennen om deze betaling uit te voeren. Bij reserveringen via de online computersoftware vindt de betaling online plaats, wanneer de reserveringsaanvraag wordt ingediend. Behalve afwijking toegestaan door het College van Burgemeester en Schepenen of in geval van dringendheid, door een beslissing van de Gemeenteontvanger die moet bekrachtigd worden door het College van Burgemeester en Schepenen die volgt of door de overeenkomst tussen de Gemeente en de bezetter, moet de betaling worden uitgevoerd in de volgende termijn:

- voor duurzame bezettingen: door driemaandelijke vervroegde betaling en voorafgaand aan de bezetting;
- voor terugkerende bezettingen : vijftien dagen voor de bezetting en voorafgaand aan de bezetting;
- voor occasionele en punctuele bezettingen : binnen de acht werkdagen na de zending van de brief die de bezetting van de lokalen toelaat en minstens voorafgaand aan de bezetting. Ze moet betaald worden in één keer, behalve afwijking door het College van Burgemeester en Schepenen.

§.2 De betaling voor duurzame of terugkerende bezettingen door sportclubs die sportcomplexen voor een sportseizoen bezetten, zal gebeuren :

- voor vaste indiensttredingen: jaarlijks of per kwartaal vooruitlopend en voorafgaand aan de indiensttreding;
- voor terugkerende bezettingen: 30 dagen voor de bezetting en voorafgaand aan de bezetting;
- voor incidentele en eenmalige bezettingen: binnen 30 werkdagen na verzending van de brief die de bezetting van het lokaal autoriseert en ten minste vóór de bezetting. Dit moet in één keer gebeuren, tenzij het college van burgemeester en wethouders een uitzondering verleent. Voor de reserveringen die online via de software worden gemaakt, wordt de betaling vooraf en rechtstreeks uitgevoerd, omdat dit een conditio sine qua non is voor de bevestiging van de reservering.

De betalingen van elke andere bezetting zullen uitgevoerd worden overeenkomstig de eerste paragraaf van het onderhavige artikel.

Behalve afwijking toegestaan door het College van Burgemeester en Schepenen, zal de verlichting van de terreinen van de stadions op hetzelfde moment als de bezetting worden betaald volgens het tarief vastgesteld in bijlage IV/A.

Artikel 25

Onverminderd artikelen 24 en 37 van het onderhavige reglement, mag het College door een beslissing in geval van overmacht gebruikskrediet toekennen voor een periode van maximaal zes maanden.

Echter, het College van Burgemeester en Schepenen kan in geval van overmacht een terugbetaling van het saldo van de retributie toekennen die wordt verminderd met een annuleringsvergoeding van 20% van het verschuldigde bedrag van de retributie in geval van opzegging minder dan vijftien dagen voor de activiteit voor de duurzame of terugkerende bezettingen en minder dan een week voor occasionele en punctuele bezettingen.

Artikel 26

De toegang tot de lokalen zal slechts verleend worden na voorlegging van de toelatingsbrief van het gemeentebestuur aan de conciërge van het gebouw of het gemeentecomplex, de pleinbewaker of elke andere door de Gemeente hiervoor aangestelde persoon.

Deze persoon mag de toegang tot de plaatsen verbieden bij gebrek aan voorlegging van de vereiste documenten of van de bevestiging door de betrokken dienst in geval van betalingsachterstand. In dit geval, mag hij de toegang tot de lokalen verlenen op aanwijzing van de betrokken dienst als de bezetter een betalingsbewijs van de achterstand voorlegt. In geval van niet naleving, kan het College van Burgemeester en Schepenen alle lopende bezettingen stopzetten van rechtswege en zonder schadeloosstelling en kan hij de toekomstige bezettingen verbieden voor een bepaalde duur van elk lokaal door een natuurlijk persoon, een rechtspersoon of een feitelijke vereniging evenals, voor deze beide laatsten, diegenen die door een bepaalde natuurlijke persoon worden beheerd.

Hoofdstuk 7 – Huis van de Vrouwen, buurtuimtes en lokalen beheerd door de Sportdienst

Artikel 27

§.1^{ste} Het huishoudelijk en occasioneel gebruiksreglement van het Huis van de Vrouwen gelegen Josafatstraat 253 (bijlage VIII) is uitsluitend van toepassing op deze site.

Dit reglement zal worden aangeplakt in de lokalen van de Huis van de Vrouwen en overgemaakt aan elke bezetter.

Elke bezetting van het Huis van de Vrouwen mag niet alleen een winstgevend oogmerk hebben en moet zich in haar doelstelling inschrijven, zoals verduidelijkt in haar huishoudelijk reglement.

§.2 Elke bezetter van de buurt ruimtes zal de bijlage VII/A (Stedelijk Preventieprogramma) naleven.

Elke bezetter zal een kopie van het Waardenhandvest van de Gemeente Schaerbeek van toepassing op de buurt ruimtes (bijlage VII/B) ontvangen. De bezetter zal die voorafgegaan door de vermelding « gelezen en goedgekeurd » ondertekenen.

Elke bezetting zal de doelstellingen van dit Waardenhandvest naleven.

In geval van een negatieve evaluatie voorzien in artikel 3 van de bijlage VII/A, kan de bezetter geen vernieuwing van zijn bezetting krijgen of geen nieuwe aanvraag van bezetting indienen

§.3 Elke bezetter van een sportfaciliteit zal het huishoudelijk reglement van de sportcentra en sportcomplexen (bijlage IV/B) naleven.

Hij verbindt er zich ook toe om de geldende wetgeving betreffende de organisatie of de veiligheid van zijn bezetting na te leven, evenals de vastgestelde regels van zijn sportfederatie.

De bezetter moet de schriftelijke, mondelinge of aangeplakte verzoeken van de sportdienst of de pleinbewakers naleven.

Hoofdstuk 8 – Bezetting voor filmopnames of het draaien van reclamespots

Artikel 28

§.1^{ste} Ieder film-, reclamespot- of gelijkaardige opname in een gemeentelijk gebouw kan niet gebeuren zonder de toestemming van het College van Burgemeester en Schepenen. Zij vinden plaats in het kader van het onderhavige reglement en aan de retributietarieven vastgesteld in het onderhavige reglement en elk ander reglement dat de bezetting van andere gemeentelijke gebouwen of groene ruimtes vastlegt.

Iedere aanvraag moet worden vergezeld van een voorstelling van de film waaronder i.h.b. het filmgenre, een korte beschrijving ervan en, voor reclamespots, de vermelding van het gepromote product. Zij moet ook de financieringsmethode van de film verduidelijken, alsook het productiehuis die de film ondersteunt en de naam van de cineast en de hoofdacteurs, indien gekend.

De aanvraag moet alle plaatsen van opname verduidelijken. Vanuit een zorg van uitvoerbaarheid, zal een bezoek worden georganiseerd met de regie en de cineast van de film of hun vertegenwoordiger en de betrokken dienst voor iedere aanvaarding van opname.

De Gemeente mag alle documenten of aanvullende inlichtingen vragen die zij noodzakelijk acht voor haar volledige informatie.

Het College van Burgemeester en Schepenen kan een lijst van gebouwen opmaken waarin er geen opnames mogen gebeuren, tenzij onder waarborg en specifiek vastgelegde voorwaarden.

§.2 Voor elk bezetting, moet de aftiteling van de film aangeven : “Met vriendelijke medewerking van de Gemeente Schaerbeek” eventueel gevolgd door : “en het personeel van het gemeentebestuur”, tenzij het College van Burgemeester en Schepenen en contractuele bepalingen anders beslissen.

In geval van deelname van de Gemeente in de financiering van de film, moet de filmaftiteling aangeven : “Met de steun van de Gemeente Schaerbeek” eventueel gevolgd door “en de bijstand van het personeel van het gemeentebestuur”, tenzij het College van Burgemeester en Schepenen en contractuele bepalingen anders beslissen.

Artikel 29

Elke bezetting zal worden voorafgegaan door een overeenkomst die de verplichtingen van elke partij verduidelijkt.

Een waarborg zal worden gevormd overeenkomstig het artikel 15 van het onderhavige reglement. Tenzij het College van Burgemeester en Schepenen anders beslist, zal elk geldbedrag gedeponneerd bij de Gemeenteontvanger minimaal 1.000,-€ voor alle gemeentelijke gebouwen of complexen en 1.500,-€ voor de bezetting van het Gemeentehuis bedragen.

Artikel 30

§.1^{ste} Tijdens de ganse duur van de opname, zullen één of meerdere gemeentelijke

ambtenaren worden aangewezen om te waken over de toepassing van de gemeentelijke reglementen en de ondertekende overkomst. Hij/zij zal(zullen) elke nalatigheid aangeven. Hij/Zij zal(zullen) ook de bevoorrechte persoon zijn betreffende elke aanvullende aanvraag of de oplossing van alle conflicten

Bij gebrek aan verduidelijking in de overeenkomst ondertekend tussen de Gemeente en de bezetter of andersluidende beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen, zal de aanwezigheid van elk personeelslid gefactureerd worden op basis van hetzij het forfaitair bedrag bepaald in de bijlagen van het onderhavige reglement, hetzij het uurtarief voor dienstverlening door het personeel vastgesteld door het College van Burgemeester en Schepenen

De opname mag het werk van de gemeentelijke ambtenaren in geen geval op ongepaste en verkeerde wijze storen. Zij moet de Gemeente toelaten haar taken van openbare dienst ten aanzien van de bevolking uit te voeren, meer bepaald door de diensten bevolking en burgerlijke stand. De bezetting moet gebeuren in de toegekende uurrooster en lokalen. Als de opname gebeurt in het Gemeentehuis of elk geklasseerd gemeentelijke gebouw, zullen de opnameploegen de reglementering betreffende de stedenbouw, de bescherming van de monumenten en de landschappen naleven, alsook het artikel 20 van het onderhavige reglement.

§.2 De opnameploegen en de productiehuizen zijn gehouden de van kracht zijnde wetgeving en reglementering betreffende het type georganiseerde activiteit na te leven, i.h.b. met betrekking tot de stedenbouw, het leefmilieu, de verantwoordelijkheid, de burenhinder, de belastingenregels (zoals de BTW), de sociale wetten, het auteursrecht (zoals de SABAM) of de specifieke reglementering betreffende zijn activiteit. Zij zullen, indien nodig, de belastingen en heffingen verbonden aan deze reglementering moeten vereffenen

De opnameploegen en de productiehuizen moeten een aangepaste verzekering onderschrijven tot dekking van het brandrisico, alsook de risico's eigen aan de bezetting en zijn burger- en strafrechtelijke aansprakelijkheid.

Zij zullen de veiligheidsregels en de regels vastgesteld door de geldende wetgeving of reglementering betreffende de opnames, de beroepspraktijk of de stunts als een goede huisvader naleven.

Artikel 31

Voor filmopnames of het draaien van reclamespots in het gemeentehuis belast het gemeentebestuur zich niet met de aanvragen om parkeerplaatsen voor de voertuigen van de productie. Het productiehuis dient zelf bij de bevoegde diensten de nodige stappen te ondernemen om te kunnen genieten van de gewenste parkeerplaatsen.

Bovendien dient het productiehuis de buurtbewoners schriftelijk te informeren over de data van de draaidagen en te verduidelijken welke de eventuele implicaties op het vlak van mobiliteit en parkeergelegenheid in de directe omgeving van de draailocaties zullen zijn zodat de buurtbewoners niet in het ongewisse blijven.

Het komt aan het productiehuis en de opnameploeg toe om alle noodzakelijke veiligheidsmaatregelen te nemen betreffende de veiligheid van de opnames en de toestroom van mensen.

Hoofdstuk 9 – Gemeentelijke administratieve sancties (GAS)

Artikel 32

De gemeentelijke administratieve sancties worden toegepast op rechtspersonen of (minderjarige of meerderjarige) natuurlijke personen die het onderhavige reglement of de gegeven instructies niet respecteren.

De inbreuken op de bepalingen van het onderhavige reglement zullen kunnen bestraft worden met een administratieve boete van maximum 350,-€ voor de meerderjarigen en 175,-€ voor de minderjarigen.

Het College van Burgemeester en Schepenen zal de administratieve schorsing of de administratieve intrekking van een bezettingstoelating kunnen uitspreken als de bezetter haar voorwaarden niet respecteert.

In toepassing van het onderhavige artikel, mag het College de toekomstige bezetting verbieden voor een bepaalde duur van maximaal twaalf maanden van elk lokaal of terrein door een natuurlijk persoon, een rechtspersoon of een feitelijke vereniging, alsook, voor deze laatsten, diegenen die door een specifieke natuurlijke persoon worden beheerd.

Artikel 33

De bedragen van de administratieve boetes opgelegd door het onderhavige reglement vormen maxima; de boetes zullen proportioneel worden opgelegd in functie van de ernst van

de feiten

Echter, in geval van recidive voor eenzelfde inbreuk binnen de 24 maanden voorafgaand aan de nieuwe vaststelling van de inbreuk, zal de boete kunnen worden vermeerderd zonder dat het bedrag van 350,-€ voor de meerderjarigen en 175,-€ voor de minderjarigen overschrijdt. In geval van recidive voor eenzelfde inbreuk binnen de 24 maanden voorafgaand aan de nieuwe vaststelling van de inbreuk, kunnen de administratieve sancties van schorsing of intrekking van bezetting worden vermeerderd zonder dat de nieuwe sanctie 24 maanden overschrijdt.

Artikel 34

De inbreuken op de bepalingen van de artikelen 16, 17, 18, 19, 20, 21, 26, 27, 37 en 38 zijn vatbaar voor een gemeentelijke administratieve sanctie.

Artikel 35

§.1^{ste} De administratieve boete wordt opgelegd door de sanctionerende ambtenaar van de gemeente.

De andere administratieve sancties worden opgelegd door het College van Burgemeester en Schepenen. Zij kunnen slechts worden opgelegd nadat de overtreder een voorafgaande verwittiging heeft gekregen, verstuurd ten laatste een maand voor het nemen van de beslissing tot sanctie.

Iedere inbreuk op in artikel 34 van onderhavig reglement vermelde artikelen, kan het onderwerp uitmaken van een vaststelling door gemeenteambtenaren die beantwoorden aan de voorwaarden opgelegd door de Koning en aangeduid door de gemeenteraad.

In geval van vaststellingen van inbreuken die kunnen leiden tot een administratieve sanctie, waarvan ze rechtstreeks getuige zijn en binnen het strikte kader van de hun toegekende bevoegdheden, kunnen de gemeenteambtenaren, de voorlegging vragen van een identiteitsbewijs om de juiste identiteit van de overtreder te bepalen. Zij geven het identiteitsbewijs nadien onmiddellijk terug aan de betrokkene. De vaststelling van de inbreuk wordt binnen de kortste termijn en ten laatste twee maanden na de vaststelling van de feiten overgemaakt aan de sanctionerende ambtenaar.

§.2 Wanneer de sanctionerende ambtenaar beslist dat de administratieve procedure opgestart dient te worden, deelt hij het volgende, per aangetekende brief, mee aan de overtreder :

- de feiten en hun kwalificatie;
- dat de overtreder de mogelijkheid heeft om bij aangetekende brief zijn verweermiddelen uiteen te zetten;
- binnen een termijn van vijftien dagen na de datum van kennisgeving, en dat hij, bij die gelegenheid, het recht heeft om aan de sanctionerende ambtenaar te vragen zijn verweer mondeling uiteen te zetten;
- dat de overtreder het recht heeft om zich te laten bijstaan of vertegenwoordigen door een raadsman;
- dat de overtreder het recht heeft om zijn dossier te raadplegen;
- een kopie van het proces-verbaal of de vaststelling.

De sanctionerende ambtenaar bepaalt de dag waarop de overtreder wordt uitgenodigd om zijn mondeling verweer uiteen te zetten.

Indien de sanctionerende ambtenaar van oordeel is dat een administratieve geldboete moet worden opgelegd die niet hoger is dan 70€, heeft de overtreder niet het recht om te vragen zijn verweer mondeling uiteen te zetten.

De beslissing van de sanctionerende ambtenaar wordt binnen een termijn van zes maanden genomen en ter kennis gebracht van de betrokkenen. Deze termijn van zes maanden neemt aanvang vanaf de dag van de vaststelling van de feiten.

§.3 Na het verstrijken van de in artikel 129, punt 2, bedoelde termijn of vóór het verstrijken van deze termijn, wanneer de overtreder te kennen geeft de feiten niet te betwisten of, desgevallend, na mondeling of schriftelijk verweer door de overtreder of zijn raadsman, kan de sanctionerende ambtenaar de administratieve geldboete opleggen.

De sanctionerende ambtenaar brengt zijn beslissing ter kennis van de overtreder per aangetekende brief en wordt, in de kennisgeving, tevens de informatie opgenomen bedoeld in artikelen 9, § 1, 10 en 12 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van de persoonsgegevens.

De sanctionerende ambtenaar zendt een kopie van het proces-verbaal of van de vaststelling evenals een kopie van zijn beslissing over aan elke partij die hierbij een rechtmatig belang heeft en die hem

voorafgaand een schriftelijk en met redenen omkleed verzoek heeft overgezonden. De beslissing tot het opleggen van een administratieve geldboete heeft uitvoerbare kracht na het verstrijken van één maand vanaf de dag van de kennisgeving, behoudens wanneer hoger beroep wordt aangetekend zoals beschreven in volgend artikel.

§.4 De gemeente of de overtreder, in geval van een administratieve geldboete, kan een beroep instellen bij geschreven verzoekschrift bij de politierechtbank, volgens de burgerlijke procedure, binnen een maand na kennisgeving van de beslissing.

Artikel 36

De minderjarige die de volle leeftijd van 16 jaar heeft bereikt op het ogenblik van de feiten, kan het voorwerp uitmaken van een administratieve geldboete van max. 175 €, zelfs wanneer deze persoon op het ogenblik van de beoordeling van de feiten meerderjarig is geworden. De ouders, voogd of personen die de minderjarige onder hun hoede hebben, zijn burgerlijk aansprakelijk voor de betaling van de administratieve geldboete. In dit geval, wordt een kopie van elke correspondentie aan de minderjarige toegestuurd naar de ouders, voogd of iedere persoon die de minderjarige onder zijn hoede heeft.

Wanneer de sanctionerende ambtenaar beslist om de administratieve procedure in gang te zetten, brengt deze de Stafhouder van de orde van advocaten hiervan op de hoogte, deze duidt uiterlijk binnen de 2 werkdagen een advocaat aan, zodat ervoor gezorgd wordt dat de betrokkene bijgestaan kan worden. Een kopie van deze kennisgeving aan de Stafhouder wordt bij het dossier gevoegd.

Een aanbod tot lokale bemiddeling is verplicht en de ouders, voogd of personen die de minderjarige onder hun hoede hebben, kunnen op hun verzoek de minderjarige begeleiden tijdens de bemiddeling. Indien de sanctionerende ambtenaar het welslagen van de bemiddeling vaststelt, kan hij geen administratieve geldboete meer opleggen.

In geval van weigering van het aanbod of van falen van de bemiddeling, kan de sanctionerende ambtenaar ofwel een gemeenschapsdienst opleggen (van een duurtijd van maximum 15u) ofwel een administratieve geldboete.

Een procedure van ouderlijke betrokkenheid kan worden voorzien voorafgaand aan het aanbod tot bemiddeling, tot gemeenschapsdienst of, desgevallend, de oplegging van een administratieve geldboete.

In het kader van deze procedure, informeert de sanctionerende ambtenaar per aangetekende brief de ouders, voogd, of personen die de hoede hebben over de minderjarige, over de vastgestelde feiten en verzoekt hen om, onmiddellijk na het ontvangen van het proces-verbaal of de vaststelling, om hun mondelinge of schriftelijke opmerkingen mee te delen over deze feiten en de eventueel te nemen opvoedkundige maatregelen. Hij kan hiertoe een ontmoeting vragen met de ouders, de voogd of de personen die de minderjarige onder hun hoede hebben en de minderjarige.

Na de opmerkingen te hebben ingewonnen en/of de minderjarige overtreder te hebben ontmoet, evenals zijn ouders, de voogd of de personen die de minderjarige onder hun hoede hebben en indien hij tevreden is over de educatieve maatregelen die door deze laatsten werden voorgesteld, kan de sanctionerende ambtenaar hetzij de zaak in dit stadium van de procedure afsluiten, hetzij de administratieve procedure afsluiten.

Hoofdstuk 10 – Slotbepalingen en varia

Artikel 37

Indien iemand een duurzame of terugkerende bezetting gereserveerd heeft en het lokaal of terrein dat ter beschikking gesteld werd gedurende twee maanden niet bezet, en dit zonder schriftelijke gemotiveerde betekening gerechtvaardigd bevonden door het College van Burgemeester en Schepenen, wordt deze geacht aan de bezetting te verzaken en wordt de toelating van rechtswege ingetrokken, tenzij anders is overeengekomen tussen de Gemeente en de bezetter. Dit wordt schriftelijk ter kennis gebracht.

De retributie voor deze bezetting blijft echter verschuldigd voor de volledige duur, behalve andersluidende beslissing van het College.

Elke ernstige tekortkoming, zoals een achterstallige betaling van twee retributies voorzien in artikel 24 of een door de bezetter begane kennelijk grove overtreding van zijn verplichtingen, veroorzaakt het eind van de bezetting onder dezelfde voorwaarden.

Artikel 38

Onverminderd het herstel van de schade die eruit zou kunnen voortvloeien, leidt elke overtreding van één van de bepalingen van dit reglement tot de schorsing van rechtswege van de bezettingstoelating en tot het verbod tot betreding van de lokalen en terreinen in afwachting van een definitieve beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 39

Het College van Burgemeester en Schepenen is als enige bevoegd voor het regelen van de bijzondere gevallen en de betwistingen.

Artikel 40

Onderhavig reglement heft ieder vorig reglement betreffende het beheer van gemeentelokalen met zijn bijlagen op

Het onderhavige reglement is van toepassing op de toekomstige of lopende bezettingen in overeenstemming met de toegestane modaliteiten voor de bezetting, alsook op de ondergetekende overeenkomsten die het onderhavige reglement niet mogen overtreden. De Gemeente zal elke overeenkomst, met of zonder aanhangsel, laten wijzigen om die met het onderhavige reglement en zijn bijlagen te laten overeenstemmen, overeenkomstig de nieuwe Gemeentewet.

De Gemeenteraad laat het College van Burgemeester en Schepenen toe om tot 30 september 2016 alleen die overeenkomsten aan het onderhavige reglement te laten aanpassen.

Bijlage I - Tarifiering voor de lokalen beheerd door de dienst Onthaal-Verzending

	Retributie voor 1 dag		Retributie voor een halve dag (maximum 4 uren)	
Gemeentehuis	aan 100 %	300% max [Bijlage VI-8°]	aan 100%	300% max [Bijlage VI-8°]
1. Collegezaal	290 €	870 €	230 €	690 €
1. Raadzaal	620 €	1.860 €	500 €	1.500 €
1. Hal der Burgemeesters	1.300 €	3.900 €	150€ het 1ste uur, daarna 250 €/u	450€ het 1ste uur, daarna 750€/h
1. Hal des Schepenen	700 €	2.100 €	500 €	1.500 €
1. Trouwzaal	1.010 €	3.030 €	250€/u met een maximum van 800 €	750€/u met een maximum van 2.400€
1. Zaal 2.29	250 €	750 €	200 €	600 €
Sociaal en Administratief Centrum	aan 100 %	aan 300%	aan 100%	aan 300%
2.1) Auditorium (70 plaatsen)	590 €	1.770 €	470 €	1.410 €
2.2) Lokaal 4 (12 plaatsen)	160 €	480 €	130 €	390 €
2.3) Lokaal 56 (22 plaatsen)	270 €	810 €	220 €	660 €
2.4) Vifquin lokaal 0.05 (12 plaatsen)	160 €	480 €	130 €	390 €
2.5) Vifquin lokaal 0.14 (12 plaatsen)	160 €	480 €	130 €	390 €

BIJLAGE II - Tarifiering voor de lokalen beheerd door de dienst Franse Cultuur

	Retributie voor 1 dag		Retributie voor een halve dag (maximum 4 uur)	
Gemeentehuis	aan 100%	300% max [Bijlage VI-8°]	aan 100%	300% max [Bijlage VI-8°]

1)	Museumzaal	700 €	2.100 €	500 €	1.500 €

BIJLAGE III - tarifiering voor de lokalen beheerd door de Dienst Openbaar onderwijs (FR)

Lokaal		Tarief per uur (minimum 2u)
1°)	Gedekte speelplaats Refter en keuken Conferentiezaal Auditorium Toneelzaal	55 €
2°)	Sportzaal	25 €
3°)	Klaslokaal	20 €

BIJLAGE IV/A - Tarifiering voor de lokalen beheerd door de Dienst sport

	Sportseizoen 2025-2026							
	SCHAARBEEKS							
	VOOR 19u							
	Vaste bezetting				Eenmalige bezetting			
	Middelgrote zaal	Grote zaal	Rena	Stadion	Middelgrote zaal	Grote zaal	Rena	Stadion
Onder 18 jaar en gehandicapsport	7,63 €	8,63 €	9,63 €	10,63 €	11,63 €	12,63 €	13,63 €	14,63 €
Ouder dan 18 jaar	30,52 €	34,52 €	38,52 €	42,52 €	46,52 €	50,52 €	54,52 €	58,52 €
	SCHAERBEEKS							
	NA 19u + WEEKEND							
	Vaste bezetting				Eenmalige bezetting			
	Middelgrote zaal	Grote zaal	Rena	Stadion	Middelgrote zaal	Grote zaal	Rena	Stadion
Onder 18 jaar en gehandicapsport	9,63 €	10,63 €	11,63 €	12,63 €	13,63 €	14,63 €	15,63 €	16,63 €
Ouder dan 18 jaar	38,52 €	42,52 €	46,52 €	50,52 €	54,52 €	58,52 €	62,52 €	66,52 €
	NIET-SCHAERBEEKS							
	VOOR 19u							
	Vaste bezetting				Eenmalige bezetting			
	Middelgrote zaal	Grote zaal	Rena	Stadion	Middelgrote zaal	Grote zaal	Rena	Stadion
Onder 18 jaar en gehandicapsport	15,26 €	17,26 €	19,26 €	21,26 €	23,26 €	25,26 €	27,26 €	29,26 €
Ouder dan 18 jaar	61,04 €	69,04 €	77,04 €	85,04 €	93,04 €	100,00 €	100,00 €	100,00 €
	NIET-SCHAERBEEKS							
	NA 19u + WEEKEND							
	Vaste bezetting				Eenmalige bezetting			

	Middelgrote zaal	Grote zaal	Rena	Stadion	Middelgrote zaal	Grote zaal	Rena	Stadion
Onder 18 jaar en gehandicapsport	19,26 €	21,26 €	23,26 €	25,26 €	27,26 €	29,26 €	31,26 €	33,26 €
Ouder dan 18 jaar	77,04 €	85,04 €	93,04 €	100,00 €	100,00 €	100,00 €	100,00 €	100,00 €

Volgens de sportdienst kan een vzw enkel en alleen van het Schaarbeekse tarief genieten als haar maatschappelijke zetel in Schaarbeek gevestigd is en/of als haar officiële naam de naam "Schaarbeek" bevat.

BIJLAGE IV/B - Huishoudelijk reglement van de sportcentra en sportcomplexen

AANHEF

Artikel 1

Dit reglement is van toepassing in de lokalen en aanhorigheden van de sportcentra en sportcomplexen (hierna: de Centra).

Onderhavig reglement schaft ieder vorig huishoudelijk reglement van de sportcentra en sportcomplexen af. Het is bestemd voor alle personen die de Centra frequenteren, weze het als gebruiker om welke reden ook, of als gewone bezoeker.

Dit reglement zal worden aangeplakt aan de ingang en iedereen wordt geacht ervan kennis te hebben genomen.

In dit reglement wordt verstaan onder:

- Gebruiker(s): ieder persoon die afhangt van de groepering die de infrastructuur heeft gereserveerd.
- Bezoekers: ieder persoon aanwezig in de infrastructuur die niet tot de gebruikende groepering behoort en die de facto als gast van deze groepering wordt beschouwd.
- (Sport)infrastructuur: geheel van speelvelden, kleedkamers en aanhorigheden (gangen, sanitair, parking enz.) van de Centra.

AANVRAAG VOOR GEBRUIK

Artikel 2

Overeenkomstig het algemeen reglement voor de bezetting van gemeentelijke lokalen en terreinen is het gebruik van de zalen en terreinen ondergeschikt aan de uitdrukkelijke toestemming van het College van Burgemeester en Schepenen en de strikte naleving van de door het College opstelde planning voor gebruik.

Iedere bezetting is onbestendig en wordt verleend in het kader van het algemeen reglement voor de bezetting van gemeentelijke lokalen en terreinen.

Spontane verzoeken tot bewoning die via de reserveringssoftware van de gemeentelijke infrastructuur worden ingevoerd, worden niet geanalyseerd en voorgelegd aan het college van burgemeester en wethouders.

Artikel 3

De toestemming tot gebruik kan ook ondergeschikt worden aan de betaling van een bijdrage vastgesteld door het algemeen reglement voor de bezetting van gemeentelijke lokalen en terreinen en zijn bijlagen, en in het bijzonder in bijlage IV/A

Artikel 4

Elke aanvraag van bezetting van de Centra moet worden ingediend binnen de voorwaarden en termijnen vastgelegd door het algemeen reglement voor de bezetting van gemeentelijke lokalen en terreinen

Behalve wat betreft de lokalen die niet door de Gemeente beheerd zijn, moeten de aanvragen tot gebruik schriftelijk of per email sport-occupation@1030.be aan de Sportdienst worden gericht, Rodenbachlaan 29 te 1030 Brussel.

Elke bezetting is onbestendig en mag te allen tijde worden teruggenomen binnen de voorwaarden van het algemeen reglement voor de bezetting van gemeentelijke lokalen en terreinen. De bezetting moet de Gemeente het mogelijk maken zijn taken van openbare dienst uit te voeren.

De planning wordt op voorhand aan de ingang aangeplakt en het is mogelijk om reservaties bij de Sportdienst te maken voor de nog beschikbare uren.

GEBRUIKSVOORWAARDEN

Artikel 5

De sportzalen zijn toegankelijk van 9 tot 23 uur en de buitenterreinen van 9 tot 22 uur, dit overeenkomstig de verleende toestemmingen en de planning voor gebruik zoals bepaald

door het College van Burgemeester en Schepenen, dat zich het recht voorbehoudt om deze planning uit eigen initiatief te wijzigen als dat voor de werking of het beheer noodzakelijk is. De gebruiker kan de hem toegekende gebruiksduur niet op eigen initiatief wijzigen. Behalve toepassing van de artikelen 10 en 13, §1^{ste}, lid 4, 4°) van het algemeen reglement voor de bezetting van gemeentelijke lokalen en terreinen, is het bezit van de sleutels van de infrastructuur door de gebruikers formeel verboden en kan het tot de nietigverklaring van het gebruik van de speelvelden leiden.

Artikel 6

De gebruiker van de zalen of terreinen mag ze geen andere bestemming geven dan waarvoor toestemming werd verleend.

Artikel 7

Wie toestemming heeft gekregen om een speelveld te gebruiken, mag ze niet aan andere personen of groeperingen overdragen zonder het akkoord van het College.

Artikel 8

Elke wijziging in de planning van de activiteiten, ongeacht of ze permanent of eenmalig is (reservering, annulatie, verandering van dag of uur) moet ten minste vijftien werkdagen op voorhand bij het College worden aangevraagd, behalve uitzondering voorzien in het algemeen reglement voor de bezetting van gemeentelijke lokalen en terreinen

AANSPRAKELIJKHEID

Artikel 9

De gebruikers van de sportinfrastructuren moeten gedekt zijn voor hun burgerlijke, contractuele en buitencontractuele aansprakelijkheid door een verzekeringspolis, die onder andere vandalisme door personen onder hun verantwoordelijkheid dekt. De gebruiker zal bijgevolg instaan voor de door deze persoon veroorzaakte schade.

De gebruiker zal vóór het gebruik van de infrastructuur het bewijs leveren van het (de) aangegane contract(en). Bij gebreke hiervan zal hem de toegang tot de zaal worden geweigerd.

De gemeente wijst iedere aansprakelijkheid af bij lichamelijke of materiële schade die een gebruiker of bezoeker zou lijden.

Artikel 10

De gebruiker van de voorzieningen blijft persoonlijk aansprakelijk tegenover derden en om het even welke publieke of private instantie of administratie.

Hij is ertoe gehouden om in voorkomend geval taksen, belastingen, auteursrechten en andere eventuele bijdragen te betalen die uit zijn activiteiten voortvloeien, inclusief de sportbeoefening.

Artikel 11

De gebruikers zijn tijdens de gebruiksduur aansprakelijk voor alle veroorzaakte schade, zowel aan de lokalen zelf als aan de aanhorigheden, uitrusting en inboedel.

Elke veroorzaakte schade moet volledig worden vergoed door de groepering of de verantwoordelijke persoon (personen), onverminderd de administratieve sancties die eveneens kunnen worden opgelegd.

Artikel 12

Groeperingen die de infrastructuur gebruiken moeten een natuurlijke persoon aanstellen die tegenover de gemeente verantwoordelijk is voor de toepassing van dit reglement en de naleving van de richtlijnen en aanbevelingen die elke bevoegde persoon kan doen.

Artikel 13

De gemeente wijst elke aansprakelijkheid af bij diefstal, verlies of beschadiging van persoonlijke voorwerpen of materiaal dat toebehoort aan groeperingen of personen die in de infrastructuur komen.

Voor zover nodig herinnert de gemeente eraan dat zij geen toezicht uitoefent op de voorwerpen die in de sportvoorzieningen worden achtergelaten.

Artikel 14

Elke groepering is via de afgevaardigde die ze heeft aangesteld, ook verantwoordelijk voor het correcte gebruik van de kleedkamers en douches en voor de naleving van dit reglement door de "bezoekende" clubs.

TOEGANG

Artikel 15

Iedere bezetter of gebruiker moet een aangepast kleding aan zijn activiteiten dragen alsmede aangepaste schoenen die de (synthetisch of natuurlijk) stadionsvelden evenals de vloer van sporthallen niet beschadigen.

De overdekte speelvelden en de atletiekpiste mogen enkel worden betreden met sportschoenen met gladde zolen (zonder profiel, studs of spikes). Die schoenen moeten ook netjes zijn en zolen hebben die geen sporen kunnen nalaten op de vloer.

Elk gebruik van materiaal, zoals de lijm om de ballon van handbal in handen te handhaven, moet wasbaar zijn en geen sporen op de grond laten

Artikel 16

Enkel personen van wie de aanwezigheid onmisbaar is voor het goede verloop van de trainingen en wedstrijden hebben toegang tot de speelvelden.

De begeleiders, leden van de sportclubs of gewone toeschouwers, moeten in de tribunes, in de cafetaria of in een speciaal voor hen bestemde en door de gemeente bepaalde zone blijven.

Artikel 17

De gebruikers van de speelvelden mogen zich alleen omkleden in de daartoe bestemde lokalen. Een lijst van de te gebruiken kleedkamers wordt aangeplakt en de gebruikers worden geacht deze strikt na te leven.

Wanneer verschillende clubs samen eenzelfde kleedkamer gebruiken, moeten de leidinggevenden de kleren van hun leden bijhouden om het gebruik van de kleedkamer door andere sportbeoefenaars vlot te laten verlopen.

Artikel 18

De toestemming om de sportlokalen te gebruiken omvat ook de toestemming om, volgens de planning voor gebruik, gebruik te maken van de nodige delen van de kleedkamers en douches, en dit gedurende de tijd die strikt noodzakelijk is, namelijk een half uur vóór en een half uur na de activiteit.

Artikel 19

De gebruikers van de sportlokalen moeten erop letten de activiteiten van de andere gebruikende personen of groeperingen niet te verstoren; daarom gebruiken ze enkel het speelveld dat hen werd toegewezen, beginnen en eindigen ze hun eigen activiteiten op de vastgelegde tijdstippen, inclusief het opstellen en opbergen van het materiaal (er zal een plan beschikbaar zijn) en een eenvoudige schoonmaak van de kleedkamers. Voor deze schoonmaak zal aan de gebruiker schoonmaakmateriaal ter beschikking worden gesteld, zodat de volgende gebruikers de zaal in nette staat aantreffen.

Ze maken dan ook dat de kleedkamers en douches vrij zijn binnen de termijnen die in artikel 18 zijn vastgelegd.

Artikel 20

De personen, spelers of toeschouwers die door hun gedrag de goede orde of werking van de infrastructuur verstoren of de reglementaire voorschriften en gedane aanbevelingen niet naleven, kunnen worden weggezonden en de toegang tot de infrastructuur kan hun tijdelijk of definitief worden ontzegd.

De toegang tot de sportinfrastructuren is in elk geval verboden:

- voor iedereen onder invloed van of in het bezit van drugs;
- voor iedereen die de welvoegelijkheid- of hygiëneregels niet naleeft;
- voor iedereen die vergezeld is van een dier, behalve als het om een begeleidingsdier voor gehandicapte persoon gaat

Het is absoluut verboden om te roken in de lokalen (terrein, gangen, tribune, cafetaria enz.).

Het is strikt verboden, tenzij met uitdrukkelijke toestemming, om in de infrastructuur eten te bereiden en/of te dienen. In de overdekte infrastructuur is het in elk geval strikt verboden om te koken of materiaal met een naakte vlam te gebruiken, behalve afwijking van het College van Burgemeester en Schepenen.

VERPLICHTINGEN VAN DE GEBRUIKERS

Artikel 21

De gebruikers van de sportinfrastructuren moeten volgens de gegeven richtlijnen het benodigde materiaal installeren, demonteren en op de vastgelegde plaatsen opbergen. Deze operaties moeten gebeuren binnen de tijdszone die aan de club werd toegekend, zonder de einduur van de activiteit te overschrijden.

De verantwoordelijke afgevaardigde van de club moet het goede verloop hiervan in het oog houden en let er ook op dat het materiaal niet over de vloer wordt geduwd of getrokken om beschadiging van de vloerbekleding te vermijden. De uitgangen moeten absoluut vrij blijven.

Artikel 22

Om ongevallen en een abnormale beschadiging van het materiaal te vermijden, wordt elke gebruiker verzocht om de Sportdienst zo snel mogelijk op de hoogte te brengen van elk

defect in de uitrusting. Daarbij zal de gebruiker elk defect in de infrastructuur en van het materiaal bij het begin van het gebruik melden om te vermijden dat hij zelf aansprakelijk wordt gesteld.

Artikel 23

Het meebrengen van materiaal in de sportlokalen door de gebruikers geschiedt op eigen risico en met voorafgaande toestemming. Als dat materiaal permanent in de lokalen blijft staan en normaal toegankelijk is, mag elke eventuele gebruiker erover beschikken.

Artikel 24

De gebruiker die verlaat een sportzaal die niet onmiddellijk na hem wordt gebruikt moet de verlichting uitdoen en het hek en/of de deur sluiten met de middelen die ter zijn beschikking worden gesteld.

Hij kan aansprakelijk worden gesteld bij een ongeoorloofd gebruik of bij ongeval dat zich na een gebrekkige sluiting van die lokalen voordoet.

De gebruiker let erop dat de openbare orde en de rust buiten de sportinfrastructuur en in de omgeving niet verstoord wordt door zijn gebruik.

Artikel 25

Er kunnen administratieve boetes worden opgelegd aan de gebruikers die dit reglement of de gegeven richtlijnen niet naleven.

Artikel 26

Behalve uitdrukkelijke toestemming is aanplakking op de muren, deuren en ramen verboden, behalve op de aanplakborden die ter beschikking van de gebruikers kunnen worden gesteld. Voor de aanplakking op die borden is er geen voorafgaande toestemming nodig, maar de gemeente behoudt zich wel het recht voor om aankondigingen die zij ongepast acht, weg te halen.

VARIA

Artikel 27

Eventuele klachten moeten aan het College van Burgemeester en Schepenen van Schaarbeek worden gericht.

Artikel 28

Sportgroeperingen die toestemming hebben om de speelvelden te gebruiken, zijn ook gemachtigd om toegang te laten betalen bij officiële meetings of manifestaties die zij organiseren.

Artikel 39

Uitzonderlijke manifestaties moeten in elk geval het voorwerp vormen van een bijzonder onderzoek door het College van Burgemeester en Schepenen. De voorwaarden voor het verloop van die manifestaties zullen in een afzonderlijk reglement worden vastgelegd.

Artikel 30

Het individuele gebruik van de lokalen kan worden toegestaan door het College, dat het bedrag van de bijdrage voor het gebruik zal bepalen.

Artikel 31

De toepassing van dit reglement kan worden toevertrouwd aan derden die door de Gemeenteraad zijn aangewezen.

Artikel 32

Elk geschil of geval dat niet in dit reglement is vastgelegd, zal door het College van Burgemeester en Schepenen worden onderzocht en beslecht.

BIJLAGE V - Tarifiering voor de lokalen beheerd door de Dienst Bibliotheken (FR)

LOKALEN		Tarief per uur
1)	Bibliotheek Mille et une pages (Koninginneplein) – 50 m ² [vergaderzaal met ± 30 plaatsen (uitrusting: beamer – scherm – vergaderbord)]	25€
2)	Thomas Owen (Roodebeeklaan) – 30 m ² [Vergaderzaal voor kleine workshops met ± 10 plaatsen]	15€
3)	Bibliotheek Sésame (Lambermontlaan 200)	
3.1)	Zaal voor vergaderingen of workshops met ± 20 plaatsen +	20€

	vergaderbord (50 m ²)	
3.2)	Klein amfitheater met ± 40 plaatsen + beamer (80 m ²)	30€
3.3)	Educatieve ruimte: Vergaderzaal met 30 plaatsen of conferentiezaal	30€

BIJLAGE V - Tarifiering voor de lokalen beheerd door de Diensten Burgerlijke Stand & Bevolking

Lokaal	Halvedag (maximum 4u)	Dag (8u)
1°) Eetzaal (gebouw B2 van de begraafplaats) – 35 m ²	63,-€	75,-€

BIJLAGE VI – Tariefwijziging i.f.v. het type gebruikers voor de lokalen en terreinen vermeld in bijlagen I t.e.m. V bis.

Aard en doelgroep		Toevallige of punctuele bezetting	Terugkerende bezetting	Permanente bezetting
1°	Activiteit georganiseerd door de Gemeente.	Gratis	Gratis	Gratis
2°	Activiteit georganiseerd door een vzw in samenwerking met de Gemeente.	Gratis	Jaarlijks forfait van 100 €	Jaarlijks forfait van 200 €
3°	Activiteit georganiseerd door een stichting van openbaar nut of een charitatieve instelling	Gratis	Jaarlijks forfait van 100 €	Jaarlijks forfait van 200 €
4°	Bezetting van een zaal van het Gemeentehuis voor de receptie van huwelijksceremonie van een gemeentelijk personeelslid (halve dag – niet van toepassing voor de Raadzaal en de Collegezaal)	Gratis	Niet van toepassing	Niet van toepassing
5.1°	Sportactiviteit georganiseerd door een Schaarbeekse groep samengesteld uit personen jonger dan 18 jaar [Gemeenteraad d.d. 28/09/2016]	Voorkeurstarief voor personen jonger dan 18 jaar (zie BIJLAGE IV/A pagina 28 - Prijzen voor de door de Sportafdeling beheerde ruimtes en terreinen)	Voorkeurstarief voor personen jonger dan 18 jaar (zie BIJLAGE IV/A pagina 28 - Prijzen voor de door de Sportafdeling beheerde ruimtes en terreinen)	Voorkeurstarief voor personen jonger dan 18 jaar (zie BIJLAGE IV/A pagina 28 - Prijzen voor de door de Sportafdeling beheerde ruimtes en terreinen)
5.2°	Activiteit georganiseerd door een Schaarbeekse groep samengesteld uit personen jonger	20%	20%	20%

	dan 21 jaar [Gemeenteraad d.d. 28/09/2016]			
6°	door de Gemeente Schaarbeek gesubsidieerde Schaarbeekse vereniging [Gemeenteraad d.d. 28/09/2016]	60%	60%	• 50% • 20% voor de lokalen beheerd door de dienst Gemeentelijk Onderwijs
	Sportvereniging Schaarbeek gesubsidieerd door de gemeente Schaarbeek *	Voorkeurstarief voor personen jonger dan 18 jaar (zie BIJLAGE IV/A pagina 28 - Prijzen voor de door de Sportafdeling beheerde ruimtes en terreinen)	Voorkeurstarief voor personen jonger dan 18 jaar (zie BIJLAGE IV/A pagina 28 - Prijzen voor de door de Sportafdeling beheerde ruimtes en terreinen)	Voorkeurstarief voor personen jonger dan 18 jaar (zie BIJLAGE IV/A pagina 28 - Prijzen voor de door de Sportafdeling beheerde ruimtes en terreinen)
7.1°	Schaarbeeks wijkcomité of groepering met sociaal karakter	80%	80%	100%
7.2°	De gemeentelijke personeelsleden voor bezetting in hun eigen naam	80 %	80%	100%
8°	Activiteit met commercieel of winstgevend karakter.	300% maximum	300% maximum	300% maximum
9°	Fysieke of rechtspersoon of feitelijke vereniging van buiten Schaarbeek	100%	100%	100%

*De sportdienst beschouwt een vereniging als afkomstig uit Schaarbeek indien de maatschappelijke zetel gevestigd is op het grondgebied van Schaarbeek en/of indien de officiële naam "Schaarbeek" is.

BIJLAGE VII/A – Bezetting van gemeentelijke lokalen, terreinen en buurtruimtes (SPP)

Artikel 1

De coördinatie van de buurtruimtes maakt deel van het Stedelijk Preventie Plan (SPP) uit. In 2013 heeft het SPP het voorwerp gemaakt van een reorganisatie (College van Burgemeester en Schepenen d.d.9/07/2013 - n° 11/B/003). Daardoor werd het beheer van de verschillende ruimtes samengevoegd onder een zelfde coördinatie, die momenteel de volgende ruimtes beheert :

- Buurthuis Renan (Haachtsesteenweg 535)
- Buurthuis Navez (Navezstraat 43)
- Buurthuis « De 58 » (Dupontstraat 58)
- Buurtruimte Rasquinet (Josaphatstraat 109)
- Zaal Van Dyck (Van Dijkstraat 47)
- Kesselsruimte (Kesselsstraat 51)
- Voglerruimte (Voglerstraat 38)
- Het Huis van de Burgers (Gaucheretplein)
- Apolloruimte (Apollosquare 2)
- Jollyruimte (Jollystraat 142)

Andere ruimtes die uit wijkcontracten afstammen zullen in de toekomst deel kunnen uitmaken van deze centrale coördinatie van de buurtruimtes, als gevolg van een besluit van

het College.

Artikel 2

Het doel van de buurtruimtes is het samenleven te bevorderen in de wijken en in het bijzonder aan de openheid van de wijk en van de buurtruimtes naar de wijk te werken, activiteiten te organiseren die een directe link hebben met de behoeftes van de wijk, emancipatorische en/of educatieve activiteiten te bevorderen, een serie van lokale diensten voor de bevolking te ontwikkelen, ruimtes ter beschikking te stellen voor lokale burgerinitiatieven.

Daartoe stelt de coördinatie van de buurtruimtes gemeentelijke lokalen en terreinen ter beschikking van bewoners, feitelijke verenigingen en vzw's of van ieder rechtspersoon voor een bezetting die de doelgerichtheid van de buurtruimtes naleeft. Voor elk bezetting wordt er een overeenkomst afgesloten.

Deze overeenkomst kan pas in gang treden nadat een aanvraagprocedure voor bezetting gevolgd werd, overeenkomstig het algemeen reglement voor de bezetting van gemeentelijke lokalen en terreinen:

- de aanvragen voor gebruik worden via een aanvraagformulier ingediend
- aan dit aanvraagformulier wordt een kopie van de statuten (voor een vzw) of een lijst van alle deelnemers bijgevoegd, samen met een omschrijving van de geplande activiteiten indien het om een feitelijke vereniging of een buurtinitiatief gaat.

Enkel de verenigingen die het handvest van waarden onderschrijven zijn gerechtigd om gebruik te maken van de buurtruimtes, dit om zeker te zijn dat zij dezelfde visie als de Gemeente delen.

Artikel 3

Indien de activiteit die de vereniging in een bepaalde ruimte wil ontwikkelen overeenkomt met de doelstellingen van het SPP en / of op een geïdentificeerde behoefte in de buurt beantwoordt, zal een standaard overeenkomst tussen de vereniging en de Gemeente worden opgesteld. Deze overeenkomst is niet van toepassing op de vzw's die hun sociale zetel in een buurthuis hebben. Deze overeenkomst wordt voor een bepaalde tijd afgesloten en kan enkel verlengd worden na een gunstige evaluatie van de gerealiseerde activiteiten, van het bereikte publiek en van het respecteren van de voorwaarden van de overeenkomst. Door het ondertekenen van de overeenkomst verplichten de verenigingen er zich toe een jaarlijks evenement te organiseren teneinde de openheid van de ruimte op de wijk te bevorderen en om deel te nemen aan de Wijkraden om de behoeftes van de wijk helpen te definiëren. Op het einde van de gebruikperiode worden de gerealiseerde activiteiten aan een evaluatie onderworpen via, onder meer, een evaluatieformulier. Middels dit formulier zal het bereikte publiek, het aantal deelnemers, hun herkomst, enz. gepreciseerd worden.

Artikel 4

Het College van Burgemeester en Schepenen mag de kosteloosheid toekennen aan feitelijke vereniging, vzw of burgerinitiatieven die de Handvest van waarden na leven en die projecten van activiteiten voor stellen in overeenstemming met de doelstellingen van de coördinatie van de buurtruimtes in het kader van de Stedelijke Preventie Programma of, bij gebreke in geval van kosteloosheid (zelfs gedeeltelijk) vastgesteld in bijlage VI.

In andere gevallen, zijn de tarieven van de bijdrage voor de bezetting de volgende:

Ruimte	Lokaal		Oppervlakte	Huur 1 dag	Huur ½ dag	Huur per uur
Vogler	2.1)	Gebruik zonder convenant door residentiële vzw's.				
	2.2)	Zaal 54	54 m2	10,8€	5,4€	
	2.3)	Zaal 37	37 m2	7,4€	3,7€	
	2.4)	Zaal 30	30 m2	6€	3€	
	2.5)	Ontvangstruimte + keuken	35m2	6€	3€	
	2.6)	Niet-residentiële gebruikers				
	2.7))	Zaal 54		20€	10€	

Ruimte	Lokaal		Oppervlakte	Huur 1 dag	Huur ½ dag	Huur per uur
	2.8)	Zaal 37		10€	5€	
	2.9)	Zaal 30		10€	5€	
Van Dyck	3.1)	Zaal gelijkvloers	180 m ²			9,3€
	3.2)	Zaal 1e verdieping straatkant	30 m ²			1,5€
	3.3)	Zaal eerste verdieping binnenplaatskant	30 m ²			1,5€
58	4.1)	Sportzaal	180m ²	10€	5€	
	4.2)	Gelijkvloers + keuken	80m ²	10€	5€	
	4.3)	1ste verdieping	84m ²	10€	5€	
Maison des citoyens	5.1)	Polyvalente zaal				30€
	5.2)	Vergaderzaal				15€
	5.3)	Cafetaria				15€
MQ Navez	6.1)	Sportzaal	70m ²	10€	5€	
	6.2)	Klaslokaal 1 gelijkvloers	50m ²	10€	5€	
	6.3)	Klaslokaal 0 gelijkvloers	20m ²	10€	5€	
	6.4)	Klaslokaal 2 1e verdiep	60m ²	10€	5€	
	6.5)	Klaslokaal 3 1e verdiep	20m ²	10€	5€	
	6.6)	Tentoonstellingshal	60m ²	10€	5€	
MQ Renan	7.1)	Grote zaal gelijkvloers	45m ²	10€	5€	
	7.8)	Keuken gelijkvloers	50m ²	10€	5€	
	7.9)	Refter	20 m ²	10€	5€	
	7.10)	Tuin	40m ²	10€	5€	
	7.11)	Zaal tweede verdieping tuinzijde	25 m ²	10€	5€	
	7.11)	Zaal tweede verdieping straatzijde	35 m ²	10€	5€	
	7.12)	Zaal derde verdieping straatzijde	25 m ²	10€	5€	
	7.13)	Zaal derde verdieping tuinzijde	20 m ²	10€	5€	
Kessels	8.1)	Tuin	200 m ²	10€	5€	
	8.2)	Polyvalente Zaal	45m ²	10€	5€	
	8.3)	Zaal 20	20m ²	10€	5€	
	8.4)	Zaal onder renovatie	45m ²	10€	5€	

Ruimte	Lokaal			Oppervlakte	Huur 1 dag	Huur ½ dag	Huur per uur
Rasquinet	9.1)	Grote zaal		85m2	10€	5€	
Apollo	10.1)	Zaal Decroly	57 m2	18€	9€		
	10.2)	Zaal Montessori	58 m2	18€	9€		
	10.3)	Zaal Ferrer	28 m2	9€	5€		
	10.4)	Zaal Yourcenar	17 m2	5€	3€		
Jolly	11.1)	Polyvalente zaal	80 m2	10€	5€		

BIJLAGE VII/B - Handvest van Waarden van de Gemeente Schaarbeek van toepassing op de buurt ruimtes

Aanhef

De gemeente Schaarbeek, met zijn 130.000 inwoners, is een van de grootste steden in ons land, en dit met een van de meest heterogene bevolking. Bezorgd over de levenskwaliteit van de bewoners ontwikkelt de gemeente Schaarbeek als één van haar prioriteiten de participatie van de burgers in het sociale leven van haar wijken volgens de principes van solidariteit, verantwoordelijkheid en zelfstandigheid. Zo hoopt de Gemeente bij te dragen aan de economische en sociale vooruitgang van Schaarbeek.

De Gemeente Schaarbeek onderschrijft aan de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens, respecteert de wetten van het Belgische volk en is ook ondertekenaar van het Handvest van de Lokale Democratie. Voor zijn ontwikkeling legt het Stedelijk Preventie Programma de nadruk op de actieve participatie van de burgers, en dit onder meer middels de gemeentelijke buurt ruimtes.

Gemeentelijke buurt ruimtes zijn ruimtes waar buurtprojecten ontwikkeld worden om aan de behoeften van de Schaarbeekse bevolking, en de problemen die zij op het gemeentelijk gebied ondervindt, tegemoet te komen. De activiteiten die zo uitgevoerd worden door de gebruikers- partners dragen bij tot een betere samenleving in een buurt, tot de verbetering van de levenskwaliteit van de bewoners en tot de herwaardering van een gebied.

Verenigingen, instellingen en organismen die de buurt ruimtes gebruiken engageren zich in het leven in de wijk, zorgen voor hun opening naar de wijk, en nemen deel aan de onderlinge verdeling van de kennis en de reflectie over hoe de noden en problemen van de wijk beantwoord kunnen worden.

De bedoeling van dit handvest is het vastleggen van de verplichtingen die de verenigingen en instellingen die de buurt ruimtes gebruiken zullen aangaan, teneinde de interne samenhang te verzekeren en de naleving van bepaalde principes en waarden te garanderen

De buurt ruimtes hebben volgende opdrachten:

- Burger- en verenigingsinitiatieven een plek geven;
- Voor de ontwikkeling zorgen, ten bate van de Schaarbeekenaars, van activiteiten die gediversifieerd en relevant zijn ten aanzien van hun behoeften ;
- Aan de verbetering van de levenskwaliteit van de inwoners van de gemeente deelnemen;
- Aan de opwaardering van een gebied bijdragen;
- De sociale samenhang in de verschillende wijken bevorderen .

De algemene filosofie van de Gemeente Schaarbeek, die in dit Handvest wordt benadrukt, is opgebouwd rond 7 waarden :

Diversiteit:

De Buurt ruimtes bieden een breed en gevarieerd aanbod van activiteiten die het voor elke wijkbewoner mogelijk maken eraan deel te nemen. De gebruikers-partners besteden bijzondere aandacht aan de diversiteit van hun publiek tijdens hun activiteiten, en bevorderen een sociaal evenwicht evenals een gemengdheid op het sociale, gender-, culturele, of generatie vlak.

Vrijheid van gedachte en meningsuiting:

Iedereen heeft het recht om te denken wat hij of zij wil, en om vrij zijn of haar mening te uiten. Het is in de buurt ruimtes niet toegestaan om aan te zetten tot haat vanwege ras, nationaliteit of religie of tot gebruikmaking van fysisch geweld tegen personen. Niemand mag anderen zijn of haar eigen ideeën of meningen of politieke, religieuze of filosofische zienswijzen opdringen. In die zin is er in de buurt ruimtes geen plaats voor proselitisme.

Non-discriminatie:

De verenigingen-partners en hun agenten stimuleren het respect voor verschillen op grond van nationaliteit, zogenaamde ras, huidskleur, nationale of etnische afkomst, seksuele geaardheid, burgerlijke staat, geboorte, fortuin, leeftijd, godsdienstige of levensbeschouwelijke overtuiging, huidige of toekomstige gezondheidstoestand, handicap, politieke overtuigingen, fysieke of genetische kenmerken, sociale achtergrond, taal, vakbondskeuze, seks en daaraan gerelateerde criteria als zwangerschap, bevalling, moederschap, en geslachtsverandering.

Gelijkheid tussen mannen en vrouwen:

De activiteiten ontwikkeld in de buurtruimtes zijn gericht op versterking van de gelijkheid tussen vrouwen en mannen en de zelfbeschikking van vrouwen, of bevorderen het verminderen van discriminatie en ongelijkheden tussen mannen en vrouwen.

Deelname aan de activiteiten:

De activiteiten die in de buurtruimtes plaatsvinden zijn toegankelijk voor alle doelgroepen. De gebruikers-partners betrekken hun publiek in hun projecten en acties en moedigen hen aan om hieraan deel te nemen, het woord te nemen, vragen te stellen en na te denken. Ze helpen hen om actief te participeren aan de ontwikkelde projecten.

Respect :

De Buurtruimtes zijn plaatsen waar mensen attent, voorkomend en beleefd zijn t.o.v. elkaar en waar men zich onthoudt van enige vorm van verbaal en/of fysiek misbruik. Iedereen spreekt de anderen beleefd aan en let op zijn verbale en non-verbale communicatie.

Samenwerking :

De verschillende betrokkenen werken zoveel mogelijk samen om de gemeenschappelijke doelstellingen te bereiken. Zij communiceren onderling met een open visie, luisteren naar elkaar en ondersteunen en adviseren elkaar. Zij delen hun kennis en ervaringen met elkaar in een teamgeest.

Ik, ondergetekende met volmacht om de vereniging, het instituut, de dienst te vertegenwoordigen
beloof mij tot dit handvest van waarden te houden.

Opgemaakt op te in twee exemplaren

Handtekening, voorafgegaan van de melding « gelezen en goedgekeurd »

BIJLAGE VIII - Huishoudelijk reglement en Gebruiksreglement van het Huis van de Vrouw, Josafatstraat 253

AANHEF

Het Huis van de Vrouw is een gemeentelijke dienst en haar bestaan is het resultaat van een uitgesproken keuze van het gemeentebestuur voor een gelijkheidsbeleid. Ze is gelegen te 1030 Schaarbeek, Josafatstraat 253.

Zoals beschreven in de "Filosofie van het Huis van de Vrouw", goedgekeurd door het College van Burgemeester en Schepenen op 24 november 2009, zijn de emancipatie en het burgerschap van Vrouwen de voornaamste doelstelling op lange termijn van het Vrouwenhuis. De dienst onderneemt in dit licht vier soorten acties (informatie, opleiding, welzijn en advies), namelijk het organiseren van ontmoetingen en evenementen, het verstrekken van informatie, het aanbieden van verschillende opleidingen en het verstrekken van advies.

Om die doelen te bereiken, ontwikkelt het Vrouwenhuis hiervoor een eigen programma, maar ze stelt haar infrastructuur eveneens ter beschikking aan organisaties die zich inschrijven in bovengenoemde globale doelstellingen (zie ook artikel 1 'Sociaal doel' van het huishoudelijk reglement). Voor elk gebruik van de infrastructuur van het Huis van de Vrouw wordt een overeenkomst met de betrokken organisatie afgesloten.

Artikel 1: Sociaal doel

Het Huis van de Vrouwen, gelegen Josafatstraat 253, staat open voor elke formele of informele groep die in de eerste plaats afkomstig is uit Schaarbeek en een activiteit organiseert met betrekking tot en die ten gunste komt van alle vrouwen. Ieder bezetting van het Huis van de Vrouw mag niet alleen een winstgevend doel hebben.

De inhoud van de activiteiten moet verlopen volgens de democratische regels, zonder discriminatie op basis van afkomst, taal, geslacht, godsdienst, leeftijd of elk ander criterium dat opgenomen is in de anti-discriminatiwet van 25 februari 2003.

Artikel 2: Gezag

De aanvrager aanvaardt de gebruiksvoorwaarden van de lokalen, die opgenomen zijn in het onderhavige Huishoudelijk en bezettingsreglement, alsmede het algemeen reglement voor

de bezetting van gemeentelijke lokalen en terreinen. Hij aanvaardt gevolg te geven aan de voorschriften die opgesteld zijn door de verantwoordelijken van de ruimte (respecteren van de ordemaatregelen).

Met verantwoordelijke wordt de Gemeente Schaarbeek bedoeld, vertegenwoordigd door de coördinator van het Huis van de Vrouw.

Artikel 3: Aanvraagprocedure voor het gebruik van de lokalen

Elke aanvraag moeten worden ingediend volgens de voorwaarden en termijnen vastgesteld in het algemeen reglement voor de bezetting van gemeentelijke lokalen en terreinen, niettemin gelden onderstaande regels:

- Voor partners die een zaal in het Huis van de Vrouw wensen te bezetten, moet de aanvrager een volledig ingevuld aanvraagformulier indienen bij de coördinator van het Huis van de Vrouw.
- Voor de bezetters die een duurzame of terugkerende bezetting wensen in het Huis van Vrouw, moet de aanvrager een mail naar de coördinator van het Huis van de Vrouw sturen.

De aanvrager verbindt zich ertoe om, vanaf de ondertekening van het aanvraagformulier, het algemeen reglement voor de bezetting van gemeentelijke lokalen en terreinen te respecteren en de deelname in de kosten bedoeld in artikel 6 van het huishoudelijk reglement te regelen, volgens de modaliteiten bepaald in artikel 7 van het huishoudelijk reglement voor de gebruikperiode die hem zullen worden toegekend.

Artikel 4: Onderverhuring, overdracht

Onverminderd het algemeen reglement voor de bezetting van gemeentelijke lokalen en terreinen is enkel de coördinator van het Huis van de Vrouw bevoegd om te onderhandelen over wijzigingen, al dan niet ad hoc, in de toekenning van de lokalen. De overdracht of onderverhuring van de zalen door een gebruiker is formeel verboden en kan gerechtelijk vervolgd worden.

Artikel 5: Beschrijving van de verhuurde lokalen

Het betreft:

- De polyvalente ruimte van 85 m² – kelderverdieping.
- De drank – en eetgelegenheden van 42 m² – benedenverdieping.
- Het opleidingslokaal van 38 m² – 1ste verdieping.
- Het kantoor 1 van 8 m² - 1ste verdieping
- Het kantoor 2 van 10 m² - 1ste verdieping

Deze lokalen kunnen occasioneel gehuurd worden door verenigingen of groepen van buiten het Huis van de Vrouw, om er hun activiteiten te organiseren.

De verhuring voor terugkerende activiteiten blijft exclusief de bevoegdheid van de gemeente, op basis van een voorstel van de coördinator.

Artikel 6: Tarieven

De deelname in de kosten voor het gebruik van één van de ruimten omvat de kosten voor elektriciteit, gas en water.

De tarieven van de retributies voor de permanente of herhaaldelijk bezettingen zijn 0,20€ per m² en per dag, behalve gemotiveerde beslissing van het College van Burgmeester en Schepenen.

Behalve gemotiveerde beslissing van het College van Burgmeester en Schepenen, zijn de tarieven van de retributies voor de permanente of herhaaldelijke bezettingen de volgende :

Local		2 uren	Halve dag (maximum 4u)	dag
1°)	Polyvalente ruimte	5,-€	9,-€	16,-€
2°)	Estaminet	4,-€	7,-€	13,-€
3°)	Opleidingslokaal	4,-€	7,-€	13,-€
4°)	Bureau 1 (8m ²)	3,-€	5,-€	8,-€
6°)	Bureau 2 (10m ²)	3,-€	5,-€	8,-€
7°)	Bezetting gemeentelijke diensten, OCMW, Renovas	Gratis		

Behalve gemotiveerde beslissing van het College van Burgmeester en Schepenen zijn de retributies voor sporadische of punctuele bezettingen de volgende:

Lokaal		Dag	Halve dag of avond
1°)	Polyvalente zaal	40,-€	20,-€
2°)	Estaminet	30,-€	15,-€
3°)	Opleidingszaal	30,-€	15,-€
4°)	Kantoor 1 (8m²)	20,-€	10,-€
6°)	Kantoor 2 (10m²)	20,-€	10,-€
7°)	Gemeentediensten, OCMW en RenovaS	Gratis	Gratis

Artikel 7: Betaling

De betalingen voor het gebruik van de zalen gebeuren in de mate van het mogelijke vóór het gebruik, op de rekening meegedeeld door het Huis van de Vrouw en volgens de voorwaarden bepaald in het algemeen reglement voor de bezetting van gemeentelijke lokalen en terreinen.

Het verschuldigde bedrag zal worden berekend door de coördinator van het Huis van de Vrouw, op basis van de effectieve toegewezen gebruikstijd in functie van de beschikbaarheden.

Bij annulering van het gebruik van de lokalen om dringende redenen (ziekte van een begeleider,...) krijgt de gebruiker een gebruikskrediet voor een toekomstige bezetting binnen de zes maanden maar zal in geen geval terugbetaald worden.

Artikel 8: Verzekeringen

Gebruikers omkaderd door een gemeentelijke werknemer zullen gedekt zijn door een verzekering "lichamelijke ongevallen" van de gemeente, binnen de dekking voorgesteld door de verzekeraar van de gemeente.

Elke externe gebruiker (vzw, school, ...) verbindt zich ertoe de nodige verzekeringen af te sluiten om zijn extracontractuele en/of contractuele wettelijke aansprakelijkheid zowel ten opzichte van een derde als ten opzichte van de gemeente te dekken. De vereniging zal verplicht zijn om het bewijs van de betaling van de verzekeringspremie voor te leggen vóór het begin van zijn activiteiten binnen het Huis van de Vrouw.

De externe gebruikers zijn verantwoordelijk voor hun eigen veiligheid. De Gemeente ziet dan ook af van elke verantwoordelijkheid in geval van lichamelijk letsel en materiële schade, behalve duidelijke fout van extracontractuele aard in hoofde van de Gemeente.

Artikel 9: Materiaal van de gebruikers en persoonlijke goederen

De gemeente kan niet aansprakelijk gesteld worden voor gestolen, verdwenen of beschadigde goederen. Elke diefstal, verdwijning of beschadiging van een voorwerp of van materiaal moet aan de coördinator gemeld worden.

De teruggevonden voorwerpen zullen onmiddellijk aan de coördinator overhandigd worden.

Artikel 10: Materiaal in de lokalen

De externe gebruikers zijn verantwoordelijk voor het respecteren van de infrastructuur en van het materiaal tijdens de gebruikperiode die hen toegekend is.

Elke opzettelijk aangebrachte schade zal door de Gemeente worden vervolgd ten einde een schadevergoeding te verkrijgen.

Artikel 11: Procedure van plaatsbeschrijving

Onverminderd het algemeen reglement voor de bezetting van gemeentelijke lokalen en terreinen zullen de begeleiders en/of bezetters:

- de plaatsbeschrijving van de zaal verifiëren bij het begin van elke activiteit. Indien nodig zullen de opmerkingen opgetekend worden in het plaatsbeschrijvingboekje of, bij gebrek eraan, rechtstreeks aan de coördinator meegedeeld worden.
- ervoor zorgen dat bij het einde van de activiteit alles weer in orde gebracht wordt en dat de lokalen en de toiletten netjes zijn. Hij zal in onderhavig geval de eventuele schaden melden.

Elke schade moet rechtstreeks schriftelijk worden gemeld ter attentie van de coördinator van het Huis van de Vrouw.

Bij gebrek deze regels te eerbiedigen zal de gebruiker op onweerlegbare wijze verantwoordelijk worden gehouden voor de roerende of onroerende beschadigingen die later door de coördinator worden vastgesteld.

Artikel 12: Toegangsverbod

Onverminderd de verbodsbepalingen voorzien in het algemeen reglement voor de bezetting

van gemeentelijke lokalen en terreinen is de toegang tot de lokalen verboden:

- aan ieder persoon onder de invloed van of in het bezit van drugs;
- aan iedereen die de welvoeglijkheid- of hygiëneregels niet respecteert;
- aan iedereen die vergezeld is van een dier, behalve als het om een begeleidingsdier voor gehandicapte persoon gaat.

Artikel 13: De verboden

Onverminderd de verbodsbepalingen voorzien in het algemeen reglement voor de bezetting van gemeentelijke lokalen en terreinen, is het verboden (niet-volledige lijst):

- zich buiten de gebruiksuren in de lokalen te bevinden;
- de doorgang aan de ingangen en nooduitgangen te hinderen;
- grote voorwerpen in de gang of op de trap te laten staan;
- schade aan te richten, opzettelijk of door verkeerd gebruik, aan het gebouw, het beschikbare materiaal en de meubels, op straffe van schadevergoeding.
- transistors en andere versterkers te gebruiken behalve met de uitdrukkelijke toestemming van de coördinator;
- in de lokalen te roken;
- alcoholische dranken mee te brengen, behalve toestemming van het College van Burgemeester en Schepenen;
- de openbare orde en de rust binnen en in de omgeving van de lokalen te verstoren;
- materiaal te gebruiken zonder voorafgaande toestemming;
- te spijkeren, kleven, schilderen of schrijven op de muren, deuren, vloeren of op het materiaal;
- dubbelzijdige kleefband aan te brengen op de panelen in de tentoonstellingszaal.

Elk verboden gedrag zal bestraft kunnen worden in het kader van hoofdstuk 9 van het algemeen reglement voor de bezetting van gemeentelijke lokalen en terreinen betreffende de gemeentelijke administratieve sancties.

Artikel 14: Commerciële of reclame- transacties

Het is verboden commerciële of reclame- transacties te voeren in de lokalen of in verband ermee zonder voorafgaande toestemming van de coördinator van het Huis van de Vrouwen.

Artikel 15: Aanplakking

Enkel de coördinator van het Huis van de Vrouwen heeft het recht om aanplakkingen toe te laten.

Deze aanplakbrieven, die vooraf aan de lokaalverantwoordelijken bezorgd moeten worden, kunnen op de hiervoor bestemde plaatsen aangebracht worden.

Artikel 16: Aanwezigheid in de zaal

Iedereen die aanwezig is in de zaal valt onder de verantwoordelijkheid van de organisatie waaraan de gebruiksperiode van de lokalen toegekend werd.

Artikel 17: Respecteren van de gebruikstijd

De gebruikers verbinden zich ertoe de uren van hun gebruiksperiode te respecteren en zorgen ervoor dat ze het lokaal met hun volledige groep verlaten hebben ten laatste op het einde van de gebruiksperiode die in de overeenkomst vermeld staat.

De volgende gebruiker zal de zaal met zijn groep pas binnengaan als de vorige ze verlaten heeft.

Als de gebruiksuren niet gerespecteerd worden moet de benadeelde gebruiker de coördinator onmiddellijk waarschuwen (eventueel via het plaatsbeschrijvingsboekje), die de nodige maatregelen zal treffen.

Artikel 18: Ad hoc acties van algemeen nut

De gemeente en de coördinator van het Huis van de Vrouwen behouden zich het recht voor om elke tijdruimte eerst te reserveren voor de organisatie van een actie van algemeen nut (deelname, aan een symbolische actie, aan een buurtfeest, informatievergaderingen ...).

De gebruikers die hierdoor niet over een gereserveerde periode kunnen beschikken, worden ten minste twee weken vooraf op de hoogte gebracht en krijgen schadevergoeding in de vorm van gebruikskrediet.

Dergelijke acties worden georganiseerd onder de verantwoordelijkheid van de coördinator.

Artikel 19: Weigering tot toegang

Onverminderd de verbodsbepaling in het algemeen reglement voor de bezetting van gemeentelijke lokalen en terreinen behoudt de coördinator van het Huis van de Vrouwen zich het recht voor de toegang tot de zaal te weigeren om duidelijke veiligheids- of hygiëneredenen of in een geval van overmacht dat niet vermeld staat in het onderhavige

reglement, zonder dat de gebruiker schadevergoeding kan eisen.

Zo zal ook iedereen die weigert zich aan onderhavig reglement te onderwerpen gevraagd worden het gebouw onmiddellijk te verlaten.

Artikel 20: Klachten

De coördinator van het Huis van Vrouwen mag eventuele klachten ontvangen, die aan het College van Burgemeester en Schepenen overgedragen zullen worden. De coördinator mag concrete oplossingen aan het College voorleggen.

BIJLAGE IX – Tarifiering voor de lokalen van de Ruimte 208 Aarschot beheerd door de dienst Vastgoedbeheer

Lokaal		Oppervlakte	Verhuur
1.1)	Zaal gelijkvloers straatkant	18m ²	30 EUR/m ² /jaar
1.2)	Zaal gelijkvloers binnenkant	18m ²	30 EUR/m ² /jaar
1.3)	Polyvalente zaal achteraan	70m ²	30 EUR/m ² /jaar
1.4)	Terras (3de)	80m ²	30 EUR/m ² /jaar

SP 34.- Nouvelle tarification des infrastructures sportives communales - Saison 2025/2026 - Approbation -- Nieuwe prijsstelling voor gemeentelijke sportinfrastructuur - Seizoen 2025/2026 - Goedkeuring

Ce point est retiré de l'ordre du jour -- Dit punt wordt aan de agenda onttrokken

Point retiré de l'ordre du jour

ENSEIGNEMENT COMMUNAL FRANCOPHONE -- FRANSTALIG GEMEENTELIJK ONDERWIJS

Inspection pédagogique -- Pedagogische inspectie

SP 35.- Athénée Fernand Blum - Convention liée au Programme-cadre de la Fédération Wallonie-Bruxelles visant l'amélioration du climat scolaire - Approbation -- Atheneum Fernand Blum - Overeenkomst verbonden aan het kaderprogramma van de Federatie Wallonië-Brussel voor de verbetering van het schoolklimaat - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Vu le Décret "Missions" du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu le Décret du 27 avril 2023 relatif à l'amélioration du climat scolaire et à la prévention du harcèlement et du cyberharcèlement scolaires ;

Vu le Programme-cadre de la Fédération Wallonie-Bruxelles visant l'amélioration du climat scolaire ;

Considérant que dans le Programme-cadre, durant l'année scolaire 2023/2024, l'Athénée communal Fernand Blum a répondu à l'appel de la Fédération Wallonie-Bruxelles afin de contribuer à l'amélioration du climat scolaire (dont fait notamment partie la lutte contre le harcèlement et le cyberharcèlement scolaires) ;

Considérant le modèle de convention transmis par la Fédération Wallonie-Bruxelles dans ce cadre ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins ;

DECIDE

D'approuver la convention annexée liée au Programme-cadre de la Fédération Wallonie-Bruxelles visant l'amélioration du climat scolaire et entérinant la collaboration entre l'Athénée communal Fernand Blum et la Fédération Wallonie-Bruxelles dans cette perspective.

DE GEMEENTERAAD
Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;
Gelet op het decreet "Opdrachten" van 24 juli 1997 tot bepaling van de prioritaire opdrachten van het basis- en secundair onderwijs en tot organisatie van de structuren die nodig zijn om deze opdrachten uit te voeren;
Gelet op het decreet van 27 april 2023 betreffende de verbetering van het schoolklimaat en het voorkomen van pesten en cyberpesten op school;
Gelet op het kaderprogramma van de Federatie Wallonië-Brussel ter verbetering van het schoolklimaat;
Gezien het feit dat het Gemeenschappelijk Atheneum Fernand Blum in het kader van het kaderprogramma tijdens het schooljaar 2023/2024 gehoor heeft gegeven aan de oproep van de Federatie Wallonië-Brussel om bij te dragen aan de verbetering van het schoolklimaat (wat in het bijzonder de strijd tegen pesterijen op school en cyberpesten omvat);
Gezien de modelovereenkomst die de Federatie Wallonië-Brussel in dit verband heeft toegezonden;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;
BESLUIT
De bijgevoegde overeenkomst betreffende het kaderprogramma van de Federatie Wallonië-Brussel ter verbetering van het schoolklimaat goed te keuren en de samenwerking tussen het Athénée communal Fernand Blum en de Federatie Wallonië-Brussel hiertoe te bekrachtigen.

SYSTÈME D'INFORMATION -- INFORMATIESYSTEMEN

Applications et Processus Métiers -- Applicaties en Bedrijfsprocessen

SP 36.- Convention FAS liant la commune de Schaerbeek et le SPF BOSA dans le cadre du projet SLSE - Approbation -- FAS-overeenkomst tussen de gemeente Schaarbeek en SPF BOSA in het kader van het SLSE-project - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL
Approuvé à l'unanimité.

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;
Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Échevins du 13/05/2025,
DÉCIDE
D'approuver et de signer la convention de partenariat avec BOSA.

DE GEMEENTERAAD
Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;
Gelet op het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 13/05/2025,
BESLUIT
De partnerschapsovereenkomst met BOSA goed te keuren en te ondertekenen.

SECRÉTAIRE COMMUNAL -- GEMEENTESECRETARIS

Bureau des Assemblées -- Kantoor der Vergaderingen

SP 64.- Comensia - Assemblée Générale du 27 mai 2025 - Désignation d'un représentant -
Pour information -- Comensia - Algemene vergadering van 27 mei 2025 - Aanwijzing van een vertegenwoordiger - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité. -- De dringendheid wordt eenparig aangenomen.
Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 100, 117 et 120 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu les statuts de Comensia ;

Vu l'Assemblée Générale du 27 mai 2025 ;

Sur proposition du Collège du 27 mai 2025 ;

DECIDE

De désigner Madame Justine HARZE comme représentante de la Commune à l'Assemblée Générale du 27 mai 2025.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gezien de artikelen 100, 117 en 120 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien de statuten van Comensia ;

Gezien de Algemene Vergadering van 27 mei 2025;

Op voorstel van het College van 27 mei 2025;

BESLUIT

Mevrouw Justine HARZE aan te wijzen als vertegenwoordigster van de gemeente op de Algemene Vergadering van 27 mei 2025.

* * * * *

Après le point 64 vote nominal auquel participent les conseillers communaux suivants ==

Na het punt 64 hoofdelijke stemming waaraan de volgende gemeenteraadsleden

deelnemen : M.-h. Hasan Koyuncu; Mme-mevr. Audrey Henry; M.-h. Vincent Vanhalewyn;

Mme-mevr. Justine Harze; MM.-hh. Cedric Mahieu, Frederic Nimal, Abobakre Bouhjar, Martin

De brabant; Mme-mevr. Gudrun Willems; Mme-mevr. Deborah Lorenzino; M.-h. Thomas

Eraly; M.-h. Quentin Van Den Hove, Mmes-mevr. Angelina Chan, Done Sonmez, MM.-hh.

Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Ibrahim Donmez, Sadik Koksai, Mme-mevr. Leila Lahssaini,

M.-h. Yusuf Yildiz, Mmes-mevr. Emel Kose, Marie Gervais, M.-h. Anton Schuurmans, Mme-

mevr. Farida Tahar, MM.-hh. Ufuk Narinc, Elias Ammi, Mmes-mevr. Barbara Trachte, Isabelle

Durant, M.-h. Ahmed El bargeragei, Mmes-mevr. Yousra Ouchen, Sarah Bestrioui, M.-h. Yvan

De beaufort, Mmes-mevr. Chloé Deguide, Laure Lita, Yousra Douhri, Marie Speeckaert, MM.-

hh. Benjamin Devos, Abdourahmane Balde, Saït Köse, Olivier Willocx, Matthieu Degrez,

Quentin Vanbaelen.

* * * * *

RESULTAT DU VOTE – UITSLAG VAN DE STEMMING

OUI – JA : O

NON – NEEN : N

ABSTENTION – ONTHOUDING : -

PAS DE VOTE/VOTE ANONYME – GEEN STEM/ANONIEME STEMMING : —

Points de l'O.J. Punten agenda	4, 6-8, 10-17, 19, 21- 28, 30-31, 35-36, 64, 37-63	3, 29	9	18
KOYUNCU HASAN	O	O	O	O
VANHALEWYN VINCENT	O	O	O	O
HARZE JUSTINE	O	O	O	O
MAHIEU CEDRIC	O	O	O	O
NIMAL FREDERIC	O	O	O	O
BOUHJAR ABOBAKRE	O	O	O	O
DE BRABANT MARTIN	O	O	O	O
WILLEMS GUDRUN	O	O	O	O
LORENZINO DEBORAH	O	O	O	O
ERALY THOMAS	O	O	O	O
VAN DEN HOVE QUENTIN	O	O	O	O
CHAN ANGELINA	O	O	O	O
SONMEZ DONE	O	O	O	O
CLERFAYT BERNARD	O	O	O	O
VERZIN GEORGES	O	O	-	N
OZKARA EMIN	—	—	—	—
JODOGNE CÉCILE	—	—	—	—
DONMEZ IBRAHIM	O	O	O	O
KOKSAL SADIK	O	O	O	O
LAHSSAINI LEILA	O	-	-	N
YILDIZ YUSUF	O	O	O	O
BELKHATIR NAIMA	—	—	—	—
KOSE EMEL	O	O	O	O
GERVAIS MARIE	O	O	O	O
SCHUURMANS ANTON	O	O	O	O
TAHAR FARIDA	O	O	O	O
NARINC UFUK	O	-	-	N
AMMI ELIAS	O	O	O	N
TRACHTE BARBARA	O	O	O	O
DURANT ISABELLE	O	O	O	O
BOXUS MYRIAM	—	—	—	—
EL BARGERAGEI AHMED	O	O	O	N
OUCHEN YOUSRA	O	O	O	N
BESTRIOUI SARAH	O	O	O	N
DE BEAUFFORT YVAN	O	O	O	O
DEGUIDE CHLOÉ	O	-	-	N
YIGIT AYSE	—	—	—	—
LITA LAURE	O	O	O	O
DOUHRI YOUSRA	O	O	O	O
SPEECKAERT MARIE	O	O	O	O
DEVOS BENJAMIN	O	-	-	N
BALDE ABDOURAHMANE	O	-	-	N
KÖSE SAÏT	O	O	-	N
WILLOCX OLIVIER	O	O	O	O
DEGREZ MATTHIEU	O	O	O	O
VANBAELEN QUENTIN	O	-	-	N
HENRY AUDREY	O	O	O	O
OUI-JA	42	36	34	30
NON-NEEN	0	0	0	12
ABSTENTIONS - ONTHOUDINGEN	0	6	8	0

RESULTAT DU VOTE – UITSLAG VAN DE STEMMING

OUI – JA : O

NON – NEEN : N

ABSTENTION – ONTHOUDING : -

PAS DE VOTE/VOTE ANONYME – GEEN STEM/ANONIEME STEMMING : —

Points de l'O.J. Punten agenda	20	32	33
KOYUNCU HASAN	O	O	O
VANHALEWYN VINCENT	O	O	O
HARZE JUSTINE	O	O	O
MAHIEU CEDRIC	O	O	O
NIMAL FREDERIC	O	O	O
BOUHJAR ABOBAKRE	O	O	O
DE BRABANT MARTIN	O	O	O
WILLEMS GUDRUN	O	O	O
LORENZINO DEBORAH	O	O	O
ERALY THOMAS	O	O	O
VAN DEN HOVE QUENTIN	O	O	O
CHAN ANGELINA	O	O	O
SONMEZ DONE	O	O	O
CLERFAYT BERNARD	O	O	O
VERZIN GEORGES	O	N	O
OZKARA EMIN	—	—	—
JODOGNE CÉCILE	—	—	—
DONMEZ IBRAHIM	O	O	O
KOKSAL SADIK	O	O	O
LAHSSAINI LEILA	-	N	N
YILDIZ YUSUF	O	O	O
BELKHATIR NAIMA	—	—	—
KOSE EMEL	O	O	O
GERVAIS MARIE	O	O	O
SCHUURMANS ANTON	O	O	O
TAHAR FARIDA	O	O	O
NARINC UFUK	-	N	N
AMMI ELIAS	-	-	-
TRACHTE BARBARA	O	O	O
DURANT ISABELLE	O	O	O
BOXUS MYRIAM	—	—	—
EL BARGERAGEI AHMED	-	-	-
OUCHEN YOUSRA	-	-	-
BESTRIOUI SARAH	-	-	-
DE BEAUFFORT YVAN	O	O	O
DEGUIDE CHLOÉ	-	N	N
YIGIT AYSE	—	—	—
LITA LAURE	O	O	O
DOUHRI YOUSRA	O	O	O
SPEECKAERT MARIE	O	O	O
DEVOS BENJAMIN	-	N	N
BALDE ABDOURAHMANE	-	N	N
KÖSE SAÏT	O	N	O
WILLOCX OLIVIER	O	O	O
DEGREZ MATTHIEU	O	O	O
VANBAELEN QUENTIN	-	N	N
HENRY AUDREY	O	O	O
OUI-JA	32	30	32
NON-NEEN	0	8	6
ABSTENTIONS - ONTHOUDINGEN	10	4	4

RÉSULTAT DES VOTES ANONYMES – UITSLAG VAN ANONIEME STEMMINGEN

NUMÉRO DU POINT / PUNT NUMMER	Oui/ JA	Non/ NEE	ABSTENTION/ ONTHOUDING
2	31	12	0
5	40	2	0

ORDRE DU JOUR (REPRISE) -- AGENDA (VERVOLG)

POINT(S) INSCRIT(S) À LA DEMANDE DE CONSEILLERS COMMUNAUX -- PUNT(EN) OPGETEKEND OP VERZOEK VAN GEMEENTERAADSLEDEN

SP 65.- Suppression des heures gratuites en zone verte les mercredis et samedis (Demande de Monsieur Benjamin DEVOS) -- Afschaffing van gratis uren in de groene zones op woensdag en zaterdag (Verzoek van de heer Benjamin DEVOS)

Monsieur Devos expose son point

Monsieur Yildiz pose sa question

Monsieur Dönmez, Madame Speeckaert, Monsieur van den Hove et Monsieur Köse interviennent

Madame Harze répond

Monsieur Devos réplique

Madame Harze répond

Monsieur Dönmez, Monsieur Yildiz et Madame Speeckaert répliquent

Madame Harze répond

QUESTIONS ORALES -- MONDELINGE VRAGEN

SP 66.- La fin des 2 heures de stationnement gratuit les mercredis et samedis + VisitPass (Question de Monsieur Yusuf YILDIZ) -- Het einde van 2 uur gratis parkeren op woensdag en zaterdag + VisitPass (Vraag van de heer Yusuf YILDIZ)

Monsieur Yildiz a posé sa question lors des débats au point 65

La séance publique est levée à 22 heures et 20 minutes -- De openbare vergadering wordt beëindigd om 22.20 uur.